

سكز من لايصل

## question juive

«question juive». Détonant

tant de contemporains, Birmbaum ne voit que des relents de «question juive» à la Gustave... Mais, moins vénéral, mais... de Naomi Schor, qui croit... dans les réflexions une... thématique et sémantique... avec les «professions»... point que Susan Rubin Suleman... d'une analyse iconographique des réflexions (1), en vient... d'hui à défendre Sartre... sa collègue de Harvard,... «question juive»... ceux qui croyaient au... et ceux qui n'y croyaient... «question juive» se multiplient... «question juive»... Philippe Ruge

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

«question juive»... de la culture kanak

# Le Monde

QUINQUANTIÈME ANNÉE - N° 16567 - 7,50 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

■ Enquête :  
le FN filmé  
■ Recensement  
difficile sur la Toile



## Une seule devise pour les Onze

- Les chefs d'Etat et le Parlement européen entérinent la sélection des onze pays pour l'euro
- Pendant ce sommet historique, les parités entre les monnaies nationales devaient être arrêtées
- La présidence de la Banque centrale européenne a donné lieu à un ultime affrontement

### Le temple de la culture kanak

LIONEL JOSPIN paraphra, mardi 5 mai à Nouméa, l'accord sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie qui ouvre la voie à l'indépendance du territoire. La veille, le premier ministre aura inauguré le centre culturel kanak Jean-Marie Tjibaou, dirigeant indépendantiste assassiné le 4 mai 1989. Ce centre est dû à l'architecte italien Renzo Piano. Sa conception et sa construction, prévues par les accords de Matignon de 1988, auront coûté 320 millions de francs. Il abrite des collections d'une culture millénaire ainsi que des créations contemporaines des artistes kanaks et de leurs voisins.

Lire pages 24 et 25 et nos informations page 7

LES QUINZE chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne devaient confirmer, samedi après-midi 2 mai à Bruxelles, la liste des onze premiers participants à l'euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal. La liste a été entérinée vendredi par les quinze ministres de l'économie et des finances, puis approuvée, samedi matin, par le Parlement européen. Il revenait aux chefs d'Etat et de gouvernement de régler le dernier problème en suspens, celui de la désignation du président de la Banque centrale européenne (BCE). Puis les ministres des finances devaient fixer les parités entre les onze monnaies.

Les ministres des finances ont également approuvé, vendredi, une «déclaration de stabilité» budgétaire. Réclamée par l'Allemagne, elle réaffirme la nécessité pour les Onze d'observer une politique de rigueur. Ce texte demande «des ef-



forts spéciaux» pour les pays - non désignés - ayant une dette publique trop élevée. Les marchés financiers européens ont salué l'événement par une forte hausse des indices boursiers.

Jean-Marie Le Pen a appelé, le 1<sup>er</sup> mai, à la «résistance» contre la «normale d'occupation» et qualifié Jacques Chirac de «supercolonne». Selon l'Eurobaromètre, les Français sont, contrairement aux

Allemands, majoritairement favorables à l'euro et à de nouveaux transferts de souveraineté.

Lire pages 2, 3, 6 et 12 Les marchés financiers p. 18 et 19

## Suicide en direct et aveux on line aux Etats-Unis

NEW YORK

C'était l'heure du goûter, l'heure à laquelle les enfants sont déjà devant la télévision après l'école. Sur une bretelle d'autoroute à Los Angeles, jeudi 30 avril, un homme arrêté à carabine sur le bas-côté et met en joue avec une carabine les automobilistes qui passent. De leur voiture, ceux-ci alertent la police. Aussitôt, les chaînes de télévision locales passent le relais à leurs hélicoptères, qui se placent au-dessus de la scène, filment et retransmettent en direct.

Huit chaînes interrompent leurs programmes, selon un rituel dont les téléspectateurs sont désormais familiers : il se passe toujours quelque chose sur les autoroutes de Californie ou d'ailleurs, un hold-up, un camion d'immigrés clandestins pris en chasse par la police, un forcené en fuite. Le fait-divers en direct, c'est moins cher que les séries télévisées et la suspense est plus fort, puisqu'on ne sait pas comment cela va se terminer.

La police coupe la circulation. L'homme, Daniel Jones, quarante ans, prend son téléphone mobile et entre en contact avec la po-

lice, à laquelle il tient des propos incohérents. Il tire quelques coups en l'air, sort de sa camionnette, remonte, y met le feu avec un cocktail Molotov. Il sort, réussit à enlever son pantalon et ses sous-vêtements en flammes, monte sur un parapet, fait mine de se jeter dans le vide, se ravise, prend sa carabine, la place sous son menton, tire. Sa tête explose.

Il est presque 16 heures, plusieurs chaînes ont continué à diffuser la scène. Des téléspectateurs scandalisés appellent les rédactions pour protester contre cette retransmission qui leur a été imposée - mais qui a fait monter le taux d'audience de 10 %. Les présentateurs s'excusent à l'antenne. La mère de Daniel Jones - qui, semble-t-il, était séropositive et pensait être atteinte d'un cancer - se trouvait, elle aussi, devant son téléviseur, dira sa famille le lendemain.

Pendant que les rédactions californiennes débattaient, vendredi, des excès du direct, un homme comparait devant un tribunal du Nord-Dakota pour un autre étrange épisode médiatique. Larry Froistad, vingt-neuf ans, a avoué sur Internet, en mars dernier, dans un forum de discussion pour anciens alcooliques, qu'il était l'assassin de sa fille de cinq

ans, morte dans un incendie en 1995. Les enquêteurs avaient classé le dossier comme «incendie involontaire». En fait, affirmait-il avec un luxe de détails, il avait allumé l'incendie pour ne plus avoir à se disputer la garde de l'enfant avec son ancienne femme.

Sur les centaines de personnes participant au forum, seules trois furent suffisamment troublées par les aveux de Larry Froistad pour alerter la police. Emprisonné après avoir répété cette version aux policiers, celui-ci affirme aujourd'hui que des antidépresseurs l'avaient fait délirer et qu'il est innocent. Un juge a autorisé vendredi sa libération sous caution de 100 000 dollars (environ 600 000 francs) en attendant son procès.

Le suicide de Daniel Jones était trop public. Larry Froistad, lui, semblait penser que ses aveux resteraient confidentiels. Selon le New York Times, ce dossier fournit un exemple des délicates situations auxquelles peut aboutir la conjugaison de «l'anonymat parfois illusoire de la communion on line et l'impératif de confidentialité des groupes de soutien collectifs» comme les Alcooliques anonymes.

Sylvie Kauffmann

## La recherche en ébullition

CLAUDE ALLÈGRE veut «voir les chercheurs dans les laboratoires, pas dans les commissions Théodile». Pour le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, la réalisation de cette ambition passe par une «dé-bureaucratie» du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il propose notamment une refonte du comité chargé du recrutement, de l'évaluation des laboratoires et de la prospective scientifique. Les chercheurs y sont hostiles. Pour ne pas mettre le milieu «à feu et à sang», Catherine Bréchinac, qui dirige cet organisme unique en son genre (26 000 personnes dont 11 600 chercheurs et 15 milliards de francs de budget), a lancé une consultation de l'ensemble des directeurs de laboratoire.

Lire page 11

## Vieilles gloires à vendre



COLIN SOUTHGATE

LA TROISIÈME compagnie mondiale de disques, le britannique EMI, attire les convoitises. Les démentis de son président, Sir Colin Southgate - la société «n'est pas à vendre» - n'ont convaincu personne. Mis à part les Spice Girls, EMI s'est contenté de recycler des vieilles gloires, Beatles et Rolling Stones.

Lire page 15

## Henri Curiel, vingt ans après

IL Y A tout juste vingt ans, Henri Curiel, militant communiste rejeté par les siens, disparaissait, assassiné en plein Paris. Le crime était revendiqué par une organisation française d'extrême droite. L'arme des assassins avait d'ailleurs servi quatre mois plus tôt au meurtre du gardien de l'Amicale des Algériens, par un mystérieux commando Charles-Martel, ce qui semblait à première vue authentifier en tous points la revendication franco-fasciste. Mais il y avait aussi dans cette affaire un élément qui compliquait singulièrement l'enquête : Henri Curiel, établi en France depuis son expulsion d'Egypte par le roi Farouk au début des années 50, avait longtemps bénéficié d'une mansuétude certaine des autorités de police en raison de son engagement de jeune homme en faveur de la France libre au Caïre.

Protégé par le pouvoir gaulliste, Curiel était devenu la cible d'une campagne de presse très mensongère, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, dont la source ne fut jamais la DST, mais sans doute, un autre service qui intoxiquait proprement un grand éditeur du Point, Georges Siffert. Bien sûr, ce dernier n'était pour rien dans les ennus ultérieurs de Curiel ; mais son éditorial alarmiste avait sans doute

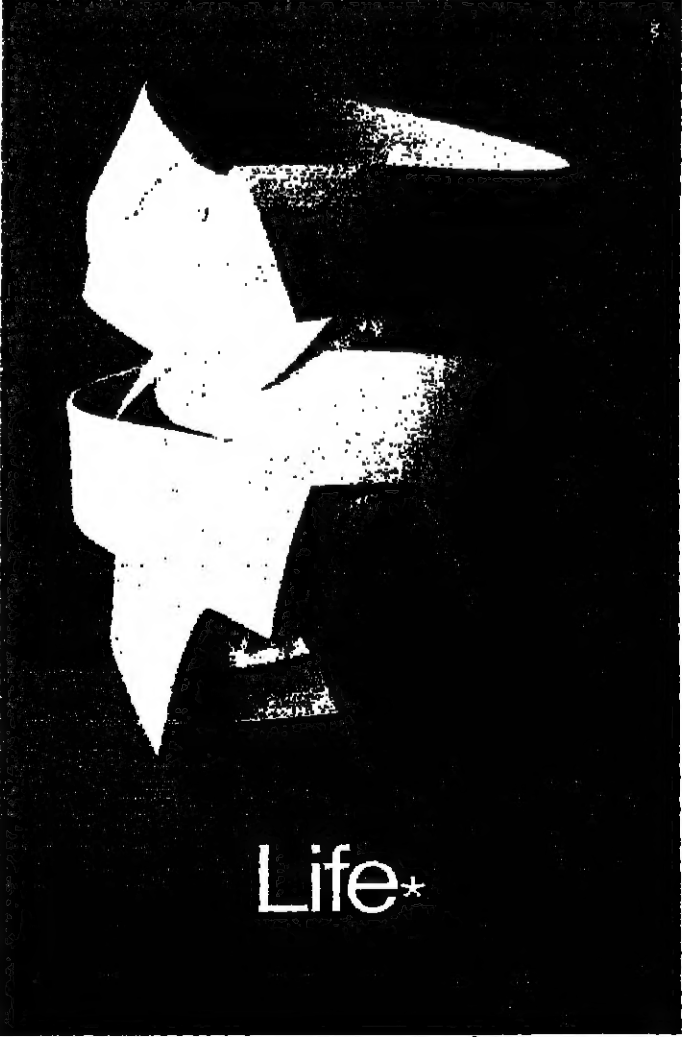
accompagné et amoncé à son insu, comme l'ont nauséens de l'éther, la piqure précise et létale qui allait suivre, car, par ailleurs, l'assassinat avait été exécuté de la manière la plus professionnelle.

Pourtant l'homme était aussi simple et quasi évangélique d'abord qu'il était peu tortueux dans ses raisonnements. Agent soviétique ? Comment le prétendre d'un personnage aussi ouvertement adonné à brandir le drapeau rouge qu'à faire état de son amour d'enfant pour la patrie du socialisme, au vu et au su du groupe qu'il avait fondé, Solidarité Terroriste ? Comment le croire d'une organisation qui s'était surtout épanouie après 1968 en apportant son soutien à des mouvements du tiers-monde point trop hostiles à Moscou, dont l'ANC sud-africain elle-même.

La vérité, un peu mélancolique, c'était en réalité le monde de Danny Rose, ce personnage de Woody Allen qui réunit, à force de tendresse, un portefeuille incroyablement de panmes non dénués de talent, comme d'autres collectionnent les actions en Bourse ou les bonnes fortunes.

Alexandre Adler pour le Monde

Lire la suite page 13



Life

## Rwanda : l'aveu

Jean Kambanda, chef du gouvernement pendant le génocide en 1994, est le premier responsable hutu à reconnaître les faits qui lui sont reprochés par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. p. 5

## L'affaire Yann Piat aux assises

Le procès des auteurs et complices présumés de l'assassinat de la députée (UDF-PR) du Var commence, lundi 4 mai, à Draguignan. p. 8

## Pollution en Andalousie

Plus de 6 tonnes de poissons morts ont été repêchés en Andalousie après l'écoulement de 5 millions de mètres cubes d'eau acide. p. 4

## Liberté de la presse



A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, dimanche 3 mai, Reporters sans frontières a rendu public son rapport 1998. p. 16

## Claude Allègre et la Seine-Saint-Denis

Claude Allègre promet 3 000 postes en trois ans pour les établissements scolaires de Seine-Saint-Denis. p. 10 et notre éditorial p. 13

## Le FN s'installe en Rhône-Alpes

Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, a confié de nombreuses responsabilités au Front national, dont le poste de rapporteur du budget et une vice-présidence de commission sur la culture. p. 6

## L'immobilier sort de la crise

Depuis la fin de 1997, la chute des prix a été enrayée à Paris et dans la petite couronne. La reprise est moins importante que prévu. p. 17

## La mort de Dominique Aury

Auteur longtemps caché d'Histoire d'O, Dominique Aury est décédé dans la nuit du 26 au 27 avril, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. p. 26

## Mai 68 dans «Le Monde»

Le numéro spécial consacré par Le Monde à Mai 68, daté samedi 2 mai, reste en vente, au prix de 10 francs, jusqu'au lundi 4 mai.

International	2	Placements	17
France	6	Aujourd'hui	21
Société	8	Abonnements	21
Carnet	10	Météorologie, jeux	23
Horizons	11	Culture	24
Entreprises	15	Guide culturel	26
Communication	16	Radio-télévision	27

N 0146-508-750 F





**CONSEIL EUROPÉEN** Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union européenne devaient consacrer lors d'un conseil extraordinaire, samedi 2 mai à Bruxelles, la naissance de

l'euro et confirmer la participation de onze pays à la monnaie unique. **LES MINISTRES DES FINANCES**, réunis la veille, avaient bon espoir de trouver un compromis sur la présidence de la Banque centrale



euro (BCE). Le choix réside entre le Néerlandais Wim Duisenberg, actuel patron de l'Institut monétaire européen, soutenu par une large majorité des Quinze, et le gouverneur de la Banque de France, Jean-

Claude Trichet. **LE PARLEMENT** européen s'est réuni, dans la matinée de samedi, en séance plénière, pour avaliser les décisions recommandées par les ministres de l'économie et des finances et la liste des onze pays.

## Onze pays sont confirmés dans la première vague de l'euro

Pour des raisons politiques, la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark ont choisi d'attendre, tandis que la Grèce ne remplit pas les critères de Maastricht. A Bruxelles, vendredi 1<sup>er</sup> mai, un compromis semblait se dégager sur la présidence de la Banque centrale européenne

**BRUXELLES**  
de nos envoyés spéciaux  
« C'est le commencement d'une nouvelle ère pour l'Europe », a déclaré Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier britannique, dont le pays a renoncé dans l'immédiat à participer à la monnaie unique, a tenu à mettre en relief l'importance historique de ce long week-end de l'euro qui venait de débuter. « L'union monétaire peut être une plate-forme de stabilité sur laquelle s'appuyer pour construire la croissance et l'emploi », a-t-il assuré comme à regret, en présentant, vendredi 1<sup>er</sup> mai, les résultats du conseil des ministres des finances des Quinze (Ecofin), tenu à Bruxelles pour préparer le sommet européen extraordinaire du lendemain. Sur recommandation de leurs ministres, qui ont adopté une déclaration en précisant les conditions, et après accord du Parlement européen, convoqué dans la matinée en séance plénière, les chefs d'Etat et de gouvernement devaient consacrer, samedi après-midi, la naissance de l'euro en confirmant la qualification de onze pays.

Jusqu'au dernier moment, le problème de la nomination du président de la Banque centrale européenne (BCE) a pourtant menacé de brouiller l'histoire. Il avait cristallisé ces semaines dernières les tensions entre la France et ses partenaires. La sagesse paraissant l'emporter, la volonté d'aboutir à une solution lors du sommet était, vendredi soir, évidente, au point que certains se demandaient si un projet de compromis n'était pas pratiquement bouclé. Le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, a été presque catégorique. « Il y a de bonnes raisons pour que tout le monde se mette d'accord demain », a-t-il indiqué, osant

même, quelques minutes plus tard, affirmer : « J'en suis sûr, je n'ai aucun doute que l'on trouvera une bonne solution », formule également utilisée par le ministre allemand, Theo Waigel. M. Brown, qui conduisait les travaux, informé des contacts pris par Tony Blair, le président en exercice du Conseil européen, était lui aussi optimiste. Les partenaires de la France n'ont jamais vraiment compris l'obstination de Paris à présenter la candidature du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, contre celle du Néerlandais Wim Duisenberg, actuel président de l'Institut monétaire européen, qu'ils étaient unanimes à appuyer. Cette attitude s'explique non pas par hostilité à M. Duisenberg mais pour des raisons de principe : le président Chirac n'avait pas accepté en 1996 que les gouvernements des banques centrales, réunis au sein du Conseil des insti-

tuts monétaires, désignent eux-mêmes leur nouveau président avec l'idée clairement exprimée qu'il deviendrait le premier gouverneur de la BCE. Les Français entendaient ainsi rappeler que, selon le traité de Maastricht, ce choix revenait à l'instance politique suprême de l'Union, le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement.

### MANDAT PARTAGÉ

Le rôle joué dans cette affaire par la Bundesbank, qui jusqu'au dernier jour a soutenu ouvertement la candidature Duisenberg et a voulu peser sur les tractations pour trouver un compromis, a également irrité Paris. Cela rappelle fâcheusement que le choix de Francfort comme siège de la BCE n'avait été accepté qu'à contrecoeur par les Français, qui voyaient une menace pour le rôle de la place financière de Paris. M. Chirac a toujours soutenu qu'il y

avait eu lors de ce choix un accord tacite entre la France et l'Allemagne pour que, en compensation, le premier président soit un Français.

Aussi justifiés ces arguments soient-ils, la France se trouvait, au début du week-end, isolée, incomprise, bref accusée de gâcher la fête. Il lui a donc fallu accepter de composer, ce que du côté du gouvernement de Lionel Jospin on paraissait admettre avec moins d'états d'âme que du côté de l'Elysée. A entendre M. Strauss-Kahn, le premier choix français allait assurément à un mandat partagé. M. Duisenberg serait désigné officiellement pour un mandat de huit ans, conformément au traité. Mais aux termes d'un arrangement non-dit, dont le contenu restait apparemment, vendredi soir, à préciser, il indiquait d'une manière ou d'une autre - qu'à ce que ce soit après les législatives du 6 mai au Pays-Bas -

son intention de renoncer après quatre ans. Son successeur pourrait alors être M. Trichet, ou tout autre candidat français, pour un mandat entier de huit ans.

### OBJECTIONS SÉRIEUSES

Un tel compromis se révèle délicat à finaliser en raison des objections très sérieuses qu'il soulève, tant du côté des gaullistes que chez les Néerlandais (toujours très hostiles à l'idée d'un partage) ou à la Bundesbank. Plus grave encore, le Parlement européen s'est lui aussi prononcé, voilà quelques jours, contre le partage. Or, les 7 et 8 mai, il doit auditionner le président désigné avant de donner son avis. Il a déjà manifesté son intention de « cuisiner » M. Duisenberg dans le cas où les députés flaireraient un accord secret du type de celui concocté. L'avis du Parlement n'est que consultatif mais ce ne serait pas

un bon départ que de mettre en place la Banque centrale européenne dans des conditions critiquées par la représentation européenne.

En raison de ces difficultés de réglage, M. Strauss-Kahn n'a pas exclu, vendredi soir, qu'il faille recourir à l'autre solution possible, celle d'un troisième homme ou de la première femme, allusion à la nomination possible de Sirka Härmäläinen, le gouverneur de la banque centrale finlandaise. Le ministre français a indiqué cependant qu'il ne s'agissait pas de la « formule idéale ». Ce serait notamment un revers déplaçant pour les Pays-Bas, qui ont beaucoup investi dans la candidature de leur champion. Une négociation de cette nature étant toujours délicate, personne n'a voulu non plus exclure complètement que les dirigeants prennent leur décision à une date ultérieure, après les élections néerlandaises, étant entendu que le traité n'exige une décision qu'avant le 1<sup>er</sup> juillet.

A l'issue du sommet, les ministres des finances devaient s'attacher, samedi soir, à une double mission : annoncer les pactés entre les monnaies de l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 1999, puis, dans l'hypothèse d'un accord, préciser la composition du directoire de la Banque centrale. Celui-ci comprendra six membres, dont le président et le vice-président. M. Strauss-Kahn a estimé qu'il était souhaitable que les trois grands pays de la zone euro, de surcroît membres fondateurs de l'Europe, soient représentés. Il s'agit de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. Les trois autres mandats devant en principe revenir à l'Espagne, la Finlande et les Pays-Bas.

Henri de Bresson et Philippe Lemaître

## Les ministres des finances adoptent une « déclaration de stabilité »

### BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Theo Waigel, ministre allemand des finances mais aussi président du Parti chrétien-social de Bavière (CSU), peut aborder rassuré sa double campagne en vue des élections régionales bavaroises, puis fédérales en septembre. Il a obtenu, vendredi 1<sup>er</sup> mai, que le conseil des ministres européens adopte une « déclaration de stabilité » accompagnant le passage à l'euro, que l'entrée dans la monnaie unique ne signifiera pas, une fois les négociations achevées, un relâchement de la discipline budgétaire, et que la zone euro « ne pourra pas être invquée » pour demander aux plus vertueux de payer pour les dettes des autres.

« L'Union monétaire ne sera pas une union de transferts financiers », a-t-il souligné à l'intention de ses électeurs, traumatisés par les impôts payés pour la réunification allemande et furieux

d'être les plus gros contributeurs nets de l'Union européenne. Si l'Italie et la Belgique ne sont pas citées nommément, c'est bien d'abord à ces deux pays que s'adresse l'avertissement. Les ministres des Quinze engagent les Etats à accentuer d'autant plus leurs efforts que leur dette est élevée et la demande à tous aussi d'utiliser les fruits de la croissance, « si les conditions économiques se développent mieux qu'attendu », pour affirmer, avant toute chose, la consolidation budgétaire.

La déclaration de Bruxelles établit clairement le principe longtemps contesté en France de considérer l'assainissement des finances publiques, la recherche de l'équilibre budgétaire, comme conditions prioritaires de la croissance et de l'emploi. Les Etats s'engagent à tenir les objectifs de déficit budgétaire pris pour 1998 et à prendre, en cas de dérapage, les mesures de rattrapage nécessaires. Ils ont accepté de soumettre

le plus tôt possible à examen leurs projets de budget pour 1999. A la demande de la France, ces deux points seront abordés dans le cadre du Conseil informel de l'euro qui doit commencer le 4 juin « son travail de surveillance » et de coordination des politiques économiques.

La présidence britannique a obtenu que le rappel aux principes du Pacte de stabilité soit assorti d'une demande d'« accroître les efforts pour renforcer l'efficacité de nos économies de manière à créer un environnement favorable à la croissance, l'emploi à un niveau élevé et la cohésion sociale ». Les ministres se sont mis d'accord dans cette optique sur la nécessité de « réformes structurelles », notamment pour rendre le marché des capitaux plus efficace, pour améliorer la capacité d'« adaptation des marchés du travail » et les systèmes d'éducation et de formation.

H. de B.

## Jean-Claude Trichet : un ancien de l'ENA... et du PSU

SA PLUS BELLE victoire, il l'a décrochée le 4 novembre 1997, lorsqu'en fin d'après-midi, dans un texte commun, le Palais de l'Elysée et l'Hôtel Matignon faisaient savoir que « les autorités françaises ont décidé de présenter la candidature de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, au poste de président du directoire de la Banque centrale européenne ». Triomphe en forme de revanche pour un homme moins habitué à recevoir des hommages publics que des coups de la classe politique française, de gauche comme de droite. De Nicolas Sarkozy à Jean-Pierre Chevènement, en passant par Philippe Séguin, Henri Emmanuelli et Valéry Giscard d'Estaing, tous s'en sont pris à la stratégie monétaire mise en place par M. Trichet, accusée d'avoir favorisé l'explosion du chômage en obligeant à maintenir des taux d'intérêt très élevés pour défendre la parité du franc vis-à-vis du mark.

Début 1995, en pleine campagne présidentielle, le candidat Jacques Chirac lui-même ne résiste pas à la tentation en affirmant que « le gouverneur de la Banque de France n'est pas là pour indiquer au gouvernement la politique qu'il doit mener » après que M. Trichet eut recommandé une modération salariale. Et en juillet 1996, c'est cette fois le chef de l'Etat qui dénonce « le niveau trop élevé des taux d'intérêt en France » et met aussi en cause, indirectement, la responsabilité de M. Trichet, en tant qu'ancien directeur du Trésor, dans les déboires du Crédit lyonnais. C'est au mois de septembre 1993, à 50 ans, que l'ancien élève de l'Ecole des mines de Nancy, licencié en sciences économiques, énarque et inspecteur des finances, est nommé à la tête de la Banque de France, à laquelle le gouvernement d'Edouard Balladur vient d'accorder son indépendance. A ce poste, l'homme de l'ombre se retrouve tout à coup sous le feu des projecteurs.



L'ancien membre du PSU, adhérent de la CFDT lorsqu'il est à l'ENA, commence sa carrière de serviteur de l'Etat en 1976 au Clasi (comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), où il découvre la micro-économie et apprend, avec les dossiers Lip, Boussac, Manufrance, l'art de gérer les crises. Après un bref passage au cabinet de René Monory, ministre de l'Economie, il entre en 1978 à l'Elysée, où il est chargé de l'industrie, de la recherche et de l'énergie. Après la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, il rejoint la direction du Trésor. Pierre Bérégovoy le nomme, en 1985, chef du service des affaires internationales. Il anime à partir de cette date le Club de Paris, qui s'emploie à aménager la dette publique des pays en voie de développement.

### QUALITÉS DE SAINT-FROID

Quand, en 1986, Edouard Balladur prend les rênes du ministère des finances, il devient son directeur de cabinet. En août 1987, il retourne au Trésor, en qualité cette fois de directeur, poste auquel le confie Pierre Bérégovoy lorsqu'il revient à la tête de ce ministère, puis Michel Sapin et Edmond Alphandéry. Appliquant à la lettre sa devise de haut fonctionnaire - « liberté absolue dans la conduite des décisions », il inspire durant dix ans la politique économique des gouvernements successifs, se faisant le chantre de la « désinflation compétitive ».

En juillet 1992, sa passion pour le service de l'Etat - mais aussi le manque d'attrait de l'amatour de poésie pour le business et la gestion des hommes - le conduira même à refuser la présidence de la BNR que Pierre Bérégovoy lui propose.

Depuis quatre ans, à la tête de la Banque de France indépendante, c'est cette fois au service du franc que Jean-Claude Trichet a déployé toute son énergie, ses talents de pédagogue, ses qualités de sang-froid pendant les crises les plus difficiles. Mais c'est là aussi, selon ses détracteurs, qu'il a démontré son incapacité à écouter ceux qui ne sont pas de son avis, que ces derniers siègent au sein même du conseil de politique monétaire de l'Institut d'émission ou se trouvent parmi les économistes, français ou étrangers, pour qui la politique du franc fort a eu un coût exorbitant pour la croissance et l'emploi.

Pierre-Antoine Delhommais

## Wim Duisenberg : ni dogmatique ni technocrate

### AMSTERDAM

de notre correspondant

La chevelure argentée sur un corps plus long que la moyenne, l'air légèrement dégingandé, la cigarette omniprésente : Wim Duisenberg (prononcer « deul-zum-berg ») est facile à repérer au milieu de ses homologues banquiers. Cet amateur de musique classique au faux air de vieux play-boy ferait partie de la « gauche caviar », si l'expression existait aux Pays-Bas. Sa carte de membre du Parti du travail (PvdA, social-démocrate) ne l'a pas empêché d'accomplir une carrière exemplaire dans tous les domaines de la haute finance.

Son entrée sur la scène publique néerlandaise remonte à 1973. Cet ancien fonctionnaire du FMI et de la banque centrale des Pays-Bas est appelé par le premier ministre, Joop den Uyl, à rejoindre « le gouvernement le plus radicalement à gauche » de l'histoire du pays, selon le quotidien NRC Handelsblad. M. Duisenberg y est un ministre des finances



réputé pour ses idées keynésiennes, convaincu de la nécessité de stimuler la consommation en temps de crise. Il envisage même d'envoyer à chaque Néerlandais un chèque de 10 florins pour relancer l'économie.

Ces certitudes sont ébranlées à l'été 1975. En vacances dans sa province natale de la Frise, le ministre est alerté par un rapport de ses services prouvant que la poursuite d'une politique de dépenses supérieures à la croissance créerait une vague de chômage. Duisenberg fait son « aggiornamento » et décide d'instaurer la rigueur. L'homme ne

sera soutenu ni par son chef de gouvernement ni par son parti, et il faudra attendre 1982 pour que le pays se convertisse à l'austérité budgétaire. Et Wim Duisenberg deviendra un apôtre de la réduction des dépenses.

Girouette pour les uns, pragmatique convaincu pour les autres, Wim Duisenberg fait alors un court détour par le Parlement puis par la direction d'une grande banque avant de devenir, le 1<sup>er</sup> janvier 1982, président de l'Institut d'émission néerlandais. Persuadé désormais que florin fort et discipline budgétaire mènent finalement à la création d'emplois, il ancre, en 1983, le cours du florin sur celui du deutschemark et il n'hésitera pas, lorsque l'économie néerlandaise sera plus forte que l'allemande, dans les années 90, à devancer parfois les décisions de la Bundesbank de réduire les taux d'intérêt.

Wim Duisenberg est donc tout sauf un dogmatique et un technocrate. Il l'a encore prouvé lors du débat autour de l'euro. Certain que son report serait « une catastrophe », il a plaidé pour l'interprétation en tendance des critères de convergence du traité de Maastricht, s'opposant en cela à certains de ses homologues favorables à une application rigoureuse des textes. Cela ne les a pas empêchés de le coopter pour le poste de président de l'Institut monétaire européen, chargé de la mise en place de l'euro et de la BCE. Aujourd'hui, ils sont encore nombreux, derrière Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, à le soutenir fermement contre leur autre « confrère », Jean-Claude Trichet. Selon la petite histoire, Duisenberg avait envisagé de démissionner de la banque centrale de son pays dans la foulée du sommet d'Amsterdam pour se consacrer à ses passions : le golf et la voile. Mais comment résister à l'éventualité d'être l'homme qui portera l'euro sur les fonts baptismaux ?

Alain Franco

## Ultimes pressions et « chantages » de la Bundesbank

LES MARCHÉS financiers européens ont terminé la semaine en forte hausse, les opérateurs patientant sur le fait qu'un compromis - acceptable par la Bundesbank - allait être trouvé, samedi 2 mai à Bruxelles, sur la présidence de la future Banque centrale européenne (BCE). Vendredi 1<sup>er</sup> mai, la Bourse de Londres a gagné 1,38 % et Amsterdam 5,34 %. La veille, les places de Francfort et de Paris - fermées vendredi - s'étaient elles aussi envolées, gagnant respectivement 3,10 % et 3,94 %.

Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait estimé, jeudi, à l'issue du conseil de la banque centrale, que les décisions sur la nomination du président de la BCE et des membres de son directoire étaient « urgentes ». « La Bundesbank part du principe que l'on arri-

vera à des décisions qui sont conformes au traité de Maastricht et qui renforcent la confiance des marchés financiers dans la politique de stabilité de la Banque centrale européenne », avait-il ajouté.

En début de semaine, les marchés européens avaient vivement reculé après que la presse allemande ait révélé le contenu d'une lettre adressée par M. Tietmeyer au chancelier allemand, Helmut Kohl, réaffirmant son hostilité à un partage du mandat pour la présidence de la BCE et menaçant de revoir son avis favorable sur le lancement de l'euro si un tel compromis était conclu. Ces informations avaient semé le doute sur les marchés, inquiets à l'idée que la banque centrale allemande manifeste sa colère, en relevant ses taux, dans le cas où son favori, le

Néerlandais Wim Duisenberg, n'obtiendrait qu'un mandat écourté. La prise de position très ferme de la Bundesbank avait aussi beaucoup agacé à Paris, où l'on a pris le soin de signaler qu'aucun des trois derniers présidents de la Bundesbank, Karl-Otto Pöhl, Helmut Schlesinger et Hans Tietmeyer, n'a effectué un mandat entier à la tête de l'Institut d'émission.

Les économistes estimaient toutefois vendredi soir que, compte tenu de la pression et du chantage exercés par la Bundesbank, une absence d'accord lors du sommet de Bruxelles sur le nom du président de la BCE et la composition de son directoire entraîneraient un plongeon des marchés d'actions et d'obligations européens.

Pierre-Antoine Delhommais



50 ذرين لال

# Comment fonctionnera et que fera le « conseil de l'euro » ?

LE 4 JUIN, à la veille du conseil des ministres des finances des Quinze prévu à Luxembourg, les ministres des onze pays de la zone euro se réuniront dans la soirée pour tenir la première réunion officielle du conseil de coordination de l'euro, l'Euro II. Elle se passera sous la présidence de l'Austriche, qui assumera à partir du 1<sup>er</sup> juillet la présidence de l'Union européenne. La Grande-Bretagne, qui préside actuellement les travaux de l'Union, ne pourra pas prendre part à la réunion, ne participant pas au lancement de l'euro.

Le conseil doit permettre aux ministres de la zone euro de « se réunir entre eux de façon informelle pour discuter de questions liées aux responsabilités spécifiques qu'ils partagent en matière de monnaie unique ». La Commission et, si nécessaire, la Banque centrale européenne seront représentées à ces réunions. Les articles 102 et 103 du traité de Maastricht énoncent bien des procédures de surveillance multilatérale pour s'assurer que les Etats coordonnent leurs politiques économiques, mais elles n'imposent à aucun des Etats véritablement contraignantes, en dehors de celles librement consenties pour pouvoir faire partie de l'Union monétaire (critères de Maastricht).

Les gouvernements ont toujours réchigné à être soumis à l'arbitrage de la Commission ou de leurs partenaires dans leurs choix macroéconomiques. Le meilleur exemple en est le problème de l'harmonisation des politiques fiscales. Sa nécessité est régulièrement réaffirmée pour éviter les distorsions au sein du marché unique européen. Mais les efforts du commissaire Mario Monti n'ont abouti jusqu'à présent qu'à l'engagement des ministres des finances de respecter un code de bonne conduite. Or on imagine mal que les pays de la zone euro puissent se permettre de fonctionner longtemps avec des taux d'imposition sur le revenu, l'épargne, les sociétés qui soient trop différents. Si la solution, comme le défend Jacques Creyssel, directeur général du CNPF, ne peut être à terme que la suppression du droit de veto des Etats en matière fiscale, l'Euro II pourrait d'ici là être un bon lieu de négociation pour sortir de l'impasse.

Que va-t-il se passer le 4 juin ? Il va d'abord falloir se mettre d'accord sur un minimum de règles opérationnelles, comme de savoir qui représentera la zone euro dans les instances internationales comme le G7. Les réunions se passeront en présence des ministres des finances et d'un collaborateur. Il est entendu que la présidence du groupe sera assurée en suivant au plus près les rotations de la présidence de l'Union, tous les six

mois. Le souhait de certains responsables français de voir cette présidence s'exercer sur une période de deux à trois ans n'est pas aujourd'hui d'actualité.

L'intendance sera assurée par la présidence du moment et les institutions européennes. La Commission devrait être chargée d'entamer d'urgence une réflexion sur la manière de bâtir des indicateurs de référence communs. Il n'existe pas encore vraiment d'indicateurs consolidés européens et l'Office européen des statistiques, Eurostat, travaille le plus souvent à partir de données statistiques fournies par les Etats membres. Il faut rendre le système plus fiable pour être sûr de pouvoir comparer ce qui est comparable. C'est un travail énorme qui va tester la volonté de transparence de gouvernements.

Les susceptibilités risquent d'être mises rapidement à l'épreuve. « Les mentalités sont encore très nationales, résume un responsable français. Il va falloir voir dans quelle mesure les gouvernements vont être prêts à négocier leur budget en tenant compte à la fois des conseils de leurs partenaires et des souhaits de leurs parlementaires nationaux. » Il va falloir convaincre des administrations habituées à travailler seules d'expliquer leurs stratégies budgétaires le plus en amont possible pour que les partenaires puissent faire des remarques. Un comité de politique économique, réunissant les principales directions du ministère des finances, a été mis en place à Bercy pour réfléchir aux implications internes et externes du conseil de l'euro.

Il faut s'attendre à voir surgir rapidement des difficultés, notamment entre Paris et Bonn, en raison d'appréciations différentes de la finalité de la coordination économique. Conseiller à Mitterrand, Pierre-Alain Muet voit dans l'Union monétaire la possibilité « d'une plus grande maîtrise de la politique économique d'un marché désormais unifié ». L'idée d'évoluer vers un gouvernement économique n'est jamais très loin dans les esprits à Paris. Ce n'est pas la vision de l'actuel gouvernement conservateur allemand, qui demande avant tout que les politiques nationales soient soumises à une stricte discipline commune. Les Allemands entendent utiliser le conseil pour veiller à ce que leurs partenaires respectent leurs engagements budgétaires. Les mécanismes de contrôle du pacte de stabilité ne concernent que les situations de déficit excessif, au-delà de 3 % du PIB, mais l'objectif que se sont fixés les Quinze est celui de l'équilibre budgétaire. Bonn entend bien le rappeler à ceux qui se monteraient insuffisamment empressés de faire les efforts nécessaires.

Henri de Bresson



## L'adieu au deutschemark

**BONN**  
Après cinquante années de bons et loyaux services, le deutschemark va disparaître. La population se résigne à adopter l'euro, comme le lui demande Helmut Kohl. Mais elle craint un retour de l'inflation, dans un pays ruiné deux fois en moins de quarante ans par la guerre et l'hyperinflation. Fruit de la réforme monétaire draconienne de 1948, le deutschemark était devenu le symbole de la République fédérale d'Allemagne, de sa prospérité et de sa stabilité.

Créé par le Reichstag en 1871, le mark a consacré l'unité monétaire allemande, après l'unité politique réalisée par Bismarck. Grâce aux réparations payées par les Français, l'empire récupère l'équivalent d'un tiers du revenu annuel de l'Allemagne, ce qui permet de battre les nouvelles pièces de monnaie et provoque un petit miracle économique, jusqu'au 31 juillet 1914. Ce jour-là, la convertibilité-or du mark est suspendue. Depuis une semaine, la population, prise de panique par l'imminence de la guerre, a retiré plus de 100 millions de marks-or des caisses de la Reichsbank. Le Reich a bien vite récupéré ce métal précieux pour financer l'effort de guerre, il fait appel au patriotisme des Allemands, qui souscrivent neuf emprunts. Au sortir de la guerre, les particuliers ne détiennent plus que des bons du Trésor, qui ne vaudront bientôt plus rien.

40 deutschemarks contre 60 reichsmarks, consacrant la séparation définitive avec la zone d'occupation soviétique, qui fera sa réforme monétaire le même jour. L'épargne est lessivée, 100 reichsmarks d'épargne sont échangés contre 6,5 deutschemarks. Plus tard, cette réforme deviendra l'un des mythes de la RFA, celui d'une société sans lutte des classes où tout le monde est repart de zéro. A l'époque, c'est le mécontentement. Certes, du jour au lendemain, les produits introuvables réapparaissent et le marché noir disparaît. Mais les Allemands n'ont pas les moyens d'acheter.

Ludwig Erhard, directeur de l'administration pour l'économie et père de l'économie sociale de marché (*Sozialmarktwirtschaft*) allemande, a lancé dans la foulée la réforme monétaire la libéralisation de l'économie. Il a libéré les prix, mais pas les salaires, ce qui permet aux entreprises de commencer à reconstruire leurs fonds propres. A l'automne, le plan Marshall donne le signal du redémarrage. Mais les syndicats appellent à la grève générale. Le 12 novembre 1948 il n'y a plus de grosse manifestation depuis la victoire alliée, avec pour objectif d'abattre « le dictateur économique ». Le chômage quadruple pour atteindre 2 millions de personnes au début de 1950.

La création de monnaie doit refléter la création de richesses. Le mark devient la monnaie la plus stable du monde, rendant possible le miracle économique : à partir de 1949, les prix augmentent en moyenne de 2,8 % par an.

En l'absence d'inflation, les produits allemands restent compétitifs sur les marchés. Des accords salariaux sont signés par branche. Les entreprises se battent pour la qualité de leurs produits et la productivité, permettant à l'industrie allemande de tailler des croupières à ses concurrents sur les marchés mondiaux. Le redécollage est spectaculaire. Le chômage retombe à un million en 1955 et passe sous la barre des 200 000 en 1961. En 1952, le pays dégage son premier excédent commercial. Les réserves de change sont multipliées par 17, de 1952 à 1958, pour atteindre 26 milliards de marks. En 1958, le mark devient totalement convertible.

Les dévaluations incessantes du franc et de la lire face au mark dans le système monétaire européen créé en 1979 mettent en valeur la stabilité du mark, devenue deuxième monnaie de réserve derrière le dollar. Le modèle dure jusqu'à la fin des années 80.

Avec la réunification, les Allemands « jouent » pour la première fois depuis la guerre avec leur monnaie. En échangeant un mark-est contre un mark-ouest - en réalité la moyenne sera 1,5 mark - contre la volonté de la Bundesbank, le chancelier Kohl fait du mark un instrument politique. Résultat, « l'économie prend sa revanche », selon l'expression de M. Jochimsen. L'industrie est allemande, qui aurait pu survivre avec 1 deutschemark pour 4,40 ostmarks, selon les autorités de RDA, fait faillite. Helmut Kohl refuse de financer la réunification par l'impôt. La Bundesbank freine l'économie des quatre fers et fait monter les taux jusqu'à 9 % fin 1992.

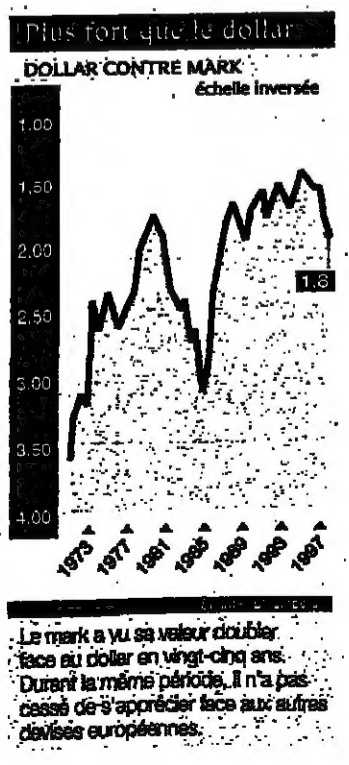
A cette époque, le deutschemark et la Bundesbank sont au faite de leur réputation. En réalité, la banque centrale se remet difficilement de son échec face à Helmut Kohl, tandis que l'Allemagne de l'Ouest, saignée par la réunification - 1 000 milliards de marks de transferts en huit ans - doit remettre en cause son modèle.

C'est dans ce contexte qu'arrive l'euro. Les Allemands, qui doutent de leur propre modèle, craignent que la monnaie unique n'apporte les mêmes maux que la réunification. Les Länder riches de l'Allemagne, comme la Bavière dirigée par l'euroscéptique Edmund Stoiber, en ont assez de payer pour l'ancienne RDA. Ils déclarent qu'ils ne veulent pas d'une union monétaire qui conduise à des transferts financiers en direction des pays les plus pauvres. Le candidat à la chancellerie du parti social-démocrate Gerhard Schröder imagine mal que les industries de l'Espagne et du Portugal puissent survivre dans l'Euroland sans recourir à l'arme de la dévaluation. Il s'inquiète de ce que ces pays aillent frapper à la porte de Bruxelles, ou au contraire pratiquer le dumping social, mettant en danger les standards sociaux élevés de l'Allemagne. Les Allemands de l'Ouest, qui ont offert à ceux de l'Est un niveau de vie comparable au leur, ne sont pas prêts à le faire pour les Portugais, toujours cités en exemple. Ils ne veulent pas que l'euro leur coûte un point d'inflation ou un penniel.

Arnaud Leparmentier

## Les Allemands craignent que la monnaie unique n'apporte les mêmes maux que la réunification

Echoués par leurs expériences, les Allemands ont décidé de faire du deutschemark une monnaie neutre, avec laquelle on ne joue pas. Indépendante, la banque centrale affirme son autorité en s'opposant - avec succès - au chancelier Konrad Adenauer. Alors que le monde se trouve dans le système des parités de change fixes de Bretton-Woods, la banque centrale allemande n'a pas pour objectif de couvrir ses émissions de liquidités par de l'or ou des devises, et n'en a d'ailleurs pas les moyens. Sa philosophie est que la



Le mark a vu sa valeur doubler face au dollar en vingt-cinq ans. Durant la même période, il n'a pas cessé de s'apprécier face aux autres devises européennes.

## La vague de l'euro

La Grèce ne remplit pas les conditions de la Banque centrale européenne

Le ministre des Finances, Claude Trichet, a déclaré au Parlement grec, dans la matinée de samedi, que la Grèce ne remplit pas les conditions de la Banque centrale européenne. Il a souligné que le pays ne dispose pas d'une monnaie stable et que son système bancaire est encore trop fragile pour intégrer l'euro.

La Grèce a rejoint l'Union européenne en 1981, mais elle n'a pas encore adopté l'euro. Elle utilise toujours le dracme. Le gouvernement grec a tenté de convaincre la Commission européenne que la Grèce était prête à intégrer l'euro, mais la Commission a refusé. Elle a déclaré que la Grèce ne dispose pas d'une monnaie stable et que son système bancaire est encore trop fragile pour intégrer l'euro.

La Grèce a rejoint l'Union européenne en 1981, mais elle n'a pas encore adopté l'euro. Elle utilise toujours le dracme. Le gouvernement grec a tenté de convaincre la Commission européenne que la Grèce était prête à intégrer l'euro, mais la Commission a refusé. Elle a déclaré que la Grèce ne dispose pas d'une monnaie stable et que son système bancaire est encore trop fragile pour intégrer l'euro.

## ni dogmatique ni technocrate

Le conseil de l'euro doit être un lieu de dialogue entre les gouvernements, et non un organe technocratique. Il doit permettre de résoudre les problèmes économiques et sociaux, et non de s'enfermer dans des débats techniques.

Le conseil de l'euro doit être un lieu de dialogue entre les gouvernements, et non un organe technocratique. Il doit permettre de résoudre les problèmes économiques et sociaux, et non de s'enfermer dans des débats techniques.

Le conseil de l'euro doit être un lieu de dialogue entre les gouvernements, et non un organe technocratique. Il doit permettre de résoudre les problèmes économiques et sociaux, et non de s'enfermer dans des débats techniques.

38F

100 PHOTOS POUR DEFENDRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Photographies de Marc Riboud

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

mac



# L'écoulement accidentel d'eaux acides provoque une catastrophe écologique en Andalousie

Les déchets toxiques se sont diffusés sur plus de 20 kilomètres près du parc national de Doñana

Plus de 6 tonnes de poissons morts ont déjà été repêchés dans les affluents du Guadalquivir, dans la région du parc de Doñana (Andalousie).

Cette catastrophe provient de l'écoulement de 5 millions de mètres cubes d'eaux très acides dans la région du parc de Doñana (Andalousie).

sud). Les spécialistes de l'écologie et les biologistes sont très pessimistes, et le ministère de l'Agriculture craint de lourdes pertes.

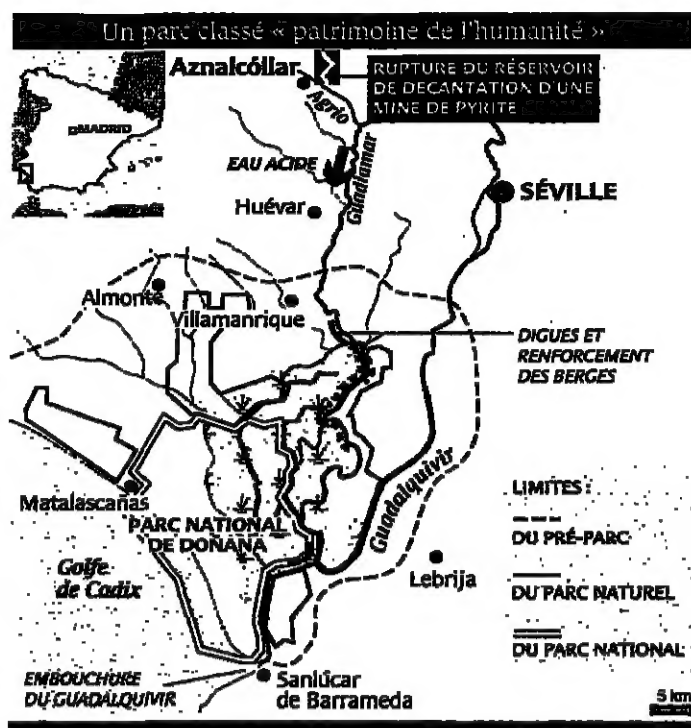
**MADRID**  
de notre correspondant

Il n'y a eu aucune trêve du 1<sup>er</sup> mai dans cette course contre le mal : dans un paysage presque métallique, strié de gris et d'ocre, des dizaines de travailleurs volontaires gantés de caoutchouc, une gaine devant le visage, ont ramassé les poissons morts, dans le rio Guadalquivir : 6500 kilos au total. Par ailleurs, ce sont environ sept cents œufs d'oiseaux d'espèces protégées qui ont été contaminés.

A l'évidence, le soulagement avec lequel le ministre de l'environnement, Isabel Tocino, avait annoncé dimanche 26 avril, que le parc naturel de Doñana, près de Séville « était sauvé », en dépit de la rupture, la veille, du réservoir de décontamination d'une mine de pyrite, à Aznalcollar, dans une région toute proche, qui a libéré 5 millions de mètres cubes d'eaux acides, était un peu trop hâtif.

**PESSIMISME**

Certes, une semaine après la catastrophe, l'essentiel des eaux contaminées par les métaux en décontant a pu être canalisée et dirigée, à travers certains bras du Guadalquivir, vers les marais de l'embouchure du Guadalquivir, sur la côte atlantique, et le « cœur » même de Doñana n'a pas été touché directement. Mais que dire du parc naturel et du « pré-parc », qui représentent 23000 hectares et sont en bordure immédiate du



parc national ? Un parc national classé « patrimoine de l'humanité » de par la faune et la flore exceptionnelles qu'il abrite, avec des arbres centenaires et des millions d'oiseaux, comme des flamants roses et quelques trop rares spécimens d'aigles royaux.

Si l'on en croit spécialistes de

l'écologie et biologistes, le pessimisme est de mise. Les déchets toxiques se sont diffusés dans une zone de 20 kilomètres autour du Guadalquivir, et l'on parle déjà de lourdes pertes agricoles : le ministère de l'Agriculture les chiffre à 1500 millions de pesetas, les agriculteurs à 10 000 millions de pesetas (100 pesetas : 3,95 francs).

A cela, il faudra bientôt ajouter le manque à gagner des pêcheurs du bas-Guadalquivir.

Pis encore, d'après Miguel Ferrer, le directeur de la station biologique de Doñana, les eaux acides ont commencé à s'infiltrer dans la nappe phréatique, numéro 27, c'est-à-dire la principale source d'alimentation en eau du parc. Ce qui, explique-t-il, va avoir pour conséquence « de grands changements dans l'écosystème qui rendront le parc de Doñana radicalement différent dans les trente prochaines années ». On s'attend ainsi à voir surgir des maladies chez les oiseaux et à voir diminuer leur fertilité. Certains vont même jusqu'à craindre des répercussions néfastes de la pollution sur la santé des rivières, et les contrôles sanitaires ont été renforcés sur l'alimentation.

**POLÉMIQUES**

Inévitablement, à l'heure du premier bilan, des polémiques se font jour. L'entreprise suédoise responsable de la mine incriminée, Boliden Aps, contre la quelle le gouvernement a entrepris des poursuites judiciaires, se borne à déclarer qu'il s'est produit « un inexplicable glissement de terrain ». Version qui ne satisfait pas les écologistes, comme Eva Hernandez, porte-parole de Greenpeace, pour qui « la catastrophe était prévisible » en raison de « l'impunité dont jouissent certains industriels » et du « laxisme » des autorités du parc.

Quant à la junte d'Andalousie, très ennuagée (l'activité minière donne du travail à cinq cents personnes), elle demande que la multinationale suédoise indemnise les agriculteurs.

Rafin, de son côté, la Commission européenne a demandé des explications au gouvernement espagnol. En attendant, un comité mixte de coordination entre le gouvernement central et le gouvernement andalou s'est réuni pour organiser le retrait des boues toxiques. Une opération qui devrait commencer lundi et coûtera au bas mot, selon les estimations 20 000 millions de pesetas.

Sophie Shihab

Marie-Claude Decamps

## Absent du nouveau gouvernement, Anatoli Tchoubaï est nommé à un poste-clé pour l'économie russe

**MOSCOU**  
de notre correspondant

Le nouveau gouvernement russe, dont la composition a été annoncée, aux deux tiers, jeudi 30 avril, se distingue de l'ancien, renvoyé le 23 mars, par une mainmise des libéraux sur le bloc économique. Leur chef de file, Anatoli Tchoubaï, quarante-deux ans, sans revenu à un poste gouvernemental, a été nommé à celui, stratégique, de directeur de la Société nationale d'électricité (SEU). Il trouvera, en la personne du premier ministre Sergueï Kirilenko, trente-cinq ans, un allié de poids, entouré de trois jeunes vice-premiers ministres : Boris Nemtsov, qui supervisera les monopoles « naturels » et le secteur de l'énergie ; Viktor Khristenko, élève de M. Tchoubaï, qui hérite de ses attributions dans le gouvernement sortant, soit la supervision des questions financières ; et Oleg Sissouev, reconduit à son poste de vice-premier ministre en charge des questions sociales.

« Il s'agit du gouvernement le plus homogène qu'il ait eu la Russie » depuis 1991, a estimé le politologue Andreï Piontkovski. « Le nouveau gouvernement est une troisième édition du gouvernement de Gaidar [1992], avec la marque des dents de Tchoubaï », a renchéri, amer, Guennadi Ziouganov, chef de l'opposition communiste.

En réalité, il s'agit plutôt d'une seconde édition du premier et unique gouvernement libéral russe de M. Gaidar. Dans l'intervalle, en effet, le premier ministre sortant, Viktor Tchernomyrdine, a joué, durant six ans, un rôle de modérateur des enthousiasmes réformateurs de ses jeunes adjoints, aujourd'hui débarrassés de sa « protection ». Celle-ci s'exerçait à l'égard des

communistes et de leurs alliés, qui forment une bonne moitié de la Douma, la Chambre basse du Parlement. Mais ces derniers viennent de faire une nouvelle fois la preuve qu'ils ne sont pas en mesure d'influer sur la composition du cabinet, qui dépend, grâce à la Constitution de 1993, du bon vouloir de Boris Eltsine.

**COMPENSATIONS**

Un communiste « modéré », Iouri Maslioukov, s'est toutefois vu offrir la direction d'un comité d'experts du gouvernement, proposition qu'il a déclinée. Une demi-douzaine de membres de la petite fraction d'opposition démocratique à la Douma, labloko, ont aussi été sollicités. Mais leur chef, Grigori Iavlinski, candidat à la présidence, n'aurait, dit-on, accepté pour lui qu'un poste de premier ministre. Une femme, députée de labloko, Oksana Dmitrieva, qui a accepté d'être ministre du travail, a été exclue de ce parti, comme cela avait été le cas l'an dernier avec la nomination de Mikhaïl Zadornov aux finances, poste auquel il a été reconduit. D'autres postes devaient aller à des membres du parti « du pouvoir » de M. Tchernomyrdine. Un important ministère nouvellement créé, celui de l'industrie et du commerce, reste à pourvoir le 5 mai, date annoncée pour la fin de la formation du gouvernement.

Mais si les communistes et leurs alliés n'ont pas eu voix au chapitre, il n'en est pas de même des oligarchies financières. Selon labloko, la « crise » a favorisé l'alternance au sommet : M. Tchernomyrdine, « l'homme de Gazprom », a été remplacé par des « hommes de Tchoubaï », proches du groupe Onerim. La nébuleuse de Boris Bezouovski, autre grande rivale de ce

groupe, a déjà eu des compensations : le maintien à la science et aux technologies de Vladimir Boulgak, la nomination de Sergueï Generalov, du groupe Ioukous, au ministère de l'énergie et celle de M. Bezouovski lui-même comme secrétaire de la Communauté des Etats indépendants. Toutefois, le ministre chargé des relations avec la CEI est supprimé et ses tâches partagées entre celui des affaires étrangères et celui du commerce.

Sophie Shihab

Marie-Claude Decamps

## Imelda Marcos en quête d'une grâce présidentielle aux Philippines

**MANILLE**  
de notre envoyé spécial

Imelda, la dame aux 1 220 paires de souliers et aux 300 corsages, dont l'un pare-balles, n'est plus candidate à la succession du président philippin Fidel Ramos. Mercredi 29 avril, les larmes aux yeux, elle s'est retirée de la campagne pour l'élection présidentielle du 11 mai afin que « la démocratie l'emporte ».

L'ancienne reine de beauté, qui se voulait la « Cendrillon » des Philippines, a jeté l'éponge. En liberté provisoire, elle s'en est apparemment remise à un ultime verdict de la Cour suprême qui doit définitivement statuer, en mai, sur une condamnation à douze ans de prison pour corruption prononcée en 1993.

Veuve de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos, chassé du pouvoir en 1986 et mort en exil, Imelda Marcos n'avait, en fait, aucune chance d'être élue. Les derniers sondages lui accordaient 2 % des suffrages et la plaçaient en huitième position sur onze candidats. Dont acte. Elle avait promis, en cas de victoire, d'affecter à des projets sociaux les centaines de millions de dollars

accumulés lorsque son époux était au pouvoir et qui, en majeure partie, ont été confisqués depuis. 300 millions de ces dollars viennent d'être transférés par la Suisse aux Philippines, où ils pourraient être mis à la disposition de l'Etat.

**DERNIÈRES CARTES**

Imelda, qu'on surnomme aussi la « dame d'acier », ne chantera donc plus devant des foules aveuglément acquiescentes, dans les provinces d'Ilocos Norte, dont Ferdinand Marcos était originaire, ou de Leyte, où elle a été elle-même brillamment élue en 1995 membre de la Chambre des représentants.

Ces « loyalistes » de la famille lui avaient encore accordé plus de 2 millions de voix, soit près de 10 % des suffrages exprimés, lors de l'élection présidentielle de 1992. Leur nombre a fondu depuis, un développement qu'Imelda met sur le compte d'une presse « biaisée » et qui la traite comme une « plaisanterie » alors qu'elle se prend, elle, très au sérieux.

Dans une société où personnalités et provincialisme dominent la vie politique, Imelda, qui

fêtera ses soixante-neuf ans en juillet, avance donc ses dernières cartes. Son fils « Bongbong » est candidat aux fonctions de gouverneur d'Ilocos Norte. L'une des deux filles d'Imelda brigue l'un des sièges de la province à la Chambre des représentants. Imelda compte donc marchander ce qui lui reste de voix.

Déjà, Josep « Erap » Estrada, un ancien acteur de série B en tête des sondages, a déclaré que les voix d'Imelda se reporteraient sur sa candidature. L'entourage de José de Venecia, président de la Chambre, espère que ces suffrages se reportent sur son favori, qui est le poulain du président Fidel Ramos et figure en deuxième position dans les sondages. Lorsque les Marcos étaient au pouvoir, de 1965 à 1986, les deux hommes ont été, à un moment ou à un autre, leurs associés. Eternelle survivante de la politique philippine, Imelda compte désormais, si la Cour suprême confirme une décision prise une première fois le 29 janvier dernier, sur un pardon présidentiel.

Jean-Claude Pomonti

BAC + 1  
REORIENTEZ-VOUS VERS UNE  
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE  
L'AFHG  
(ANNEE DE FORMATION INITIALE A LA GESTION)  
VOUS PREPAREZ A INTEGRER  
L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris  
Tél. 01 56 26 11 12

parce que chacun  
a sa vision  
du monde

du 2 au 8 mai  
Les clés d'une ville : Bordeaux,  
à l'aube du 3ème millénaire

Forum Planète continue sa grande série sur les  
villes de France à l'aube du prochain millénaire.  
2ème étape, Bordeaux, avec le documentaire :  
« Les clés des villes : Bordeaux »  
suivi d'un débat avec Alain Juppé,  
Jean-Marie Amat, Joël Brouch, Eric Dulong,  
et Guillaume Henin.

Présenté par Stéphane Paoli  
Bientôt : Strasbourg, Toulouse, Nantes...

**FORUM**  
PLANÈTE  
la chaîne des débats sur le câble et sur Canalsatellite



# Un ex-premier ministre rwandais reconnaît sa culpabilité dans le génocide de 1994

retenus contre lui. Il est le premier responsable hutu à reconnaître le génocide. Il sera appelé comme témoin à charge dans les procès à venir.

qui s'opposaient aux massacres. Mais il semble qu'il était officiellement placé sous l'autorité du « cerveau » présumé du génocide, le sergent Théodore Bagarwa.

Je colonel Théomeste Bagosora.  
Jean Kambanda pourra décrire au tribunal la chaîne de commandement au sein du pouvoir hutu rwandais, voire éclairer les juges sur les mystères persistants du génocide, notamment l'attentat qui coûta la vie au président Habyarimana. Il pourrait aussi expliquer la nature du soutien français au pouvoir hutu. Des questions devraient lui être posées sur les livraisons d'armes françaises aux Forces armées rwandaises (FAR) et la nature des missions remplies à Kigali par une poignée de coopérateurs militaires français.

Trois procès sont actuellement en cours à Arusha. Les prochains devraient commencer à l'automne, avant que la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda créée à Paris rende son rapport sur le rôle de la France dans ce pays de 1990 à 1994.

**Rémy Ourdan**

**LAGOS.** La police nigériane a ouvert le feu, vendredi 1<sup>er</sup> mai dans la ville d'Ibadan, dans le sud-ouest du Nigeria, lors de manifestations contre le dirigeant militaire Sani Abacha, ont rapporté des témoins. La police s'est refusée à tout commentaire. Les troubles ont gagné plusieurs quartiers d'Ibadan, et des manifestants ont incendié au moins cinq bâtiments - dont le bureau du journal *Monitor* - appartenant à des partisans présumés du général-président Abacha. Les opposants au régime militaire avaient appelé à des manifestations à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai dans l'ensemble du pays.

Le mécontentement de l'opposition s'est accentué depuis que les cinq partis légalement autorisés ont choisi Abacha comme candidat à la présidence. Le sud-ouest du Nigeria est un bastion de l'opposition. C'est en particulier la région dont est originaire Moshood Abiola, donné gagnant lors de l'élection présidentielle de 1993 qui a été annulée par les militaires. - (Reuters.)

**BELFAST.** La loge protestante de l'Ordre d'Orange, la plus importante d'Irlande du Nord, a rejeté, samedi 2 mai, l'accord de paix en Ulster, infligeant ainsi un camoufflet au Parti unioniste (UUP) de David Trimble qui prône le « oui » au référendum prévu le 22 mai. L'Ordre d'Orange, qui compte 80 000 membres, parmi lesquels plusieurs dirigeants de l'UUP, a demandé à ses sympathisants de voter « non » lors de cette consultation. Dans un communiqué, il indique qu'il « n'est pas recommandé d'accepter l'accord » conclu le 10 avril entre Londres, Dublin et les ministres dirigeants politiques nord-irlandais.

Les « orangistes » invoquent notamment, pour appuyer leur décision, « l'ingérence de Dublin » dans les affaires intérieures de l'Ulster, la place qu'occupaient des « terroristes non repentis » dans la future Assemblée de Belfast, la remise en liberté après deux ans de peine de « terroristes » emprisonnés, et le problème du désarmement des groupes paramilitaires. (AFP)

**BANGKOK.** La Thaïlande a autorisé entre 20 000 et 30 000 civils khmères rouges à se réfugier provisoirement sur son territoire à compter du samedi 2 mal. Fuyant les combats entre les derniers rebelles khmers rouges et les forces royales, ces Cambodgiens, dont un bon nombre sont des parents de Khmers rouges ralliés à Phnom Penh le 26 mars, s'étaient massés sur la frontière thaïlandaise au nord d'Anlong Veng. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a été contacté par Bangkok pour leur offrir assistance en attendant leur rapatriement. Dix mille autres civils khmers rouges se trouvent dans les camps de réfugiés de la Thaïlande, à l'ouest de Bangkok, à O Basi Tan, attendant la fin des combats entre le régime khmers rouges et le gouvernement cambodgien. (Cesep.)

**DJAKARTA.** Répondant indirectement aux étudiants, qui manifestent depuis plusieurs semaines en faveur d'un changement de régime, le président Suharto a déclaré vendredi 1<sup>er</sup> mai, qu'aucune réforme politique n'est prévue avant l'an 2003, qui marquera la fin de son mandat actuel. « Il y a la moindre intention de réforme politique, cette dernière devrait être préparée pour l'an 2003, quand prendra fin le mandat du gouvernement actuel », a déclaré M. Suharto selon Radan Hartono, ministre de l'Intérieur.

Le même jour, à Medan (Sumatra), plusieurs étudiants ont été blessés lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. D'autre part, l'armée a annoncé une enquête sur des disparitions de manifestants. Enfin, le Fonds monétaire international devrait accorder à Djakarta, lundi, un premier tranche mensuelle de 1 milliard de dollars de crédits. - (Corresp.)

**DÉPÊCHES**  
■ **BIRMANIE**: six militants d'un groupe d'opposition ont été condamnés à mort début avril, a-t-on appris, jeudi 30 avril de source officielle birmane. Il s'agit de membres du Front démocratique des étudiants de Birmanie, un mouvement qui est exilé en Thaïlande. - (AFP)

■ **TADJIKISTAN** : des affrontements entre forces de l'ordre et opposants islamistes ont fait au moins 20 morts parmi les soldats et plus de 80 blessés, jeudi 30 avril et vendredi 1<sup>er</sup> mai, près de la capitale tadjike, Douchanbé, selon la deuxième chaîne russe RTR. D'après l'agence ITAR-TASS, des combattants islamistes se sont attaqués à des barrages de contrôle gouvernementaux, ainsi qu'à un convoi de ravitaillement, sur une route à l'est de Douchanbé. La cause exacte de ces accrochages reste inconnue. — (AFP)

L'euro apportera le nouveau mécanisme des relations financières et commerciale  
 ALUSTEAD FINANCIAL REVIEW  
 L'euro apportera la potentielle spéculation qui se crée autour de l'euro.  
 ALUSTEAD FINANCIAL REVIEW  
 L'euro deviendra sans aucun doute pour les institutions bancaires.  
 BUSINESS TIMES, MALAYSIE  
 L'euro sera le dollar asiatique préféré.  
 SOUTH CHINA MORNING POST  
 L'euro pour l'Israël.  
 REUTERS, ISRAEL  
 L'euro sera-t-il le nouveau dollar d'Europe.  
 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE  
 L'euro sera-t-il le nouveau dollar d'Europe.  
 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE  
 L'euro sera-t-il le nouveau dollar d'Europe.  
 WALL STREET JOURNAL  
 L'euro sera-t-il le nouveau dollar d'Europe.  
 WALL STREET JOURNAL

Si vous pensez que l'Euro n'est qu'une monnaie européenne, le reste du monde va sans doute vous surprendre.

L'Euro: une nouvelle monnaie pour l'Europe, mais pas exclusivement. Il suffit de parcourir les rubriques financières de la presse internationale pour constater que le monde entier s'intéresse à l'Euro. Car dès son lancement en janvier prochain, l'Euro se situera au niveau du dollar par sa force et son influence. L'Euro: une vraie monnaie mondiale.

**UNE MONNAIE MONDIALE. UN PARTENAIRE MONDIAL**

**Chaque lundi,  
l'actualité européenne**



**La lettre hebdomadaire de la Représentation en France de la Commission européenne**

Pour recevoir gratuitement, pendant 3 semaines 7 Jours Europe, nous vous enverrons en contrepartie (sans engagement de votre part)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Citizem Press - 41, rue Greneta - 75004 Paris - Tél. : 01 53 00 20 30

Emis par Goldman Sachs International, réglementé par la "Securities and Futures Authority" au Royaume Uni.

**Goldman Sachs**



**EXTRÊME DROITE** La manifestation annuelle du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc a été l'occasion pour Jean-Marie Le Pen de se lancer dans une violente diatribe

contre l'euro. Il a traité le président de la République de « super collaboro » qui, en créant la monnaie unique, aurait fait ce que n'avait pas « espéré Hitler, ni consenti le maréchal Pé-

tain ». ● LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 1999 seront, espère Bruno Mégret, le « troisième coup de boutoir » contre la droite classique après les législatives du printemps

1997 et les régionales du mois de mars. ● EN RHÔNE-ALPES, Charles Millon a confié le poste de rapporteur général du budget et des vice-présidences de commission à des élus

frontistes. Ainsi, Pierre Vial, un des fondateurs du Grece, qui lie « la guerre culturelle » et le « combat politique », est investi d'une responsabilité culturelle au conseil régional

## Jean-Marie Le Pen accuse Jacques Chirac de « collaborer » en créant l'euro

Lors de son traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> mai, le Front national a lancé sa campagne des élections européennes en condamnant la mise en place de la monnaie unique. Charles Millon a confié une responsabilité culturelle à l'un des représentants les plus durs de l'extrême droite

IL Y A QUELQUE TEMPS encore, Jean-Marie Le Pen se prenait pour Zorro. Aujourd'hui, il se voit dans le rôle du « père du petit chaperon rouge ». La fillette étant la France et le grand méchant loup, les « euro-mondialistes » manipulés par « la finance internationale », le « Grand Orient de France » et « Big Brother ».

Vendredi 1<sup>er</sup> mai, le Front national défilait pour « honorer Jeanne d'Arc et la fête du travail » comme il le fait maintenant depuis dix ans, de la rue de Rivoli à la place de l'Opéra à Paris. Ce fut l'occasion pour le président du parti d'extrême droite de lancer sans at-

tendre sa campagne électorale pour les élections européennes. Un coup d'envoi qu'il a voulu musclé avec l'utilisation du vocabulaire guerrier qu'il affectionne et les provocations dont il est familier. Pour M. Le Pen, en effet, la France est en guerre contre « la grande finance internationale » qui veut la « faire disparaître dans un ensemble européen ». Le premier combat qu'il lui demande de mener concerne, actualité oblige, la « grève de l'euro ».

Afin de capter l'imaginaire de son public, il détourne les accusations qui sont souvent faites à l'encontre de militants et fondateurs du FN pour leur rôle pendant la se-

conde guerre mondiale et il bâtit un scénario dans lequel les « collabos » sont les pro-européens, les « néocollabos », les journalistes et où le président de la République, Jacques Chirac, est qualifié de « super collaboro ».

« MONNAIE D'OCCUPATION » Ce dernier obéissait aux ordres de « la secte maçonne, le Grand Orient de France » qui ne peut être que « très secrète » et utilise une « monnaie d'occupation », l'euro. Usant de propos étonnés pour mieux frapper l'imaginaire collectif, il accuse le président de la République d'avoir « fait transporter la réserve

d'or de la Banque de France à Francfort en Deutschland », ce qui lui permet ensuite de lancer : « Ce que n'avait espéré Hitler ni consenti le maréchal Pétain ». En 1940, Jacques Chirac, est qualifié de « super collaboro ».

« La bataille contre l'euro est une bataille pour le franc, et c'est une bataille pour la France, sa souveraineté, son indépendance, sa vie, son peuple », a-t-il lancé à des militants et sympathisants tout acquis à la cause avant d'inviter les « patriotes de tous les horizons trahis par des chefs indigènes » à entrer en « résistance » contre la monnaie unique. « Nous soutiendrons toutes les orga-

nisations syndicales et professionnelles qui refuseront de collaborer à la monnaie d'occupation », a-t-il ajouté en expliquant qu'à ses yeux, « la monnaie unique n'est pas seulement une trahison de la France mais aussi une trahison de l'Europe par l'intégration forcée dans le marché mondial dominé par les États-Unis. Ce sera le règne de la World Company et de Big Brother ».

Le matin, des milliers de personnes avaient défilé dans les rues de Paris. Un très important service d'ordre avait veillé à ce que des militants d'extrême droite un peu trop voyants par leur accoutrement ne puissent pas entrer dans le cortège. Cela n'a pas empêché des militants, notamment de l'Oeuvre française, du PNF (Parti nationaliste français et européen) ou du GUD (Groupe union défense), mouvements antisémites et néonazis, de distribuer journaux ou tracts. L'un d'eux, signé GUD, Jeune Résistance et Union des cercles résistance, appelait « les sympathisants du Front national » qui « ressentent la nécessité de s'organiser en parallèle à celui-ci » à venir les rejoindre pour « militer autrement et mener un combat radical sans ruiner une chance historique d'arriver au pouvoir ».

### SALUTS FASCISTES

Les organisateurs ont également eu bien du mal à contenir les représentants du Renouveau étudiant - branche étudiante du Front national de la jeunesse - qui, sitôt dépassé le podium où se trouvait M. Le Pen, posaient bras tendu devant les photographes ou lançaient les slogans « Slonistes, racistes, impérialistes », « A Paris, à Gaza, Intifada ! » ainsi que « Europe, jeunesse, révolution » ou encore « Aujourd'hui l'anarchie, demain l'ordre nouveau ».

La direction du FN ne voulait surtout pas effrayer les sympathisants recrutés depuis l'adoption de

la stratégie de « séduction » inaugurée pendant les élections régionales. On n'arrête pas ainsi en chemin une méthode qui marche. Comme l'expliquait son promoteur, le député général Bruno Mégret, en début de manifestation, le FN espère bien porter « un tri-

### Physiquement, l'or reste à Paris

« Exigeons le retour de notre stock d'or à la Banque de France », a lancé Jean-Marie Le Pen, vendredi 1<sup>er</sup> mai. Depuis janvier 1994, une petite partie des réserves en or de la Banque de France (180 milliards de francs) est déposée auprès de l'institut monétaire européen (IME) dans le cadre des accords de change au sein du système monétaire européen. Il s'agit en fait d'opérations purement comptables, et l'or français « confié » à l'IME de Francfort ne quitte en réalité pas les coffres de la Banque de France. La Banque centrale européenne (BCE) aura, quant à elle, ses propres réserves, qui comprendront pour l'essentiel des devises mais aussi une petite partie d'or provenant des différentes banques centrales nationales. Après l'avoir un moment envisagé, les pouvoirs publics français ont finalement décidé de ne pas transférer physiquement le métal jaune de Paris à Francfort. La Banque de France se contentera d'apposer une étiquette « BCE » afin d'identifier les lingots faisant partie des réserves de l'institut d'émission européen.

sième coup de boutoir à la droite avec les élections européennes - les deux premiers étant « les élections législatives anticipées » puis « les élections cantonales et régionales » - pour continuer à affaiblir et la forcer à s'allier à elle.

Parallèlement, les élus frontistes aux conseils régionaux continuent de profiter de la situation délicate dans laquelle se trouve la droite classique. Exploitant le spectre du communisme, ils arrivent progressivement à leurs fins. En Ile-de-France, des élus de droite votent et manifestent contre le président de région socialiste et au conseil régional Rhône-Alpes, Charles Millon n'a pas eu d'état d'âme pour, notamment, faire élire à la vice-présidence de la commission culture, Pierre Vial, un des membres les plus radicaux du bureau politique du FN.

### « Marchez en rang, sinon on dirait Cohn-Bendit et ses amis »

LA JEUNE TOURISTE chinoise semble interloquée. « Alors, en France aussi vous n'avez qu'un parti ? », demande-t-elle timidement au militant du Front national, un quinquagénaire rubicond, qui vient de lui expliquer que les gens qu'elle voit défilant sont les « French people », représentant « the party of France ». L'homme la regarde sans comprendre. Il est 10 heures passées, vendredi 1<sup>er</sup> mai, et le cortège des supporters de Jean-Marie Le Pen longe lentement le Louvre et les arcades de la rue de Rivoli, aux cris de « Chirac au poteau ! », de « Dumas en prison », de « Communistes fascistes ! », et de quelques « Létard au placard ! ».

La jeune Chinoise prend des photos. Un couple de touristes hollandais fait chorus. La vue d'un petit groupe d'Alsaciennes en costume les ravit. Celle d'une Jeanne d'Arc à cheval, marchant au pas, en tête du cortège, les a estomacés. Un air de binou envahit la rue. Les manifestants du Morbihan portent des brassées de genêt. « La France aux Français », hurle la foule, avec une rage goguenarde. Sur certains visages, un air de revanche se dessine, comme un rêve de haine que l'on ne tient plus. « Messieurs, mesdames, s'il vous plaît, marchez en rang ! Sinon, on dirait Cohn-Bendit et ses amis... », lance, dans son porte-voix, un grand Noir en costume. Un badge de membre du service d'ordre est accroché à sa

boutonnière. Des rires fusent dans la foule. On lui obéit mollement.

Le cortège vient de tourner à l'angle de la place des Pyramides, où les dirigeants du FN saluent les manifestants du haut d'un podium improvisé. Au pied de la statue de Jeanne d'Arc, les gerbes de fleurs s'amoncellent. Massés sur le trottoir, les sympathisants du FN font un triomphe aux représentants du Midi. « Vitrolles, vous saluez la France ! », s'époumone un homme à cheveux gris. « Allez, Toulon, vous êtes le renouveau de la France ! », renchérit un autre, en frappant dans ses mains. « Orange libérée, Carpentras coup monté ! », scandent les manifestants.

« AU FN, IL Y A DE TOUT, MÊME DES ARABES »

Il est presque midi et le carrefour de l'Opéra est noir de monde. Le FN est chez lui. Il triomphe bonnement. Tranquilles et renforcés, les uns mâchent des sandwichs, tandis que le haut-parleur claironne, sur un air de biguine : « Avec Jean-Marie, je deviens moi-même, avec Jean-Marie, j'arrive nous sourit. » Une odeur de saucisse et de grillon flotte sur le boulevard. « Ma merguez est 100 % française, c'est de la faite maison », assure un vendeur, indigné qu'on ait pu douter de la qualité patriotique de sa marchandise. Un peu plus loin, à côté des stands de livres, on vend des briquets FN, des brochures nationalistes et des

pin's tendance terroir. Fleurs de lys, flamme bleu-blanc-rouge, Mont-Saint-Michel, Sacré-Cœur, sans oublier un pin's spécial « Harki, fidèle, honneur, patrie ». Le vendeur s'amuse : « Au FN, il y a de tout, même des Arabes. » Sa copine hoche la tête en riant : « N'empêche que tu n'as pas de pin's pour les Juifs. Pourtant, comme extrémistes, ils sont forts. Il n'y a qu'à voir comment ils tapent sur les Arabes, en Palestine. »

Ce n'est qu'à une allure de 13 h 30, une fois achevé le discours de Jean-Marie Le Pen, que la foule commence, lentement, à se disperser. Un quatuor de crânes rasés, le regard glacé, en treillis léopard et godillots à clous, regrettent à voix haute qu'il n'y ait pas eu « un peu de débordement ». Roger, lui, s'apprête à regagner son car. Il est venu de Bordeaux pour écouter son président. Cheveux blancs, parka noire, si le monde alentour n'était pas si méchant, Roger serait presque un homme heureux. « Nous traiter de racistes, c'est injuste, maugrée-t-il. Au FN, il y a plein de Juifs. Et des Arabes et des Noirs, on en a plein aussi. Dans la manifestation, il y en avait partout ? Partout ? Par exemple, les Antilles et tout ça. Vous auriez dû mieux regarder. Les représentants de nos colonies, c'était presque tous des Noirs. C'est bien la preuve, non ? »

Catherine Simon

## Charles Millon confie des responsabilités culturelles à un fondateur du Grece

### LYON

de notre correspondant régional Les amis de Charles Millon ont confié, jeudi 30 avril, le poste de vice-président de la commission culturelle du conseil régional Rhône-Alpes à Pierre Vial, représentant de la tendance « palenne » du Front national, et celui de rapporteur général du budget à un autre élu d'extrême droite. Les 157 membres de l'assemblée régionale étaient réunis pour élire les bureaux des commissions. Ces scrutins ont une nouvelle fois permis aux 35 élus du FN d'être les arbitres entre la gauche et la droite, qui reste très divisée sur l'ostensible soutien des conseillers d'extrême droite à M. Millon.

Pour mettre en ordre de marche l'institution régionale, il ne restait plus qu'à installer les treize commissions, composées chacune de vingt-neuf élus représentant à la proportionnelle les différents groupes politiques siégeant à l'assemblée plénière, et à désigner leurs présidents. L'opération fut rondement menée. Les proches de M. Millon se sont partagés les treize fauteuils grâce à l'indispensable apport des voix du Front national.

tandis que les élus FN enlevaient tous les sièges de premiers vice-présidents grâce aux suffrages des amis du président de la région.

Parmi eux figure Pierre Vial, conseiller municipal de Villeurbanne, qui aura en charge la culture. Les élus de gauche, qui n'ont pas participé aux différents scrutins après l'élection du premier président de commission avec les voix du FN, affirment, dans un communiqué publié après la désignation de M. Vial à la vice-présidence de la commission culturelle, que ce dernier « représente l'extrême droite de cette extrême droite, nostalgique de la collaboration et de l'idéologie raciale de l'Hitler ».

La journée du 30 avril a démontré que la mécanique électorale de la nouvelle majorité de la région Rhône-Alpes était désormais parfaitement huilée. Seuls neuf élus UDF et sept élus RPR qui contestent l'alliance de M. Millon avec le FN se sont tenus à l'écart de tous les votes. Ils ont notamment dénoncé la désignation au poste de rapporteur général du budget de Hugues Petit (FN), professeur d'université à Grenoble et numéro deux du groupe FN à la région, qui

succède à Anne-Marie Comparini (UDF-FD), proche du maire de Lyon Raymond Barre. Cette dernière nomination est intervenue à l'issue de ce que les conseillers régionaux de la gauche ont qualifié de « nouvelle journée noire de « collaboration » ».

### LA DROITE N'HÉSITERA PAS

Ils ajoutent qu'elle « prouve qu'un accord programmatique entre la droite de M. Millon et le FN a été passé et se confirmera dès le budget 1999. Désormais ce sont les acteurs économiques, sociaux et associatifs

de la région qui vont être confrontés à la gestion du FN ». De son côté, Philippe Langenieux-Villard, président du groupe Rassemblement pour la région qui réunit les élus RPR opposés à M. Millon, a dénoncé le caractère « prémédité » des votes du 30 avril. Il en a déduit : « Nous avons vécu quelque chose d'historique. Le mouvement de Charles Millon, la Droite, qui a pris naissance à travers une nouvelle majorité régionale, est en train de démontrer qu'il n'hésitera pas à faire voter pour le Front national. Au fil des jours, on découvre la manière dont M. Millon invente la

philosophie de sa formation. Les actions qui sont menées au niveau de Rhône-Alpes préfigurent le projet du mouvement de la Droite. »

Face à cette nouvelle situation « d'alliance à visage découvert », les élus UDF et RPR opposés à M. Millon ont appelé les amis de ce dernier à « se ressaisir et à nous rejoindre sur nos valeurs et nos engagements de la campagne électorale, qui étaient ni accord ni compromission avec le FN. Toute autre stratégie est une trahison ».

Claude Francillon

## Pierre Vial donne la priorité au « combat culturel »

« IL EST NÉCESSAIRE, indispensable, de lier en permanence guerre culturelle et combat politique. Car il serait vain de prétendre assumer le pouvoir politique sans avoir la mai-

### PORTRAIT

« Nous allons tout droit vers une guerre ethnique », prophétise cet universitaire

trise du pouvoir culturel. » Pierre Vial, l'auteur de ces lignes publiées en septembre 1997, est l'homme à qui Charles Millon a accordé la vice-présidence de la commission culture du conseil régional de Rhône-Alpes. Militant depuis quarante ans « dans ce qu'il est convenu d'appeler la mouvance nationale-révolutionnaire », comme il l'écrit lui-même (National Hebdo, 26 mars 1998), ce maître de conférences en histoire à l'université de Lyon-III est aujourd'hui âgé de cinquante-cinq ans. Sous l'influence d'un ancien SS français, Marc Augier, alias Saint-Loup, il affirme

être devenu « un païen, c'est-à-dire quelqu'un qui sait que le seul véritable enjeu, depuis mille ans, est de savoir si l'on appartient, mentalement, aux peuples de la forêt ou à cette tribu de gardiens de chèvres qui, dans son désert, s'est autoproclamée élue d'un dieu bizarre, un « méchant dieu ».

### « PRÉPARER NOS COMPATRIOTES »

Pierre Vial est connu pour avoir été l'un des fondateurs et, un temps, le secrétaire général du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece), une « société de pensée » qui s'était fixé comme objectif de conquérir les esprits au moyen du « combat culturel ».

Rompant avec la stratégie « métapolitique » du Grece, il a rejoint le Front national en 1988. Élu au comité central en 1990, il entre au bureau politique quatre ans plus tard. Il reste fidèle à son credo et crée en 1995 une association, Terre et peuple. « Nous allons tout droit vers une guerre ethnique et cette guerre sera totale, écrit M. Vial dans un des bulletins de l'association. Il

faut donc préparer mentalement, psychologiquement, moralement et physiquement le plus grand nombre possible de nos compatriotes à cette perspective. »

Parallèlement, il tient chaque semaine, dans National Hebdo, une rubrique intitulée « Notre mémoire ». Conçue comme une « antidote aux manipulations et à l'oubli de l'histoire », celle-ci a pour but de « lutter contre les schémas manichéens entretenus depuis cinquante ans par la police de la pensée », expliquait-il le 28 mars 1996. C'est ainsi que, pour lui, les « Français qui avaient fait le « mauvais choix » entre 1940 et 1944 », étaient tout bonnement « ceux qui avaient refusé de servir les Anglo-Saxons ou les Soviétiques ». Tout récemment, le 23 avril, il vantait la création par Mussolini de Cinecittà, la Cité du cinéma : « Le fascisme a su intégrer les analyses perspicaces du marxiste Antonio Gramsci, qui attribue au combat culturel un rôle décisif dans la conquête et l'exercice du pouvoir. »

Ch. Ch.

### « 49-3 régional » dans le Centre et en Ile-de-France

Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, a déclenché, jeudi 30 avril, la procédure du « 49-3 régional » au terme du débat budgétaire. M. Huchon a refusé de mettre au vote un projet qu'il jugeait « dénaturé » sur des points essentiels. Les élus RPR et UDF, ainsi que ceux du FN, avaient largement modifié les chapitres lycées, logement et transports, au point de contraindre la gauche à ne pas les voter. La droite, restée dans l'indécision en signe de protestation après la suspension de la séance, a dénoncé un « détournement de procédure » et se dit prête à saisir le tribunal administratif. M. Huchon doit présenter un nouveau budget, qui sera automatiquement adopté si un contre-budget n'est pas voté par une majorité absolue. Les responsables RPR et UDF ont exclu toute négociation avec le FN. Dans le Centre, Michel Sapin (PS) a engagé la même procédure : les élus de droite ont, eux aussi, fait savoir qu'ils ne prépareraient pas de contre-budget avec le FN.

Les Saint-Denis imp  
dans le défilé par



سكز من لامل

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998 / 7

## La Seine-Saint-Denis impose sa présence en force dans le défilé parisien du 1<sup>er</sup> mai

De nombreuses manifestations unitaires dans une soixantaine de villes de province

Le défilé unitaire, qui réunissait, vendredi 1<sup>er</sup> mai à Paris, les syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA, « Groupe des 10 », les deux syndicats étudiants

UNEF et UNEF-ID, les associations de chômeurs, d'exclus et de sans-papiers et de forts contingents de travailleurs étrangers, a rassemblé de

15 000 à 40 000 personnes. En province, plus de 15 000 personnes ont manifesté dans une soixantaine de villes.

ILS SE SONT REGARDÉS en chiens de faïence pendant trente secondes. Ils étaient prêts à en venir aux mains. Pendant qu'il contournait les enseignes de la Seine-Saint-Denis qui tentaient de s'agréger au cortège du 1<sup>er</sup> mai syndical, le service d'ordre de la CGT était débordé un peu plus en aval par les chômeurs et les sans-papiers du « 93 ». Faisant contre mauvaise fortune bonne contenance, il a lâché prise et tous les manifestants de Seine-Saint-Denis se sont alors engouffrés, prenant place entre le carré de tête des personnalités et le fort contingent cégétiste de la Seine-Saint-Denis. Ce léger accrochage avait provoqué des explications en cascade, entre la CGT d'un côté, le SNES et la FSU de l'autre, qui avaient négocié l'insertion des militants de Seine-Saint-Denis dans le cortège parisien, entre la CGT et la CFDT, la centrale de Nicole Notat avait opposé un non catégorique à la présence d'ACI et du « Groupe des 10 ».

Devant, toutefois, la bonne humeur était de mise. Louis Vianet

était entouré par Lydia Brovelli, trésorière de la CGT, et Joseph Le Corre, secrétaire de l'Union CFDT-Ile-de-France. Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, était à côté de Jacques Mairé, transfuge de FO, passé à l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), et qui expliquait qu'il « se sentait désormais un homme libre ». Défilant derrière la banderolette « Pour les 35 heures, l'emploi, la solidarité », des fanions rouges pour la CGT, oranges pour la CFDT, bleus pour l'UNSA et multicolores pour la FSU surplombaient le carré des dirigeants.

En début d'après-midi, le cortège s'est ébranlé de la place de la République en direction de Nation. Ils étaient de 16 000, selon la police, à 40 000, selon les organisateurs. La CGT, défilant par unions départementales, représentait, avec les associations de travailleurs étrangers (kurdes, tamouls, sahraouis, chinois, turcs, africains...) et antiracistes (Ras l'Front, SOS-Racisme), le plus gros de la manifestation. En revanche, la CFDT, la FSU, l'UNSA et le « Groupe des

10 », dont les syndicats SUD, ont peu mobilisé. Une petite délégation de FO, emmenée par Jacques Lemerrier, secrétaire général de FO-PTT et les unions départementales FO de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, était coincée entre les délégations CGT des Hauts-de-Seine et de l'Essonne. Il y avait deux cortèges CFDT : en tête les gens de l'URIF, « pro-Notat » ; en queue, les troupes de la FGTE (transports), « anti-Notat », séparés par les « métaux » parisiens. Pour la première fois, l'UNSA, qui tient son deuxième congrès à la fin mai, était bien identifiable, avec une pléthore de ballons et une grosse sono.

**SLOGANS ANTICAPITALISTES** Ce sont les enseignants, les lycéens, les sans-papiers et sans emploi de Seine-Saint-Denis qui ont capté l'attention de ce 1<sup>er</sup> mai. « Ça commence en Seine-Saint-Denis, c'est pas fini en Ile-de-France », scandaient des enseignants de ce département. Plusieurs collégiens revendiquaient les « mêmes droits »

et l'« unité », des parents d'élèves « l'égalité des chances ». « L'anniversaire de mai 68 s'est joué en Seine-Saint-Denis » avec « une belle leçon d'unité », a estimé M. Deschamps (FSU). Beaucoup de slogans anticapitalistes fusaient aussi, dans le cortège : « Taxons les revenus financiers ! », « Les marchés financiers, ça ne sert qu'à licencier ! ».

Le matin, Alain Deleu, président de la CFTE, et Marc Blondel, secrétaire général de FO, avaient célébré chacun de leur côté le 1<sup>er</sup> mai. Un millier de militants CFTE ont défilé entre le Trocadéro et la tour Eiffel et M. Deleu a fustigé « la culture du salariat jetable ». Devant 1 300 militants rassemblés place Gambetta, M. Blondel a dénoncé « l'hypocrisie » des défilés unitaires, estimant que « son but n'était pas de manifester pour faire avaler aux salariés les 35 heures à la sauce gouvernementale ». Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a conclu la journée en considérant que « les absents ont toujours tort ».

Alain Beauvère-Méry

### « Mai 68 - Mai 98 : l'esprit de conquête toujours d'actualité »

EN PROVINCE, plus de 15 000 personnes ont participé, vendredi 1<sup>er</sup> mai, à des défilés unitaires CGT-CFDT-FSU-UNSA-Union syndicale Groupe des dix. Des membres des comités de chômeurs et des associations antiracistes ou de soutien aux sans-papiers se sont fréquemment joints aux défilés.

Ainsi, à Lyon (Rhône), plus de 1 500 personnes, dont la police, 3 500 selon les organisateurs, ont défilé. En tête de cortège, une banderolette CGT proclamait « Mai 68 - Mai 98 : l'esprit de conquête toujours d'actualité ». Physiciens associatifs de lutte contre l'extrême droite étaient représentés (Ras l'Front, Coordination lyonnaise des vigilances contre l'extrême droite...), dont les militants ont réclamé la démission de Charles Millon, élu à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes

avec les voix des élus du Front national. A Toulouse (Haute-Garonne), près de 2 000 personnes selon les organisateurs, 1 100 selon la police, ont défilé, pendant près de deux heures. En milieu de cortège, sur une « machine infernale » était apposée une pancarte : « Nos droits (travail, moyens, culture, dignité, etc.), on y tient ».

A Rennes (Ile-et-Vilaine), le cortège a réuni un millier de personnes. S'étaient joints des militants d'ACI (Agir contre le chômage), des comités CGT-chômeurs, ainsi que de la Fédération anarchiste.

A Marseille (Bouches-du-Rhône), plusieurs milliers de manifestants (15 000 selon les organisateurs, 7 000 selon la police) ont défilé sur la Canebière, conduits par une forte délégation de chômeurs, elle-même emmenée par Charles

Hoareau, porte-parole des comités CGT des Bouches-du-Rhône. A Rouen (Seine-Maritime), ils étaient 2 000 selon les organisateurs, un millier selon la police. A Pontchâteau (Loire-Atlantique), un millier de personnes, élus en tête, ont manifesté leur soutien aux 225 salariés de l'usine Peandouze de la ville, menacée de fermeture d'ici deux ans.

A Bordeaux (Gironde), le défilé a rassemblé plus de 2 000 personnes tandis qu'à Lille (Nord) on décomptait un millier de manifestants. A Strasbourg, le défilé a réuni 1 300 personnes, dont une forte représentation de Turcs et de Kurdes vivant en Alsace. Étaient présents les salariés de la société Dietrich ferroviaire, basée à Reichshoffen (Bas-Rhin), qui craignent la suppression de 190 postes d'ici à avril 1999.

### Lionel Jospin : « Pierre Bérégovoy incarnait une calme solidité »

Le PS rend hommage à l'ancien premier ministre pour le cinquantième anniversaire de sa mort

de notre correspondant

Lionel Jospin a rendu hommage, vendredi 1<sup>er</sup> mai à Nevers, à l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy, qui s'était suicidé il y a cinq ans. Accompagné de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, le premier ministre a reconnu que les socialistes n'avaient accordé qu'« une camaraderie mesurée » à son prédécesseur. Devant un millier de personnes, M. Jospin a tenté d'expliquer l'attitude de ses amis au lendemain de l'échec des élections législatives de mars 1993, par le fait qu'ils n'avaient « peut-être pas ressenti assez ce que lui-même ressentait, alors que le

parti se repliait dans le désordre ». « Pierre Bérégovoy incarnait à nos yeux une calme solidité. Est-ce pour cela que sa sensibilité intérieure, que cette secrète fragilité au regard de l'autre, ne furent pas perçues ? », s'est interrogé le premier ministre, en rappelant que « fort de sa conviction intime », Pierre Bérégovoy avait « choisi face aux attaques personnelles de ne pas se défendre ». « L'homme de cœur, l'homme d'honneur » qui, a-t-il ajouté, « avec une rare détermination avait toujours décidé de sa vie (...) décida aussi de sa mort ». Le premier ministre a aussi estimé que Pierre Bérégovoy serait aujourd'hui « profondément réconci-

lié avec son engagement de voir la gauche de nouveau aux affaires ». De son côté, M. Fabius a fait valoir que la « politique était parfois très dure ». « Les grandes victoires, a-t-il dit, peuvent alterner avec les grandes défaites et, paradoxalement, elles sont liées ». Le président de l'Assemblée nationale a souligné le triple symbole de cette journée : « C'est la fête des travailleurs. Elle correspond au choix de la monnaie unique dont Pierre Bérégovoy fut l'un des pionniers et elle témoigne de ce jour où il est parti ». La veille, Dominique Strauss-Kahn avait inauguré un hall Pierre-Bérégovoy au siège du ministère de l'économie et des fi-

nançes. Il a présenté un ouvrage - Pierre Bérégovoy, une volonté de réforme au service de l'économie - 1984-1993 - qui sera publié en septembre. Bien qu'il ait été fréquemment en conflit avec Pierre Bérégovoy, M. Strauss-Kahn fait un vibrant éloge, dans la préface, de l'ancien premier ministre. « Pierre Bérégovoy, écrit-il, a compris que la protection des plus modestes et le développement de nos entreprises ne pouvaient plus s'accommoder de l'illusion monétaire : il a stabilisé le franc et modernisé les circuits de financement ».

Philippe Depalle

## M. Jospin se rend à Nouméa pour officialiser l'accord sur la Nouvelle-Calédonie

Des députés préparent la réforme constitutionnelle

NOUMÉA

de notre correspondant

Le premier ministre, Lionel Jospin, devait quitter, samedi 2 mai, le sommet européen de Bruxelles pour se rendre en Nouvelle-Calédonie, où il doit inaugurer, lundi, le centre culturel Jean-Marie Tjibaou à Nouméa (lire pages 24 et 25) et parapher, mardi, l'accord sur l'avenir institutionnel de l'archipel, conclu le 21 avril. Il est accompagné de Catherine Trautmann, ministre de la culture, et de Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer. Jacques Chirac sera représenté, lors de la signature de l'accord, par l'un de ses conseillers, l'ancien ministre Roger Romani.

Une mission de la commission des lois de l'Assemblée nationale, dirigée par sa présidente, Catherine Tasca, est, par ailleurs, arrivée, jeudi, sur le territoire, afin de préparer le projet de réforme constitutionnelle rendu nécessaire par le futur statut de la Nouvelle-Calédonie. Enfin, la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, est aussi présente sur le Caillou à l'invitation de l'un des principaux syndi-

cats locaux, l'Usocenc. Le RPCR, présidé par le député (RPR) Jacques Laffeur, et le FLNKS ont engagé des réunions d'explication sur l'accord de Nouméa. Comme en 1988, après la signature des accords de Matignon, chacune des deux formations doit justifier les concessions faites et rassurer son électeur. Cette campagne est d'autant plus nécessaire que personne n'a oublié, notamment dans le camp indépendantiste, que, le 4 mai 1989, les deux principaux dirigeants du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, avaient été tués par un tenon de l'indépendance immédiate.

Lors de ces réunions, le FLNKS insiste sur le préambule de l'accord, dans lequel l'Etat reconnaît les torts de la colonisation. De son côté, le RPCR met en avant la période transitoire de quinze à vingt ans pendant laquelle le territoire doit bénéficier d'une large autonomie et rappelle que l'indépendance n'est pas automatique au terme de ce délai.

Franck Madarou

## Divergences dans l'opposition sur l'armement des polices municipales

LES DÉPUTÉS ont adopté en première lecture, jeudi 30 avril, le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur les polices municipales. Le PS, le PC et le MDC ont voté pour, le RPR et l'UDF contre. Le « faux débat » sur l'armement, selon l'expression du ministre de l'intérieur, a occupé l'essentiel de la dernière séance consacrée à ce texte, qui doit être examiné par le Sénat début juin. L'examen de l'article 7, qui reprend, à quelques variantes près, les dispositions contenues dans les projets Quilès, Pasqua et Debré, a fait apparaître les divergences de l'opposition sur ce sujet. En revanche, les débats internes à la gauche, apparus en filigrane lors de la discussion générale, n'ont guère trouvé d'écho dans l'hémicycle.

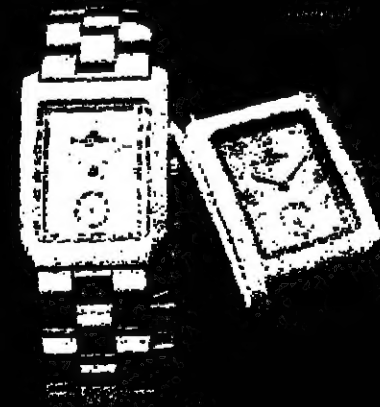
DÉPÊCHES

■ DÉMISSION : Christian Bergelin, ancien président RPR du conseil général de Haute-Saône et ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports de 1986 à 1988, a annoncé, jeudi 30 avril, qu'il démissionnait de tous ses mandats. Cette annonce intervient alors qu'une demande de contrôle a été effectuée par son successeur auprès de la chambre régionale des comptes et après la saisine du procureur de la République de Vesoul à propos du financement, sur fonds départementaux, d'une assistante parlementaire de M. Bergelin. (Corresp.)

■ AGRICULTURE : le président de la République a critiqué les propositions de Bruxelles en matière de réforme de la politique agricole commune, en recevant, vendredi 1<sup>er</sup> mai, à l'Élysée, les professionnels du marché de Rungis. Déplorant « la tendance à la baisse de la consommation de la viande rouge » consécutive à la maladie de la vache folle, Jacques Chirac a estimé que, « contrairement aux propositions faites par la commission de Bruxelles, c'est dans la recherche de la qualité (...) que se trouve la solution, ce n'est certainement pas dans la baisse excessive des prix à la production ».

■ DIALOGUE : dans son édition datée du 1<sup>er</sup> mai, l'hebdomadaire de la CGT, L'Hebdo-vo, publie un débat qui constitue une première entre Georges Jollès, président de la commission sociale du CNPF, et Maryse Dumas, secrétaire de la CGT. Estimant que « partager la portion congrue n'est jamais facile », M. Jollès propose à la CGT de faire en sorte « de rétablir les conditions de la croissance, de créer plus de richesses ». « Ensuite, nous discuterons du partage, ajoute-t-il. Vous aurez en face de vous des partenaires ouverts ».

■ PRODUITS DÉFECTUEUX : l'Assemblée nationale a approuvé, jeudi 30 avril, à l'unanimité, la proposition de loi sur la responsabilité en matière de produits défectueux qui avait fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire.



BAUME & MERCIER  
MAÎTRES HORLOGERS DEPUIS 1830 - GENÈVE



**JUSTICE** Le procès de l'assassinat de Yann Piat s'ouvre, lundi 4 mai à Draguignan (Var), devant la cour d'assises du Var. La députée du Var avait été tuée dans sa voiture, par plu-

sieurs coups de feu, le 25 février 1994, à Hyères. ● SEPT PERSONNES comparaissent dans cette affaire : Lucien Ferri et Marco Di Caro sont accusés d'être les auteurs de l'assassinat, quatre

autres jeunes gens d'en être les complices, et Gérard Finaie, un patron de bar de cinquante-deux ans, est soupçonné d'être l'unique commanditaire du crime. ● APRÈS AVOIR visé les

milieux du banditisme local et du monde politique varois, puis s'être égarée sur une fausse piste, l'enquête a mis en évidence les responsabilités de la « bande du Macama ». ● L'AF-

FAIRE a suscité de nombreux livres, dont l'un, rédigé par André Rougeot et Jean-Marc Verne, a débouché sur un scandale et de nombreux déboires judiciaires pour les deux auteurs.

## Les assises du Var vont tenter d'éclairer les mobiles des tueurs de Yann Piat

L'assassinat, le 25 février 1994, de la députée du Var a déclenché de nombreuses interrogations et des péripéties judiciaires avant de déboucher sur l'arrestation de la « bande du Macama », dont sept membres comparaissent à Draguignan

APRÈS avoir secoué le monde politique, alimenté les rumeurs, suscité polémiques et contre-enquêtes, l'« affaire » vient enfin aux assises. Sept hommes comparaissent, à partir de lundi 4 mai à Draguignan, pour l'assassinat de Yann Piat : Lucien Ferri, Marco Di Caro, les auteurs présumés, Olivier Tomassone, Stéphane Ali Guechguet, Romann Gressier, Stéphane Chiarisoli, accusés d'être leurs complices - tous six âgés de vingt-trois à vingt-six ans - et Gérard Finaie, cinquante-deux ans, propriétaire du bar hyérois Le Macama, présenté comme l'unique commanditaire du crime.

Le 25 février 1994 vers 20 heures, Yann Piat, députée (UDF-PR) de la troisième circonscription du Var, quarante-cinq ans, était abattue dans sa voiture sur la route qui mène vers les hauteurs du Mont-des-Ofseaux, à Hyères, où elle résidait. Blessée, Georges Arnaud, son chauffeur, parvenait à échapper aux tueurs, deux hommes qui circulaient à moto, armés de 357 magnum et de calibre 38 spécial.

D'emblée, l'enquête visait les milieux du banditisme local et du monde politique varois. Ainsi, deux jours après l'assassinat, une première opération policière avait rassemblé dans les rets des enquêteurs une trentaine de personnes, parmi lesquelles des figures de la pègre locale ainsi que le vice-président (UDF-PR) du conseil général du Var, Joseph Scieria, rival patenté de la victime dans la conquête de la municipalité de Hyères, mis hors de cause par la suite. Puis une deuxième vague d'interpellations quelques jours plus tard conduisait à l'arrestation, toujours comme témoin, de Maurice Arrecks, ancien maire de Toulon et président (UDF-PR) du conseil général du Var, condamné, depuis, dans une affaire de pots-de-vin à deux années d'emprisonnement.

Transfuge du Front national dont elle avait été exclue en 1988, Yann Piat, notait les enquêtes, avait accumulé contre elle les rancœurs de la classe politique locale, qui la voyait monter dans les sondages, et avait suscité des « préoccupations » dans le milieu en raison, notamment, de son cheval de bataille : la lutte contre la corruption. Le 16 mars 1993, la parlementaire avait, par exemple, été insultée lors d'un meeting électoral précédant les législatives et menacée par des amis du « parrain » toulonnais Jean-Louis Fargette, en exil en Italie depuis 1982, dont Epifanio Pericolo,

qui assurait la sécurité du candidat Scieria. La rumeur était alors allée bon train : cet incident de campagne aurait été « vengé » par la mort de Fargette, survenue le lendemain, dans des conditions non élucidées.

### FAUSSE PISTE

Egarée sur une fausse piste pendant trois mois, l'enquête, confiée au juge d'instruction Thierry Roland, avait donc tout d'abord abouti à la mise en examen et à l'incarcération de deux hommes du clan Fargette, dont Epifanio Pericolo, reconnu par un témoin comme l'un des deux hommes à la moto. Niant farouchement, disposant de solides alibis, les deux suspects avaient été relâchés peu de temps avant le coup de filet qui allait aboutir à l'arrestation de « la bande du Macama », le 15 juin.

Grâce à un « tuyau » tombé du ciel - la dénonciation d'un truand évoluant entre le Var et les Bouches-du-Rhône -, les policiers étaient mis sur la piste d'« une équipe de jeunes moutards dont l'activité passée ne serait pas étrangère à l'affaire Piat, et dont l'objectif consisterait à semer le trouble au sein des débits de boisson de Hyères dans le but d'une prise de

contrôle ». Surveillances, filatures, écoutes téléphoniques : la bande du Macama, sous la houlette de Gérard Finaie - qui se prévalait officiellement d'une prétendue amitié d'enfance avec Jean-Louis Fargette - apparaissait avec netteté dans la ligne de mire.

### Environ cent cinquante témoins cités

Environ cent cinquante témoins, parmi lesquels d'anciens élus du Var, des policiers, des journalistes, seront cités au cours du procès des auteurs et complices présumés de l'assassinat de Yann Piat. Cent trente-deux témoins à la demande de l'accusation qui sera soutenue par le procureur adjoint du tribunal de Toulon, Pierre Cortès, au cours d'une audience de six semaines, présidée par Dominique Bréjoux, dont l'issue est normalement fixée au 13 juin.

Deux compagnies républicaines de sécurité (CRS) assureront en alternance la sécurité du palais de justice. La protection des accusés sera prise en charge par des hommes du groupe d'intervention de la police nationale de Fréjus.

Dans son imposant réquisitoire définitif de 420 pages du 24 janvier 1997, le procureur adjoint du tribunal de Toulon, Pierre Cortès, définit ainsi cette bande : « Placé sous la domination de Gérard Finaie et sous l'autorité de Lucien Ferri, ce groupe, que sa jeunesse rendait largement fanatique à la cause commune et qui se

recomposait la nuit, évoluait à Hyères et singulièrement sur le port de la Gaviolle où M<sup>me</sup> Piat avait récemment mobilisé ses vigiliants armés et concentré ses fulminations publiques. » D'ailleurs lésardés en confidences de jeunes filles, les policiers obtenaient finalement les aveux des

FZX 750 ; Tomassone et Gressier avoir procédé à la surveillance de la permanence de Yann Piat pour signaler aux tueurs son départ, puis avoir fait ensuite disparaître les armes ; Guechguet avoir fait brûler la moto ; Chiarisoli avoir prodigué ses conseils aux futurs assassins. Ultérieurement, à l'instruction, tous, sauf Di Caro, allaient revenir sur leurs aveux.

Di Caro expliquait qu'il s'était vu promettre la gestion de discothèques ayant appartenu à Jean-Louis Fargette et dont Gérard Finaie, « en tant qu'ami du truand », devait reprendre le contrôle. Un autre, que « la décision avait été prise en groupe pour faire suite à la demande réitérée et impatiente de Gérard Finaie qui avait clairement manifesté sa volonté d'être débarrassé de M<sup>me</sup> Piat ». Tous, sauf un, mettaient en cause le patron du Macama. De plusieurs déclarations, l'accusation retient donc que Finaie, d'une part, se posait en vengeur de Fargette dont il se disait l'ami intime, d'autre part, insistait sur la gêne que représenterait pour « beaucoup de monde » M<sup>me</sup> Piat si elle accédait à la mairie.

Car, toujours selon l'accusation, la

bande du Macama était en fait devenue pour le patron du bar-restaurent l'instrument de la conquête de « l'Empire Fargette ». Pour preuve, elle oppose l'implication des mêmes tueurs et complices dans une impressionnante série d'actions criminelles perpétrées par la bande du Macama sur les terres varoises : notamment l'assassinat, en octobre 1993, d'un patron de bar, Henri Diana, successeur potentiel de Fargette ; la tentative d'assassinat d'un autre rival de Gérard Finaie, José Ordoni, mitraillé le 21 janvier 1994 par deux tueurs à moto.

### « SOMMAIRE ET CALAMITEUX »

Restait aux enquêteurs à répondre à une question : « Pourquoi et pour qui Gérard Finaie, qui n'avait aucune activité politique, avait-il armé le bras des assassins ? » Sur ce point, l'accusation rappelle l'engagement de la députée contre la pègre locale. « Le caractère sommaire et calamiteux » de ce crime, note cependant l'accusation, paraît « incompatible avec la puissance que l'on présume habituellement d'une personnalité ou organisation politique (...). Le recours à de très jeunes tueurs, maladroits et inconscients, bavards et imprudents, ayant involontairement multiplié les indices accablants, ne plaide guère en faveur de la piste politique. » L'accusation conclut à « l'unicité de la piste crapuleuse ».

Ainsi réfute-t-elle la thèse d'une « deuxième équipe » de « barbouzes militaires » qui aurait été sur les lieux du crime, telle que développée dans une série d'articles du *Canard enchaîné* parus en 1996 et repris dans le livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne (*Libre ci-dessous*). Ainsi écarte-t-elle la thèse du crime spécifiquement politique. L'accusation relève, au travers d'écoutes téléphoniques, que le principal rival électoral de Yann Piat, Joseph Scieria (condamné le 10 avril à trois ans de prison avec sursis, notamment pour « trafic d'influence aggravé »), avait manifestement les faveurs du clan Fargette. Se référant aux déclarations de Marco Di Caro, qui avait un temps mis en cause l'homme politique, le réquisitoire mentionne également une probable « préférence » de Gérard Finaie pour Joseph Scieria. Mais l'accusation conclut : « Au-delà d'un choix politique unilatéral et subjectif de sa part, rien ne démontrait que Gérard Finaie eût scellé avec lui le moindre pacte criminel. »

## Un « coup » d'édition qui a fait long feu

L'AFFAIRE Yann Piat inspire les éditeurs. Depuis l'assassinat du député du Var, en 1994, une demi-douzaine de livres sont parus pour mettre en doute, plus ou moins vigoureusement, la thèse d'un crime commandité par un patron de bar varois. De ces ouvrages il sera sans doute question devant la cour d'assises du Var, car l'un d'eux - *L'affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir* (Flammariion) - a fait scandale, à l'automne 1997, et a obligé la justice à se pencher par avance sur le contexte du dossier Piat.

Dans ce livre, les journalistes André Rougeot et Jean-Michel Verne laissent entendre que l'opération avait été commanditée par les anciens ministres Jean-Claude Gaudin et François Léotard, affublés des sobriquets de « Trotti-nette » et « L'Encornet ». Le même ouvrage établissait un lien entre cet assassinat et une autre affaire varoise, en l'occurrence le suicide des deux frères Saincencé, en mai 1994. Constatant les conclusions de la justice, les auteurs assuraient que les deux frères avaient été assassinés parce qu'ils en savaient trop. Les journalistes appuyaient notamment leur démonstration sur les confidences d'un informateur anonyme, dépeint comme un ancien « général » des services de renseignements.

Mais ce coup d'édition a fait long feu. Incapables d'apporter des éléments de preuve, les auteurs ont été lourdement condamnés par dif-

férentes juridictions, à Marseille et à Paris (*Le Monde* du 11 mars). Leur éditeur, qui avait retiré le livre de la vente au plus fort du tumulte médiatique, a également été condamné à de fortes amendes. Quant au prétendu « général », dont le portrait comportait nombre d'inexactitudes, il est apparu qu'il ressemblait fortement à Jacques Jojon, un retraité varois sans aucun passé militaire... Condamné en 1991 pour escroquerie, M. Jojon avait subi des expertises concluant à une « psychose délirante paranolique ».

### « TISSU DE CONTRE-VÉRITÉS »

Cette affaire dans l'affaire a donc donné lieu à divers procès au cours desquels MM. Rougeot et Verne ont toujours été en difficulté. Devant le tribunal correctionnel de Paris, le substitut François Cordier ira jusqu'à qualifier de « consternante » leur offre de preuves, qualifiant ensuite leur travail de « tissu de contre-vérités, d'affabulations et de mensonges ».

Le tapage ainsi provoqué a eu d'autres conséquences sur le dossier Piat. Soucieux de couper court aux polémiques et de préserver le procès de Draguignan, le président de la cour d'assises du Var, Dominique Bréjoux, a lui-même instruit un complément d'information réclamé par plusieurs parties (*Le Monde* du 6 novembre 1997). Ces investigations supplémentaires n'ont pas apporté d'éléments susceptibles de modifier la

thèse de l'accusation. Elles n'ont pas davantage permis d'établir un lien entre l'assassinat de Yann Piat et la mort des frères Saincencé, retrouvés asphyxiés à bord de leur voiture.

Sur ce dernier point, l'enquête de M. Bréjoux a également mis à mal la thèse du livre. Le magistrat a en effet recueilli le témoignage de l'expert en informatique Jean Girel, qui avait examiné l'ordinateur des deux frères lors de l'enquête sur le double suicide. Dans l'ouvrage contesté, les journalistes affirmaient que M. Girel avait découvert une « affaire d'Etat » en examinant, de sa propre initiative, la « cinquième mémoire » de l'appareil. Interrogé par le président Bréjoux, M. Girel a contesté cette version des faits, niant avoir trouvé quoi que ce soit qui n'apparaît dans le dossier d'instruction.

Ces ultimes vérifications, conduites par le président Bréjoux, ont été complétées par une nouvelle expertise. Deux experts en informatique, dotés de moyens techniques plus puissants que leur prédécesseur, ont examiné la mémoire de l'ordinateur des Saincencé. Selon nos informations, ils n'ont découvert aucun élément concernant l'affaire Piat. En revanche, des bribes de textes, que la première expertise n'avait pas mises au jour, confirment les intentions suicidaires des deux frères.

Philippe Broussard

Jean-Michel Dumay

## Démantèlement d'un trafic international de drogue

DIX-NEUF PERSONNES, dont certains membres des milieux marseillais et varois, ont été interpellées, mercredi 29 avril, et placées en garde à vue, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de drogue entre l'Amérique du Sud, l'Espagne et la France. Agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction Jean-Pierre Murciano de Grasse (Alpes-Maritimes), les policiers de la brigade des stupéfiants du SRPJ de Marseille sont simultanément intervenus dans le Var ainsi qu'à Marseille, Nice et Madrid. Dans la capitale espagnole, les enquêteurs ont agi lors d'une transaction avec

des intermédiaires mexicains. Plus de 4 millions de francs en devises ont été saisis. Cette somme correspondrait au paiement partiel d'une livraison de cocaïne en provenance de Colombie.

Parmi les personnes placées en garde à vue figurent plusieurs proches du parrain marseillais Francis Vanverbergh, alias « le Belge ». Présenté comme son lieutenant, Antoine Cossu, 58 ans, fiché au grand banditisme, a notamment été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, par contumace, en 1967 par la cour d'assises de l'Ain pour vol à main armée et tentative de meurtre. Ancien de la « french connection », Jean-Claude Kella avait été relâché le 16 février par la cour d'appel d'Aix-en-Provence dans une affaire de trafic de cocaïne.

Interpellés dans le Var, les frères Pascal et Franck Pedetto sont, eux, considérés comme des proches de Raymond Mihère, principal rival de l'ancien parrain Jean-Louis Fargette et figure influente du milieu des boîtes de nuit varoises. Les personnes interrogées dans les locaux du SRPJ de Marseille devaient être déferées samedi 2 mai à Grasse, devant le juge Murciano.

**ESEC**  
École du cinéma,  
de la vidéo et du  
numérique  
Accès direct page 2  
01 43 42 43 22

## Vingt ans de prison pour Saïd Sersou, meurtrier de sa curatrice

DOUAI de notre envoyé spécial

En dépit de ses cinquante et un ans, de ses cheveux grisonnants et de sa moustache proprement taillée, Saïd Sersou ressemble à un enfant. Quand il veut prendre la parole devant la cour d'assises du Nord, où il comparaît

pour assassinat, il lève le doigt comme un élève appliqué, s'exprimant avec le ton de celui qui vient de faire une « grosse bêtise » et cherche à se faire pardonner.

« Ma vie a basculé en février 1993, quand j'ai été placé d'office à l'hôpital psychiatrique parce que j'avais menacé un voisin avec une hachette, raconte-t-il. Après, on m'a placé sous curatelle, on m'a traité comme un bébé, je ne l'ai jamais accepté. » Pendant son séjour de près d'un an et demi, les psychiatres diagnostiquent un délire de persécution. A sa sortie, en juillet 1994, il retrouve Chantal, sa concubine, et ses cinq garçons. « Il avait changé, il était devenu agressif et méchant », se souvient Chantal.

Arrivé en France en 1972, Saïd Sersou a toujours travaillé comme

soudeur ou manutentionnaire. Au chômage en 1987, il parvient encore à trouver des missions d'intérim. La vie est moins facile, malgré tout. « Les garçons étaient turbulents, Chantal ne s'en occupait pas bien, j'étais obligé de tout faire », se souvient-il. S'ajoutent les mensurations de la maison, ses voisins qui lui « font des misères », et cette curatelle qui le rend dépendant.

En longue maladie après sa sortie de l'hôpital, Saïd Sersou perçoit des indemnités journalières, mais son argent est géré par une curatrice, Isabelle Villez. Pour son argent de poche, Saïd reçoit 300 francs par mois.

Après des vacances en Algérie, où il rend visite à sa vieille mère, qu'il appelle « ma maman », et aux trois enfants d'une première union, Saïd Sersou revient en France le 15 août 1995. Dès le lendemain, il va voir sa curatrice pour compléter son dossier de pension d'invalidité. Elle ne peut le recevoir sans rendez-vous. Il se rend alors dans un bureau de poste de Tourcoing afin de retirer un peu d'argent sur un compte qu'il a ouvert quelques mois plus tôt à l'insu de sa curatrice. Avant son départ pour l'Algérie, il avait réussi à obtenir frauduleusement le versement du RMI et d'indem-

nités de chômage, qu'il faisait vivre sur ce compte.

Au bureau de poste, il apprend que son compte a été bloqué. Il prend un taxi, achète un couteau à déosser, retourne au bureau d'Isabelle Villez et l'égorge. La victime sera retrouvée sans vie, baignant dans une mare de sang. « Je voulais seulement lui faire peur pour qu'elle me donne mon argent. Je ne sais pas comment j'ai fait ça. Je n'ai pas vu le sang, je ne savais pas qu'elle était morte. Mes enfants n'avaient rien à manger, ma concubine avait trouvé un autre homme, je ne pouvais pas vivre avec 300 francs par mois, ils ont tout cassé, foutu en l'air ma vie familiale », se justifie Saïd. Il reconnaît les faits et regrette.

### « PLEINEMENT RESPONSABLE »

Pour un peu, Saïd Sersou voudrait se présenter en victime. Acculé, rabaisé, déshonoré, l'accusé aurait perdu la tête et commis le pire dans un moment de folie. Il parle d'un « accident ». Mais l'histoire de Saïd ne plaide pas en sa faveur. La violence dont il a été capable envers Isabelle Villez, il en a déjà usé avant même son placement en hôpital psychiatrique. Contre sa concubine, qu'il bat régulièrement au point de lui casser les dents. Contre ses enfants, qu'il

maltraite. Il en attache un dans la cave et lui jette des seaux d'eau froide et de javel. Il en frappe un autre sur les doigts avec un marteau, il ouvre le crâne d'un dîner en lui lançant une fourchette. « Tout cela est faux, s'exclame Saïd Sersou, ils ont une mère indigne qui ne s'occupe pas d'eux. » Encore créative à la barre des témoins, Chantal confirme pourtant les faits : « Il se promenait même tout nu, se masturbait devant les enfants. Il y a quelque chose qui n'allait plus dans sa tête. »

« Saïd Sersou est pleinement responsable de ses actes », ont conclu les quatre psychiatres qui l'ont examiné pendant sa détention provisoire. « Il n'a pas agi dans le cadre d'un nouvel épisode dépressif, précise notamment le docteur Alain Couvez. Il a réagi par l'agressivité face à une situation de frustration. »

« Son seul mode d'expression, c'est la violence, renchérit l'avocat général Luc Frémont. Il a soldé ses comptes avec un couteau à déosser. » A l'issue de deux jours d'audience, les jurés de la cour d'assises du Nord ont suivi les réquisitions en condamnant, jeudi 30 avril, Saïd Sersou à vingt ans de réclusion criminelle.

Acacio Pereira

soyez  
déplacé  
un moine



هذه ا من الاصل

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998 / 9

# Sixt

Ministère de la Justice  
Département des Services judiciaires  
Ottawa, Ontario

100

## Le meurtre de sa curatrice

10-10-68

DES 12-36 (12-36-100) (100 km inches, 127 grc/km suppl.)  
 12-36-100 (100 km inches, 127 grc/km suppl.)



## M. Allègre annonce un nouveau plan de rattrapage de 3 000 postes en trois ans pour la Seine-Saint-Denis

Les établissements devraient se prononcer, lundi 4 mai, sur la suite du mouvement engagé le 12 mars

Les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves ont accueilli plutôt favorablement le nouveau plan de rattrapage pour la

Seine-Saint-Denis, rendu public, jeudi 30 avril, par le ministre de l'éducation nationale. Outre le déblocage de 3 000 postes, M. Allègre a annon-

cé la création d'un nouveau rectorat et la refonte des zones d'éducation prioritaires (lire aussi notre éditorial page 13).

« LE GOUVERNEMENT n'est pas un Père Noël avec de l'argent dans une hotte (...). Les problèmes de la Seine-Saint-Denis ne peuvent être résolus d'un coup de baguette magique. » Entre cette déclaration, le 31 mars sur France 3, et la troisième version du plan d'urgence annoncée jeudi 30 avril, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a revu ses positions. Pour tenter de mettre un terme à un conflit persistant depuis bientôt deux mois, le gouvernement, après arbitrage de Lionel Jospin, a partiellement cédé et décidé un « effort sans précédent » pour les établissements scolaires de ce département, « pas très bien traité ».

Il aura sans doute fallu la persistance du mouvement de grève engagé par les enseignants et les parents d'élèves depuis le 12 mars, des manifestations à répétition, suivies d'actions spectaculaires, pour que le contenu des mesures proposées change totalement d'échelle. La promesse d'un programme pluriannuel avec des effets jugés de faible portée pour la rentrée 1998 s'est transformée en un plan massif de création d'emplois. Au total, 3 000 postes d'enseignants et de personnels devraient être ouverts d'ici trois ans : 800, soit 500 de plus, en septembre 1998, 1 000 en 1999 et 1 200 en l'an 2000. A ces « moyens nouveaux, qui ne seront pas pris sur du redéploiement », M. Allègre a ajouté 5 000 emplois-jeunes, recrutés par l'intermédiaire des maires.

Outre un moratoire des fermetures de classes et la suppression de la traditionnelle règle de trois dans l'affectation des moyens, le ministre souhaite transformer la Seine-

Saint-Denis en un véritable laboratoire d'expérimentation de la « discrimination positive et de nouvelles méthodes pédagogiques d'enseignement par petits groupes ». A la fin de l'année, tous les établissements devraient certes être équipés en nouvelles technologies, reliés à l'internet, avec un plan de modernisation

sa remplaçante, Odile Rose, administrateur civil au ministère, disposera d'une équipe d'inspecteurs adjoints affectés « par bassins de formation ». Ils seront chargés de revoir la carte des zones d'éducation prioritaires et de proposer la répartition des postes d'enseignants et de non-enseignants, dont ni le détail ni

rencontre avec Claude Allègre, par les responsables des fédérations de syndicats et de parents d'élèves et les délégués des établissements en grève. Lors d'une assemblée générale, ces derniers ont toutefois relevé que « le solde de tout compte des 3 000 emplois reste insuffisant pour aboutir à une diminution des effectifs à hauteur de 20 élèves par classe ».

Les nouvelles règles de répartition des postes « au cas par cas » risquent également, selon eux, de recréer des inégalités et de susciter des divisions entre les établissements. Enfin, les délégués ont demandé la transformation des 5 000 emplois-jeunes annoncés en « postes statutaires ».

Bien décidés à demander des nouvelles rencontres pour préciser le calendrier et la répartition de ces mesures, les responsables syndicaux et ceux de la coordination des établissements s'en remettent au jugement des assemblées générales convoquées dès le lundi 4 mai dans la matinée. Ils maintiennent la pression en prévoyant une nouvelle manifestation le lendemain à Paris.

Michel Delberghe

Un plan d'urgence pour la Guadeloupe

Les enseignants guadeloupéens, en grève illimitée depuis le 20 avril, ont décidé, jeudi 30 avril, la reprise des cours à la suite des négociations engagées avec la mission de médiation dépechée par le ministre de l'éducation. Ils ont obtenu « l'attribution minimale » des 169 postes dont ils réclamaient la création.

Selon les syndicalistes, le « relèvement de conclusions » adopté à l'issue des discussions constitue « un espoir de voir l'académie enfin dotée des moyens dont elle avait besoin pour faire face à l'échec scolaire ». Outre 85 postes d'enseignants et 84 postes de personnels pour la rentrée, une dotation de 700 emplois-jeunes, s'ajoutant aux 497 mis en place au début de l'année, a été accordée.

doté de 12 millions de francs sur trois ans. Claude Allègre est particulièrement attaché à la mise en œuvre d'un plan de réorganisation complète de l'administration de l'éducation nationale dans ce département. « Il n'est plus question que les problèmes soient traités directement de la rue de Grenelle, a-t-il indiqué. C'est à la Seine-Saint-Denis de déterminer l'attribution de ses priorités ».

En premier lieu, un nouveau rectorat sera créé, incluant, outre la Seine-Saint-Denis, vraisemblablement les Hauts-de-Seine et certaines zones limitrophes des départements voisins. Après le départ de l'actuel inspecteur d'académie, Yves Bottin, nommé inspecteur général,

le financement n'ont été fixés. Plusieurs missions spécifiques ont été nommées. L'une, confiée à Jean-François Mella, ancien président de l'université de Villeneuve, porte sur la filière technologique et les débouchés des élèves de BEP, BTS et IUT. André Laurent, inspecteur général d'éducation physique, sera chargé de la liaison sport-éducation. Enfin, Catherine Molson et Catherine Mills devront coordonner les équipes pédagogiques, pour développer le réseau des ZEP et favoriser l'insertion des établissements dans le tissu économique.

L'annonce de ces décisions a été qualifiée de « substantielle », plutôt que « significative », dans une déclaration commune adoptée, après la

## Accord pour une libération anticipée d'Alain Carignon

L'ANCIEN MINISTRE et ex-maire (RPR) de Grenoble Alain Carignon, condamné à cinq ans de prison pour corruption dans l'affaire de la privatisation de l'eau de la ville de Grenoble (Isère), devrait prochainement quitter la prison de Villefranche-sur-Saône (Rhône) où il est incarcéré depuis le 9 juillet 1996. La commission d'application des peines a donné, jeudi 30 avril, un avis favorable à la demande de libération anticipée réclamée par ses avocats. M. Carignon aura effectué près des deux tiers de sa peine. Cette libération conditionnelle a été acceptée après l'examen de la proposition d'un chef d'entreprise parisien qui a accepté de recruter M. Carignon comme « animateur de réunions », pour un salaire mensuel de 15 000 francs.

Le sort judiciaire de l'ancien ministre n'est pas fixé pour autant. Il reste mis en examen pour abus de biens sociaux et recel dans l'affaire de la société GID (Grenoble Isère Développement). La gestion frauduleuse de cet organisme semi-public, contrôlée par le conseil général de l'Isère, présidé par M. Carignon, aurait coûté plusieurs millions de francs à la collectivité. (Corresp. rég.)

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : les deux dirigeants d'une société de transport routier, poursuivis pour « homicides involontaires » après le carambolage aux Epaurres (Isère), qui avait fait onze morts en janvier 1993, ont été condamnés, jeudi 30 avril, à des peines de 20 à 24 mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu. Ils doivent également verser, avec quatre autres prévenus, plus de 3,2 millions de francs de dommages et intérêts aux parents des victimes.

■ **COMMÉMORATION** : en souvenir de Ibrahim Boutrâm, un Marocain de 29 ans mort noyé dans la Seine, le 1<sup>er</sup> mai 1995, après avoir été poussé par des « skinheads » à la suite d'un défilé du Front National, plus de 350 personnes se sont rassemblées, vendredi 1<sup>er</sup> mai, au Pont du Carrousel à Paris. Quatre personnes soupçonnées d'être impliquées dans ce meurtre doivent être jugées, à partir du jeudi 7 mai par la cour d'assises de Paris.

■ **FAITS-DIVERS** : l'affaire du tueur en série de l'Est parisien sera gérée par un seul juge. La présidence du Tribunal de grande instance de Paris a décidé, jeudi 30 avril, de confier l'intégralité des procédures visant Guy Georges, arrêté le 26 mars, au juge d'instruction Gilbert Thiel. Trois magistrats se disputaient depuis plus d'un mois le monopole du dossier, suscitant la colère des familles des victimes.

■ **ALLOCATIONS** : le député maire RPR d'Evry (Seine-et-Marne), Franck Martin, a décidé de priver les familles de casseurs de toutes les prestations sociales offertes par la municipalité, à la suite d'une série d'incidents et d'actes de vandalisme. M. Martin entend « prendre immédiatement des sanctions envers toutes celles et ceux qui portent atteinte à l'ordre public à Evry en les privant de toutes les prestations offertes par la ville ».

■ **POLICE** : Edgite Henri, commissaire des Renseignements généraux (RG), au cœur de plusieurs affaires politico-financières, pourrait être nommé directeur départemental des RG de l'Isère, à Grenoble. Sa nomination a été proposée, mercredi 30 avril, lors de la commission administrative paritaire. M<sup>me</sup> Henri, âgée de 45 ans, a notamment été au centre d'un bras de fer entre la direction centrale des renseignements généraux et le juge Eric Halphen, en charge de l'affaire des HLM de Paris.

### CARNET

#### Naissances

Manuel et Sofie ALDUY sont heureux d'annoncer la naissance de leur rayon de soleil.

Clara, Carla,

le 26 avril 1998.

11, rue A-Antoine, 75013 Paris.

#### Anniversaires de naissance

Dijon, 4 mai 1898.  
Caracosse, via Menon, 4 mai 1998.

Api

a cent ans !

Ses cinq enfants et leurs conjoints,  
Ses treize petits-enfants et leurs conjoints,  
Ses seize arrière-petits-enfants,  
se joignent à

Ami,

pour lui souhaiter un merveilleux centenaire.

Yvonne JOURNO  
souhaite des heureux anniversaires à son fils.

Denis,

pour ses cinquante ans, ainsi qu'à

l'Etat d'Israël,

et les vingt-cinq ans de son petit-fils,

Jérôme.

Biaus.

Sainte-Foy-lès-Lyon. La Croix-Rousse, Paris, Séoul.  
Bon anniversaire.

Jean-Pierre !

Françoise, Delphine et Stéphane,  
Nicolas et Karine, Karim et Fabrice.

Paris, 2 mai 1958, 4 h 30.

Une petite étoile naît dans le ciel de Paris, au-dessus de la maternité de la rue Nicolet.  
Quarante ans plus tard, elle se porte toujours bien.  
Merci.

#### SOUTENANCES DE THÈSE

67 F HT la ligne

Tarif Étudiants 98

#### Noces d'or

13 avril 1948 - 2 mai 1998.

Cent ans de vie commune, bravo !

Joyeuses noces d'or à

André et Lucie,  
alias Poupy et Micky !

La famille et les amis.

#### Décès

Jean-Claude et Carole Lubchansky,  
William et Nicole Lubchansky,  
Jean-Philippe et Béatrice Kunlin,  
ses enfants,  
Natacha, Irina, Sara, Mikail, Thomas,  
Edouard, Florian et Gabrielle,  
ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Luize de RENVENISTE,  
née Sarah ROSENZVEIG,

survenue le 29 avril 1998, dans sa quarante-troisième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 4 mai, au cimetière parisien de Pantin. On se réunira à l'entrée principale, avenue du Cimetière-Parisien, à 9 h 45.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Teddy BILIS,  
son épouse,  
Michel, Daniel, Bernard,  
ses enfants,  
Hélène, Léa, Guillaume,  
ses petits-enfants,  
ont la grande douleur de faire part du décès de

Teddy BILIS,

le 30 avril 1998.  
La levée du corps aura lieu le jeudi 7 mai, à 11 heures, au funérarium de l'hôpital Broussais, 100, rue Didot, Paris-14<sup>e</sup>. Crématorium du Père-Lachaise, à 12 h 15.

M<sup>me</sup> Teddy BILIS,  
3, rue Thimier,  
75013 Paris.

DETAILLANT GROSSISTE

VENDEUR PARTICULIERS

Quarante ans plus tard, elle se porte toujours bien.

MATELAS & SOMMIERS

toutes dimensions - Fils ou relevables

SWISS - EX - TRES - FORT - SIMONS

CHLOE - BOUTIK - PELL - ETC.

CANAPES, SALONS, CLIG-CLAC

Cuir - Tissus - Alcantara

Styler - Couleur - Cuvier - Sillon - Etc.

Vente par téléphone possible

Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO

257, rue de Belleville, PARIS 19<sup>e</sup> - Téléphone

01 42 08 71 00 - Fax 01 42 08 71 01

#### Hélène BOISSE, née KIMMACHE

nous a quittés le 25 avril 1998, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière des Arcs, à Louveciennes, le 4 mai, à 11 heures.

De la part de  
M<sup>me</sup> Hélène Boisse et Vanda Boisse,  
Delphine Boisse et Philippe Vignaux,  
Ulysse Vignaux,  
Claude Boisse,  
Nicole et Sylvain Kimmache,  
Des familles Boisse, Kimmache,  
Desenne, Leber,  
Et de toute la famille.

— Ses parents et amis  
ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur Youssef BOUCHEK,

psychiatre,

survenue le 26 avril 1998, à Alger.

Les obsèques ont eu lieu dans son

village natal de Beni-Yenni.

— M<sup>me</sup> Gérard Dargier de Saint Vaulry,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bonilloc,

M. et M<sup>me</sup> Michel Dargier de Saint Vaulry,

M<sup>me</sup> Hélène Dargier de Saint Vaulry,

ses enfants,

Lionel Dargier de Saint Vaulry,

son petit-fils,

Les familles Dargier de Saint Vaulry et

Reignier,

ont la douleur de faire part du décès de

Gérard DARGIER DE SAINT VAULRY,

ingénieur

des Arts et Manufactures,

officier de l'Ordre national

du Mérite,

officier des Palmes Académiques,

décédé accidentellement dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

lundi 4 mai, à 15 h 45, en l'église Saint-

Pierre-et-Saint-Paul de Sarcelles.

— M<sup>me</sup> Suzanne Gay,

sa mère,

M. Daniel De Rosa,

son époux,

M. Renaud De Rosa,

son fils,

Ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Claudette DE ROSA,

née GAY,

survenue le 29 avril 1998, à l'âge de

cinquante-deux ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 mai,

à 9 h 45, au crématorium des Ulis, route

de Montigny aux Ulis (Essonne).

L'inhumation de l'urne aura lieu au

cimetière de Bellevue-sur-Allier (Allier)

le même jour, à 16 h 30.

7, allée des Hauts-Bruyères,

78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

— M<sup>me</sup> Annette Regennes

a la profonde douleur de faire part du

décès de son mari, le

docteur Joseph EAGENNES,

survenue le 22 avril 1998.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

familiale, au cimetière de Bagneux.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— M<sup>me</sup> Yvonne Benaddi,

Les familles Sillam, Sini et Setazi,

Les enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine SILLAM,

née ZAKINE.

Les obsèques auront lieu le lundi 4 mai,

à 14 heures, au cimetière de Pantin.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Souil,

ses enfants,

Jean-Benoît et Nicolas,

ses petits-fils,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Emile SOUIL,

survenue le 26 avril 1998, dans sa soixante-

dix-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu le jeudi 30 avril,

au cimetière de Vénissieux (Vienne), dans

l'intimité familiale.

47, boulevard de Grenelle,

75015 Paris.

— La direction et le personnel d'Elf

Exploration Production

ont la tristesse de faire part du décès

accidentel de

Alain VILLIEN,

lors de la catastrophe aérienne survenue le

28 avril 1998, au décollage de Bognan

vers Quind.

Alain VILLIEN,

quarante-quatre ans, était adjoint au

groupe de soutien Exploration Amérique

latine basé à Quito en Equateur et était

également chef d'Exploration d'Elf

Pétroleum Trinidad.

Nous adressons à la famille d'Alain

Villien nos plus sincères condoléances.

Les obsèques ont eu lieu le samedi

2 mai, à 14 h 30, en l'église de Bourg-

Saint-Maurice (Savoie).

Anniversaires de décès

3 mai 1998, dix ans déjà,

Janine RADICE-RACCURT

Je pense, nous pensons toujours à toi.

— Il y a douze ans,

Sophie

nous quitte avec

Tina.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant

l'affectionnel souvenir.

Vous pouvez

nous transmettre

vos annonces la veille

pour le lendemain

jusqu'à 16 h 30

Conférences de l'Étoile :

« La genèse du christianisme »

Quatre conférences à 20 h 30



Accord pour une libération anticipée d'Alain Carignon

## HORIZONS

ENQUÊTE

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998 / 11



# Les habits usés du CNRS

Créé en 1939, le Centre national de la recherche scientifique pâtit du vieillissement de ses chercheurs et du manque de crédits. La démission d'Edouard Brézin, président du conseil d'administration, refusée par Claude Allègre, traduit le malaise chronique de l'institution

**A** l'heure où les chercheurs quittent leurs paillasses, mercredi 18 mars, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm bruit d'une joyeuse effervescence. Plusieurs centaines d'invités fêtent le Prix Nobel de physique 1997, Claude Cohen-Tannoudji. Le lauréat rend un hommage vibrant au Centre national de la recherche scientifique. Il dit combien il est heureux de la présence de deux « amis de longue date » avec lesquels il partage « les mêmes idées sur la recherche fondamentale » : Catherine Bréchnag, directeur général du CNRS, et Edouard Brézin, président du conseil d'administration. Ce dernier, ancien directeur du département de physique de l'ENS, est ému. Mais il est secrètement blessé : il n'a pas été associé à l'organisation de la cérémonie. Le briolet d'invitation portait le nom de Catherine Bréchnag, pas le sien.

Quelques jours plus tard, Edouard Brézin remet sa démission au ministre de la recherche : l'« outil » de la Rue d'Ulm est le signe de sa mise à l'écart des affaires du CNRS et, surtout, de la marginalisation du conseil d'administration ; il sera plus utile à la science en se consacrant à son laboratoire. Claude Allègre le retient, lui donne l'assurance que le conseil va retrouver « immédiatement » toutes ses prérogatives, convoque directeur et président rue de Grenelle, où il met les points sur les « i » : « Au conseil d'administration de définir la stratégie, au directeur général d'assurer l'exécution ». Le président est officiellement chargé d'étudier une réforme des statuts du Centre, pour « rééquilibrer les pouvoirs ». Fin de l'épisode.

Le mal est plus profond qu'un simple conflit de personnes. La crise ouverte à la tête du premier organisme de recherche français

révèle les difficultés inhérentes à son « pilotage ». C'est que la maison CNRS est vaste ! Dans aucun autre établissement au monde, on ne rencontre des équipes traquant, ici, le quark et le gluon, scrutant, là, les instabilités de l'astre solaire ; d'autres qui sondent les mystères de l'ADN fossile ou explorent les rouages du système immunitaire, modélisent l'impact des gaz à effet de serre, défontillent les archives des régimes communistes ; des spécialistes des sciences de l'homme et de la société, de l'environnement et de la vie dans les cités.

Sa vocation encyclopédique à embrasser tous les champs de la connaissance, sa taille - 26 000 personnes, dont 11 600 chercheurs, 1 380 laboratoires -, ses moyens - 15 milliards de francs, soit un quart du budget civil de la recherche -, en font une exception dans le paysage scientifique international, structuré, dans la plupart des grands pays, autour des universités. Sans doute ce particularisme convient-il assez bien au « génie » français, puisque le modèle, esquissé en 1939 sous le gouvernement Daladier, a survécu à d'innombrables réformes ministérielles. Il a su résister à d'incessantes attaques politiques, lancées contre « un mastodonte ingérable », « un pétrolier géant impossible à diriger », « une bastille administrative ».

**C**LAUDE ALLÈGRE, lui, n'a « pas envie de faire de chambardement ». Aux yeux du ministre-chercheur, spécialiste des sciences de la Terre, « le CNRS ne marche pas si mal, même s'il a vieilli et a besoin d'être modernisé ». Il a d'autres urgences : la réorientation de la politique spatiale, la rénovation de la recherche médicale, les dossiers scolaires, surtout. Au point que certains scientifiques regrettent de ne pas avoir un ministre à plein temps. L'un de ses premiers gestes a pourtant été de nommer un nouveau directeur au CNRS.

Le poste a été proposé au climatologue Gérard Mégie, socialiste déclaré, qui a décliné l'offre. Catherine Bréchnag, une physicienne, est plutôt classée à droite - « républicaine », préfère-t-elle. Mais le ministre voit « un symbole fort » dans le choix d'une femme, pour la première fois dans l'histoire du centre. « Une femme dynamique », dont il espère qu'elle saura « conduire elle-même une évolution en douceur ». Il fixe quelques orientations : reprise du recrutement de jeunes docteurs, priorité à la recherche de base - « ce n'est pas en cherchant à améliorer la bougie que l'on a inventé l'électricité », aime-t-il à répéter -, crédits accrus pour les laboratoires. Du miel pour les chercheurs.

Il donne aussi, comme on lance un slogan, une consigne qui deviendra son leitmotiv : « dé-bureaucratiser ». « Je veux voir les chercheurs dans les laboratoires, pas dans les trains, les avions ou les commissions Théodule ». Pour peu qu'il ait de la valeur et plus de quarante ans, un chercheur assiste deux jours par semaine à des comités ; les trois autres jours, il faut qu'il organise son équipe ; il ne lui reste pas beaucoup de temps pour réfléchir.

« Débureaucratiser ? Chiche ! », rétorque un astrophysicien toulousain, presque gêné, lui qui milite pour les trente-cinq heures, d'avouer que ses semaines en comptent plus souvent cinquante ou soixante. « Entre les rapports administratifs, les demandes de crédits et de postes, les dossiers à monter pour obtenir des contrats avec l'industrie ou des financements européens, je passe facilement un tiers de mon temps. Croyez-moi, ce n'est pas une partie de plaisir ! ». L'équation est simple, renchérit le chimiste, responsable d'un laboratoire de structure moléculaire associé à l'université Paris-VI : « L'argent donné de façon récurrente aux unités de recherche n'a cessé de diminuer. Résultat, elles ont dû chercher à l'extérieur les moyens

de vivre. C'est une contrainte terriblement chronophage, qui, à mesure que l'on prend des responsabilités, devient de plus en plus pesante et rend le travail de moins en moins séreux ». C'est que le CNRS, loin de sa réputation de monstre budgétaire, est une institution pauvre, du moins en moyens de fonctionnement : deux tiers des crédits de ses laboratoires proviennent de contrats extérieurs.

Toute sa richesse tient dans son capital de chercheurs et d'ingénieurs. La masse salariale représente 80 % de ses ressources. Et cette charge ne cesse de s'alourdir, asphyxiant peu à peu ses équipes, paralysant ses structures, privant

« Je veux voir les chercheurs dans les laboratoires, pas dans les trains, les avions ou les commissions Théodule »

Claude Allègre

ses dirigeants de toute marge de manœuvre, sous l'effet mécanique du vieillissement des personnels. « On y rencontre plus de quadragénaires rassis que de thésards bouillonnants, ce qui constitue vraisemblablement le problème le plus grave », pointe un rapport de l'Institut d'histoire du temps présent. « Quinquagénaires » n'aurait pas été loin de la vérité, puisque l'âge moyen atteint quarante-sept ans. « L'arrêt des recrutements intervenu ces dernières années a eu des conséquences désastreuses. Une génération de jeunes chercheurs a été sacrifiée et, pendant ce temps, les laboratoires ont dû se débrouiller avec des statuts précaires, post-doctorants, étudiants, stagiaires... », dé-

la moins mauvaise des structures possibles », défendent ses chercheurs. Tous disent leur « bonheur » d'y travailler, leur « attachement », leur « amour » même pour la « famille CNRS », au sein de laquelle « on peut réaliser des choses formidables ». Autant dire qu'ils ne sont guère demandeurs de grandes réformes. Quelques-uns envisageaient au contraire, ces derniers jours, de lancer une pétition tenant en une courte phrase : « Monsieur le ministre, sachez-nous la paix ! »

« Le conflit entre le président du conseil d'administration et le directeur général m'a pris de court. Je vais être obligé de m'occuper du CNRS plus vite que prévu », vient pourtant de dire Claude Allègre, dont les relations avec Catherine Bréchnag se sont passablement rafraîchies. « Je suis en complet accord avec les grands principes et les objectifs à long terme de la politique ministérielle », dit cette dernière, mais je l'applique avec une certaine

« Je suis responsable d'un organisme et je n'ai pas l'habitude qu'on me tienne la main »

Catherine Bréchnag

autonomie. Je suis responsable d'un organisme, et je n'ai pas l'habitude qu'on me tienne la main.

La réforme statutaire souhaitée par le ministre vise donc à renforcer le rôle du conseil d'administration et de son président, quelque peu effacé, aujourd'hui, derrière un directeur général qui, par une bizarrerie, préside aussi le conseil scientifique. Mais, si les syndicats de chercheurs ne sont pas hostiles au principe d'une redistribution des cartes, ils s'opposent, par avance, à « une tutelle renforcée du pouvoir politique » sur la stratégie scientifique de l'établissement. Le précédent fâcheux de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), dont le personnel a rejeté en bloc un tel projet de réforme, pourrait inciter M. Allègre à la prudence.

**P**OUR l'heure, les tensions se cristallisent autour de la réforme du Comité national de la recherche scientifique. Le débat est obscur pour le profane. Cette instance représentative, sorte de « parlement » de la science dont les membres sont chargés tout à la fois du recrutement des chercheurs, de l'évaluation des laboratoires et de la prospective scientifique, occupe pourtant une place centrale dans la vie du CNRS. La communauté scientifique y tient comme à la prunelle de ses yeux, car elle voit dans le jugement de ses pairs la meilleure garantie de l'indépendance et de la qualité de ses travaux. « Le Comité national développe une culture de la cogestion et du consensus qui est la clé de la bonne marche de la machine », analyse un historien d'une unité de Cachan. Or le ministre, persuadé que « les progrès de la science se font toujours à la pointe des disciplines », est partisan de diviser par deux le nombre des sections du comité, actuellement de quarante, afin de les « décloisonner ». C'est dire s'il a peu prisé la « réforme », proposant un redécoupage en trente-sept sections, que lui a soumise Catherine Bréchnag.

Aller au-delà, craint-elle, mettrait le milieu scientifique « à feu et à sang » et nuirait gravement à l'expertise des commissions, dont certaines ont déjà à évaluer jusqu'à quatre cents chercheurs. Edouard Brézin adopte toutefois une position plus nuancée : « Une réflexion est indispensable, pense-t-il, pour concilier les exigences contradictoires d'une évaluation pointue et d'une prospective ouverte ». Comment, alors, sortir de l'impasse ? Une consultation de l'ensemble des directeurs de laboratoire a été organisée, dont les résultats doivent être transmis au ministre dans les prochaines semaines. Mais suffira-t-elle à désamorcer la crise ?

Pierre Le Hir  
Dessin : Nicolas Vial



# La mise en place de l'euro s'accompagne de discordances entre Français et Allemands

**L**a France est entrée le 2 mai dans l'euro avec une opinion publique, toutes les enquêtes le montrent, favorable à ce grand changement. Selon les sondages de l'Eurobaromètre, comme ceux de la Sofres rendus publics par le ministère des finances, 57 % des Français s'y déclarent favorables, 36 % hostiles. On aurait pu penser que l'opinion publique connaîtrait un processus d'évolution comparable à celui observé lors de la campagne du référendum de Maastricht : très favorable au début, puis de plus en plus réticente au fur et à mesure que l'échéance s'approchait. C'était bien le cas jusqu'au printemps de l'année dernière, puisque, entre avril 1996 et avril 1997, le pourcentage de personnes favorables à l'euro était passé de 57 % à 49 %, les hostiles gagnant de 37 % à 44 %. Mais entre avril et octobre, le courant s'est inversé et est redevenu largement positif. Le baromètre d'opinion de l'AFP sur les tendances de l'opinion européenne, donne, dans sa dernière vague de février, des résultats tout à fait convergents. Etre favorable à la monnaie unique n'implique pas seulement l'adhésion à ce projet. Une exploitation inédite des données de l'Eurobaromètre réalisée par le Cécop montre que les partisans de la monnaie unique sont favorables à de nouvelles avancées dans la construction européenne. La majorité

**Moins eurosceptiques qu'on ne le croit, les Français se montrent en majorité favorables à la monnaie unique et, au-delà, à de nouveaux transferts de souveraineté**



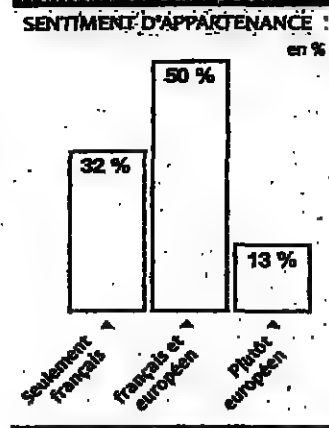
COORDINATION  
Gérard Courtois  
Jérôme Jaffré

rité d'entre eux souhaitent de nouveaux transferts de souveraineté vers l'Union européenne. Sur 18 domaines testés, une majorité se prononce en ce sens 15 fois, notamment sur la politique étrangère, la défense, la politique de l'immigration, la lutte contre le chômage et les droits des travailleurs.

La majorité des partisans de l'euro est favorable à la mise en place d'une citoyenneté européenne, avec, pour les Européens résidant dans un autre pays de l'Union, le droit de voter (69 % le souhaitent) et même d'être candidat aux élections locales (50 % y sont favorables, 43 % hostiles). Enfin, la majorité se prononce pour l'entrée de nouveaux pays dans l'Europe qui se construit : 8 sur les 17 testés parmi lesquels la Pologne (à 55 % contre 32 %), la Hongrie (49 % contre 35 %), la République tchèque (44 % contre 39 %) et la Bulgarie (42 % contre 39 %).

De fait, l'adhésion d'une large majorité de Français à l'euro dément l'idée souvent répandue d'une nation frileuse, crispée, incapable de s'ouvrir au monde, comme sembleraient le croire encore une partie importante des dirigeants politiques. Les partisans de la monnaie unique jugent, par exemple, que la présence d'immigrés sur le territoire national présente plus d'avantages (46 %) que d'inconvénients (36 %) et 60 % d'entre eux ont une note très basse sur une échelle d'auto-évaluation du degré de racisme des personnes interrogées. A l'inverse, l'op-

1. Français sur 2 la fois, Français et Européen



position à la monnaie unique de près de 40 % des Français ne s'explique pas seulement par l'attachement à l'un des symboles de l'Etat-nation ou par la perspective des traces de la conversion des francs en euros. Le refus est plus large et plus cohérent. Il traduit une attitude d'hostilité à l'égard du processus de la construction européenne, un refus des transferts de souveraineté, de la citoyenneté européenne et de l'élargissement à d'autres pays.

Les opposants à la monnaie unique dressent un bilan négatif de la construction (53 % d'entre eux pensent que la France n'en a pas bénéficié). Ils n'accablent que 5 des 18 transferts de souveraineté testés et les refusent en particulier sur le

chômage, l'immigration, les droits des travailleurs, le droit d'asile et la défense. Ils refusent à 56 % le droit de vote aux Européens résidant dans un autre pays de l'Union pour les élections locales et à 67 % le droit d'être candidat. Ils refusent en majorité l'élargissement pour 14 des 17 pays testés et s'y opposent en particulier pour tous les pays de l'Europe de l'Est cités dans l'enquête. Les opposants à la monnaie unique se considèrent en majorité Français et « Français seulement » et, à 59 % contre 22 %, ils condamnent la présence d'immigrés sur le territoire national.

A travers la mise en place de l'euro, ce sont bien deux conceptions du monde qui s'affrontent. De ce fait, l'opposition que, selon la quasi-totalité des enquêtes, la majorité des Allemands manifeste à l'égard de la monnaie unique prend une signification particulièrement importante. Selon le dernier Eurobaromètre réalisé à l'automne dernier, 45 % des Allemands y sont hostiles, 40 % favorables. Selon une enquête de l'Ifop pour Arte de début janvier, les proportions sont même de 57 % contre 36 % (l'inverse, exactement, du résultat français), chiffres confirmés par le sondage Ipsos/AFI.

Ce n'est pas seulement un aspect jugé fondamental de la souveraineté allemande, lié à son histoire des années 20, qui est en cause. En effet, l'exploitation des données de l'Eurobaromètre montre que les mêmes logiques d'opinion existent des deux côtés du Rhin. Les partisans alle-

L'acceptation de l'euro en pourcentage

PAYS QUI ENTRENT DANS L'EURO	en pourcentage
ITALIE	78
IRLANDE	75
LUXEMBOURG	62
ESPAGNE	61
FRANCE	57
BELGIQUE	57
HOLLANDE	57
FINLANDE	57
PORTUGAL	45
AUTRICHE	44
ALLEMAGNE	40

CEUX QUI N'ENTRENT PAS

PAYS	en pourcentage
GRÈCE	39
SUEDE	38
DANEMARK	35
ROYAUME-UNI	29

mands de l'euro souhaitent, comme ceux de France, de nombreux transferts de souveraineté (15 sur les 18 testés), la constitution d'une citoyenneté européenne, l'élargissement de l'Union à 14 des 17 pays testés (les seules exceptions étant la Russie, la Turquie et... la Roumanie). En revanche, les adversaires de l'euro - majoritaires, rappelons-le - se sentent Allemands et « Allemands seulement » (à 53 %) ; ils sont réticents aux transferts de souveraineté, refusent la mise en place d'une citoyenneté européenne et rejettent l'élargissement, y compris pour tous les pays de l'Europe de l'Est, à la seule exception de la Hongrie.

En termes d'opinion publique, l'idée d'un couple franco-allemand qui serait le moteur de la construction européenne ne correspond plus à la réalité. La France est moins timide qu'on ne le croit, et c'est l'Allemagne qui, depuis sa réunification, s'est beaucoup repliée sur elle-même. Politiquement, le clivage sur l'euro, qui traduit donc un affrontement sur l'Europe, a des conséquences importantes.

En Allemagne, il est clair qu'il rend très difficile la réélection du chancelier Kohl, artisan de l'euro, mais aussi tenant d'une construction européenne franco-allemande. En France, le soutien à l'euro de Jacques Chirac et de Lionel Jospin favorise la réussite du projet, mais, à un an des élections européennes, le clivage ouvre aussi un large espace à qui saura séduire les quelque 40 % de Français qui refusent l'euro comme ils critiquent toute nouvelle avancée de la construction européenne.

**Jérôme Jaffré** est directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cécop).

## Un euroscepticisme généré par les craintes économiques

**D**EPUIS quelques années, les Européens se montrent moins favorables à la construction européenne. Alors qu'au printemps 1991, selon les enquêtes de l'Eurobaromètre, 72 % des Européens disaient que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne était une bonne chose, ils ne sont plus que 46 % à le penser de même au printemps 1997. Et si 59 % affirmaient au printemps 1991 que leur pays avait bénéficié de son appartenance, ils ne sont plus que 41 % six ans plus tard. Une proportion presque identique (36 %) estime, au contraire, que leur pays n'en a pas tiré profit.

Si l'euroscepticisme s'est développé depuis le début des années 90, il faut cependant noter que 1991 représentait un point haut, encore jamais atteint, dans les attitudes favorables à la construction européenne. La chute récente nous ramène légèrement en dessous des niveaux de soutien du début des années 80. Deux explications, au moins, peuvent être avancées.

La première est politique. L'Europe devient une réalité plus visible au fur et à mesure que l'intégration progresse. Les débats sur le traité de Maastricht, sur l'élargissement et sur la réforme des institutions ont certainement contribué à faire monter les inquiétudes à l'égard du processus en cours.

La seconde est économique. On a pu observer une relation entre la courbe des attitudes pro-européennes et le taux de chômage ou le taux de croissance du PIB. Avec cependant un effet retard d'environ un an et demi. Il faut que le changement économique - positif ou négatif - soit perçu, ce qui prend un certain temps, pour qu'il ait des effets sur l'opinion.

Plus les Européens prennent conscience de l'existence d'une crise économique, moins ils acceptent de faire confiance à l'Europe. L'inquiétude pour le futur conduit à un repli sur les Etats-nations, plus sécurisants dans la tempête que de nouvelles institutions. Au contraire, la conscience d'une reprise incite à l'ouverture sur l'extérieur.

Les derniers résultats publiés des Eurobaromètres, ceux de l'automne 1997, enregistrent cependant une légère remontée des niveaux de soutien : l'appartenance à l'Union, considérée comme une bonne chose, passe de 46 % à 49 %, et la conscience d'un bénéfice pour son pays de 41 % à 44 %. Il est encore impossible de savoir s'il s'agit d'un simple épiphénomène ou d'une véritable inversion de tendance.

Mais, si l'explication économique évoquée est juste, les meilleurs indices économiques de ces derniers mois devraient entraîner un regain d'optimisme des Européens et une progression des attitudes pro-européennes, à moins, bien sûr, que des événements politiques ne viennent contrecarrer l'effet des variables économiques.

Le soutien à la construction européenne doit être apprécié pays par pays. Il n'existe pas encore une véritable opinion publique européenne, le débat public étant organisé prioritairement à l'intérieur de chaque Etat. Il apparaît que les attitudes pro-européennes diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre.

Certains pays n'ont pas connu de fortes évolutions de 1984 à 1997. C'est le cas du Royaume-Uni, très

stable dans son fort scepticisme à l'égard de l'Europe. C'est aussi le cas de l'Italie, des Pays-Bas et du Luxembourg, pays très européens depuis longtemps et qui ont bien résisté à la montée de l'euroscepticisme.

Deux autres groupes de pays sont identifiables. Dans certains, comme l'Allemagne, la France, la Belgique, qui ont été les porteurs de la construction européenne, l'opinion publique est devenue beaucoup

### Les données de l'Eurobaromètre

Depuis vingt-cinq ans ans, l'Union européenne fait réaliser, deux fois par an, une enquête approfondie sur le sentiment européen des pays membres ainsi que sur différents thèmes sociologiques (racisme, environnement, jeunesse, etc.). Ces enquêtes, coordonnées par Anna Melch, sont effectuées auprès d'un échantillon d'environ 16 000 personnes. Les données sont déposées en France au Centre d'information des données socio-politiques (CIDSP) de Grenoble qui les archive, les analyse avec ses équipes de chercheurs et les met à la disposition des spécialistes, ainsi que toutes les grandes études nationales de sociologie politique. Les éditions L'Harmattan s'apprêtent à publier les actes d'un colloque tenu à Grenoble à l'automne 1997 sur les enquêtes Eurobaromètre.

\* Adresse Internet : <http://solidisp.upmf-grenoble.fr>

moins favorable. Dans d'autres, comme l'Espagne, la Grèce, le Danemark, on observe, au contraire, des progressions très sensibles de l'euroscepticisme. Il s'agit de pays de petite taille, qui ont adhéré à l'Union européenne dans la décennie 70, dont les opinions publiques ont découvert progressivement l'intérêt de leur adhésion.

Ajoutons qu'en Espagne et au Portugal, qui ont adhéré en 1985, les niveaux de soutien à la construction européenne sont à peu près conformes à la moyenne européenne. En revanche, il n'en est pas de même pour les pays qui ont rejoint l'Union. Il y a seulement trois ans. Seuls 37 % des Finlandais, 30 % des Autrichiens et 27 % des Suédois trouvent, au printemps 1997, que l'appartenance à l'Union est une bonne chose.

Le développement de l'euroscepticisme en France et en Allemagne ne s'est pas fait au même rythme. Il commence très tôt en Allemagne, dès la fin 1986. La réunification allemande fait remonter la confiance au début des années 90 du fait des très fortes attentes des Allemands de l'Est à l'égard de l'Europe, supposée les aider à combler leur retard économique et favoriser leur intégration dans les pays démocratiques.

Mais la déception des Allemands des nouveaux Länder et la perspective de la monnaie unique produisent à l'Est et à l'Ouest un fort regain d'euroscepticisme à partir de 1995. De son côté, dans la décennie 80, la France est plus favorable à l'Europe que l'Allemagne et que la moyenne des pays européens. Les craintes s'y développent à partir de 1989, faisant de la France un pays moyennement favorable à l'Union

européenne, un peu en dessous de la moyenne européenne de 1990 à 1994, juste à la moyenne depuis.

Français et Allemands ont en commun la crainte que les pays les plus riches doivent payer pour les plus pauvres, notamment dans l'hypothèse d'un élargissement de l'Europe vers l'Est. Ils craignent aussi une perte de leurs acquis sociaux ou de leur monnaie. Beaucoup d'Allemands ont le sentiment que leur pays ne tire pas bénéfice de son appartenance, d'autant que sa contribution au budget communautaire est considérée comme très élevée.

Dans les deux pays, cependant, ce n'est pas la perte de la langue et de l'identité culturelle qui produit l'euroscepticisme. Ce sont bien les enjeux économiques qui font douter de l'intérêt de l'aventure européenne.

**Pierre Bréchon** est professeur à l'IEP de Grenoble (Centre d'information des données sociopolitiques).

### Pour en savoir plus

● **Le Vote des Douze.** Les élections européennes de juin 1994, sous la direction de Pascal Perrineau et Colette Ysmal, Presses de Sciences Po, 1995, 313 p., 129 francs. Deux chapitres - l'un de Pierre Bréchon, Bruno Cautrès et Bernard Denti, l'autre de Roland Cayrol - analysent l'évolution des attitudes à l'égard de l'Europe, les aspirations européennes, l'univers sociopolitique des

électeurs européens et le jeu des pesanteurs sociales. ● **Quelle union pour quelle Europe ?** sous la direction de Christian Lequesne et Marie-Christine de la Serre, à paraître en mai 1998, aux éditions Complexe. Dans un chapitre, Gérard Grunberg étudie les opinions publiques face à la construction européenne et met en évidence le lien entre l'existence de valeurs universalistes et l'adhésion à la construction européenne.

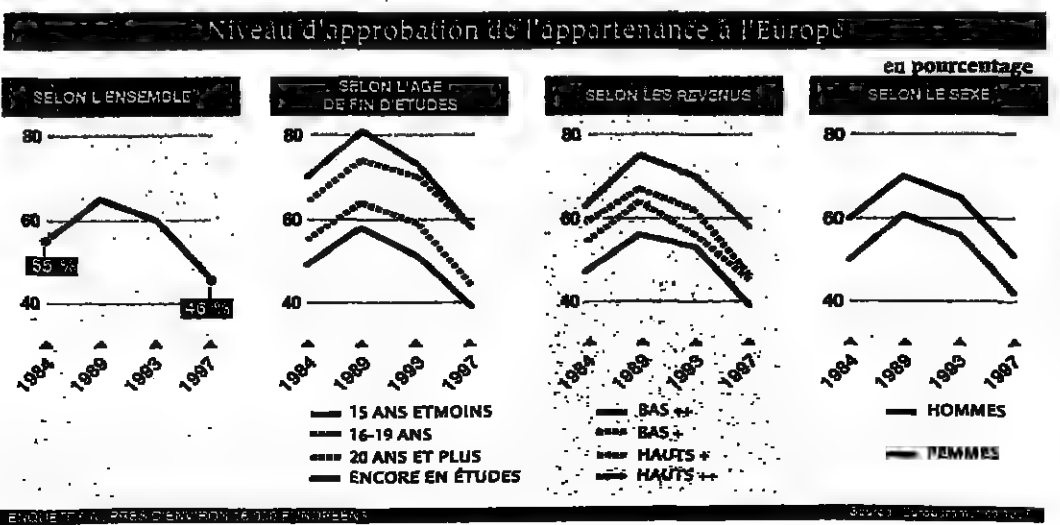
## Le clivage persistant entre peuple et élites

LES ATTITUDES à l'égard de l'Europe sont assez liées à la position sociale des individus interviewés. Plus on appartient à des catégories favorisées, plus on adhère à la construction européenne (voir tableau). Ce type de clivage, mis en évidence par les sondages d'opinion au moment du référendum de Maastricht, existe dans pratiquement tous les pays européens depuis fort longtemps. Le fait d'être favorisé en termes de niveau culturel, de revenus ou de position sociale aboutit dans presque tous les pays à une orientation plus favorable à la construction européenne.

Tout se passe comme si l'accès au savoir et à l'aisance économique s'accompagnait d'une attitude plus ouverte sur le monde, sur la mondialisation et sur l'innovation sociale. En revanche, l'âge ne joue à peu près aucun rôle. On dit trop souvent que les jeunes sont plus favorables à l'Europe que leurs aînés. Les jeunes ne sont en fait légèrement plus européens que parce qu'ils sont plus instruits.

Si les différences socio-économiques dans l'adhésion à la construction européenne s'expliquent bien, les écarts entre hommes et femmes (en permanence 9 à 10 points) restent plus mystérieux. Pourquoi les hommes sont-ils plus favorables à l'Europe que les femmes ? L'explication réside en partie dans la position plus faible des femmes, qui affichent moins souvent une opinion affirmée sur la construction européenne. Le clivage entre peuple et élites a propos de la construction européenne ne semble pas s'affaiblir aujourd'hui. Les attitudes à l'égard de l'Europe ne sont pas des épiphénomènes, elles entrent dans des systèmes d'opinion très structurés. Il est ainsi frappant de constater que, dans des pays qui connaissent chacun leurs débats spécifiques, les mêmes logiques sociales contribuent à structurer les systèmes d'attitudes.

Pierre Bréchon





# s'accompagne çais et Allemand

سكز من لامل

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998 / 13

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-20-00, Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## La victoire du 93

Il aura fallu près de deux mois de conflit dans les établissements scolaires de la Seine-Saint-Denis (« le 93 ») pour que le gouvernement apporte à ses protagonistes une réponse conforme à leurs attentes. Et pas moins de trois plans de rattrapage pour qu'enfin la révolte des enseignants, des parents et des élèves soit entendue. Après cinq semaines de grève, neuf manifestations et des dizaines d'actions spectaculaires et symboliques, Madoine octroie donc 3 000 postes sur trois ans à ce département, alors que le budget de l'éducation nationale ne prévoyait aucune création de poste d'enseignant en 1998 et que le gouvernement d'Alain Juppé avait supprimé 5 290 postes dans ce ministère en 1997.

Le gouvernement avait-il un autre choix ? Devant la détermination et l'insistance des militants de la Seine-Saint-Denis, il est probable que non. Les enseignants sont traditionnellement considérés comme la base politique et sociologique du Parti socialiste. La nouvelle génération ne se sent pas pourtant engagée dans un soutien inconditionnel à M. Jospin. Derrière une demande de moyens, son but est que l'école retrouve le sens de la justice et de l'équité. Les enseignants n'admettent pas que l'école soit riche et pauvre. Si l'extrême gauche et le PC ont certes joué un rôle actif dans le conflit, il serait imprudent de s'en tenir à ce seul aspect. Le mouvement a pris parfois des formes originales. Il a, en partie aussi, échappé aux syndicats nationaux, fussent-ils « réformateurs » et non « réformistes ».

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Auby, directeur général ;  
Directeur adjoint : Jean-Pierre Bourguignon, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Frenkel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Bourguignon, Pierre Gaultier  
Laurent Gaudier, Erik Linderholm, Michel Kojan, Bernard Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Erik Linderholm  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecin : Thomas Perreux

Directeur général : Erik Frenkel ; Directeur général adjoint : Anne Chassagnon  
Conseiller de la direction : Alain Robit ; Directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Collomb, vice-président  
Ancien directeur : Robert Berne-Méry (1964-1966), Jacques Fauriol (1967-1982),  
André Laurens (1983-1985), André Fauriol (1986-1991), Jacques Laurens (1992-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Dirigeants de la société : tous les ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Association Robert Berne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Association Henri Berne-Méry, Le Monde Investissements,  
Le Monde Presse, Jean Frenkel, Le Monde Prévoyance, Claude Marnat Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Sac tyrolien et mollets velus

LES CAMPEURS se distinguent des autres hommes par un goût prononcé pour les blousons imperméables, par des mollets velus et par les feuilles qu'ils dessèchent à des fins inconnues sur cet autre défilé vestimentaire : le sac tyrolien. Il arrive d'en rencontrer dans la nature, mais l'objectivité force à reconnaître que leurs deux terrains de manœuvres favoris sont, l'un, le hall des gares aux heures d'affluence ; l'autre, le métropolitain. A première vue, il est malaisé d'établir une différence entre le campeur et sa compagne éventuelle : la décision du pas, le pittoresque de bon aloi - mais sans recherche excessive - de la silhouette, la coiffure tricotée de couleurs vives, je ne sais quel hâle propre aux grands nomades, et un même sens du raccourci dans le parler, tout conspirant à laisser perplexe. A mieux regarder, on s'aperçoit pourtant que, dans la majorité des cas, le campeur de sexe féminin porte un pantalon ou un short, alors que l'individu mâle affirme une nette prédilection pour le long anorak en façon de jupe d'où dépasseront, massives ou plus fuselées, ces belles infatigables, les cuisses des randonnées lointaines.

On ne peut, si l'on est sincère avec soi-même, se défendre de jeter un regard d'envie sur tous ces beaux gars, sur toutes ces filles saines, qui, par monts et par vaux, se détendent le dimanche et les jours fériés, n'abandonnant les bretelles de leur sac que pour respirer de leur collier du labeur. Et ainsi de suite, un pied devant l'autre, on n'a jamais fini de repousser l'horizon.

Henry Magnan  
(4 mai 1948.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LEMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Alexandre Adler  
pour Le Monde

## LE COURRIER DES LECTEURS

Alors que l'histoire de Vichy revient en force dans la mémoire collective des Français, qui s'étaient accommodés d'une certaine forme d'oubli, la révélation par Le Monde du passé de collaborateur d'un de ses anciens chroniqueurs, récemment décédé, suscite un débat.

Elle conduit en particulier à s'interroger sur la façon dont ont été réintégré, après la Libération, ceux qui se sont mal comportés entre 1940 et 1945, qu'ils aient été ou non condamnés par la justice. Elle témoigne également d'une évolution des esprits, qui n'est pas propre au Monde.

## Les deux vies de Robert Courtine

par Thomas Ferencci

PLUSIEURS lecteurs se sont émus de l'article nécrologique consacré par Jean Planchais, dans Le Monde du 18 avril, à notre ancien chroniqueur gastronomique Robert Courtine (La Reyrie). Cet article, sous-titré « Deux vies, deux vies », révélait que Robert Courtine avait écrit dans la presse d'extrême droite d'avant-guerre puis, sous l'Occupation, dans la presse de la collaboration, avant d'être jugé et condamné à la Libération. « De la plus exécrable des politiques à la libération », concluait Jean Planchais, l'itinéraire n'honorera que ceux qui n'ont pas connu les tempêtes d'hier.

Antoinette Berviller, de Paris, s'étonne pour sa part que la participation au Monde, pendant de longues années, d'un collaborateur notoire soit « présentée comme allant de soi ». « Les liens entre cet individu et votre journal, nous demandez-elle, étaient-ils du même ordre, mutatis mutandis, que ceux unissant Mitterrand et Bousquet, liens que vous ne vous êtes privés, à juste titre, de dénoncer ? » Un autre lecteur, dans un courrier électronique signé Palotrain, rapproche

notre jugement sur Robert Courtine de notre position à l'égard du Front national. « Je suis surpris, nous dit-il, que, dans la même semaine, vous excusiez assez curieusement l'attitude d'un de vos collaborateurs, récemment décédé, pendant la dernière guerre et vous ayez cru bon d'avaliser la participation de Bruno Mégret au "Grand Jury RTL-Le Monde" ». « Quel jeu jouez-vous ? » conclut-il.

Les rapprochements que suggèrent nos correspondants nous paraissent abusifs. L'hostilité du Monde à l'égard du FN est sans équivoque : le choix que nous avons fait, pour marquer la différence entre ce parti et les autres, est de refuser la publication de points de vue de ses dirigeants, mais d'accepter de répondre à leurs interlocuteurs. Quant à comparer Robert Courtine à René Bousquet, ancien chef de la police de Vichy, c'est confondre, nous semble-t-il, le rôle mineur du premier avec les lourdes responsabilités du second.

Il n'en reste pas moins que la question soulevée par nos lecteurs est légitime et qu'elle a agité plusieurs fois la rédaction du Monde, en particulier dans les années 50, lorsque le passé de Robert Courtine a été connu, et dans les an-

nées 90, lorsque se sont intensifiés en France les débats sur les années noires. Si le grand âge de Robert Courtine suffit à expliquer son départ du Monde en 1993, à quatre-vingt-trois ans, il est vrai que ce dénouement tardif, souhaité, à l'époque, par la société des rédacteurs, a permis de mettre fin à ce qui apparaissait à beaucoup comme une anomalie choquante.

L'article de Jean Planchais n'excusait nullement le comportement de notre ancien chroniqueur sous l'Occupation, comme l'affirme un de nos correspondants, mais rappelait d'une phrase la complexité d'une période sur laquelle, comme l'a montré le procès Papon, les regards rétrospectifs peuvent diverger. On sait que dès la Libération les conditions de l'épuration opposaient entre eux d'authentiques résistants. Pour Hubert Benne-Méry, en purgeant la peine de prison à laquelle il avait été condamné, Robert Courtine avait « payé sa dette ». Dénué de ressources, cet ancien journaliste vivait alors dans la misère. Le directeur du Monde accepta, pour lui venir en aide, que lui fut confiée une rubrique modeste, éloignée des sujets politiques. Les sensibilités ont changé : ce qui fut jugé acceptable pendant de longues années est aujourd'hui plus difficile à comprendre.

pour pratiquement tous ces électeurs.

Patrice Charoulet  
Saint-Denis (Réunion)

## PROGRAMMES TROP CHARGÉS

Ancien professeur de mathématiques, j'ai en mon attention particulière attirée par l'article du Monde du 22 avril intitulé « Claude Allègre souhaite s'attaquer aux "horaires démentels" du lycée ». Heureusement, l'article commence ainsi : « Allègre les programmes et les horaires... »

Voilà effectivement la cause des mauvais résultats de l'enseignement des mathématiques (je ne donne mon avis que sur ce que je connais). Les programmes sont faits par les inspecteurs généraux qui sont d'anciens professeurs des classes de mathématiques spéciales où les meilleurs élèves préparent l'entrée aux grandes écoles ; c'est dire qu'ils ont totalement oublié les possibilités intellectuelles de ceux qui, à partir de la sixième, préparent le baccalauréat. Savent-ils, par exemple, que quand un élève de troisième dépassait trois lignes, il fallait commencer par faire l'explication de texte ?

En outre, quand une notion nouvelle était introduite, la longueur des programmes donnait quatre heures pour en faire le tour. Inutile de vous dire qu'à ce rythme les élèves ne se familiarisaient pas avec elle. D'où ma conclusion : à l'heure égal, les programmes sont trop chargés.

Voilà ce que je n'ai pu dire quand j'étais encore en activité.

Claudine Sorlin  
Ennery-Pontoise  
(Val-d'Oise)

## INACCESSIBLES ARCHIVES

Le traité de Rome (...) n'a pas prévu une réglementation inter-européenne quant à l'accessibilité aux archives, et, à ce jour, la question relative à la durée d'inaccessibilité aux archives nationales ou départementales est considérée comme relevant de la « subsidiarité », de sorte qu'il appartient aux Etats et non aux institutions de l'Union de légiférer en la matière. Cependant, la plupart des pays européens pratiquent la durée trentenaire maximale d'inaccessibilité aux archives, les Pays-Bas et les Pays scandinaves les ayant même au bout de vingt ans. Mais la France bat tous les records, puisque les archives de la guerre de Vendée de 1793 ne sont toujours pas accessibles.

Toutes les décisions politiques, militaires et administratives se reflètent dans les documents archivés, mais si les décisions politiques et militaires sont parfois connues au bout d'une génération, il n'en va pas de même des décisions administratives. Laisser aux administrations le soin de décider (...) de l'accessibilité aux archives, même pour des documents concernant personnellement le demandeur rend impossible le contrôle (...) de l'activité administrative et autorise tous les abus et excès de pouvoir.

Il faudrait donc une législation uniforme dans le cadre de l'Union européenne, limitant l'inaccessibilité aux archives à une période trentenaire maximum. Le verrouillage des archives pour une durée supérieure à une génération est en opposition avec l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit la liberté d'information. (...)

Kurt Werner Schaeckter  
Alfortville (Val-de-Marne)

## Henri Curiel, vingt ans après

Suite de la première page

Oui, comme pour Danny Rose, imprésario d'une troupe de danseurs de claquettes aveugles, on peut comprendre que la grandeur véritable, il l'a trouvée là en effet, au tréfonds de cette humilité, avec les soutiens de ce Komintern de pauvres.

Alors, pourquoi le meurtre de ce saint communiste parfaitement inoffensif ? Nous pensons avoir trouvé un début de réponse en enquêtant sur un sujet apparemment éloigné, les relations soviéto-israéliennes des années 70 et la politique personnelle de Youfi Andropov à la tête du KGB. Au lendemain de la guerre de 1973, qui pousse au paroxysme les courants antisémites dans l'officialité soviétique, Andropov a cherché désespérément à reprendre secrètement des relations avec Israël. Une lettre personnelle qu'il écrit alors à Brejnev pour le convaincre de se désengager du conflit moyen-oriental a tellement frappé, par son ton véhément, le général-historien Volkogonov, que ce dernier la reproduit

in extenso dans son *Lénine*. Mais le chef du KGB va plus loin : il parvient à ce que les Israéliens invitent en grand secret son spécialiste personnel des affaires arabes, le colonel Primakov, pour y discuter du programme nucléaire de Dimona et des moyens d'éviter toute erreur d'interprétation atomique en cas de crise. Andropov veut encore davantage : accompagner en douceur la diplomatie de la paix entreprise par Sadate et y associer peu à peu les Palestiniens.

HAUTE ESTIME  
Or Primakov, aujourd'hui chef de la diplomatie de la nouvelle Russie, tient notre pauvre Curiel en très haute estime, tout comme l'admire, depuis son enfance, un autre interlocuteur occasionnel d'Andropov, son cousin George Blake, taupes soviétique dans l'intelligence Service, réfugié à Moscou sans qu'Henri soit pour quoi que ce soit dans sa navrante odyssée.

Pauvre Henri Curiel, assurément, car cet homme de génie qui, dès 1945, avait tout compris de l'évolution de l'Égypte, aurait dû accompagner Nasser dans sa trajectoire ou conseiller utilement une Union soviétique souvent mal inspirée dans cet Orient compliqué. Il aurait su aussi trou-

ver avec les Israéliens, quel qu'il était, le langage du cœur et celui de la raison. Mais voilà, les sombres temps du stalinisme ne pouvaient pas faire grand-chose de lui, sinon le colonnier et le vœux par la suite à une sorte d'exercice solitaire, charitable et hautain, de révolution en chambre.

Mais tout d'un coup, l'histoire le rattrape, sous les traits d'un frère méconnaissable, Youfi Andropov, qui lui aussi crignait pour sa vie en 1952 et veut éloigner ce cauchemar en dénouant le conflit israélo-palestinien avant qu'il ne soit trop tard, et ce frère représente le mort mais ne le sait pas.

Car Curiel, ce chercheur d'or de l'absolu, vient de frapper au cœur de la cible lorsqu'il a mis sur pied une petite structure de dialogue israélo-palestinien qu'Andropov veut promouvoir, tout comme il cherche ailleurs à en promouvoir d'autres, parallèles. Et, ce qui ne fait aucune discussion, c'est qu'en ces années 1977-1979, tous les délégués palestiniens, sans aucune exception, engagés dans ce dialogue, à commencer par le plus proche d'Henri Curiel, Saïd Hammami, sont assassinés les uns après les autres par le groupe Abou-Nidal, soudoyé par l'Irak de Saddam Hussein, en un temps où l'in-

fluence d'Andropov et du clan pro-égyptien du KGB décline à Moscou.

Qu'Henri Curiel ait partagé, pour les mêmes raisons, le sort de ses interlocuteurs palestiniens, quoi de plus normal. Mais pourquoi l'avoir fait tuer sous le faux pavillon de l'extrême droite française ? On peut même s'interroger sur la mort par attentat, à la même époque, d'un lieutenant de Le Pen, très lié aux Irakiens, François Duprat, qui avait des moyens de connaître les utilisateurs de l'arme du groupe Charles-Martel. Mais dans le camouflage de leur origine, les auteurs de l'assassinat semblent surtout avoir voulu, sans doute naïvement, ménager la réaction du chef du KGB dont ils contariaient les desseins.

Ces faits, ils rendaient aussi une sorte d'hommage à ce communiste humaniste proche de la sainteté, dont le destin mystérieux semble bien d'avoir porté en secret, tout comme son ancêtre direct, le théologien dominicain Francisco de Victoria quatre siècles plus tôt, sous des dehors de marâtre époux de son siècle, la spiritualité la plus haute d'Israël tout entière tendue vers la Paix, libération de tous les opprimés.

Alexandre Adler  
pour Le Monde



# L'an I de la Ligue des droits de l'homme

Il y a un siècle, une poignée de dreyfusards créaient un « syndicat » au programme révolutionnaire : faire respecter les libertés conquises en 1789. Révoltés par le procès intenté à Zola après la publication de « J'accuse », ces « fous de l'équité » étaient des modérés, profondément républicains

**L**E 13 janvier 1898, le quotidien *L'Aurore*, dirigé par Georges Clemenceau, publie « J'accuse », lettre d'Emile Zola au président de la République. L'affaire Dreyfus rebondit. Le 10 février, l'écrivain comparait pour injures à l'armée, alors que le capitaine condamné purge sa peine à l'île du Diable. Emile Zola et ses amis ont enfin obtenu qu'on ouvre publiquement ce dossier, après quatre ans de tergiversations. A Paris donc, dans les couloirs du Palais de justice, la défense d'Emile Zola, ses témoins et ses supporters organisent fiévreusement leur combat. A l'occasion d'une suspension d'audience, dans la salle des témoins du Palais, l'ancien garde des sceaux, Ludovic Trarieux, devenu sénateur de Girondie et dreyfusard de la première heure, lance une idée : « Créer un groupe, ou une association, ou une ligue », qu'importe le nom, pour sauvegarder les droits individuels, la liberté des citoyens et leur égalité devant la loi. A la barre, en effet, l'accusation militaire persiste et signe dans ses mensonges et le tribunal freine toute tentative d'aborder le fond de l'affaire : l'inique sentence qui a frappé Alfred Dreyfus.

Le sénateur Trarieux sent bien qu'il faut taper plus fort, pour que les débats publics atteignent l'opinion, et il n'a aucun mal à convaincre ses compagnons. L'audience reprend, mais rendez-vous est pris pour le dimanche 20 : Ludovic Trarieux propose qu'on se réunisse chez lui, dans son appartement parisien près du parc Monceau.

Petite infidélité de la mémoire ? Les amis présents à cette historique suspension d'audience hésitent dans leurs réactions : pour les uns, c'est le jeudi 17, pour les autres, le lendemain 18. Tous s'accordent à voir dans cette suspension le moment où naquit le projet, qui devait se confirmer au cours des quatre mois suivants : la création de ce qui allait devenir la Ligue des droits de l'homme.

Mais c'est bel et bien au soir du dimanche 20 février que neuf dreyfusards se réunissent au domicile du sénateur Trarieux. Le procès Zola n'est pas terminé. Les participants sont des experts que la défense a convoqués à la barre. Tous sont convaincus que l'illégalité et l'injustice ont triomphé au procès Dreyfus : c'est le point de ralliement entre ces personnalités aux parcours différents. Ludovic Trarieux anime de son autorité naturelle les débats. Jean Psichari, universitaire et écrivain, est le genre d'Ernest Renan. Il va faire office de premier secrétaire de ce groupe qui se cherche encore un nom. Emile Duclaux dirige l'Institut Pasteur. Arthur Guyot est un chercheur spécialisé dans le Moyen Age. Edouard Grimaux est chimiste, Jacques Héricourt méde-



Ci-dessus : Ludovic Trarieux, avocat né en 1840, fonda la Ligue en 1898 et en fut le premier président, jusqu'à ce que la maladie l'amène à démissionner en 1903. Il est alors remplacé par Francis de Pressensé (ci-contre). Né en 1853, chef de la rubrique de politique extérieure au « Temps », ce dernier préside la Ligue jusqu'en 1914. Enfin, Victor Basch (à droite), né en 1863, fut président de 1926 à 1944, jusqu'à son arrestation, le 10 janvier 1944, près de Lyon, par des miliciens, et son sauvage assassinat.



cin, Louis Havet et Paul Meyer philosophes, Paul Viollet juriste. Ce dimanche soir, on se cherche d'abord un nom. Louis Havet et Jean Psichari défendent avec acharnement leur proposition de « Ligue française pour la défense des droits de l'homme et de la citoyenneté ». Trop long, contestent leurs contradicteurs, bientôt ralliés. Au fil des ans, l'histoire donnera raison à ces derniers, retenant plus simplement le nom de Ligue des droits de l'homme.

Ce soir-là encore, on établit un plan de bataille. Il faut rédiger des

statuts. Les termes en sont essentiels. Après une discussion passionnée sur le fait de savoir s'il faut élargir le combat au-delà du cas Dreyfus - alors que la révision du procès n'est pas en vue -, on finit par s'accorder. Les statuts de la future Ligue doivent faire référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et à celle de 1793. A Ludovic Trarieux et Paul Viollet de se charger de leur rédaction. Dès le lendemain, ces statuts sont prêts, car il faut très vite les transmettre par circulaire à tous les

proches et former le réseau initial. Chacun va mettre à profit son propre carnet d'adresses. Mais, cette fois-ci, pour une autre action que celle, habituelle, consistant à échanger de doctes connaissances. C'est Jean Psichari qui va envoyer la circulaire à ceux qui vont être les premiers membres de ce « syndicat ». Avec la fougue de la jeunesse, il contacte les uns et les autres, dont les relations à leur tour doivent faire tâche d'huile. En quelques semaines, le succès est assuré. Le 1<sup>er</sup> avril, la Ligue nais-

sante affiche déjà 269 membres. Et quelles têtes d'affiche ! Paul Passy, de religion protestante et de cœur socialiste, amène ses adeptes de l'Ecole pratique des hautes études, où il est maître de conférences. Jacques Biez, fils de Georges et écrivain, rallie le groupe avec son ami Lucien Hecq, bibliothécaire à l'Ecole normale supérieure. Ensemble, ils vont convaincre des normaliens comme Charles Andler et Ferdinand Brunot, des agrégés dont Paul Dupuy, des historiens (Charles Seignobos et les Halévy), quelques étudiants de gauche comme Charles Péguy, des lecteurs de *La Revue blanche*, les professeurs Emile Durkheim et Charles Friedel, le juriste Paul Staffer, de nombreux artistes et auteurs parmi lesquels Tristan Bernard, H. G. Ibsen, Fernand Gregh, Ary Renan et Jules Renard, pour ne citer que les plus connus.

Bientôt, de nombreux industriels viennent grossir les rangs de la Ligue, rejoints par des commerçants, des avocats, des journalistes comme Ranc et Francis de Pressensé (qui sera le successeur de Ludovic Trarieux en 1903 à la présidence de l'association), puis par le grand rabbin, plusieurs pasteurs, etc. Rares sont les ouvriers : l'un d'entre eux, Avronisart, entre au comité central, qui compte trente-six membres. Les femmes, bien que n'ayant pas encore le droit de vote, « peuvent être membres au même titre que les hommes ». Ainsi M<sup>me</sup> Salomon, directrice du collège Sévigné à Paris, fait-elle partie de ce premier comité.

Mais au 1<sup>er</sup> avril la Ligue n'a toujours pas tenu son assemblée constitutive. C'est qu'il y a fort à débattre, sur sa nature et ses objectifs. Ce n'est pas un syndicat, encore moins un parti politique. Ses fondateurs sont plutôt de gauche, profondément républicains. Surtout, ce sont des modérés.

**F**INALEMENT, le 4 juin, la Ligue tient son assemblée générale fondatrice dans un salon de l'Hôtel des sociétés savantes, à Paris. Le public est venu en foule. L'ordre du jour est double. Il porte sur le sort du lieutenant-colonel Picquart, qui a confondu les accusateurs d'Alfred Dreyfus, et sur Emile Zola, qui vient de partir en exil. Dès l'ouverture de l'assemblée, ce 4 juin, Ludovic Trarieux élargit la mission de la Ligue. Elle se doit de « défendre, contre les menaces sourdes de la contre-révolution, les principes fondamentaux de la Déclaration des droits de l'homme, sur laquelle repose depuis cent ans l'égalité de la patrie ». A peine l'orateur a-t-il défini ces principes qu'un contradicteur prend la parole sur un ton passionné. L'écrivain Georges Bourdon proteste, traduisant un malaise certain : « Mais pardon ! personne n'a soufflé mot de l'affaire Dreyfus. Il me semble pourtant que nous ne

sommes ici que par elle et pour elle ! » Réponses tout aussi vigoureuses de Jean Psichari et Yves Guyot, le bouillant républicain libéral. Jean Psichari ne veut pas d'une Ligue fondée pour Dreyfus, pour les Juifs, pour l'affaire et pour l'affaire seulement. Yves Guyot se dresse, plus véhément, refusant de « rester dans les généralités, pour se mêler aux faits, intervenir partout où la liberté individuelle est menacée ou violée, modifier la législation mais encore les pratiques qui l'aggravent ». Jean Psichari, dans le compte rendu qu'il fait de cette assemblée générale, décrit le tollé provoqué par Georges Bourdon : « Il y eut à ces paroles des hurlements d'enthousiasme, des tonnerres d'applaudissements soulés. »

## L'hommage de Jacques Chirac et de Lionel Jospin

En ce printemps 1998, la Ligue des droits de l'homme revendique 334 sections et 8 052 adhérents, pour la métropole et l'outre-mer. Sans compter les sympathisants qui ne paient pas de cotisation. La Ligue des droits de l'homme est depuis longtemps membre de la Fédération internationale des droits de l'homme. Celle-ci a vu le jour à l'initiative de ligues françaises, européennes et même chinoises, au lendemain de la première guerre mondiale. D'abord dénommée Ligue internationale des droits de l'homme, elle allait devenir « Fédération » peu après son congrès constituant du 28 mai 1922, sous l'impulsion de Victor Basch, son président de 1926 à 1944.

Pour fêter ses cent ans, la Ligue des droits de l'homme organise diverses manifestations, dont un Congrès du centenaire, qui débutera à Paris le 8 mai au Palais de Chaillot et se poursuivra les 9 et 10 mai à la Cité des sciences et de l'industrie. Jacques Chirac et Lionel Jospin y sont attendus respectivement les 8 et 9 mai.

\* Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 01-44-08-87-29.

Danielle Rouard

## Le chemin de Damas de Ludovic Trarieux, le fondateur

**R**IEN ne prédisposait Ludovic Trarieux à fonder, au début de 1898, la Ligue des droits de l'homme, à l'âge de cinquante-huit ans, et à devenir un de ces « fous de l'équité », selon le joli mot de Victor Basch. Cet autre ligueur créa à Rennes, dès le 26 juillet de cette année-là, la première des sections locales. Le jeune Ludovic Trarieux, fils de notable, aussi républicain que son père mais encore plus hostile à toute intervention de l'Etat, ne s'était guère aventuré jusqu'à ce moment hors des sentiers de sa lignée.

Né à Aubeterre, en Charente, il avait brillamment réussi ses études de droit, avant d'embrasser la carrière d'avocat et d'épouser l'héritière de négociants bordelais. Ayant pignon sur rue, il s'était lancé tout naturellement dans la politique locale, puis avait été élu à la Chambre à trente-neuf ans, et enfin au Sénat six années plus tard.

Son parti pris de conservateur eut alors de multiples occasions de s'exprimer. Toujours à droite des républicains, il s'opposait à la créa-

tion, souhaitée par Jules Ferry, des écoles publiques, s'illustra dans le combat contre le boulangisme, critiqua la reconnaissance du droit pour les ouvriers à se syndiquer, fut le rapporteur au Sénat des fameuses « lois scélérates » qui amputèrent, entre autres droits, la liberté de la presse. Devenu garde des sceaux, il combattit Jean Jaurès lui-même lors de la grève des verriers de Cambray, en 1895.

C'est pourtant cette année-là, quelques mois après le verdict prononcé contre Alfred Dreyfus, en décembre 1894, qu'il commence à douter de la régularité de ce procès militaire, qui faisait fi du droit. Haïssant depuis toujours l'antisémitisme, sûr désormais de l'illégalité et de l'injustice qui ont conduit à l'inique verdict, Ludovic Trarieux accepte en honnête homme de témoigner en faveur d'Emile Zola les 9 et 10 février 1898. Son plaidoyer étonne par sa fermeté. L'homme n'en démordra plus.

A partir de ce moment, sa vie est entièrement dévouée à la Ligue, qu'il fonde. Dès l'été, il doit défendre l'association contre la me-

nace d'interdiction. Il n'en quittera la présidence qu'en 1903, pour raison de maladie. Il mourra un an après.

Ce notable a su se radicaliser à l'épreuve des combats auxquels la Ligue naissante s'est trouvée immédiatement confrontée. En témoignent les précieux procès-verbaux manuscrits des soixante-neuf séances du comité central, du 10 juin 1898 au 18 décembre 1899, conservés à l'actuel siège de la Ligue à Paris. C'est que le président Trarieux n'était pas homme à esquiver le débat.

### MISE EN QUESTION

Au fil des après réunions de cette année 1898, sous la houlette de son fondateur, la Ligue définit sa mission, qui sera la sienne jusqu'à aujourd'hui, balançant entre éthique et politique, s'insérant davantage dans le mouvement social, pour mieux élargir la notion universelle des droits de la personne.

Ludovic Trarieux ne cesse de rappeler son refus des extrémismes. Mais la réalité s'impose...

Le 22 juillet 1898, le comité discute du rapport sur les violences exercées contre des israélites envoyés par des correspondants en Algérie. C'est pour Ludovic Trarieux et ses coéquipiers une découverte révolutionnaire, qui va amener la Ligue à mener d'autres enquêtes, comme au Soudan, un an plus tard.

A la réunion du 30 août, Mathias Morhardt accuse : l'Agence Havas refuse de transmettre aux journalistes les communiqués de la Ligue. Mais le comité préfère éviter toute publicité à cette discrimination... Il lui faudra bien pourtant, pour survivre, lancer quelques semaines plus tard une campagne de presse. Le 6 octobre, lors d'une autre réunion, le comité oppose une fin de non-recevoir à Avronisart, le seul ouvrier dans ses rangs, qui proposait de verser 1 000 francs pour secourir des grévistes : « La Ligue n'est pas constituée pour un tel but. » Mais, le 23 décembre suivant, l'assemblée générale doit se rallier au constat du pasteur Comte, venu de Saint-Etienne : les ouvriers n'hésitent pas, eux, à jouer les gros bras pour

défendre les réunions des orateurs intellectuels menacés de mort. Le président Trarieux et la Ligue apprennent vite à manifester, même s'ils le font dans le respect de la légalité.

Ainsi le président Trarieux apprit-il à remettre en question bien des certitudes. Francis de Pressensé, son successeur à la tête de la Ligue, a su lui rendre cet hommage : « Qu'il me suffise de rappeler qu'après avoir été l'un des défenseurs des lois d'exception - pour ne rien dire de plus -, dont un Parlement en pleine panique avait cru devoir écraser non seulement un parti jugé dangereux, mais une doctrine proclamée subversive, M. Trarieux s'honora en prenant, au nom de la grande association dont il fut le fondateur, l'initiative de mesures - hélas tardives et partielles - de réparations envers quelques-unes des victimes de cet accès de terreur et de fureur. »

Le parcours vaut exemple. Ainsi la Ligue, d'évolutions en révolutions, et pas seulement au nom de la Raison si chère à ses fondateurs, a-t-elle constamment élargi le

champ réel des droits de la personne.

Dans le numéro spécial de sa revue *Hommes et libertés* consacré à son centenaire, remarquable document collectif et d'autant plus utile que les ouvrages sont rares sur l'histoire de la Ligue, M<sup>me</sup> Henri Leclerc, son président actuel, conclut ainsi son éditorial : « Aujourd'hui, ce sont des millions d'êtres humains en France et des milliards dans le monde qui sont saisis d'une sorte de raison économique qui voudrait qu'il faille accepter le chômage, cette rupture du lien social, la misère, voire la tyrannie au nom du dogme du libéralisme et de la loi du marché. Il est temps de combattre pour la mondialisation des droits civils et politiques mais aussi des droits culturels, économiques et sociaux. Sans hiérarchie. Voilà notre affaire Dreyfus. Devant nous, la tâche est immense. »

D. R.

\* « Hommes et libertés », n° 97/98, 1998, 133 p., 50 F.



bits de l'homme

مذكرات لامل

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998

**LOISIRS** Le groupe britannique de production et d'édition musicales EMI fait l'objet de nombreuses convoitises. Jeudi 30 avril, la société présidée par Sir Colin Southgate a confir-

mé avoir été approché par un repreneur nord-américain. Cette annonce a provoqué la hausse du titre en Bourse. ● LA TROISIÈME compa-

gnie mondiale de disques, issue de la scission, en 1996, du conglomérat Thorn-EMI, est fragilisée par la perte de parts de marché, la chute de ses bénéfices et les divisions dans l'état-

major. ● LE CANADIEN SEAGRAM, spécialisé dans les vins et spiritueux, est le plus souvent évoqué comme possible repreneur. Mais d'autres groupes pourraient être intéressés, comme les grands studios de Holly-

wood, Disney ou la MGM du financier Kirk Kerkorian. ● LE DÉCLIN de EMI s'explique en partie par sa tendance à recycler ses vieilles gloires plutôt qu'à s'intéresser à de nouveaux talents.

La compagnie de disques britannique EMI suscite les convoitises

Les difficultés du groupe et les divisions de l'état-major attirent les candidats repreneurs. La société présidée par Sir Colin Southgate a reconnu, le 30 avril, avoir été approchée par un acheteur nord-américain. Le nom du canadien Seagram est le plus souvent cité

**LONDRES**  
de notre correspondant dans la City  
Empêtré dans ses difficultés, miné par ses divisions au sommet et la chute de ses profits, le groupe de production et d'édition musicales britannique EMI attire les convoitises. En témoigne l'approche faite par un repreneur nord-américain - le nom du canadien Seagram est le plus souvent mentionné - qu'EMI a confirmée jeudi 30 avril et qui a provoqué l'envolée du titre en Bourse.

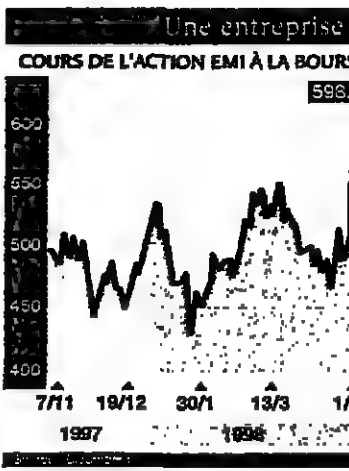
La troisième compagnie mondiale de disques - qui compte de prestigieux labels comme Virgin, Capital, EMI et Chrysalis - attire deux types de repreneurs. Tout d'abord des groupes diversifiés présents dans les loisirs qui souhaitent donner naissance à un géant capable de rivaliser avec les grands de l'entertainment (divertissement). C'est le cas de Seagram (vins, spiritueux...) à la recherche d'un nouveau souffle pour sa filiale Universal Music. Les discussions exploratoires de l'an dernier s'étaient soldées par un échec en raison de problèmes de personnes et des difficultés du montage finan-

cier. Propriété de la famille Bronfman, Seagram, entreprise qui ne brille guère aujourd'hui sur le plan financier, ne pèse que 15 milliards de dollars contre 10 milliards pour EMI. La deuxième catégorie de repreneurs possibles est celle des grands studios de Hollywood, comme Disney, Viacom ou la MGM du raider Kirk Kerkorian, absents de l'industrie musicale, qui évoquent les perspectives de « globalisation », de synergies et d'économies d'échelle, selon le principe du « big is beautiful ».

**UNE REPUTATION SULPEURÉE**  
Une chose est sûre : le rachat possible par un étranger de cette enseigne on ne peut plus britannique n'a guère ébranlé le pays, à l'inverse du projet de reprise de Rolls-Royce par l'allemand BMW ou du passage du groupe hôtelier Savoy sous la coupe d'un groupe d'investisseurs américains. L'industrie du « vinyl » traîne derrière elle une réputation un peu sulfureuse de gloires en toc, de drogue et d'argent facile.  
« L'entreprise n'est pas à vendre. Même s'il est de notre devoir de considérer toute offre sérieuse qui

permet d'accroître la valeur pour les actionnaires. Ce n'est pas la première approche. L'intérêt va et vient », le démentit le président d'EMI, Sir Colin Southgate, n'a guère convaincu la City. Issu de la scission, en 1996, du conglomérat Thorn-EMI, la société apparaît vulnérable. A part les Spice Girls, EMI a eu tendance, ces derniers temps, à recycler de vieilles gloires - comme les Beatles ou les Rolling Stones -, vestiges de son époque dorée, plutôt que de s'intéresser aux nouveaux talents. « Pour des impératifs de performance à court terme, EMI peut être moins enclin que par le passé à supporter des pertes sur de nouveaux groupes. Dès lors il peut rater les futures stars, ce qui peut expliquer la perte continue de parts de marché », indique David Chermont, analyste médias auprès de Merrill Lynch.

La guerre des prix aux Etats-Unis, la crise en Asie et la stagnation en Europe continentale - trois zones où EMI réalise respectivement un quart de ses ventes - ont fortement grevé les résultats. La hausse spectaculaire de la livre sterling pénalise également la compétitivité des CD du groupe à l'étranger. En Grande-



**ARTISTES :**  
Spice Girls, Blur, Janet Jackson, Beatles, Simple Minds, Rolling Stones, Radiohead, Smashing Pumpkins  
**CHIFFRE D'AFFAIRES 1997-98 :**  
3,39 milliards de livres (34 milliards de francs) dont 24 pour EMI Music et 0,8 pour HMV.  
**BÉNÉFICES :**  
380,5 millions de livres

timorée, qualifiée par le *Financial Times*, d'« anorexie entrepreneuriale » dont EMI paie aujourd'hui le prix.  
Avoir de qualité, bon positionnement en matière d'artistes locaux, retrait du commerce de détail comme l'atteste la vente de la participation de 42 % dans HMV Média Group, succès de la branche américaine à laquelle l'acquisition des 50 % restants de Priority Records, le spécialiste du rap, a donné une nouvelle jeunesse : David Chermont reste malgré tout optimiste sur l'avenir du dernier producteur musical britannique d'envergure internationale. Les marchés ont bien accueilli la restructuration des activités et la cure d'amalgamisme effectuée par le truchement de la fusion des labels, le regroupement de la fabrication et de la distribution, ou l'arrêt de groupes en fin de course comme Duran Duran.  
De plus, fleuron de l'industrie discographique, EMI figure au centre du concept de « Cool Britannia », ce projet travailliste de création d'un capitalisme post-industriel fondé sur les arts et la high tech.

Marc Roche

Carrefour pourrait s'implanter au Japon

**TOKYO**  
Carrefour s'apprêterait à construire son premier hypermarché au Japon. « La chaîne envisage, pour 1999, l'ouverture d'une grande surface de 5 000 à 10 000 mètres carrés dans la région de Tokyo », indique-t-on, de source bien informée, à Tokyo. Au siège parisien de Carrefour, on se contente de reconnaître qu'une « mission d'évaluation » est au Japon et qu'elle doit rendre ses conclusions dans le courant de l'année.

Mais, à Tokyo, un dirigeant de Jusco, le numéro trois japonais de la distribution alimentaire, a déjà confié son inquiétude à un diplomate français. Voilà qui pourrait pousser Promodès, un autre Français, partenaire de Jusco depuis quinze ans, à revoir ses ambitions à la hausse au pays du Soleil-Levant. Le numéro trois français n'est présent au Japon que par le biais d'une petite activité d'import-export. A l'occasion du lancement de l'année de la France au Japon par Jacques Chirac, Promodès a convaincu son partenaire d'organiser une semaine des produits français dans 200 supermarchés Jusco. Une trentaine de représentants de ces petits fournisseurs ont été amenés à Tokyo par Luc Vandeveld, le directeur général de Promodès, pour l'ouverture le 29 avril du Salon des régions françaises à Tokyo.  
Les dirigeants de Promodès justifient leur prudence face à une éventuelle implantation au Japon. « C'est un marché mûr. On ne peut y faire son trou qu'en prenant des parts de marché sur les autres. Et, malgré la crise, le ticket d'entrée, notamment le coût du foncier, reste très élevé », explique M. Vandeveld. Même circonspection chez Auchan : celui-ci n'est présent au Japon que par son activité de négociation mais n'a aucun accord ni projet commun dans la distribution. Quant aux concurrents étrangers, l'allemand Metro et l'américain Wal-Mart, ils ont conclu tous deux des accords avec l'un des principaux distributeurs de l'Archipel, le groupe Ito-Yokado, mais sans créer de magasin. Si l'offensive de Carrefour se confirmait, elle pourrait déclencher de véritables grandes manœuvres dans ce secteur.

Pascal Gallinier

Des adhérents critiquent la gestion de l'AFER

**CERTAINS ADHÉRENTS** et courtiers de l'Association française d'épargne et de retraite (AFER) ont exprimé leur opposition à Gérard Athias, fondateur et président de l'AFER, et à André Le Saux, secrétaire-trésorier, lors de l'assemblée générale mercredi 29 avril. Une dizaine de contestataires, menés par François Nocard, courtier et adhérent de l'AFER, ont dénoncé « le manque de transparence » dans la gestion. Ils reprochent aux deux hommes d'avoir perçu un intérêt personnel dans la « clé n'a pas été clairement expliquée ».

Les deux dirigeants ont racheté, à titre personnel, en janvier 1998, 25 % de la Société d'épargne viagère (SEV) à Suez, pour 250 millions de francs. SEV détient à 75 % par Abellie Vie (filiale à 100 % de Commercial Union France), gère avec Abellie Vie les fonds de l'AFER. Dans sa stratégie de désengagement de l'assurance, Suez avait revendu 75 % de la SEV à Commercial Union, puis le solde à une société civile immobilière (SCI) détenue par MM. Athias et Le Saux. Avec l'accord du ministère des finances, tiennent à préciser les deux dirigeants.

« On avait un trésor de guerre. On a d'abord décidé de ne pas y toucher, avant finalement de prendre une part significative dans l'une de nos deux compagnies d'assurance pour avoir voix dans le conseil d'administration et mieux défendre les intérêts des adhérents », s'est justifié M. Athias. Les contestataires ont été très largement mis en minorité lors du vote des résolutions annuelles, no-

tamment sur leur appel à voter contre l'approbation des comptes et l'investissemment dans la SEV. Il n'empêche : certains regrettaient que, au bout de près de deux heures de discours des dirigeants de l'AFER, le temps des questions-réponses ait été réduit à une petite vingtaine de minutes. « C'est quarante-cinq ans de ma vie qu'on attaque. Il y a vingt-cinq ans que j'essaie d'améliorer l'épargne-vie française, je crois y être parvenu. Ceux qui nous attaquent comptent parmi eux des diffu-

seurs avec qui nous avons rompu parce qu'ils voulaient continuer à pratiquer le précompte de commissions », s'est défendu Gérard Athias. Celui-ci dénonce l'attaque de certains courtiers. Elle s'explique, selon lui, par le fait que l'AFER a abaissé, depuis le 1<sup>er</sup> avril, les frais d'entrée de ses contrats d'assurance-vie de 4,525 % à 3 %, les frais sur l'épargne gérée restant à 0,475 %. Or ce sont ces prélèvements qui constituent les recettes des deux assureurs de l'AFER, la SEV et Commercial Union.

L'AFER a été créée en 1976. « Personne n'y croyait », confie un observateur de l'époque. Elle compte aujourd'hui quelque 500 000 adhérents et cumule près de 125 milliards de francs d'actifs gérés. L'année 1997 n'a pas été excellente : avec 12,9 milliards de francs, la collecte a baissé de 9,1 % par rapport à l'année précédente, incertitude fiscale oblige. Le début de 1998 ne s'annonce pas plus brillant : la collecte a chuté de 20 %.

Pascal Santi

Bruxelles et Paris à la recherche d'un compromis sur le Crédit lyonnais

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant  
Comme annoncé par Jacques Santer, le président de la Commission européenne - qui est intervenu personnellement en ce sens -, les négociations ont repris : Karel Van Miert, le commissaire à la concurrence, a rencontré Dominique Strauss-Kahn, le ministre français des finances, vendredi 1<sup>er</sup> mai, et les deux hommes devaient se revoir le week-end. Des deux côtés, les équipes ont été remises au travail avec comme objectif de parvenir à un compromis. L'échéance pour la décision de la Commission, fixée au 13 mai, pourrait être retardée d'une semaine, voire à la fin du mois.  
« La Commission s'est engagée dans la voie de trouver une solution concrète, qui assure aussi la viabilité du Crédit lyonnais », a déclaré M. Santer lors de sa conférence de presse vendredi. Les positions de départ restent tendues. Dans sa lettre du 24 avril à M. Van Miert, M. Strauss-Kahn indiquait sa volonté d'« alerter solennellement sur les erreurs d'appréciation qui pourraient survenir et sur les conséquences contentieuses qui pourraient en résulter ». Le ministre y développait une argumentation juridique tendant à prouver que la Commission prenait des libertés avec le tra-

té. Du côté de celle-ci, on ne baisse guère la garde : dans le cas où les autorités françaises ne consentiraient pas le mouvement nécessaire pour qu'un feu vert soit donné, « on pourrait ne pas exclure une décision négative », répète-t-on avec conviction.

**ADOSSÉ À UN REPRENEUR**  
Le fossé à combler porte sur deux points : les contreparties à fournir encore par le Lyonnais et les modalités de la privatisation d'ici à fin 1999. La Commission demande que l'ensemble des actifs en Europe soit vendu, soit 620 milliards de francs. Pour atteindre ce chiffre, les Français indiquent que les cessions qu'ils étaient prêts à consentir incluaient la réduction des guichets en France et la cession de filiales en Amérique latine. La Commission refuse ces amalgames et dès lors considère qu'il manque 83 milliards de contreparties. A cela il faudrait ajouter 80 milliards à céder en Asie ou en Amérique du Nord pour compenser l'autorisation qui serait donnée à la banque de conserver ses filiales de Londres et de Luxembourg.  
Certaines de ces exigences seront abandonnées durant l'ultime phase des pourparlers. Le Crédit lyonnais, après les cessions d'actifs requises, ne pourra pas subsister seul. C'est pourquoi il faut le privatiser en

mettant comme condition qu'il s'adosse à une « vraie grande banque », autrement dit à un repreneur qui « puisse offrir aux clients du Lyonnais le réseau qu'au fil des contreparties celui-ci aura été contraint d'abandonner ».

Philippe Lemaître

CETTE SEMAINE DANS  
**Le nouvel Observateur**

LES 101 CHAMPIONS DE L'EUROPE

ARTISTES ET ENTREPRENEURS  
CHERCHEURS ET SPORTIFS  
TECHNOCRATES ET VISIONNAIRES...

**LES 101 CHAMPIONS DE L'EUROPE**



## COMMUNICATION

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998

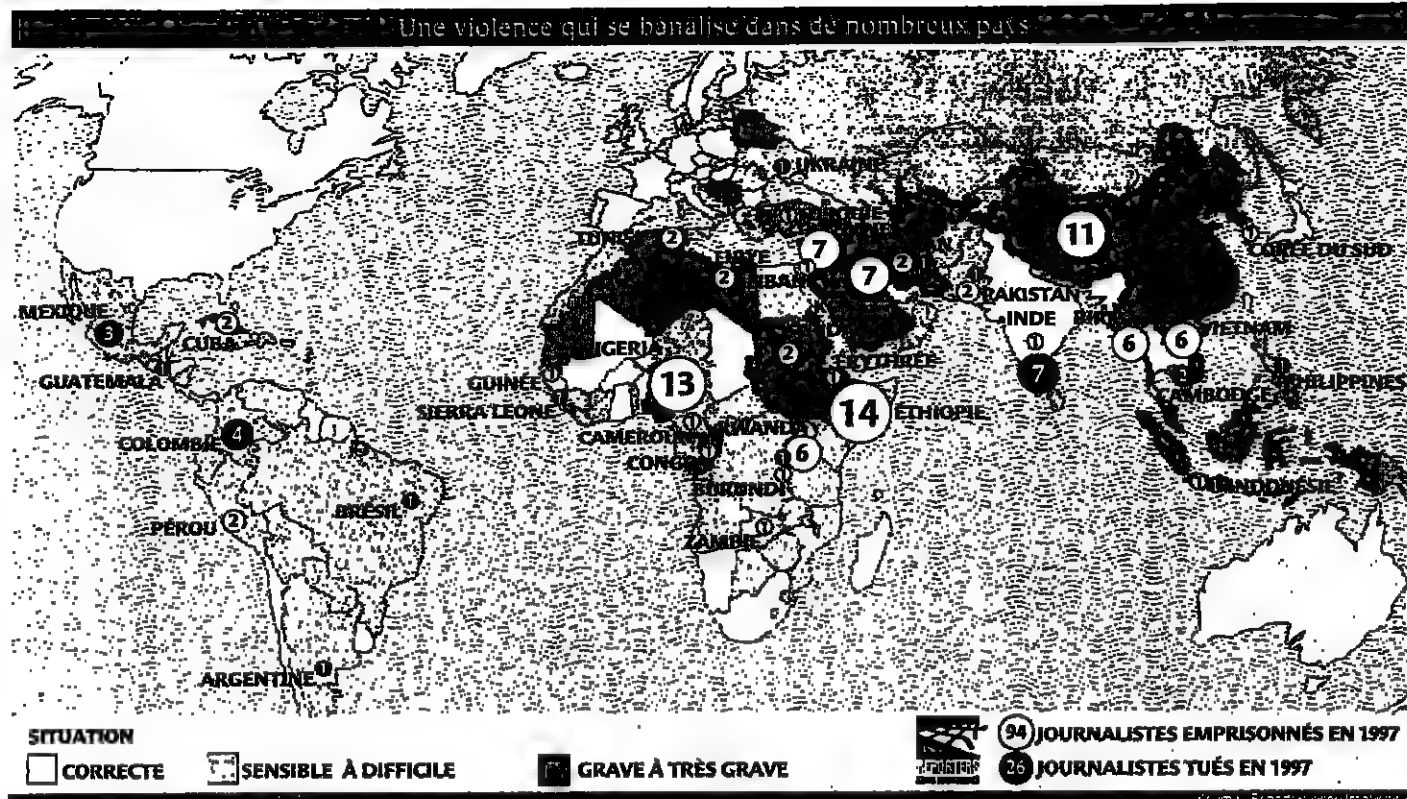
# Le nombre de journalistes tués a continué à diminuer en 1997

Le rapport 1998 de Reporters sans frontières, rendu public à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, dimanche 3 mai, révèle un changement de nature de la répression subie par les médias sur la plupart des continents

CHACQUE ANNÉE, le rapport de Reporters sans frontières (RSF) égrène la liasse des atteintes à la liberté de la presse. Chaque année, l'organisation recense scrupuleusement l'ensemble des journalistes tués ou emprisonnés parce qu'ils font leur métier. Dans l'édition 1998, publiée dimanche 3 mai dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse, avec le soutien du *Parisien-Aujourd'hui*, on peut notamment lire que le journaliste argentin José Luis Cabezas a été retrouvé dans une voiture incendiée, une balle dans la tête, les mains attachées dans le dos avec des menottes. Il avait réalisé une enquête sur la corruption des policiers.

En Iran, Ebrahim Zal Zadeh, directeur d'un mensuel littéraire, a été tué à coups de couteau, après avoir été arrêté par des agents du ministère de la culture et emmené dans une « maison de sûreté ». Au Cambodge, le journaliste canadien Michael Senior est tué par des militaires : « Des soldats l'abandonnent, cassent son matériel avant de lui tirer une balle dans la jambe. Sa femme, alertée par ses cris, accourt et demande aux hommes en armes de le laisser partir. Alors qu'elle était en discussion avec l'un d'eux, Michael Senior est achevé de deux ou trois balles dans la poitrine. »

D'autres exemples de cette violence presque ordinaire se sont produits au Brésil, en Colombie, au Guatemala, en Inde, en Indonésie, au Mexique, au Pakistan, aux Philippines, au Rwanda, en Sierra Leone, en Ukraine. En 1997, 26 journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions. Ils



étaient 28 en 1996, 49 en 1995 et plus de 100 en 1994. Au total, plus de 500 journalistes ont été tués en faisant leur métier depuis 1987.

L'apparente amélioration des statistiques s'explique par la fin ou la diminution des conflits au Rwanda et en ex-Yougoslavie, et au « changement de nature de la terreur en Algérie », note le rapport : « Les tueurs ont abandonné la

chasse au gibier individuel dans les rues d'Alger pour s'adonner aux massacres de masse. » Alors que 57 journalistes ont été tués entre 1992 et 1996, aucun rédacteur n'est mort en Algérie l'année dernière, mais le chauffeur du quotidien gouvernemental a été assassiné, tout comme une technicienne de la télévision.

Quatre-vingt-quatorze journa-

listes sont en prison pour leurs opinions ou pour avoir exercé leur profession. Ils sont 14 en Éthiopie, 13 au Nigeria - où la situation s'est nettement aggravée en 1997 -, 11 en Chine, 7 au Koweït et en Syrie, 6 en Birmanie et au Vietnam.

« RÉPRESSION PRIVATISÉE » La situation de la liberté de la presse est « mauvaise » dans

80 pays et « très mauvaise » dans 50 autres. A la répression d'État s'ajoute de plus en plus, selon RSF, « la répression privatisée ». « Dans un nombre croissant de pays, tous les pouvoirs, légitimes ou illégitimes, pratiquent désormais leur propre répression des médias échappant à leur contrôle, y compris par les pires violences, note le rapport. Des partis politiques, des organisations syndi-

cales, des grandes entreprises, des organisations mafieuses, des intégristes religieux appuyés sur des polices parallèles ou des milices privées ont pris le relais d'un pouvoir central affaibli pour faire taire les journalistes indociles. »

Avec 10 journalistes assassinés en 1997, l'Amérique latine est la région la plus dangereuse pour la liberté de la presse. La plupart des meurtres sont liés aux dénonciations des liens entre les narcotrafiquants et les hommes politiques ou la police. Trois journalistes ont ainsi été tués au Mexique, cette année, et RSF note « une augmentation du nombre d'agressions ». En Inde, la situation s'est dégradée en 1997 : 7 journalistes ont été tués, dont 5 dans un attentat à la bombe.

Cette « banalisation de la violence contre les médias » s'accompagne d'une impunité des agresseurs. En Russie, 20 journalistes ont été assassinés depuis 1993. Un seul des crimes a abouti à la condamnation d'un coupable. En Argentine, c'est l'indignation populaire provoquée par l'assassinat de José Luis Cabezas, et la pression de la presse elle-même, qui ont abouti à l'ouverture d'une véritable enquête. Le meurtre du journaliste Mario Bonino, en 1993, n'a toujours pas été élucidé.

Alain Salles

\* Rapport 1998 de Reporters sans frontières, avec le soutien du *Parisien-Aujourd'hui*, 384 p., 90 f. Cent photos pour défendre la liberté de la presse, de Marc Riboud, Reporters sans frontières, 96 p., 38 f.

## Jérôme Clément entend « orienter la stratégie de TV 5 »

LA SEPT ARTE et La Cinquième font une entrée remarquée dans le capital de TV 5, la chaîne francophone qui sera au cœur du nouveau dispositif de l'audiovisuel extérieur, présenté jeudi 30 avril par Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères (*Le Monde* du 2 mai). Les deux chaînes présidées par Jérôme Clément, et qui seront bientôt fusionnées, détendront 25 % du capital de la société Satellimages-TV 5. Elles récupéreront les 22 % de la Sofrad et une partie de la participation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui passe de 11,1 % à 2,7 %.

La Sept-Arte/La Cinquième sera le deuxième actionnaire de TV 5, derrière France Télévision, dont le poids passe de 33,2 % à 35 %. Les télévisions publiques belge, suisse et québécoise conservent chacune 11,1 %. RFO complète le nouveau tour de table, avec une participation de 4 %.

« DANS LE SENS DE L'EXCELLENCE » La forte présence de La Sept-Arte/La Cinquième a surpris les observateurs, dans la mesure où le ministère de la culture et de la communication a longtemps été partisan d'un adossement à France Télévision (qui aurait eu plus de 50 %). La société présidée par Xavier Gouyou Beauchamps n'a-t-elle pas donné toutes les garanties d'efficacité et de volontarisme souhaitées ? Ou bien Catherine Trautmann s'est-elle finalement rangée aux arguments de Jérôme Clément ?

« J'ai plaidé pour qu'on nous accorde une part significative, car il est dans la nature d'Arte d'avoir une vocation internationale, confirme M. Clément. Elle a été

créée par un traité bilatéral dans l'optique de devenir une chaîne franco-allemande et européenne, et j'ai toujours eu à cœur de la développer sur le plan international. Quant à La Cinquième, sa vocation éducative en fait un outil précieux au moment où ce type de chaîne connaît un grand succès dans le monde. Il y a de nombreux partenariats à développer dans ce secteur. La présence de ces deux chaînes est une carte intéressante pour la France, dont l'image internationale est liée à la culture. »

Son nom étant souvent cité pour la future présidence commune de TV 5 et de Canal France International (CFI), Jérôme Clément précise : « J'ai une ambition forte pour TV 5, mais il ne faut pas la confondre avec une quelconque ambition personnelle. Je n'ai pas l'intention de diriger cette entreprise ; ce que je fais à La Sept-Arte/La Cinquième me passionne et me suffit. Néanmoins, j'entends bien orienter la stratégie de TV 5. »

« En tant qu'actionnaire, je dirai ce que je pense, notamment pour l'amélioration des programmes. Si TV 5 doit être une vitrine de ce que la télévision française fait de mieux, je plaiderai pour qu'on aille dans le sens de l'excellence. Certes, il n'est pas question de faire la grille avec les programmes d'Arte, mais ils doivent y trouver une place. »

Reste la difficulté de concilier les intérêts d'une chaîne franco-allemande et européenne avec le choix d'une chaîne francophone comme axe majeur de la présence télévisuelle de la France à l'étranger. Pour le patron d'Arte, « cette ambiguïté est inhérente à la position de la France, à la fois au centre d'un monde francophone en déclin

et partie prenante d'une identité européenne en voie d'intégration. Pour ma part, je ne crois pas qu'il faille faire du vecteur francophone notre seul vecteur, au risque de se couper de certains marchés. Il vaut mieux diffuser des programmes français dans d'autres langues que pas de programmes français du tout. Dans un marché mondial de plus en plus concurrentiel, le critère de la culture est plus important que le seul argument linguistique. Au sein de TV 5, j'entends bien poser la question du choix des langues véhiculées, même si le français reste majoritaire ; je compte ouvrir le débat, tout en veillant à ne pas heurter les susceptibilités de nos partenaires francophones. »

EFFORT FINANCIER INSUFFISANT Si la France doit, selon M. Clément, « se situer sur une exigence de qualité », l'investissement consenti par l'État est-il à la hauteur ? Hubert Védrine a annoncé un rattrapage budgétaire de 130 millions de francs, dont environ 50 % devraient profiter à l'amélioration des programmes de TV 5.

« Le secteur de l'audiovisuel fait l'objet d'une compétition internationale très forte, explique le président de La Sept-Arte/La Cinquième. Il s'agit d'un enjeu économique majeur - aux États-Unis, c'est le troisième poste des exportations -, mais aussi d'un enjeu d'identité culturelle. Pour exister sur ce marché, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. En France, ce secteur est sous-financé ; l'effort financier de l'État est encore insuffisant ; il est urgent de le comprendre. »

Jean-Jacques Bozonnet

## Le tribunal refuse le report de l'assemblée générale des actionnaires de La Voix du Nord

LILLE

L'ESPOIR d'un accord sans doute un peu changé de camp dans le conflit qui oppose des groupes d'actionnaires minoritaires du groupe de presse La Voix du Nord au directeur-président par Jean-Louis Prévost. Les premiers, engagés dans une tentative de contrôle de la majorité du capital, avaient obtenu une importante victoire, le 17 avril, lorsque le tribunal de commerce de Lille avait rendu une ordonnance de référé repoussant une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme Voix du Nord Investissement (VNI) prévue pour le lendemain. Celle-ci avait pour but de transformer VNI en société en commandite par actions (SCA).

Le tribunal avait donné satisfaction aux minoritaires sur tous les points qu'ils avaient soulevés. Il admettait que le représentant du Rasar (Rassemblement des actionnaires salariés et retraités) puisse se présenter en tant qu'associé commanditaire de la future SCA. Il admettait aussi le bien-fondé de plusieurs demandes de Jacques Ménard, ancien directeur de la publicité de La Voix du Nord, aujourd'hui chef de file de l'OPA.

LUNDI 4, AMBANCE TENDUE Les futurs statuts doivent prévoir la révocation du gérant à la majorité des commanditaires, sans que les commanditaires puissent s'y opposer ; il y a dorénavant impossibilité, pour le gérant, de voter sur sa révocation ; incompatibilité entre la direction de la commandite, le conseil de surveillance et le directeur de La Voix du Nord ; enfin, un

accord préalable du conseil de surveillance est nécessaire pour les cessions d'actions à des tiers non-actionnaires.

Toutes ces mesures visaient à réduire le pouvoir de Jean-Louis Prévost et de son groupe majoritaire au cas où ils parviendraient à imposer la SCA. Revendiquant entre 35 % et 38 % des actions, donc plus que la minorité de blocage, le groupe composé de Jacques Ménard et du Rasar aurait peut-être dû en rester là. Il a préféré saisir encore le tribunal de commerce à statuer en référé sur un nouveau report de l'assemblée générale extraordinaire de VNI, fixée au lundi 4 mai à 11 heures. Echec sur toute la ligne.

Les minoritaires n'obtiennent pas le report et, surtout, le tribunal estime qu'ils n'ont pas apporté la preuve que VNI a procédé soit directement, soit par personne interposée, au rachat de ses propres actions. Il ne voit pas la nécessité de mettre sous séquestre les pouvoirs établis en vue de l'assemblée générale, et autorise la société indépendante, à s'exprimer et à voter par l'intermédiaire de Jean-Louis Prévost et de ses deux associés, André Soleaux et Jean-Louis Olivaux.

Le tribunal a toutefois noté que VNI a requis les services d'un huissier, et qu'il doit lui-même en désigner un autre, pour constater les feuilles de présences et pouvoirs. Lors de la précédente AG extraordinaire, l'huissier mandaté par le Rasar n'avait pu travailler qu'avec le secours d'un commissaire de police.

L'ambiance devrait donc être as-

sez tendue, lundi matin, sur le site de la Pilaterie dans la banlieue de Lille, où est convoquée l'assemblée générale. D'abord parce que la surenchère entre les deux groupes rend difficile toute réconciliation. Le Rasar n'a pas pardonné le RES (Rachat de l'entreprise par les salariés) de 1989. Il a, selon lui, bénéficié essentiellement à Jean-Louis Prévost et à ses proches.

POKER MENTIER

Jean-Louis Prévost et Jacques Ménard sont devenus des ennemis aussi farouches qu'ils étaient bons amis. Chacun sait que la possession des actions peut être complètement remise en cause par la répartition des pouvoirs et que cela peut se jouer sur très peu. Autre cause de tension : le personnel, convoqué ce jour-là par ses instances syndicales devant le siège de l'entreprise.

Enfin, on ne sait toujours pas si l'un ou l'autre des deux groupes avait, ou a maintenant, un partenaire pour cette aventure. L'OPA était certainement le premier tour de table d'une grande partie de poker menteur. On saura peut-être lundi s'il s'agit d'une partie entre provinciaux ou si des étrangers s'y sont associés. Dans le premier cas, on devrait s'enfermer pour longtemps dans une nouvelle bataille de procédure, comme La Voix du Nord en connaît depuis sa naissance. Dans le second, le prix des actions encore en circulation devrait grimper assez vite au-delà des 40 000 francs sur lesquels vient de s'aligner VNI pour contrer l'OPA des minoritaires.

Pierre Cherruau

Le Monde

MAI 1968

Deux pages, tous les jours, du lundi 4 au samedi 30 mai

« LES AVENTURES DE MAI » par Patrick Rambaud

Un roman historique, par l'auteur de « La Bataille », Prix Goncourt 1997

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Portraits par Michel Braudeau

LES PHOTOGRAPHIES RETROUVÉES de Claude Dityvon



La chute des prix a été enrayée à la fin de l'année dernière à la fois dans la capitale et dans les départements de la petite couronne.  
L'embellie attendue paraît assurée, même si elle est moins importante que prévu

Les tendances pour le premier trimestre de 1998 sont également bonnes avec, selon ce bilan, une augmentation de près de 23 % du nombre des promesses de ventes signées par rapport à 1997. Les ventes effectives auraient augmenté, pour la même période, de plus de 16 %. Pour le volume des ventes, la comparaison entre 1996 et 1997 est difficile. La suppression, en décembre 1996, de la réduction des droits de mutation dans l'ancien a, en effet, artificiellement dopé les ventes du dernier trimestre de l'année 1996, les acquéreurs ayant anticipé leur achat d'un loyerment

### AUGMENTATIONS

Constante depuis un an, la déflation de la chute des prix semble, selon la Chambre des notaires, arrivée à son terme. Sur l'année 1997, les prix au mètre carré ont, en moyenne, augmenté dans dix des vingt arrondissements de la capitale. Fin 1997, le prix moyen au mètre carré était de 15 294 francs, contre 15 137 francs au troisième trimestre. L'évolution est similaire dans les départements de la petite couronne, où l'augmentation des prix sur le dernier semestre de 1997 est de 0,3 % dans les Hauts-de-Seine

93 625 francs au mètre carré), le 7<sup>e</sup>, qui reste l'arrondissement le plus cher de la capitale, de 2,4 % (22 382 francs). En revanche, les 16<sup>e</sup> (19 223 francs au mètre carré), 12<sup>e</sup> (19 227 francs), 17<sup>e</sup> (15 165 francs), 19<sup>e</sup> (11 281 francs) et 11<sup>e</sup> (8 216 francs) ne sont pas concernés par l'augmentation. L'arrondissement le moins cher reste le 19<sup>e</sup>. Dans le 18<sup>e</sup>, les deux quartiers de la Goutte-d'Or et de La Chapelle passent sous la barre symbolique des 10 000 francs avec, respectivement, 8 811 francs et 9 325 francs au mètre carré.

En petite couronne, les prix des logements augmentent aussi dans

en francs au m<sup>2</sup>

**Bois de Boulogne**

**Bas de Vincennes**

**IX<sup>ic</sup>**  
11 230 F  
(-2,7%)

**X<sup>ic</sup>**  
11 160 F  
(+%)

**XI<sup>ic</sup>**  
12 616 F  
(-2,4%)

**XII<sup>ic</sup>**  
13 727 F  
(-3,3%)

**X<sup>ic</sup>**  
19 346 F  
(-10,1%)

**XII<sup>ic</sup>**  
14 356 F  
(-8,7%)

**XIV<sup>ic</sup>**  
15 285 F  
(-1,8%)

**XV<sup>ic</sup>**  
16 852 F  
(+0,7%)

**XVI<sup>ic</sup>**  
17 352 F  
(+%)

**XVII<sup>ic</sup>**  
18 552 F  
(+%)

**XVIII<sup>ic</sup>**  
19 693 F  
(+%)

**XIX<sup>ic</sup>**  
20 585 F  
(+3,1%)

**XX<sup>ic</sup>**  
21 707 F  
(+2,4%)

**XXI<sup>ic</sup>**  
22 582 F  
(+%)

**XXII<sup>ic</sup>**  
23 223 F  
(+%)

**XXIII<sup>ic</sup>**  
24 352 F  
(+%)

**XXIV<sup>ic</sup>**  
25 481 F  
(+%)

**XXV<sup>ic</sup>**  
26 610 F  
(+%)

**XXVI<sup>ic</sup>**  
27 739 F  
(+%)

**XXVII<sup>ic</sup>**  
28 868 F  
(+%)

**XXVIII<sup>ic</sup>**  
29 997 F  
(+%)

**XXIX<sup>ic</sup>**  
31 126 F  
(+%)

**XXX<sup>ic</sup>**  
32 255 F  
(+%)

**XXXI<sup>ic</sup>**  
33 384 F  
(+%)

**XXXII<sup>ic</sup>**  
34 513 F  
(+%)

**XXXIII<sup>ic</sup>**  
35 642 F  
(+%)

**XXXIV<sup>ic</sup>**  
36 771 F  
(+%)

**XXXV<sup>ic</sup>**  
37 900 F  
(+%)

**XXXVI<sup>ic</sup>**  
39 029 F  
(+%)

**XXXVII<sup>ic</sup>**  
40 158 F  
(+%)

**XXXVIII<sup>ic</sup>**  
41 287 F  
(+%)

**XXXIX<sup>ic</sup>**  
42 416 F  
(+%)

**XXXX<sup>ic</sup>**  
43 545 F  
(+%)

**XXXXI<sup>ic</sup>**  
44 674 F  
(+%)

**XXXXII<sup>ic</sup>**  
45 803 F  
(+%)

**XXXXIII<sup>ic</sup>**  
46 932 F  
(+%)

**XXXXIV<sup>ic</sup>**  
48 061 F  
(+%)

**XXXXV<sup>ic</sup>**  
49 190 F  
(+%)

**XXXXVI<sup>ic</sup>**  
50 319 F  
(+%)

**XXXXVII<sup>ic</sup>**  
51 448 F  
(+%)

**XXXXVIII<sup>ic</sup>**  
52 577 F  
(+%)

**XXXXIX<sup>ic</sup>**  
53 706 F  
(+%)

**XXXXX<sup>ic</sup>**  
54 835 F  
(+%)

**XXXXXI<sup>ic</sup>**  
55 964 F  
(+%)

**XXXXXII<sup>ic</sup>**  
57 093 F  
(+%)

**XXXXXIII<sup>ic</sup>**  
58 222 F  
(+%)

**XXXXXIV<sup>ic</sup>**  
59 351 F  
(+%)

**XXXXXV<sup>ic</sup>**  
60 480 F  
(+%)

**XXXXXVI<sup>ic</sup>**  
61 609 F  
(+%)

**XXXXXVII<sup>ic</sup>**  
62 738 F  
(+%)

**XXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
63 867 F  
(+%)

**XXXXXIX<sup>ic</sup>**  
64 996 F  
(+%)

**XXXXXX<sup>ic</sup>**  
66 125 F  
(+%)

**XXXXXXI<sup>ic</sup>**  
67 254 F  
(+%)

**XXXXXXII<sup>ic</sup>**  
68 383 F  
(+%)

**XXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
69 512 F  
(+%)

**XXXXXXIV<sup>ic</sup>**  
70 641 F  
(+%)

**XXXXXXV<sup>ic</sup>**  
71 770 F  
(+%)

**XXXXXXVI<sup>ic</sup>**  
72 900 F  
(+%)

**XXXXXXVII<sup>ic</sup>**  
74 029 F  
(+%)

**XXXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
75 158 F  
(+%)

**XXXXXXIX<sup>ic</sup>**  
76 287 F  
(+%)

**XXXXXXX<sup>ic</sup>**  
77 416 F  
(+%)

**XXXXXXXI<sup>ic</sup>**  
78 545 F  
(+%)

**XXXXXXXII<sup>ic</sup>**  
79 674 F  
(+%)

**XXXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
80 803 F  
(+%)

**XXXXXXXIV<sup>ic</sup>**  
81 932 F  
(+%)

**XXXXXXXV<sup>ic</sup>**  
83 061 F  
(+%)

**XXXXXXXVI<sup>ic</sup>**  
84 190 F  
(+%)

**XXXXXXXVII<sup>ic</sup>**  
85 319 F  
(+%)

**XXXXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
86 448 F  
(+%)

**XXXXXXXIX<sup>ic</sup>**  
87 577 F  
(+%)

**XXXXXXXX<sup>ic</sup>**  
88 706 F  
(+%)

**XXXXXXXXI<sup>ic</sup>**  
89 835 F  
(+%)

**XXXXXXXXII<sup>ic</sup>**  
90 964 F  
(+%)

**XXXXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
92 093 F  
(+%)

**XXXXXXXXIV<sup>ic</sup>**  
93 222 F  
(+%)

**XXXXXXXXV<sup>ic</sup>**  
94 351 F  
(+%)

**XXXXXXXXVI<sup>ic</sup>**  
95 480 F  
(+%)

**XXXXXXXXVII<sup>ic</sup>**  
96 609 F  
(+%)

**XXXXXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
97 738 F  
(+%)

**XXXXXXXXIX<sup>ic</sup>**  
98 867 F  
(+%)

**XXXXXXXXX<sup>ic</sup>**  
99 996 F  
(+%)

**XXXXXXXXXI<sup>ic</sup>**  
101 125 F  
(+%)

**XXXXXXXXXII<sup>ic</sup>**  
102 254 F  
(+%)

**XXXXXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
103 383 F  
(+%)

**XXXXXXXXXIV<sup>ic</sup>**  
104 512 F  
(+%)

**XXXXXXXXXV<sup>ic</sup>**  
105 641 F  
(+%)

**XXXXXXXXXVI<sup>ic</sup>**  
106 770 F  
(+%)

**XXXXXXXXXVII<sup>ic</sup>**  
107 900 F  
(+%)

**XXXXXXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
109 029 F  
(+%)

**XXXXXXXXXIX<sup>ic</sup>**  
110 158 F  
(+%)

**XXXXXXXXXX<sup>ic</sup>**  
111 287 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXI<sup>ic</sup>**  
112 416 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXII<sup>ic</sup>**  
113 545 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
114 674 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXIV<sup>ic</sup>**  
115 803 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXV<sup>ic</sup>**  
116 932 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXVI<sup>ic</sup>**  
118 061 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXVII<sup>ic</sup>**  
119 190 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXVIII<sup>ic</sup>**  
120 319 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXIX<sup>ic</sup>**  
121 448 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXX<sup>ic</sup>**  
122 577 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXXI<sup>ic</sup>**  
123 706 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXXII<sup>ic</sup>**  
124 835 F  
(+%)

**XXXXXXXXXXXIII<sup>ic</sup>**  
125 964 F  
(

certaines communes, mais beaucoup plus faiblement qu'à Paris. A Issy-les-Moulineaux et Asnières, dans les Hauts-de-Seine, les prix atteignent respectivement 12 970 francs et 9 570 francs au mètre carré. En Seine-Saint-Denis, à Pantin et Saint-Denis, les prix se maintiennent à 8 634 francs et 7 061 francs au mètre carré. Les baisses de prix sont, en revanche, plus marquées qu'à Paris (entre 3,6 % et 8,5 %). Elles affectent les communes d'Ivry-sur-Seine (8 363 francs au mètre carré) et de Vincennes (13 387 francs), dans le Val-de-Marne, ou encore Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine.

La baisse des prix a été plus importante sur les appartements de grande taille que sur les petites surfaces, souligne encore la Chambre, alors qu'entre 1986 et 1990 le phénomène inverse s'était produit. Elle permet, surtout, aux acquéreurs d'accroître leurs ambitions. A Paris intra-muros, la surface moyenne des appartements anciens vendus libres était de 49 mètres carrés. Elle frôle aujourd'hui les 56 mètres carrés.

Christine Garin

**LORSQUE ROLAND C.**, cadre d'une grande société informatique, se voit offrir de partir à la retraite à cinquante ans - après trente ans d'intense activité -, il décide, en accord avec son épouse, de sauter le pas. Sa décision est prise malgré la légère baisse de revenu qu'elle entraînera. Mais il vient d'hériter d'un pavillon à Versailles et des deux appartements de ses parents, qu'il compte louer après y avoir effectué quelques investissements pour leur remise en état. Ils lui permettront de continuer à loger le confortable appartement parisien qu'il habite, donc d'éviter un

déménagement, et de financer durant quelques années encore les études supérieures de ses deux enfants : Eric, vingt ans, étudiant en première année d'une école d'ingénieur, et Marine, vingt-deux ans, en quatrième année de médecine. Comme ils ont préféré s'installer à Grenoble, il lui faudra assumer des frais de logement et de véhicule, sans aucune rupture de ressources.

Voilà pourquoi lorsqu'un ami lui fait part d'une « nouvelle » possibilité au hasard d'une conversation, il envisage d'assurer très bientôt les loyers de ses biens

immobiliers, quitte à en amputer légèrement le rapport. N'est-il pas bien placé pour savoir que la crise économique a fragilisé de nombreuses situations ? De fait, la loi Nelertz sur le surendettement des ménages autorise certains locataires à obtenir un moratoire, tandis que les juges accordent parfois des délais de paiement supplémentaires aux occupants de bonne foi en difficulté.

Deux modes de location sont assurables, dans des conditions légèrement différentes : directement par les propriétaires, ou par l'intermédiaire des administrateurs

Mieux vaut donc choisir un contrat couvrant aussi les périodes d'occupation entre le moment où le locyer est normalement payé et celui où il ne l'est plus, avec une présence maintenue ou un départ inopiné. Il faudra alors engager une procédure pour entrer dans les lieux, avec les frais y afférents. Enfin, un bon contrat de protection juridique permet une prise en charge des frais de correspondance judiciaire, expertise ou procès, en cas de conflit avec un locataire ne portant pas sur le loyer, déjà garanti prioritairement.

cas de litige - huissiers, avocats... à hauteur de 30 000 francs au plus. Mais ils exigent l'absence de tout incident de paiement du locataire depuis deux ans lors de la souscription du contrat, contre un an seulement pour ceux de Cornhill France. Enfin, la garantie dégradation est facturée 0,2 % du loyer global contre 5 % de la cotisation loyers impayés chez Cornhill France.

Il existe aussi des formules qui s'adressent directement aux professionnels et aux administrateurs de biens. Parmi ces dernières - qui sont les plus nombreuses -, les contrats de la *garantie Laforet*

année gratuite le ramène en pratique à 1,33 % TTC pour un bail initial de trois ans.

Chez Cornhill France, la durée de garantie est illimitée mais le montant va de douze à dix-huit, les loyers mensuels de 10 000 francs, contre 15 000 francs par mois à la Fnaim. Le tarif de cette fédération correspond à des honoraires supplémentaires négociables - environ 2 % - contre 2 % fixes chez Cornhill France ; seul ce dernier (parmi les trois) applique une franchise correspondant au dépôt de garantie effectué auprès du bailleur.

Ces quelques exemples montrent qu'il existe aujourd'hui une offre tout à fait correcte de contrats garantie de loyer. Mais à condition de les lire attentivement et de respecter à la lettre les contraintes qu'ils imposent malheureusement aux propriétaires, à travers le choix - voire la sélection - de leurs locataires.

Didier Verneuil

- Veiller à obtenir une durée de garantie de deux ans au moins, et qui prenne en compte la date de départ effective du locataire, plutôt que celle d'un jugement éventuel.
- Se renseigner sur la façon dont tel ou tel assureur règle habituellement les sinistres de loyers impayés.
- Appréhender le nombre et l'importance des exclusions du ou des contrats proposés.
- Comparer les exigences imposées au locataire quand son revenu, soit un loyer de 25 % ou 33 % au plus de ce dernier, alors qu'il faut aussi tenir compte du nombre de personnes à charge.
- Jauger le niveau des franchises (pertes laissées à la charge de l'assuré) et la rapidité d'obtention du premier versement de l'assureur.
- Respecter minutieusement les exigences formelles du contrat.

- quant à la caution éventuelle d'un parent du locataire, garantissant personnellement le paiement du loyer au besoin.
- Indiquer au locataire qu'il peut souscrire personnellement une garantie personnelle de loyer pour se faire faire, à un coup dix, quitta à en tenir compte d'une façon ou d'une autre dans les conditions de la location.
- En cas de location à un ménage, demander une cosignature afin que les deux personnes soient cotitulaires du bail, donc solidaires des paiements.
- A noter que la loi de finances pour 1997 autorise les propriétaires d'immeubles urbains loués à déduire le montant des cotisations d'assurances payées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996 pour la couverture du risque de loyers impayés dans la détermination de leur revenu net foncier.

LA DÉCISION est d'importance première, elle fera jurisprudence. La première chambre civile de la Cour de cassation a tranché sur une affaire entre les assureurs et le fisc. Le Conseil a rendu un arrêt en date du 26 juillet 28 avril. Il stipule que l'administration fiscale ne peut saisir auprès d'un assureur les sommes versées sur un contrat d'assurance-vie par un contribuable qui n'a pas payé ses impôts tant que le contrat n'est pas arrivé à terme. Le terme du contrat est souvent spécifié dans les clauses. Dans de nombreux cas, c'est le décès de l'assuré.

Ces sommes versées redevennent saisissables lorsque l'assureur verse le capital à l'assuré en cas de rachat anticipé ou à l'échéance du contrat. Mais à date de l'ouverture du contrat d'assurance, et jusqu'à son échéance, la Cour de cassation précise que « l'assuré n'a aucun droit sur les primes versées, qui deviennent la propriété de l'assureur ». Selon le Code des assurances, sur lequel

s'appuie la Cour de cassation dans son arrêt, « tant que le contrat n'est pas dénoué, le souscripteur est seul responsable (1) du droit personnel de faire racheter le contrat et de désigner ou modifier le bénéficiaire de la prestation ». « Dès lors, nul écartement du souscripteur n'est en droit de se faire attribuer immédiatement ce que ce dernier ne peut recevoir », a décidé la Cour de cassation dans son arrêt. En cours de contrat, « le seul droit de l'assuré est de demander le rachat du contrat d'assurance, qui a pour effet de mettre un terme définitif à la convention ; ce droit, par conséquent, n'est exercé que par le souscripteur ou l'acceptation du bénéficiaire désigné, lui est strictement personnel et ne peut être exercé ni par ses héritiers ni par ses créanciers, notamment par le fisc », poursuit l'arrêt de la Cour de cassation.

Concrètement, la Cour de cassation a rejeté mardi le pourvoi du receveur principal des Impôts de la Cour-du-Pin, en cassation d'un arrêt qui avait été rendu le 11 novembre 1995 par la cour

appel de Grenoble, au profit de la compagnie d'assurances AGF-Vie. En 1982, un particulier avait souscrit un contrat « épargne-prévoyance-investissement » auprès d'AGF-Vie. En 1993, l'administration fiscale, qui réclamait une certaine somme à l'assuré, avait demandé l'argent du contrat aux AGF-Vie, qui avaient alors refusé de verser quoi que ce soit sans l'accord de l'assuré. Outre le rejet du pourvoi, la Cour de cassation a condamné le receveur principal des impôts de La Tour-du-Pin aux dépens.

**10 MILLIONS DE CONTRATS**

Cependant, « le fisc, comme les autres créanciers de l'assuré, n'est pas pour autant désarmé », souligne M<sup>me</sup> Elisabeth Berarduc-Benabent, avocat à la Cour de cassation, qui invoque dans cette affaire AGF-Vie.

Le fisc « dispose de la possibilité de démontrer la fraude de l'assuré qui aurait organisé son insolvabilité : les créanciers de l'assuré peuvent alors demander le remboursement des

primes lorsque celles-ci sont manifestement exagérées eu égard aux facultés du souscripteur de l'assurance-vie », souligne l'avocat.

L'assurance-vie reste le placement préféré des Français. La Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) estime qu'environ 10 millions de ménages français détiennent un contrat d'assurance-vie à titre individuel. L'encours atteignait quelque 600 milliards de francs à fin 1997.

La décision de la Haute Cour fera jurisprudence. « Cinq pourvois, au stade de la Cour de cassation, devraient être tout prochainement jugés dans un sens identique », indique M<sup>re</sup> Baraduc-Benabent. Le cas a multiplié les demandes. Des centaines de milliers de personnes ont saisi de nombreuses juridictions dites inférieures vont sans doute être saisies d'affaires de ce type : les juges de l'indemnité et les cours de première instance. Finalement, le droit des assurances prime sur le droit fiscal.

**Pascal Santi**

**MUSÉE**

**ANIMÉ**  
**OLIVIER M**

**A**  
**PATRICK JARRI**

**PIERRE-LUC S**

**DIMANCHE**  
**18 H 30**

É PAR  
AZEROLLE  
EC  
AU (LE MONDE)  
GUILLON (LCI)  
RTL

**Pascale Serfati**



# Une semaine de doute qui s'achève en apothéose

LA BOURSE de Paris a salué, jeudi 30 avril, la naissance de l'euro par une séance euphorique. L'indice CAC 40 s'est adjugé un gain de 3,94 % (la plus forte progression en séance depuis le 29 octobre, lendemain du krach boursier), à 3 880,92 points. Cette hausse surprise a entraîné le mouvement de consolidation méthodique entamé par le marché. La semaine s'est donc terminée sur un gain de 2,58 %. Une conclusion heureuse pour une semaine de doute.

A la veille de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays de l'Europe à Bruxelles, les rumeurs couraient sur un éventuel réajustement des parités monétaires entre les onze pays qualifiés pour le passage à la monnaie unique. D'autres faisaient état d'un possible resserrement des taux de la Bundesbank. Mais, jeudi 30 avril, cette dernière n'a pas bougé ses taux directeurs. Le marché de Francfort s'est donc envolé, et Paris a suivi. Avec d'autant plus de vigueur que les dernières statistiques américaines ont dissipé les craintes d'un retour de l'inflation. Outre-Atlantique, la croissance est encore forte (+4,2 % au premier trimestre), mais la hausse des coûts salariaux reste modérée (+0,7 %).

Les craintes d'un relèvement des taux des deux côtés de l'Atlantique avaient rendu le marché parisien très nerveux. Durant toute la semaine, l'indice CAC 40 a évolué dans des fourchettes très larges, accentuant encore sa volatilité déjà élevée. Lundi 27 avril, le CAC 40 chutait lourdement (-2,58 %) avant de se reprendre le lendemain avec une hausse de 2,48 %. Les opérateurs cédaient encore au pessimisme ambiant, mercredi 29 avril, avec un recul de 1,15 %. La proximité d'un long week-end ferait maltraiter pas pour des prises de position audacieuses. Pourtant, jeudi, la Bourse s'est de nouveau emballée. L'arrivée à échéance des options sur l'indice CAC 40 pour le mois d'avril a contribué à animer le marché dans l'après-midi. Un problème technique a même interrompu les cotations vers 16 h 40 alors que l'indice s'adjugeait un gain de 4,23 %. Dans ce contexte, le volume d'affaires a décollé, pour atteindre 16,89 milliards de francs. Les grandes valeurs de l'indice se sont distinguées en monopolisant les six plus fortes hausses de la séance. La palme est revenue à la Société générale, qui, avec un gain de 6,6 %, a effacé son recul sur la semaine. A 506 francs (+6 %), la BNP a gagné 1,81 % en quatre séances. Même Elf Aquitaine et Total ont subitement retrouvé les faveurs des investisseurs malgré un billet vert et un baril de pétrole dans les basses eaux.

Pour comprendre la hausse de 6 % d'Elf Aquitaine, il faut regarder du côté de sa filiale pharmaceutique Sanofi. La publication par Rhône-Poulenc d'un résultat net en hausse de 29,5 % pour le premier trimestre et l'imminence d'une introduction en Bourse de son pôle chimique (Rhodia) ont relancé les rumeurs sur un éventuel rapprochement avec Sanofi. Récemment, depuis deux ans et demi, cette spéculation a encore fait progresser les deux titres : Rhône-Poulenc a gagné 3,7 % et Sanofi 4,3 %.

La semaine a été également marquée par la confusion régnant autour du Crédit foncier de France (CFF) et du Crédit lyonnais. Dans l'optique d'une reprise du CFF par l'un ou plusieurs des candidats américains et français, l'action s'était envolée à 148 francs. Mais la spéculation s'est brusquement dégonflée (-17,5 %) après l'avertissement de la Caisse des dépôts et consignations (actionnaire à hauteur de 90,4 %) sur la valorisation excessive de l'action. Par ailleurs, le bras de fer opposant la Commission de Bruxelles et le gouvernement français sur l'avenir du Crédit lyonnais a, une nouvelle fois, ébranlé la confiance des déposants français. L'action a donc reculé de 4 % sur l'ensemble de la semaine. Cet exemple illustre bien les relations complexes qui existent entre la finance et la psychologie.

Enguerrand Renault

## REVUE DES ACTIONS

### ÉNERGIE

	30-04-98	Diff.
Colas	853	+2,25
Elf Aquitaine	789	+5,76
Exo	600	+3,27
Total	713	+5,76
Elyse	—	—

### PRODUITS DE BASE

	30-04-98	Diff.
Air Liquide	1110	-1,42
Bramet	302	-0,33
Mitsubishi	67,30	+0,05
Pedini	269	+1,82
Rhône-Poulenc A	294,10	+0,71
Rochette (La)	27,50	+1,85
Unior	90	+1,66
Valloire	508	+0,77
CFR-Ferrailles	500	+2,60
Oxygène-Oxyde	3811	-0,98

### CONSTRUCTION

	30-04-98	Diff.
Bouygues	949	-3,06
Ciments Français	350	+2,89
Colas	1090	+2,78
Elfage	465	+0,43
Groupe GTM	474	+0,10
Imetal	781	+2,25
Lafarge	568	+2,23
Lapierre	457	+0,23
Saint-Gobain	1002	+0,29
SCF	234,50	+5,36
Vicat	598	+5,28

### BIENS D'ÉQUIPEMENT

	30-04-98	Diff.
Alcatel Alsthom	1115	-2,38
Bull	80,35	-1,95
Carbone Lorraine	2465	-0,02
CS Signaux (CEE)	359	+1,67
Dassault Aviation	1620	-2,09
Dassault Electron	725	+1,82
De Dietrich	420	-1,63
Fives-Lille	614,30	-0,94
France Télécom	327,30	+0,90
Intertechnique	1680	+4,28
Legrand	1590	+4,26
Legris Indust.	274	+4,08
Sagem SA	3900	+2,28
Sat	912	-2,97
Schneider SA	450	+0,51
SFIM	1079	-6,17
Sidel	460	+3,58
Thomson-CSF	238	+3,94
Zodiac end div	1307	+0,26
CMC C&E	259,50	+2,36
Falvey	260	+3,69
CFI Industries	1300	+0,13
Manitex	912	-2,97
Mecatherm	189,50	-5,95
MSC Groupe NY	934	-1,58
Radial	745	+0,40
Sediver	—	—

## LES PERFORMANCES DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 24 avril

LIBELLÉ	Organisme	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	-----------	------	------------	------	-------------	----------------

### OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION

Performance moyenne sur 1 an : 5,89 %, sur 5 ans : 39,25 %

Silvane	CL	1	32,06	18	83,50	259,49
Sopran Long Terme (D)	BACOT	2	11,79	54	46,79	6080,39
Sopran Long Terme (C)	BACOT	3	11,79	55	46,79	6080,39
Synthes	CNCA	4	11,79	56	46,79	19253,94
Précipité (C)	BOU POP	5	11,79	57	46,79	131,14
Précipité (D)	BOU POP	6	11,79	58	46,79	131,14
BIP OAT Index (C)	BIP	7	10,46	4	36,68	28343,07
BIP OAT Index (D)	BIP	8	10,46	5	36,68	28343,07
Crédit Foncier (C)	ABEILLE	9	10,27	21	51,70	3168,23
Crédit Foncier (D)	ABEILLE	10	10,27	22	51,70	3168,23
BFT CNO 7/10 (C)	BFT	11	10,27	—	—	136500,72
BFT CNO 7/10 (D)	BFT	12	10,27	—	—	136500,72
CDI Indes Gestion	CDI	13	10,27	2	49,91	21014,48
Indecon Stratégie 7-10 (C)	GROUP CA	14	10,27	23	51,70	20154,08
Indecon Stratégie 7-10 (D)	GROUP CA	15	10,27	24	51,70	20154,08
CPR OAT-Plus	CPRESTI	16	10,27	1	39,72	25516,45
MDM Long Terme	MDMASSUR	17	10,27	20	51,70	179,53
Reflex Première (D)	SCAF SA	18	10,27	7	39,72	1851,85
Reflex Première (C)	SCAF SA	19	10,27	8	39,72	1851,85
Primesse (C)	PRIMEST	20	10,27	3	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	21	10,27	4	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	22	10,27	5	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	23	10,27	6	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	24	10,27	7	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	25	10,27	8	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	26	10,27	9	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	27	10,27	10	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	28	10,27	11	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	29	10,27	12	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	30	10,27	13	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	31	10,27	14	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	32	10,27	15	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	33	10,27	16	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	34	10,27	17	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	35	10,27	18	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	36	10,27	19	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	37	10,27	20	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	38	10,27	21	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	39	10,27	22	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	40	10,27	23	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	41	10,27	24	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	42	10,27	25	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	43	10,27	26	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	44	10,27	27	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	45	10,27	28	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	46	10,27	29	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	47	10,27	30	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	48	10,27	31	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	49	10,27	32	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	50	10,27	33	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	51	10,27	34	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	52	10,27	35	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	53	10,27	36	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	54	10,27	37	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	55	10,27	38	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	56	10,27	39	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	57	10,27	40	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	58	10,27	41	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	59	10,27	42	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	60	10,27	43	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	61	10,27	44	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	62	10,27	45	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	63	10,27	46	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	64	10,27	47	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	65	10,27	48	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	66	10,27	49	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	67	10,27	50	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	68	10,27	51	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	69	10,27	52	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	70	10,27	53	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	71	10,27	54	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	72	10,27	55	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	73	10,27	56	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	74	10,27	57	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	75	10,27	58	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	76	10,27	59	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	77	10,27	60	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	78	10,27	61	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	79	10,27	62	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	80	10,27	63	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	81	10,27	64	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	82	10,27	65	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	83	10,27	66	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	84	10,27	67	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	85	10,27	68	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	86	10,27	69	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	87	10,27	70	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	88	10,27	71	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	89	10,27	72	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	90	10,27	73	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	91	10,27	74	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	92	10,27	75	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	93	10,27	76	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	94	10,27	77	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	95	10,27	78	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	96	10,27	79	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	97	10,27	80	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	98	10,27	81	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	99	10,27	82	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	100	10,27	83	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	101	10,27	84	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	102	10,27	85	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	103	10,27	86	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	104	10,27	87	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	105	10,27	88	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	106	10,27	89	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	107	10,27	90	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	108	10,27	91	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	109	10,27	92	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	110	10,27	93	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	111	10,27	94	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	112	10,27	95	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	113	10,27	96	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	114	10,27	97	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	115	10,27	98	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	116	10,27	99	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	117	10,27	100	39,72	12832,32
Primesse (C)	PRIMEST	118	10,27	101	39,72	12832,32
Primesse (D)	PRIMEST	119	10,27	102	39,72	12832,



## Les marchés d'obligations plongent puis se reprennent

Après avoir chuté lourdement en début de semaine, les cours des emprunts d'Etat ont fortement remonté jeudi 30 avril et vendredi 1<sup>er</sup> mai, les opérateurs étant rassurés par l'absence de tensions inflationnistes aux Etats-Unis

Les marchés obligataires internationaux ont fait preuve d'une très grande nervosité cette semaine. Ils ont lourdement chuté lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 avril, victimes des craintes d'un resserrement imminent des poli-

tiques monétaires aux Etats-Unis et en Allemagne mais ils ont violemment rebondi, jeudi, après l'annonce, outre-Atlantique, d'une progression moins forte que prévu du coût de la main-d'œuvre. En France, le taux de l'em-

prunt d'Etat à dix ans, qui était monté jusqu'à 5,10 % mercredi, est retombé jeudi soir à 4,97 %. Le dollar, s'il a très légèrement fléchi en fin de semaine, face aux devises européennes, à 1,7840 mark et 5,98 francs, a en re-

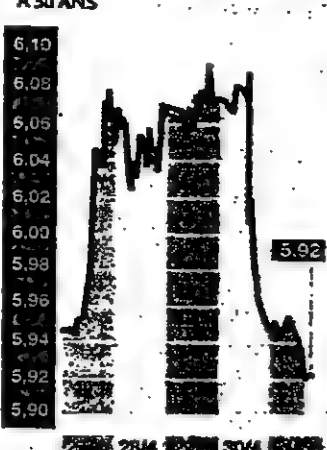
vanche gagné du terrain face à la monnaie japonaise, à 133,10 yens vendredi, le secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Rubin ayant laissé entendre qu'une action des banques centrales pour soutenir le yen est exclue.

LA SEMAINE a été éprouvante pour les intervenants sur les marchés de taux d'intérêt, d'abord victimes d'une chute brutale des marchés d'emprunts en raison d'importantes tensions monétaires puis confrontés à une détente tout aussi spectaculaire des rendements. Ces mouvements opposés ont été d'une grande violence, d'une ampleur jamais vue depuis le début de l'année.

Lundi 27 avril, un article du *Wall Street Journal* a été à l'origine d'un mouvement de panique sur les places financières internationales. Citant des sources proches de la Réserve fédérale (Fed), le quotidien économique et financier américain a rapporté que la banque centrale envisageait de relever ses taux directeurs. Lors de leur dernière réunion du 31 mars, précisait l'article, les membres de la Fed ont décidé de renoncer à leur attitude neutre sur les taux en attendant de pouvoir mesurer l'impact de la crise asiatique sur l'économie américaine. Constatant que celui-ci demeure très limité, que les niveaux d'activité industrielle et de consommation des ménages restent élevés aux Etats-Unis et le marché du travail toujours aussi dynamique, la Fed s'apprêterait donc à donner un tour de vis monétaire afin d'empêcher l'apparition de tensions inflationnistes.

A la suite de cet article, interprété par les opérateurs comme une

### Une grande nervosité



Après s'être envolée en début de semaine, les rendements des obligations américaines se sont fortement détendus jeudi et vendredi.

forme de déclaration quasi officielle de la Fed, le marché des obligations américaines a plongé. Le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans est brusquement remonté - de 5,95 % à 6,05 %, entraînant dans son sillage les marchés d'obligations européennes (le taux de l'emprunt d'Etat français à dix

ans passant de 4,99 % à 5,09 %). La contagion au Vieux Continent a été d'autant plus rapide qu'au même moment les rumeurs d'une prochaine hausse des taux directeurs de la Bundesbank se faisaient plus insistantes. Elles ont d'abord été nourries par l'information selon laquelle le président de la banque centrale Hans Tietmeyer avait écrit au chancelier Helmut Kohl pour lui réaffirmer avec force son hostilité à toute idée d'un partage du mandat pour la présidence de la future banque centrale européenne (BCE) et pour lui faire savoir que la Bundesbank reconsidérerait le jugement favorable qu'elle avait émis à la fin du mois de mars en faveur de l'euro en cas de compromis douteux, lors du sommet de Bruxelles, pour ce poste. Il n'en fallait pas plus pour que les opérateurs prennent peur et en concluent que la Bundesbank était prête à manifester sa colère en choisissant de durcir sa politique monétaire si « son » candidat, le Néerlandais Wim Duisenberg, n'obtenait qu'un mandat écourté, scénario qui, selon elle, porterait gravement atteinte à la crédibilité de la monnaie unique.

Mercrédì, dans un discours prononcé à Leipzig, M. Tietmeyer ajoutait au malaise monétaire ambiant en affirmant que l'Union économique et monétaire (UEM) jouera un rôle plus important dans la politique de la Bundesbank

après le sommet européen de Bruxelles. « A partir de la semaine prochaine, nous devons nous aussi, à la Bundesbank, prendre encore plus en compte qu'auparavant la nouvelle zone monétaire », a souligné M. Tietmeyer. Compte tenu de la situation de surchauffe économique dans laquelle se trouvent

### Le yen continue à reculer

Les craintes d'une hausse prochaine des taux américains s'étant estompées, le dollar a terminé la semaine en légère baisse face aux devises européennes, à 1,7840 mark et 5,98 francs.

Le billet vert s'est en revanche nettement apprécié vis-à-vis de la devise japonaise, se hissant vendredi jusqu'à 133,50 yens. La monnaie nippone a été pénalisée par les déclarations du secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Rubin indiquant qu'une action concertée des banques centrales pour soutenir le yen n'était pas à l'ordre du jour. « La vraie solution aux problèmes du yen réside dans la politique économique fondamentale, pas dans les interventions », a affirmé M. Rubin. « Le Japon vient d'annoncer un programme substantiel, et c'est un pas positif, a-t-il ajouté. Il lui faut maintenant mettre en œuvre ce plan et aussi s'attaquer aux problèmes du secteur financier et de la déréglementation des marchés. »

plusieurs pays appelés à faire partie de la zone euro (Irlande, Espagne, Finlande, Pays-Bas, Portugal), le message du président de la Bundesbank n'a pas manqué d'être perçu comme un signe avant-coureur d'une hausse des taux allemands destinée à empêcher l'apparition de tensions inflationnistes dans l'« Euroland ».

Mais la publication, jeudi après-

treinte ans est repassé sous la barre des 6 % et celui de l'OTAT française à dix ans sous celle des 5 %.

Si les statistiques ont démontré le dynamisme intact de l'économie américaine (le taux de croissance, en rythme annuel, s'est inscrit à 4,2 %), elles ont aussi confirmé l'absence de tensions salariales, et donc inflationnistes, aux Etats-Unis : le coût de la main-d'œuvre n'a progressé que de 0,7 %, alors que les analystes prévoyaient une augmentation de 0,9 %. Ce chiffre, qui, comme le notent les analystes du CCF, est « une confirmation éclatante du nouveau paradigme : une croissance forte et un taux de chômage bas sont compatibles avec une poursuite de la désinflation » et qui « retarde toute initiative de hausse du taux des fonds fédéraux », a permis d'effacer le traumatisme du début de semaine.

Parallèlement, les opérateurs, redevenus tout à coup - et excessivement ? - optimistes, paraient vendredi sur un dénouement heureux, lors du sommet de Bruxelles, au dossier de la présidence de la BCE. Ils misaient sur le fait qu'un compromis acceptable par la Bundesbank allait être trouvé, dissipant la crainte d'une hausse-sanction des taux directeurs allemands. Quoi qu'il en soit, l'agitation observée cette semaine sur les marchés a démontré la sensibilité extrême de la valeur des actifs financiers - obligations ou actions - à l'évolution du climat monétaire et à la politique des banques centrales. Elle renforce aussi l'hypothèse d'une bulle spéculative due aux conditions de financement très généreuses que les investisseurs peuvent aujourd'hui obtenir au Japon, aux Etats-Unis et en Europe.

Christophe Vetter

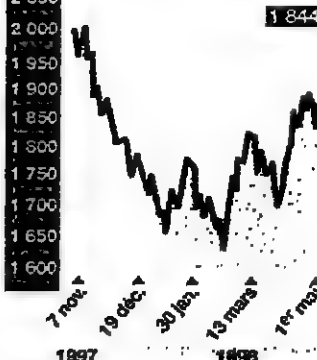
Pierre-Antoine Delhommas

Carole Petit

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Rebond du cuivre

CONTRAT À TERME SUR LE CUIVRE EN DOLLARS PAR TONNE



LE CUIVRE, affecté par la crise financière qui a frappé les économies d'Asie, a bien du mal à reprendre des couleurs. Après avoir connu le creux de la vague en décembre 1997 à 1,727 dollars la tonne, les prix se sont rétablis à 1,859 dollars sur le London Metal Exchange (LME) pour le contrat de référence à trois mois. Mais ce n'est plus la bonne santé affichée il y a tout juste un an avec 2,264 dollars.

La bonne tenue des économies occidentales n'arrive pas à compenser l'effondrement de celles des pays asiatiques, dont on se rappelle avec peine qu'ils étaient des « dragons ». La Corée du Sud aussi bien que la Thaïlande ont procédé à un déstockage de leurs réserves. Quant au Japon, sur lequel on fait reposer le redressement de la région, son plan de relance, jugé trop timoré, a suscité la déception. Les opérateurs attendent maintenant beaucoup de l'Inde et de la Chine. Avec quelques raisons, si l'on en croit les chiffres des importations chinoises du premier trimestre 1998, en hausse de 110 % sur la même période de 1997.

On aurait pu penser que la baisse des réserves du LME - elles sont à 262 200 tonnes, ayant perdu plus de 100 000 tonnes en un mois - et le ralentissement certes momentané mais pas moins réel de l'activité de mines latino-américaines, en raison d'inondations, auraient été un facteur de soutien des prix. En fait, ceux-ci réagissent à des critères sans rapport avec les fondamentaux : prises de bénéfices, liquidation de positions par des fonds d'investissement. Ted Arnold, expert de Merrill Lynch, n'hésite pas à parler de « manipulation ». Ce qui n'empêche pas le groupe australo-britannique Rio Tinto d'annoncer pour les trois premiers mois de l'année une production de cuivre raffinée de 73 %, supérieure à celle du trimestre considéré en 1997 (ses résultats pour l'or raffiné, l'étain et l'aluminium sont aussi en hausse). En Bulgarie, la Banque européenne d'investissement vient d'accorder 80 millions d'euros aux usines Union minière-Pirdop (propriété du belge Union minière) pour la fabrication d'électrodes et leur mise aux normes environnementales. Enfin, on note la reprise des exportations de la mine d'Ok Tedi de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

## Marché international des capitaux : Corée, Slovaquie et Maroc

LES RENDEMENTS demeurant très bas, les investisseurs continuent de rechercher les emprunts qui rapportent plus gros que les autres parce que les débiteurs sont moins bons. Mais on ne se précipite pas sur tout ce qui se présente : les pays dont le crédit est discuté doivent d'une façon générale offrir davantage qu'avant la crise asiatique. Il leur faut s'acquitter de suppléments d'intérêt plus élevés par rapport aux références que constituent les emprunts des principaux Etats industrialisés. En outre, les investisseurs évaluent avec plus de discernement qu'il y a un an les différents émetteurs.

Pourtant la situation d'ensemble apparaît encourageante et permet à un nombre toujours plus grand de nouveaux venus d'accéder au marché international des capitaux. Parmi les éléments favorisant cette évolution, la façon dont la Corée a levé 4 milliards de dollars en deux tranches, l'une de cinq ans et l'autre de dix ans, a été déterminante. Pour la première fois, ce pays s'adressait directement aux investisseurs internationaux. Auparavant, il se contentait de déléguer des établissements publics dont il garantissait les transactions en devises. L'enjeu était considérable, et pas seulement pour la Corée elle-même dont on attendait qu'elle revienne bientôt.

L'emprunt coréen a été émis durant la deuxième semaine d'avril et le bon accueil qui lui a été réservé a laissé une forte impression. Mais très rapidement plusieurs spécialistes, cherchant auprès de qui les titres étaient placés, en sont venus à se demander si sa réussite

n'était pas due en partie au soutien apporté par des organisations supranationales de développement. De telles interrogations, auxquelles il est difficile de répondre, ont momentanément suscité une certaine gêne dans l'ensemble du marché. Aujourd'hui, on se montre plus serein. L'essentiel est vrai dire est que l'affaire se soit bien déroulée.

Quoi qu'il en soit, le terrain paraît bien préparé pour les prochaines opérations émanant de Séoul. En l'absence de calendrier, on ne peut pas prévoir dans quelles devises et pour quel montant le pays se présentera, de même qu'on ne peut pas dire si la Corée utilisera toute la liberté que son Parlement lui a laissée. La République est autorisée à lever cette année jusqu'à concurrence de 9 milliards de dollars en obligations internationales. D'aucuns prétendent qu'elle poursuivra son programme dans le compartiment du dollar, poussant ses établissements publics à se procurer des ressources dans une ou plusieurs monnaies de notre continent. Mais ce n'est de loin pas l'avis de tous les spécialistes.

Certains estiment que la Corée pourrait s'annoncer dans quelques semaines en Europe. D'autres se préparent à une importante émission pour le compte d'un nouveau débiteur, Korea Asset Management Corporation, qui se procurerait les ressources nécessaires à l'amortissement de dettes bancaires. Cet établissement public pourrait contracter sous peu pour 1 ou 2 milliards de deutschemarks d'obligations qui bénéficieraient de la garantie de la Corée. Rien de tout cela n'est confirmé.

Pour ce qui est des projets officiels, celui de la Slovaquie retient particulièrement l'attention du point de vue technique. Ce pays a confié à Nomura International un intermédiaire financier d'origine japonaise, le soin d'organiser simultanément trois emprunts en dollars, en deutschemarks et en yens pour un montant total équivalent à un milliard de dollars. L'opération est intéressante dans la mesure où les banques (Nomura sera assistée d'un établissement américain, la Chase, et d'un allemand, la Commerzbank) s'efforceront d'arrêter des conditions préalables pour les différents tranches. Les niveaux absolus seront bien sûr différents mais le supplément de rendement (qui devrait être bien supérieur à 3 %) devrait être le même une fois mesuré par rapport à des références monétaires. Ce sera la première fois qu'un emprunteur de ce genre sollicitera les trois principaux marchés du moment. Les autres emprunteurs au crédit discuté espacent leurs transactions et peuvent se permettre d'être moins généreux dans une devise que dans une autre.

Par ailleurs, de nombreuses banques spécialisées se préparent à une importante émission pour le compte du Maroc, qui a l'intention de s'adresser au marché international sans aucun appui extérieur. Ce pays avait contracté un emprunt en francs français voilà environ deux ans, mais il avait partiellement bénéficié du soutien de la Caisse française de développement.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Petit

## Les places européennes saluent la naissance de l'euro

RAREMENT semaine boursière aura été aussi contrastée. Entraine dans la crainte d'une hausse généralisée des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique, elle s'est conclue par une remontée spectaculaire des marchés obligataires et un message d'optimisme des places européennes avant la naissance officielle de l'Union monétaire. Paris et Francfort, qui étaient fermées vendredi 1<sup>er</sup> mai en raison de la fête du travail, ont néanmoins salué par anticipation, jeudi, le lancement de la monnaie unique par des hausses impressionnantes, de respectivement 3,94 % et 3,10 %. Sur l'ensemble de la semaine, Paris gagne 2,58 %, Londres 2,5 % et Francfort 1,88 %. Wall Street enregistre pour sa part une petite progression de 0,91 % et Tokyo perd à nouveau 2,56 %.

Le rebond le plus impressionnant est venu de Paris. Après trois mois de hausse à train d'enfer et une progression de plus de 30 %, le marché

français des actions avait éprouvé le besoin de marquer une pause. Depuis son dernier pic, le 7 avril, le CAC 40 avait reperdu en trois semaines 7,5 %. Une « consolidation » jugée salutaire et nécessaire par les analystes mais qui a été balayée par l'euphorie de la fin de semaine. Les débuts de l'euro s'effectuent dans un environnement très favorable. Les statistiques économiques publiées cette semaine confirment que l'activité se trouve sur une pente ascendante. Les permis de construire et les mises en chantier en France au premier trimestre ont respectivement progressé de 9,7 % et de 9,2 % et surtout la baisse du chômage en mars (-1,2 %) a permis de faire repasser le nombre de demandeurs d'emploi sous la barre symbolique des trois millions. Confirment l'embellie des six derniers mois (-4,4 %), le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 36 600 par rapport à février, ce qui porte leur nombre total

à 2 989 800, le chiffre le plus faible depuis novembre 1995.

Autre bonne nouvelle : les entreprises semblent parties pour confirmer cette année les performances réalisées en 1997. Au premier trimestre, les chiffres d'affaires de nombreux groupes français de premier plan ont nettement augmenté : celui de Vallourec a presque doublé, celui de Peugeot est en hausse de 24,4 %. De plus, selon certains analystes, le marché sous-estime encore l'impact de la reprise européenne et de la monnaie unique sur les performances de nombreuses sociétés. Le CAC 40 pourrait ainsi grimper jusqu'à 4 300 points d'ici douze mois, si le dollar ne recule pas de plus de 5 % par rapport à ses niveaux actuels (6 francs).

Le sentiment est tout aussi favorable à Francfort. « Les perspectives restent très prometteuses à moyen terme », explique la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire, ci-

tant entre autres la hausse attendue des bénéfices des entreprises allemandes cette année (+22 %) et l'année prochaine (plus de 10 %). La banque juge raisonnable d'espérer voir le DAX atteindre les 5 400 points dans les prochains mois.

### Wall Street époustoufflée

L'atmosphère était d'autant plus à l'optimisme en fin de semaine que non seulement la croissance de l'économie américaine semble, un peu à la surprise générale, toujours aussi vigoureuse, mais que surtout l'inflation outre-Atlantique reste sous contrôle. Cela explique pourquoi Wall Street continue à faire preuve d'une solidité impressionnante.

Rien, pas même la crise asiatique et les mauvais résultats du commerce extérieur, ne semblent pouvoir altérer les performances époustoufflantes de l'économie américaine qui a poursuivi sa forte

croissance au premier trimestre sans aucun signe de surchauffe. Le PIB a progressé de 4,2 % en rythme annuel au premier trimestre après un gain de 3,7 % au quatrième trimestre 1997, selon l'estimation préliminaire du gouvernement américain annoncée jeudi. Les analystes prévoient généralement 3,3 %. Cette nouvelle montée en puissance s'est accompagnée d'une hausse de seulement 0,9 % de l'indice de prix. Cette hausse est tout simplement la plus faible depuis le troisième trimestre de l'année 1963 ! Dans ces conditions, le scénario d'une prochaine remontée de ses taux par la Réserve fédérale américaine semble aujourd'hui beaucoup moins vraisemblable qu'il y a une semaine. D'autant plus que l'indice des coûts salariaux pour ce premier trimestre 1998, lui aussi publié jeudi, n'a progressé que de 0,7 %.

Des chiffres salués par le président Bill Clinton, qui s'est dit jeudi « encouragé » par la santé fonda-

mentale de l'économie américaine, espérant que la solidité de la croissance sans inflation éviterait « de grands écarts » sur les marchés financiers. Le président a expliqué l'enthousiasme des investisseurs pour les valeurs américaines par deux facteurs : les Etats-Unis ont « une économie très productive », sans inflation, tirée par la demande et les investissements des entreprises, a-t-il dit, et la crise en Asie « a créé une attraction [aux Etats-Unis] pour les capitaux qui normalement seraient allés ailleurs ».

Contrastant depuis des années avec l'euphorie américaine, Tokyo reste plus que jamais « l'homme malade » des places boursières. L'indice Nikkei a encore perdu 2,56 % cette semaine, victime d'un scénario immuable, celui de la déception après l'annonce d'un enlèvement plan gouvernemental de relance de l'économie japonaise.

Eric Leser

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 XETRA
↓ -2,56%	↑ +0,91%	↑ +2,58%	↑ +2,50%	↑ +1,88%
15 601,10 points	8 147,07 points	3 880,92 points	6 010,30 points	5 241,23 points

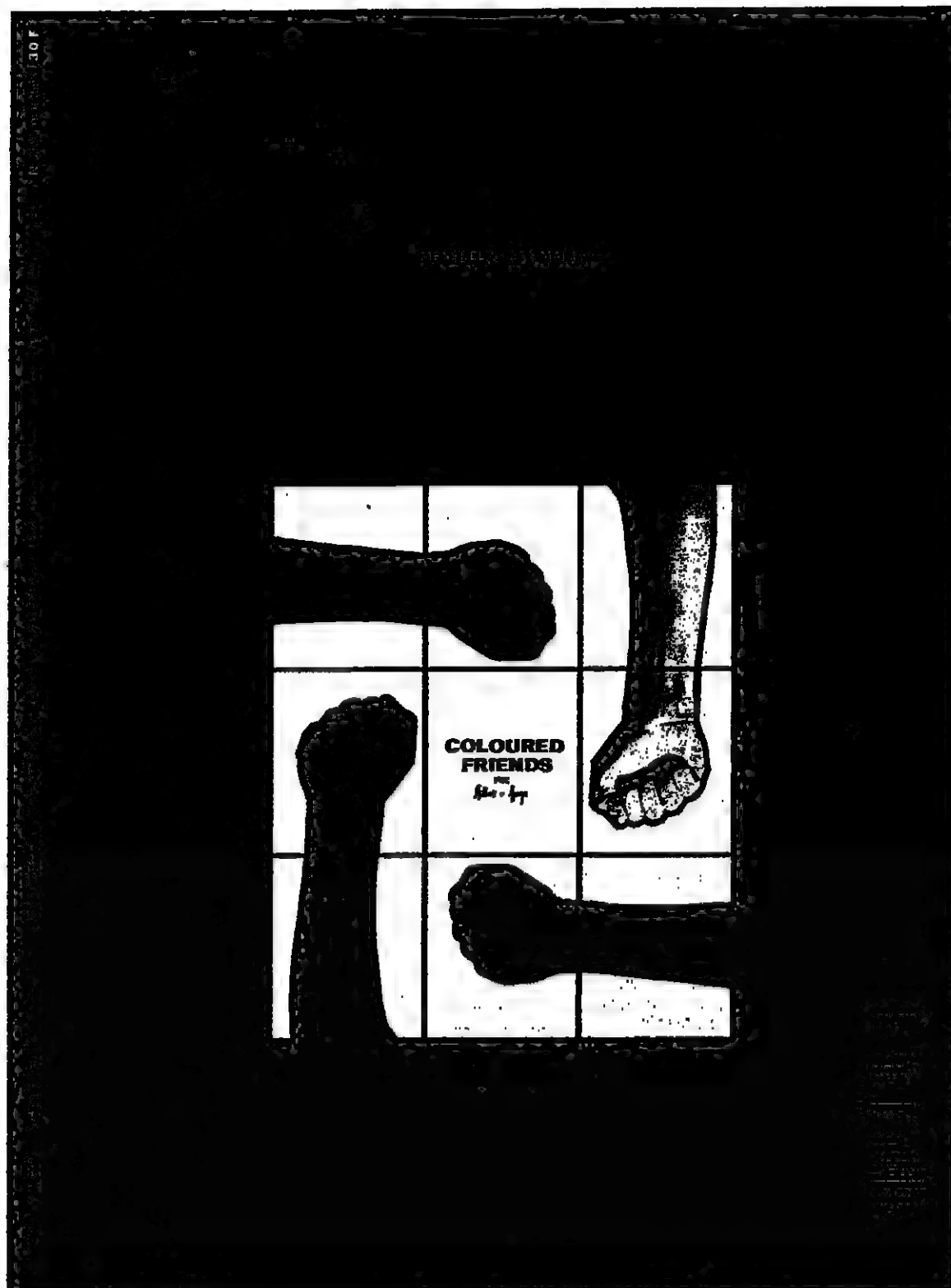
Retrouvez  
nos offres d'emploi

3615 LEMONDE



# Daniel Cohn-Bendit

rédacteur en chef invité !



## UN MENSUEL ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ



Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : littérature, religion, autorité, corps, spectacle, professeur, ville, famille, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

arte

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le mercredi 20 mai à 18 heures  
à la Fnac Saint-Lazare sur le thème : « Peut-on se passer de l'autorité ? »

## PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex  
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

**1 AN, 11 NUMÉROS**  
**249 F**  
au lieu de 330 F  
**SOIT 24 % DE RÉDUCTION**

- ☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

- ☐ je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- ☐ je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

801 ME002

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :  Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.



55:20 من الزمان

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998

**SPORTS** Aux championnats d'Europe de gymnastique, à Saint-Petersbourg, les représentants russes devaient tenter de racheter la mauvaise performance des garçons, do-

minés chez eux, le 26 avril. **BAT- TUES PAR LES ROUMAINES**, lors du concours général par équipes, ven- dredi 1<sup>er</sup> mai, les élèves de Leonid Arkaiev ont failli à leur mission.

**LES FRANÇAISES**, décevantes en saut, ont pris la quatrième place après avoir espéré la médaille d'argent. **LE CONCOURS GÉNÉRAL INDIVIDUEL** et les finales par appa-

reils, samedi 2 et dimanche 3 mai, devaient donner l'occasion d'un nouveau duel entre Russes et Rou- maines. Mais les Tricolores - Ludi- vine Furnon, Isabelle Severino, Cé-

cile Canqueteau et Elvire Teza - étaient confiantes. **UNE SEMAINE AUPARAVANT**, l'équipe de France masculine avait obtenu sept mé- dailles dont six d'or.

## La gymnastique russe ne tolère pas la chute de ses champions

Après les mauvais résultats européens des garçons, c'est au tour des filles de défendre l'honneur de l'école russe dans la compétition continentale. Leonid Arkaiev, entraîneur national, supporterait mal un nouvel échec des siens et de ses méthodes martiales

**C'EST MAUVAIS.** Anna Lovailo- va pleure, renifle, pleure ses maniques avec rage. Il y a des jours comme ça. Des jours où l'entraînement est un calvaire qu'il faut pourtant mener à son terme. Les barres asymé- triques semblent soudain trop hautes ou trop rapprochées, trop glissantes ou pas assez. Mais avant les championnats d'Europe féminins (qui s'achèvent le 3 mai), la jeune fille de quinze ans, qui concourait chez les juniors, n'a pas le droit d'hésiter, de renoncer.

Et puis, il y a la voix qui écla- bousses chaque coin de la salle « *Ania, Ania, Ania !* », cette voix de chef de chœur qui accueille l'échec avec sévérité, les pleurs avec indifférence, la réussite, enfin, avec le sentiment atone du devoir accom- pli.

Avant d'être des humains, les élèves de Leonid Arkaiev sont des outils sportifs à fort potentiel. En vingt-cinq ans de modélage de champions, l'homme n'a cultivé qu'une seule obsession : les mé- dailles, olympiques de préférence. Le rendez-vous européen, même

organisé à Saint-Petersbourg, n'est qu'une moisson de plus dans une longue récolte. Les yeux malade- ment bleus, le visage rougeâtre aux traits taillés au silex et le ventre en pleine expansion, Leonid Arkaiev est aussi attendrissant qu'un véhi- cule blindé. Il tient et revendique le rôle de grand ordonnateur de la gymnastique russe : « Combien de médailles ont remporté mes ath- lètes ? J'ai arrêté de compter. Plus de cent, je pense. »

### POLYVALENCE ET EXIGENCE

Président de la Fédération russe, entraîneur national des équipes masculine et féminine, et directeur du centre d'entraînement de Kruglovo Ozerlo (le lac Rond), il main- tient l'activité de sa chaîne de pro- duction et dévoile avec plaisir ses deux secrets : polyvalence des gym- nastes entre les différents appareils, entraînement aussi exigeant que la compétition. Il repère les pousses prometteuses dans des compé- titions nationales ou bien les devine parmi ceux que les entraîneurs lo- caux conduisent dans son centre.

Le lac Rond est une ancienne base sportive soviétique, au- jourd'hui dédiée à la gymnastique et à la natation. A 45 km de « Mos- cou-la-déclurée », le centre observe une discipline militaire et cultive le sens du sacrifice. Le décor ? Des blocs de ciment posés au milieu de la forêt, accessibles par des chemins défoncés et hostiles. Trois entraîne- ments par jour, cinq jours par se- maine, deux « seulement » le jeudi et relâche le dimanche. « On peut alors se promener dans la forêt, écouter de la musique, apprendre l'anglais », énumère Anna Lovailo- va sans grande conviction. Elle avoue parfois s'ennuyer mais s'ac- croche à une marche, la plus haute, celle du podium qu'elle rêve de conquérir. Déjà Leonid Arkaiev lui témoigne plus d'intérêt qu'à Svetla- na Khorkina, sa « vieille » compa- triote de 19 ans, championne du monde au concours général en 1997 à Lausanne (Le Monde du 5 sep- tembre 1997). « Ania », c'est l'ave- nir.

Les critiques sur la « jeunesse sa- crifiée » des jeunes athlètes, ignorés

dès qu'ils produisent moins de ré- sultats, ne suscitent que hausse- ments d'épaule chez leurs entraî- neurs. Nadijda Maslennikova, par exemple, s'occupe d'Elena Zamo- lodchikova, junior prometteuse. « Chacun choisit sa jeunesse, af- firme-t-elle avec assurance. Et puis c'est quoi, la jeunesse en général ? Aller au cinéma, manger des glaces et jouer à la poupée ? Elena a ses propres souvenirs, elle a déjà vécu tellement de choses pour une fille de quinze ans. »

### AVEC LE MÊME ENTRAÎNEMENT

Une douzaine de garçons et de filles, divisés en groupes de niveau, passent 200 jours par an au centre, à faire l'aller-retour entre leur chambre sans âme et les salles d'en- traînement. Les plus jeunes sont âgés de 11 ans. Fait exceptionnel : tous sont en permanence suivis par leur entraîneur « historique », celui qui les a pris en charge depuis leurs débuts. « A l'époque soviétique, on était parfois battu par les japonais parce qu'un sportif russe qui arrivait en équipe nationale travaillait avec

de nouveaux entraîneurs, affirme Leonid Arkaiev. Or, il faut toujours garder le même pour progresser. »

Il parle en termes d'efficacité et non de liens sentimentaux. Les sen- timents ne font pas graver les manches des podiums. « Une seule chose m'intéresse : préserver le niveau de la gym russe », juge Vladimir Koltchikov, l'ancien entraîneur de Dimitri Karbenko, le leader de la gymnastique française depuis sa naturalisation le 22 août 1996 et ses récents succès lors des champion- nats d'Europe (Le Monde du 28 avril).

Epris d'une Française, Dimitri Karbenko a décidé, comme tant d'autres, de quitter son pays l'an- née des Jeux olympiques d'Atlanta (Le Monde daté 27-28 avril 1997). Son entraîneur aussi a fini par quiter le centre de Kruglovo Ozerlo, mais pas de son propre gré : « Ar- kaiev est venu me voir début dé- cembre 1997. Il m'a juste dit que je ne travaillerais plus ici. Bon... Ça ar- rive partout. Regardez comme le pre- mier ministre Tchernomyrdine a été renvoyé. »

Après trente ans dans le milieu de la gymnastique, l'ancien « édu- cateur » de Dimitri Karbenko porte aujourd'hui un regard lucide sur son évolution en Russie : « Tout s'est écroulé. Avant, les ath- lètes poussaient partout. Mainte- nant, les entraîneurs et les meilleurs gymnastes sont partis à l'étranger. »

L'argent. Les billets qui manquent pour préserver le sys- tème de sélection. Les billets qui attirent les meilleurs Russes vers la France ou l'Allemagne. Les billets qui, pourtant, à en croire le dis- cours publicitaire de Leonid Ar- kaiev, alourdissent aujourd'hui les poches de ses protégés.

Pour cet homme dur, soldat d'une cause sportive qui justifie beaucoup de choses, les cham- pions sont des créations, ses créa- tions. Et lorsque ces créatures mettent en cause l'autorité du maître, se rebellent et le quittent, il les considère avec mépris. A ses yeux, si froids, c'est le juste prix de la trahison.

Damien Violette

## Les Françaises manquent le podium, les Russes perdent le titre

**LES FRANÇAISES** ne sont pas parvenues à monter sur le podium du concours par équipes des championnats d'Europe féminins de gymnastique artistique, vendredi 1<sup>er</sup> mai, à Saint-Petersbourg (Russie). Classées quatrièmes avec 112,77 points, elles ont été devancées par la Roumaine (115,939 pts), la Russe (112,720 pts) et l'Ukraine (112,632 pts). Elles ont néanmoins progressé d'une place par rapport aux champion- nats de Copenhague (Danemark), en 1996, et au- raient pu faire beaucoup mieux sans des mauvaises notes au saut de cheval.

Cette performance est la meilleure réalisée collectivement par les filles lors d'une grande compétition internationale, situant pourtant l'équipe de France au même niveau qu'aux championnats du monde de Lausanne (Suisse), en 1997 : elle avait pris la cinquième place, mais avait terminé quatrième des européennes. En deuxième position jusqu'au passage au dernier appareil, les tricolores ont dû à un mauvais ré-

sultat d'ensemble au saut de cheval de voir échapper la médaille d'argent.

Soumise alors à une forte pression, née de l'obligation de faire aussi bien que les garçons la semaine précédente, Isabelle Severino récolta un 9,087, Elvire Teza un 8,950 et Magalie Ruffato, dont ce fut la seule apparition, un 8,931. Individuellement, Elvire Teza a obtenu le cinquième total, avec 37,749 points, derrière l'étonnante haïtienne d'à peine plus de 19 ans, Martina Bre- mui, 37,792 et loin de la Roumaine Simona Amanar, créditée du meilleur résultat avec 38,823 points.

### QUATRE EN FINALES D'APPAREILS

« Les filles sont sereines. dommage que les Jeux olympiques ne se déroulent pas cette année », re- grettait avant l'épreuve le directeur technique national, Jean-Claude Jacquotin. « On y a cru », a confié Josette Roux, chef de la délégation fran- çaise.

Une conviction qui n'était visiblement pas partagée par tout le monde. « On est trop faible en saut », remarquait un des cadres de l'équipe. Si les Françaises regardaient s'éloigner la deuxième place avec amertume, les Russes la récupéraient avec tristesse. La victoire roumaine à Saint-Petersbourg était un nouveau camouflet, une se- maine après la déconvenue des garçons, battus par les Français.

Quoi qu'il en soit, Isabelle Severino, qualifiée à la onzième place avec 37,148 points, devait parti- ciper au concours général individuel, qui réunira les vingt-quatre meilleures, avec une limite de deux par pays, samedi 2 mai. Ludvine Furnon, qui n'est passée qu'à la poutre (9,487) et au sol (9,725), laissant sa place à Céline Canqueteau aux barres asymétriques (9,237), participera aux fi- nales à ces deux appareils, dimanche 3 mai. El- vire Teza, pour sa part, a gagné le droit de s'ail- lonner aux barres asymétriques (9,712) et à la poutre (9,612).

## Désormais, Paris-Saint-Germain compte vraiment sur ses jeunes

**AVANT LA FINALE** de la Coupe de France face au Racing Club de Lens, samedi 2 mai, au Stade de France de Saint-Denis, les footbal- leurs du Paris-Saint-Germain an- ront disputé une rencontre

tout aussi im- portante pour l'avenir du club, mais moins connue du public des supporters : la finale de la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Étonnamment, l'équipe phare de la région parisienne, cet inépui- sable vivier de joueurs, n'a rem- porté qu'une fois ce titre. Cette carence dans le palmarès est éva- catrice des lacunes de la politique de formation. Mais, aujourd'hui, le pensionnaire le plus riche de la première division, un peu con- traint, s'intéresse de plus près à son école de football.

Pour 300 briques, c'est plus rien. On presque. Après Michel Deni- soot, Charles Biétry, le futur pré- sident-délégué du Paris-SG, se trouve confronté à l'infatigable du football. Avec son chèqueur pour- tant fourni, l'homme ne peut flamber sur le marché des trans- ferts. Le foot-business est une partie de poker où la mise néces- saire pour s'asseoir à la table prin-

cipale frôle aujourd'hui les 500 millions de francs. Relégué de facto en deuxième division dans le championnat économique euro- péen, le club parisien s'est donc souvent qu'il avait un centre de formation.

Cette saison, l'arrivée en équipe première d'Edouard Cissé, 20 ans, et de Pierre Ducrocq, 21 ans, a pal- lié les défaillances de recrues au rapport qualité-prix désastreux. Les deux joueurs ont intégré le groupe professionnel après Didier Domi, 20 ans, Vincent Fernandez et Jérôme Leroy, 23 ans tous les deux, apparus la saison dernière.

### CUISANTS RATAGÉS

La plupart sont de la région, Pierre Ducrocq de Pontoise (Val-d'Oise), Vincent Fernandez de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Didier Domi de Sarcelles (Val-d'Oise). Tous ont fait tout ou partie de leurs classes au club.

Bien sûr, ces noms-là ne claquent pas - ou pas encore - dans l'imaginaire. Mais ceux de David Trezeguet ou Nicolas Anel- ka n'avaient pas plus de résonance quand ils circulaient au camp des Loges, le centre d'entraînement des Parisiens. Celui de Thierry Henry, gamin des Ulis (Essonne), ne parvint même pas jusque-là. Ces trois joueurs, qui explosent à l'orée de leurs 20 ans, sont autant de cuisants ratagés pour les diri- geants franciliens. Ces derniers ont été incapables de repérer leur talent ou de le payer à sa juste va- leur. Thierry Henry échappa à la détection. David Trezeguet fut ju- gé trop cher. Nicolas Anelka se vit négocier une place de titulaire et un solide contrat, qui auraient évi- té qu'il s'expatrie en Angleterre.

Les responsables parisiens ont appris la leçon. Si un joueur se ré-

véle, il lui font signer aussitôt une clause financière le liant au club pour quatre ans. Trois des jeunes de l'équipe Gambardella alignée samedi au Stade de France sont ainsi déjà pourvus d'un contrat sonnant et réverbérant, avant même d'avoir fait leurs preuves dans l'effectif professionnel. « Les managers s'intéressent de plus en plus tôt aux jeunes joueurs, dès l'âge de 15 ans, regrette Pierre Man- kowski, responsable de la forma- tion depuis le début de l'année. Ils sont interdits de séjour au centre de formation. Mais nous devons sur-veiller en permanence qu'ils n'es- sayent pas de rentrer et fassent dé- raper les jeunes dans leur tête. »

Au-delà de ces mesures incita- tives et coercitives, le PSG a consi- dérablement relancé ces deux der- nières années une formation qui végétait depuis sa mise en place, en 1974. De nouveaux bâtiments sont sortis de terre à la fin de 1996. La détection a également été ren- forcée en région parisienne, via des accords techniques avec des clubs locaux. Un réseau s'est tissé en Amérique latine et en Afrique. La filière a été réorganisée.

### UN PRO PAR AN

Le jeu de piste qui peut mener à l'élite part de Verneuil-sur-Seine (Yvelines) pour les moins de 15 ans, passe par le centre de for- mation de Saint-Germain-en- Laye, se poursuit éventuellement à Laval ou Châteaufort (clubs as- sociés) avant de s'achever au Parc des Princes. Beaucoup ne vont pas au bout. Ils sont actuellement une cinquantaine de jeunes en for- mation à Paris, et l'objectif est de « sortir » un nouveau pro chaque année.

Ce travail de fond est bien loin de l'image de strass et de paillettes

que véhicule le club de Canal Plus. Qu'il semble éculé le slogan ta- peur : « PSG, fais-nous rêver ! » Mais des clubs parmi les plus pres- tigeux, comme le Milan AC, ont également pris le parti de ne pas négliger plus longtemps une for- mation qui fut longtemps leur force. Pierre Mankowski sait per- tinement que « le PSG a besoin de vedettes dans son effectif ». Alors, pourquoi ne pas essayer de les faire soi-même ?

Benoît Hopquin

## GP de Francfort : Fabio Baldato

couronné, Jan Ullrich ranimé

**L'ITALIEN** Fabio Baldato (Riso Scotti) s'est imposé, vendredi 1<sup>er</sup> mai, dans le Grand Prix de Francfort cycliste. Baldato, 29 ans, a devancé le champion du Danemark, Nicolay Bo Larsen (TVM), et l'italien Stefano Garzelli (Mercatone Uno-Bianchi), au terme des 206 kilomètres d'une course très disputée, huit coureurs se dispu- tant la victoire, sept secondes devant le premier peloton. Le vainqueur du Tour de France 1997, l'Allemand Jan Ullrich (Tele- kom), acclamé tout au long de cette 37<sup>e</sup> édition par plus de 1 mil- lion de spectateurs, s'est déclaré satisfait de sa performance (49<sup>e</sup> au sein du peloton). « Ma forme n'est pas encore suffisante pour gagner mais je suis content. Je suis sur la bonne voie pour le Tour de France », a-t-il commenté. (AFR)

### DÉPÊCHES

**FOOTBALL** : La Lazio Rome a remporté la Coupe d'Italie, battant le Milan AC (3-1) lors de la finale retour disputée devant 70 000 tifosi au Stade olympique de Rome, mercredi 29 avril. Le Milan AC avait gagné le match aller (1-0). Par ailleurs, l'offre d'ac- tions du club romain, le premier en Italie à être coté en Bourse, mardi 5 mai, a rencontré un grand succès avec une demande de la part des petits porteurs ayant dépassé de dix fois le nombre de titres disponibles (fixé à 20 millions). Les titres étaient mis en vente à 5 900 francs (environ 20 francs).

**Le FC Barcelone**, après avoir remporté le championnat, s'est adjugé la Coupe d'Espagne, battant en finale Majorque à l'issue de l'épreuve des tirs au but (1-1) après prolongations, 5 tirs au but à 4), mercredi 29 avril, à Valence. (AFP)

**L'entraîneur du FC Lorient**, Christian Gourcuff, sollicité par Paris Saint-Germain pour succéder à Ricardo, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> mai, qu'il restait fidèle au club breton, qui vient d'accéder à la première division. « Partir aurait été pour moi un crève-cœur. Cette saison, il y a eu des moments très forts avec les joueurs. On ne peut pas gommer ça du jour au lendemain », a-t-il expliqué.

**VOILE** : « Fermé-de-Magné », l'un des 24 bateaux engagés dans la course transatlantique Lorient-Saint-Barthélemy, bar- ré par Alexandre Péraud et William Kostyra, a été contraint de faire demi-tour vers Madère, vendredi 1<sup>er</sup> mai, en raison d'un dématage.

## AUX DÉFIS SOCIÉTÉ

Le Paris-Saint-Germain a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

## LEMENT

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.

Le PSG a remporté la Coupe Gambardella (moins de 20 ans), qui les oppose- ra à l'Association sportive de Saint-Etienne. La plus belle compétition de jeunes du calen- drier français a souvent été le tremplin pour de nouveaux ta- lents. La victoire du PSG dans cette épreuve, en 1991, avait inau- guré de belles années sportives. Les couleurs parisiennes brillent cette saison en haut de tableau dans le challenge du meilleur club de jeunes.



## La Hyundai Atos, première voiture coréenne pour la ville

Une citadine qui marque un progrès certain mais n'est pas exempte de quelques lacunes

DANS SON PAYS d'origine, la Corée du Sud, la petite Hyundai Atos n'a pas tardé à devenir numéro un des ventes. Dans une région du monde durement secouée par la crise monétaire, et où le marché automobile a chuté de près de 50 % au premier trimestre, elle arrive au bon moment. Les Coréens, traditionnellement attachés à des modèles plus encombrants, quoique modestement motorisés, entrent à leur tour dans l'ère de la voiture économique et compacte, à vocation urbaine.

En Europe, l'Atos ne nourrit pas les mêmes ambitions. Avec une part de marché de 0,9 % en France, les constructeurs coréens n'ont jamais réellement percé avec leurs

autos bon marché, dont la qualité a été, certes, améliorée, mais qui restent pénalisées par leur conception un peu datée, voire, sur certaines versions, franchement dépassée. Pourtant, l'Atos se démarque d'une telle définition. Elle constitue une louable tentative d'adaptation aux exigences des consommateurs du Vieux Continent.

Cette citadine haute sur roues est le premier véritable petit modèle de la gamme Hyundai. Plutôt courte (3,49 mètres), elle est aussi relativement haute (1,61 mètre, 19 centimètres de plus que la Twingo) et s'inscrit dans la lignée de cette nouvelle catégorie de petites voitures japonaises carrées et étroites - dont l'étonnant Wagon R de Suzuki (*Le Monde* daté 15-16 février) - qui tentent leur chance en Europe après avoir fait leurs preuves en Asie. L'automne prochain, la Daewoo Matiz, une autre coréenne, jouera une carte similaire.

Ces proportions permettent d'offrir un excellent rapport encombrement-habitabilité. Grâce à son empattement très important, la petite Hyundai - dont les roues sont nichées aux quatre coins de la carrosserie avec un porte-à-faux pratiquement nul à l'arrière - est une quatre-portes, contrairement à la plupart de ses concurrentes. L'accessibilité et la capacité d'accueil aux places arrière sont tout à fait correctes, alors que le volume intérieur est généreux. Les grands gabarits apprécieront la hauteur sous pavillon.

Cette architecture exerce inévitablement de très fortes contraintes sur le style. En clair, l'allure générale de ce genre de petite voiture haute et étroite (la Twingo et la Ford Ka

sont plus larges de 14 centimètres) est telle qu'il est bien difficile de l'habiller d'une carrosserie aux lignes harmonieuses. Confrontés à un cahier des charges inédit, les designers coréens du centre de Pusan ont fait de leur mieux. La face avant, avec ses phares écarquillés autour de la calandre, est sympathique, mais l'arrière est sans doute moins convaincant. Les feux logés en haut des montants - usage très à la mode, ces temps-ci -

L'habitacle témoigne lui aussi du souci de se hisser au niveau des standards européens. Malgré une largeur aux coudes un peu comptée, la position de conduite n'est pas désagréable, avec un grand volant placé haut, dans un axe très vertical, et le pare-brise panoramique apporte une grande clarté.

L'instrumentation est complète (un témoin reste allumé tant que le conducteur n'a pas bouclé sa cein-

Dans une région du monde secouée par la crise monétaire, les Coréens entrent à leur tour dans l'ère de la voiture économique et compacte, à vocation urbaine.

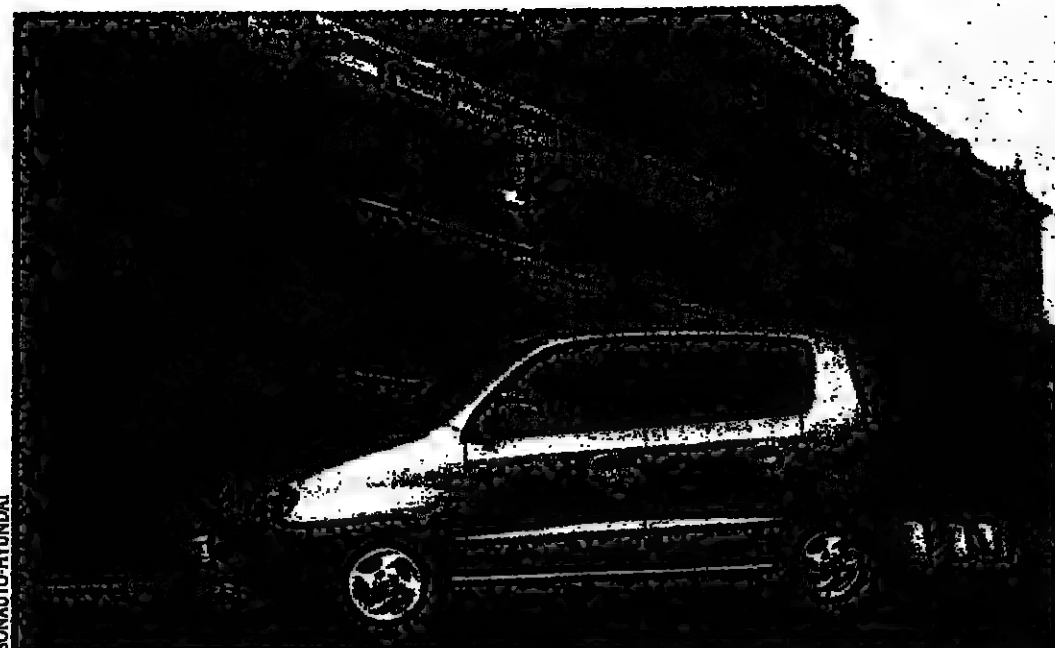
ture de sécurité), l'équipement correct, mais la finition comme l'isolation acoustique, quoique en progrès, restent en deçà des prestations de la concurrence. La bonne surprise vient du petit moteur de 1 000 cc. Valeureux, ses quatre cylindres qui développent 55 chevaux, surprennent par leur aptitude sur route et autoroute, où ils font preuve d'un souffle qu'on ne soup-

connaît pas. Dommage que l'Atos soit un peu gourmande; le constructeur annonce une consommation de 8 litres aux 100 kilomètres en ville et de 6,3 litres en cycle mixte.

La nouvelle Hyundai marque un progrès, mais pas une révolution. Du passé, elle n'a pas encore fait table rase, et rompu avec les imperfections inhérentes aux voitures coréennes. L'Atos souffre d'une série de petites lacunes. On citera pêle-mêle sa tendance à légèrement dévier de sa trajectoire lors des freinages, le manque de précision de la direction, ou l'excessive fermeté de ses suspensions. Or, sur un marché des petites voitures où les tarifs évoluent entre 45 000 et 60 000 francs, l'Atos (à partir de 49 900 francs) ne peut guère jouer sur son avantage prix. Celui-ci se trouve ici réduit, voire nul, face à des rivaux toujours plus nombreuses: la Twingo, la Ka, mais aussi les vénérables Citroën AX et Fiat Panda, les japonaises ou les nouvelles Seat Arosa, Fiat Seicento et, bientôt, Volkswagen Lupo.

Jean-Michel Normand

★ Hyundai Atos (5 CV fiscaux): de 49 900 à 69 900 francs



La Hyundai Atos, à partir de 49 900 francs.

### DÉPÊCHES

■ FÊTE. La 2 CV Citroën fêtera ses cinquante ans du 21 au 24 mai à Saint-Quentin-en-Yvelines, à l'occasion de la 6<sup>e</sup> Rencontre nationale des amoureux de cette voiture mythique. Un défilé des 2 CV les plus originales, un concours d'élégance, une bourse d'échanges et divers spectacles sont prévus. Renseignements au 01-40-21-76-76.

■ PNEUMATIQUES. A l'occasion du lancement de son nouveau « pneu vert » P 3000 Energy, destiné aux véhicules de petite et moyenne cylindrée, le manufacturier italien Pirelli propose une « garantie de satisfaction ». Celle-ci permet au client de revenir sur son choix dans un délai de trente jours, la marque livrant alors d'autres pneumatiques.

■ FORD. Les séries limitées « Nordic », comprenant la climatisation ainsi qu'un équipement complet, sont de retour chez Ford. Elles concernent la Ka (à partir de 63 900 francs), l'Escort (86 600 francs) et la Mondeo (112 900 francs).

■ GUIDE. Le Guide 1998-1999 de l'autoroute, comprenant notamment une sélection de 1 500 restaurants et hôtels situés à proximité immédiate des sorties, un hif-parade des installations des aires de repos et un inventaire de 700 sites touristiques, vient de paraître aux éditions Michel Hagege. Prix: 79 francs.

■ ENVIRONNEMENT. Le constructeur canadien Bombardier lance en France une petite voiture électrique, la NEV, dérivée des véhicules utilisés sur les terrains de golf. La NEV, qui sera commercialisée autour de 75 000 francs, est une deux-places animée par un moteur de 4 kW dont l'autonomie est de 50 kilomètres environ.

■ HANDISPORT. Les 130 concessionnaires BMW participent à l'opération « Un million de kilomètres pour une passion ». Pour chaque essai d'une BMW, la marque versera 0,40 franc par kilomètre parcouru au profit de Handisport basket ball.

■ UTILITAIRES. La marque coréenne Kia commercialise le Pregio, un fourgon pouvant transporter 1 360 kilos de charge utile et animé par un moteur Diesel de 2,7 litres. Prix: à partir de 82 900 francs hors taxes.

### Le Satellite, un gros monospace bon marché

Parallèlement au lancement de l'Atos, Hyundai enrichit sa gamme avec un gros monospace, le Satellite. De dimensions respectables (4,69 mètres de longueur, 1,88 mètre en hauteur), il joue la carte de la famille bon marché (116 500 francs en version essence et à partir de 126 500 francs en version diesel) et assez dépouillée, mais capable d'accueillir sept personnes en version standard.

Dérivé d'un véhicule utilitaire, le Satellite cherche à représenter une alternative face à des modèles plus prestigieux (Renault Espace, Peugeot 806, Ford Galaxy, Volkswagen Sharan) mais fort chers. Son défaut principal: ses moteurs manquent cruellement de punch.



Cette semaine :

### SPÉCIAL EURO

L'Europe consacre cette semaine tout son numéro à l'euro, et même à sa face cachée: l'argent noir. Que va devenir, avec l'euro, l'économie clandestine qui représente près d'un sixième des richesses de l'union ?

### Les enfants en danger :

Violences sexuelles, travail des mineurs, maltraitements domestiques. Quelles solutions ?

### Et aussi :

Les Européens et la lecture.

Bruxelles, capitale de toutes les combines.

Le télé-achat embaie les européens.

L'Européen c'est VOUS.

Nouveau, chaque mercredi. 15F.

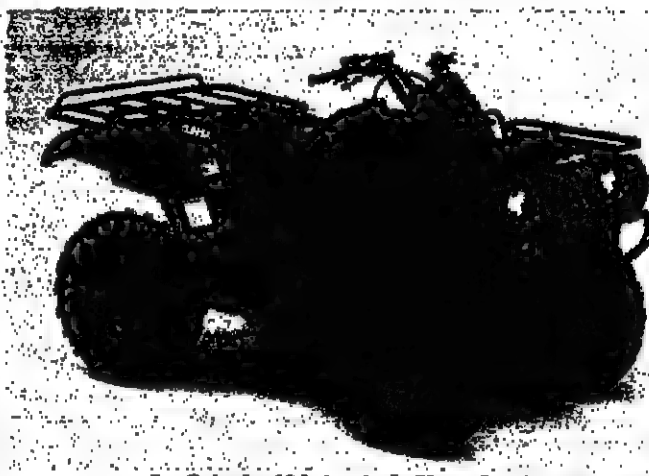
## Le succès d'un drôle d'engin, le quad

ILS SONT de moins en moins marginaux - 4 500 acheteurs en 1997, probablement 6 000 cette année -, mais toujours aussi discrets. Qui sont donc les amateurs de quads, ces machines qu'il ne faudrait surtout pas réduire à leur apparence de motos à quatre roues ? Engin non immatriculé, le quad ne s'aventure pas sur route. Voilà qui, évidemment, ne contribue pas à sa visibilité sociale.

Mais cela n'explique pas tout. « On sait que près de la moitié sont des utilisateurs professionnels, mais on ne cerne pas très bien le profil des particuliers qui pratiquent le quad », admet Bruno Melchior, responsable de cette activité chez Yamaha-France, qui assure la moitié des ventes. Ils ne viennent pas du monde motorisé et n'aiment pas attirer l'attention. Ce ne sont pas des passionnés, mais leur nombre ne cesse d'augmenter.

### TRAPU COMME UN BOULEDOGUE

Chevaucher un quadricycle sur l'un de ces petits circuits qui fleurissent en été autour des sites touristiques ne donne qu'une idée très partielle de cette machine. Assis sur ses gros pneus, il s'accroche parfaitement au terrain et, sur piste, sa conduite glisse facilement vers l'acrobatie, car il est très pataud en virage. Amusant cinq minutes, pas davantage. Le quad préfère s'ébattre dans les sous-bois et les collines. Trapu comme un bouledogue, moins sautillant qu'une moto tout-terrain mais infiniment plus stable et nécessitant un entretien minimum, il peut affronter les dévers, les fossés et se jouer des chausse-trappes des chemins creux. Ses pneus surdimensionnés, à larges stries et à basse pression ne causent guère de dégâts sur les sols fragiles, contrairement à un deux-roues de cross mal utilisé. Volontiers comparé à un valet de ferme, il est couramment sollicité par le monde agricole, pour les épandages d'engrais et la surveillance des cultures ou des troupeaux (moins bucolique, une grande surface s'est récemment dotée d'un quad pour veiller sur son cheptel de chèvres à roulettes), l'entretien des vignes, voire des terrains de golf. Facile à manier et sollicitant le buste beaucoup plus que les jambes, le quad est aussi utilisé pour la rééducation de certaines personnes handicapées. Machine la plus fortement motorisée du marché (un monocylindre quatre temps de 600 cc pour une puissance de 37 chevaux), le nouveau Yamaha Grizzly (55 980 francs) se donne à bon droit des airs de petit 4 x 4 puisqu'on peut l'utiliser en transmission intégrale. Encadrant deux phares ronds, sa fausse calandre striée se situe entre Jeep et Hummer. Le gros ours de Yamaha ressemble à un tracteur qui, ayant rétréci au lavage, serait devenu amusant à conduire.

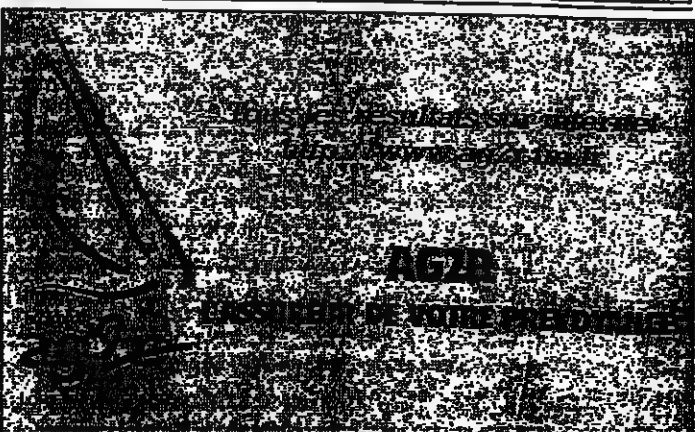


Le Grizzly 600 4 x 4, de Yamaha (55 980 francs).

Tout comme l'exigent ses congénères de moindre cylindrée, il faut s'asseoir le plus en avant possible, bien agripper le guidon (le pouce droit actionne le levier de l'accélérateur) et jouer des coudes. Il ne faut jamais poser le pied au sol et toujours utiliser son corps comme un balancier. Malgré ses 290 kilos, le Grizzly se conduit sans peine grâce à sa boîte de vitesses automatique couplée à une transmission par cardan et glisse de l'arrière-train sans broucher.

La majeure partie des utilisateurs de ce modèle de haut de gamme seront des professionnels. En général, les particuliers se satisfont de modèles de moindre cylindrée. Un 125 cc, sur lequel on peut tenir à deux, se négocie autour de 20 000 francs (compter le double pour un 350 cc). Il est tout à fait suffisant pour les balades campagnardes. Et plus discret que les moteurs deux temps des motos de cross.

J.-M. N.









**NOUVELLE-CALÉDONIE** Le Centre culturel Jean-Marie-Tjibaou devait être officiellement inauguré le 4 mai par le premier ministre Lionel Jospin. ● DÉCÉDÉS dans le cadre des

accords Matignon de 1988, l'élaboration et la construction du plus grand complexe culturel océanien aura nécessité dix ans. Confié à l'architecte italien Renzo Piano - concepteur du

Centre Georges-Pompidou à Paris, ce centre est le dernier des grands chantiers de la présidence de la République et certainement l'une des plus belles réussites architecturales. ● D'UN

COÛT de 320 millions de francs, cet ensemble abrite aussi bien des collections d'une culture millénaire que les créations les plus contemporaines des artistes kanaks, comme celles de leurs

voisins. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, l'anthropologue Alban Bensa rappelle que « cette culture vivante porte le sentiment d'avoir perdu dans son être ».

## Le Centre Jean-Marie-Tjibaou, temple pacifique de la culture kanak

Dix ans de discussions et 320 millions de francs auront été nécessaires à la conception et à la construction près de Nouméa du plus grand complexe culturel océanien. Il sera inauguré le 4 mai par Lionel Jospin

de notre envoyé spécial

Le 4 mai est un anniversaire doublement sinistre pour la communauté kanak de Nouvelle-Calédonie. Ce jour-là, en 1988, a lieu le massacre d'Ouvéa : dix-neuf morts parmi les indépendantistes. Un an plus tard, jour pour jour, Jean-Marie Tjibaou, signataire des accords de Matignon, tombe sous les coups d'un des siens. C'est peut-être pour exorciser le destin que cette date a été choisie pour inaugurer le nouveau centre culturel Jean-Marie-Tjibaou qui se dresse, à la sortie de Nouméa, sur la presqu'île de Tina. L'édifice, conçu par l'architecte Renzo Piano, sera inauguré par Lionel Jospin, venu ici pour paraphraser les accords de Nouméa. En France, on continue de s'interroger sur le prix de ce bâtiment - 320 millions de francs -, son coût de fonctionnement - 30 millions de francs par an - et son rôle dans le paysage de la Grande Terre.

Le projet est né des accords de Matignon, en 1988. Ces derniers prévoient la création d'une Agence de développement de la culture kanak (ADCK). Et cette dernière devait être le maître d'œuvre d'un centre culturel. L'agence n'est pas encore en place au moment de l'assassinat du leader kanak. Du coup, cette idée vague devient une nécessité psychologique. L'agence est créée en novembre 1989 dans la petite ville de Hienghène, dont Tjibaou était le maître. Sa veuve, Marie-Claude, en est la présidente. Elle nomme comme directeur Octave Togna, ancien syndicaliste, fondateur d'une radio libre indépendantiste, Djido, au plus chaud de la lutte du FLNKS.

POSSIBILITÉ POLITIQUE

L'ADCK s'installe à Nouméa, dans les anciens locaux de l'administration du bagne. Encore une idée de Tjibaou qui, contre l'avis de beaucoup des siens, désirait implanter cette agence dans la ville même où les Kanaks n'avaient pas le droit de cité. Ce rêve d'un pôle culturel kanak était le prolongement direct du festival Mélanésia 2000 qu'il organisait en septembre 1975, sur le terrain de Plage 1000, où se trouve aujourd'hui le centre dessiné par Renzo Piano. C'est ici que Jean-Marie Tjibaou est entré en politique, ici qu'il a entrepris la longue marche qui allait déboucher sur les accords de Matignon puis de Nouméa. L'ancien étudiant en ethnologie à l'Ecole pratique des hautes études de Paris - il y rencontra Alban Bensa, jeune ethnologue qui allait avoir un rôle central dans l'élaboration du futur centre - n'envisageait pas une solution politique pour l'île sans une re-



Le visiteur venant de Nouméa ne distingue d'abord, à travers les massifs de pins colonnaires, qu'une sorte de forêt pétrifiée : le sommet des bâtiments du Centre culturel, tendus vers le ciel comme des griffes.

naissance culturelle de son peuple. « Il faut faire reconnaître la part d'universel portée par la culture kanak », disait-il.

Sous la pression du gouvernement Rocard, la ville de Nouméa donne les huit hectares du terrain de Plage 1000 pour la construction du futur centre culturel. Un lieu dont la propriété traditionnelle appartient au clan Djubéa. Mais qu'allait-on mettre dans ce centre ? Fin 1989, l'ADCK fait élaborer un programme. Le résultat est très conventionnel. Ce qui est évoqué ressemble furieusement à une maison de la jennesse et de la culture avec ateliers de musique, de danse, de sculpture, salle de spectacle et médiathèque. Seule originalité : l'idée d'un espace, fermé, réservé exclusivement aux Kanaks.

À Paris, le projet est un dossier politique. On se demande qui, du côté de l'État, va le piloter. L'Elysée tranche : ce sera un chantier présidentiel confié au secrétaire d'État aux grands travaux. Le futur bâtiment fera l'objet d'un concours international d'architecture, sans enveloppe budgétaire de départ. Emile

Biasini, en octobre 1990, lance donc le concours. Une centaine de dossiers sont reçus ; douze sont retenus, dont celui de Renzo Piano qui avait été discrètement incité par l'Elysée à participer à la compétition. L'architecte italien est l'un des rares candidats à se rendre sur place. Venu du Japon où il construisait l'aéroport d'Osaka, il est piloté sur le site par Octave Togna qui, raconte ce dernier, le laisse seul « avec un sandwich et un carnet de croquis ». Renzo Piano ignore tout de l'île et des Kanaks : il avait, pour tout bagage, le petit livre d'Alban Bensa sur la Nouvelle-Calédonie qui venait de paraître chez Gallimard, dans la collection « Découverte ».

L'architecte rencontre l'ethnologue et lui demande de travailler avec lui : « C'est un monde que je ne connais pas, j'ai besoin de vous ». Bensa lui explique les motivations politiques du projet, son aspect symbolique - donner du monde kanak une autre image que celle de la violence. Il lui livre quelques clés sur l'organisation sociale de la tribu, très hiérarchisée, rurale, qui

construit sans pierre ni métaux des édifices éphémères. Il lui parle de la notion de l'espace chez les Kanaks, de leur perception du monde végétal. De ces premières discussions, l'architecte retient quelques idées simples. Il est impossible de faire un centre compact, car l'habitat traditionnel est dispersé. On peut ouvrir, en revanche, une sorte de rue - l'allée traditionnelle - bordée d'une série d'édifices au centre d'une zone très « végétalisée ». Renzo Piano, en revanche, est très embarrassé par l'aire communautaire « tabou » à laquelle l'ADCK tient beaucoup.

Son projet, rendu en mai 1991, est retenu avec ceux de deux autres candidats. Un architecte australien propose un ensemble de maisons coloniales avec colonnades et vérandas : les esquisses de son confrère hawaïen hésitent entre le ranch de cow-boy et le « faré » polynésien. Ce dernier a la faveur d'Octave Togna qui n'aime guère le dessin de Piano : « On dirait des cages à poules posées dans la brousse ». Néanmoins, sur les recommandations de la majorité du jury, Marie-Claude Tjibaou

présente à l'Elysée les trois maquettes avec une mention pour celle de Piano. François Mitterrand ratifie ce choix avec un commentaire ambigu : « Ce sera magnifique sur les toitures de la Nouvelle-Calédonie ».

Fin 1991, la présentation par Renzo Piano de son projet à l'ADCK est accueillie par un silence glacial, en dépit de la présence d'Alban Bensa, compagnon de route des luttes indépendantistes. Les plus opposés sont Marc Conlon, spécialiste de la vie associative, proche du Parti communiste - récemment décédé -, et Jean-Pierre Deteix, syndicaliste chrétien, aujourd'hui secrétaire général de l'ADCK. Les discussions s'enlisent. Heureusement, Renzo Piano, citoyen italien, peut éviter de s'engager sur le terrain dangereux du politique et rester au plus près du bâtiment. Finalement, Bensa obtient du secrétariat aux grands travaux l'autorisation d'élargir la consultation auprès d'un certain nombre de personnalités kanaks. Il obtient notamment le soutien de Marie-Adèle Jorédié, fondatrice de l'Ecole populaire kanak. Après six

mois de débats houleux, une réunion est organisée à Gènes avec les différents partenaires.

Tout est contesté, le choix des matériaux (le bois plutôt que l'acier et le béton) ; la forme des édifices (trop ouverts) qui ne rappellent pas assez la tradition. Piano refuse catégoriquement de faire un « Kanakland ». Il faudra toute la diplomatie de Marie-Claude Tjibaou pour qu'un consensus soit trouvé. L'esplanade d'arrivée est supprimée au profit d'une entrée latérale plus discrète. Les espaces sont redistribués. Les jardins sont élargis.

1992, ANNÉE NOIRE

1992 est une année noire : le centre est toujours dans les limbes, les discussions s'éternisent, le programme est au point mort, Michel Rocard a été remplacé à Matignon par Edith Cresson, qui a d'autres chats à fouetter, Bercy trouve l'addition trop salée - on parle alors de 400 millions. Finalement, Pierre Bérégovoy, au tout début 1993, signera un « bleu » qui engage la dépense, ramenée à 320 millions de francs. La droite s'apprête par ailleurs à revenir au pouvoir, et l'entente du projet n'est pas exclue. En dépit des craintes d'Alban Bensa, Renzo Piano est confiant. En 1993, le nouveau ministre de la culture, Jacques Toubon, confirme le projet, mais, devant le flou du programme, exige une « mission d'évaluation ».

Fort partie de celle-ci Patrick O'Byrne, vieux routier de l'aménagement des espaces culturels, Alban Bensa, Octave Togna, qui s'adjoint Emmanuel Kasarhérou, directeur du musée de Nouméa, et Jean-François de Canchy, qui représente le ministère. Ce dernier s'inquiète de voir pousser ici « une MJC de Gorge-les-Cannes ». Le résultat de la mission est positif. Sans rien renier de la tradition kanak, le centre s'ouvrira désormais sur la modernité et sur la région Pacifique. Un comité international de pilotage est créé pour s'en assurer. Sur l'aire communautaire, maintenant ouverte à tous, on installe trois cases traditionnelles qui symbolisent les trois grandes régions de la Nouvelle-Calédonie. Les autorités coutumières entendent cette ouverture. En 1995, les travaux peuvent commencer. Il faudra trois années pour les mener à bien. Reste l'avenir. « Ici, explique Octave Togna, il faudra concilier le respect de la mémoire avec les émotions contemporaines et les innovations de demain. Il ne doit pas y avoir de rupture entre la parole légitime des anciens, le résultat d'une lutte politique et une ouverture sur le monde. C'est la triple vocation de ce centre ».

E. de R.

### Comité de pilotage

Le comité de pilotage qui conseille l'ADCK pour la mise en place du Centre Tjibaou comprend, outre Octave Togna et Emmanuel Kasarhérou, directeur culturel de l'Institution, Alban Bensa, Roger Boulay, responsable du département d'Océanie au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) de Paris, Sorvi Marepo Eoé, directeur du Musée national de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Christian Kaufmann, responsable du département d'Océanie du Musée d'ethnographie de Bâle, Walès Kotra, directeur de RFO-Nouvelle-Calédonie, Jonathan Mane-Wheoki, professeur à l'université de Canterbury Aotearoa (Nouvelle-Zélande), Jean-Hubert Martin, directeur du MAAO, Raye-Mundine, vice-présidente du Conseil des arts des îles Torres (Australie). Le comité discute la place de l'identité kanak par rapport aux autres cultures du Pacifique et à l'apport européen. Il juge des acquisitions du Fonds d'art contemporain kanak et océanien (Facko), construit sous la direction de l'Australienne Susan Cochran.

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

« J'ai construit un site, pas un bâtiment », répète souvent l'architecte italien Renzo Piano à propos du Centre culturel Jean-Marie-Tjibaou. Rien n'est plus vrai. Il n'a pas tant construit un édifice qu'il investit un lieu avec ses contraintes. La construction épouse les courbes de niveaux du terrain et jaillit littéralement d'une végétation omniprésente. Le centre est installé sur la ligne de crête qui articule la presqu'île de Tina. Il est adossé au lagon, d'où soufflent les alizés, et s'ouvre largement sur la lagune, ses eaux boueuses et ses palétuviers. Mais le visiteur venant de Nouméa ne distingue d'abord, à travers les massifs de pins colonnaires, qu'une sorte de forêt pétrifiée : le sommet des bâtiments de Piano, tendus vers le ciel comme des griffes.

Pour atteindre l'entrée, il doit emprunter un sentier qui serpente entre deux murs de verdure. Des troncs lui permettent d'apercevoir des fragments d'architecture, pans de verre rigides, faisceaux de bois effilochés. Un portique bas l'amène insensiblement vers la zone d'ac-

### Renzo Piano, architecte d'une parole ancestrale

cueil du bâtiment. A moins qu'il ne préfère continuer sa promenade autour du centre, à travers le sous-bois. Celui-ci a été largement étoffé par l'architecte - 7 000 végétaux ont été plantés - sous le contrôle sourcilieux des responsables de l'ADCK. Chaque arbre, chaque buisson, chaque mare, chaque rocher, est un symbole de la culture kanak : « Le végétal nous raconte la naissance du monde. Il permet aux anciens de ne pas perdre pied dans ce site », confie Octave Togna, directeur de l'ADCK. Après avoir longuement contemplé le travail de l'architecte italien, l'oracle des vieux chefs coutumiers est tombé : « Ce n'est plus nous, mais c'est encore nous ».

Sans le savoir, ils paraphrasent la célèbre maxime de Jorge Luis Borges, « la création se situe entre la mémoire et l'oubli », que Renzo Piano a dû méditer. S'il n'a rien retenu de la tradition locale, son bâtiment épouse l'arc de la crête où se trouvait naguère une allée - l'allée, seul espace public concédé par la société kanak, où se déroulent les cérémonies qui ponctuent la vie du groupe. Et l'architecte n'a pas man-

qué d'organiser sa construction autour de cette « rue courbe » de 230 mètres de long qui distribue d'un côté les dix « cases », hautes, fermées, opaques, groupées en trois « villages » - le côté « actif » du centre - et de l'autre, des bâtiments bas, transparents, totalement ouverts sur l'extérieur, les salles d'expositions temporaires et les bureaux - la partie « réflexive » de cet ensemble.

CHARPENTE FANTOMATIQUE

Ces « cases », ou plutôt ces souvenirs de cases, sont des demi-bulbes, coupés en biseau par un toit métallique, mais prolongés à l'extérieur par une charpente fantomatique, maintenue en place par les caillibots chers à l'architecte. Les « cases » sont habillées d'une double peau, en bois d'iroko, piéces à vent qui permettent l'aération du bâtiment par un jeu de vannes plus ou moins ouverts en fonction de la température. Il y a une sorte de retenue zen chez Piano. Dans le choix de ses matériaux (bois, verre, acier) et la discrétion avec laquelle il les utilise. Mais aussi dans le désir de s'opposer le

moins possible aux éléments. Pour mieux les utiliser.

Dessiner ce faîtage déchaîné pour apprivoiser les alizés, et même obtenir, grâce eux, un son. « Jouer avec le vent appartient à la culture kanak », décrète l'architecte qui a bien appris son cours, accablé, d'ethnologie. « La poésie du Pacifique, dit-il encore, c'est l'éternel saisi à travers la répétition du même geste, pas à travers la pierre qui défie le temps, comme le Colisée. Au Japon, les temples sont reconstruits inlassablement. C'est l'artisan qui est le monument historique ».

Ce qui lui permet, en une ultime pirouette, de revendiquer... la tradition kanak : « Si la forme de cet édifice n'a rien à voir avec celle des constructions locales, elle en a l'esprit. Sans rien renier de la modernité qui est la mienne ». On retrouve en effet ici le vocabulaire qui est sa marque : géométrie simple et rigoureuse des lignes, transparence et lumière, jeu avec les pleins et les creux, le dehors et le dedans - les patios intérieurs, où l'on découvre toute une série de jardins minuscules, sont particulièrement réussis. Si les locaux techniques ont été

systématiquement enterrés, comme la salle de spectacle de 400 places, d'une élégante et luxueuse simplicité, toutes les fonctions du bâtiment, toutes les structures, sont mises en évidence, notamment les articulations de ses « cases » - ce qui peut être vu comme un clin d'œil à l'architecture traditionnelle kanak mais, dans ces conditions, le Centre Georges-Pompidou relèverait lui aussi de ce fameux esprit kanak.

« En s'engageant dans la voie de l'évocation plutôt que dans celle de l'hommage appuyé, résume Walès Kotra, responsable de RFO Nouvelle-Calédonie et membre du comité de pilotage du centre, Renzo Piano a collé au plus juste avec l'esprit de la culture kanak, où tout est éphémère et aléatoire, sauf ce qui se transmet par la parole. » Une parole n'a pas été oubliée, si l'on en croit Octave Togna : « L'architecte, dit-il, c'est quelqu'un qui met en volume les paroles qu'on a avec lui. » Parole de kanak, Renzo Piano a réussi à Nouméa une de ses plus belles réalisations, la matière d'un rêve.

E. de R.



هذ من الامم

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1998 / 25

Alban Bensa, anthropologue

## « Cette culture vivante porte le sentiment d'avoir perduré dans son être »

ALBAN BENSA, anthropologue, directeur d'études à l'EHESS, a travaillé depuis 1990 avec l'équipe de Renzo Piano et avec l'Agence pour le développement de la culture kanak, à l'édification du Centre culturel Jean-Marie Tjibaou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le monde kanak et la Nouvelle-Calédonie contemporaine. Le dernier en date est *Chroniques kanaks* (Survival International).

« Quelle est la spécificité de la culture kanak en regard des autres cultures du Pacifique ?

— Comme tous les Océaniens insulaires, les Kanaks sont issus d'anciennes populations d'Asie du Sud-Est ayant migré, de 10 000 ans avant Jésus-Christ jusqu'au X<sup>e</sup> siècle de notre ère, pour occuper les îles du Pacifique alors vierges. Essentiellement cultivateurs (ignames, taros) — mais pas éleveurs de porcs et de chiens comme les autres Océaniens —, les Kanaks ont ainsi pris possession de l'actuelle Nouvelle-Calédonie il y a cinq mille ans.

« L'une de leurs principales originalités est d'avoir élaboré des organisations sociales et politiques qui — quoique différentes d'un bout à l'autre de l'archipel — ne fondent les distinctions de rang ni sur la richesse (comme au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée), ni sur la proximité généalogique à un dieu-ancêtre (comme en Polynésie) mais sur l'histoire. Les plus anciens occupants d'un territoire bénéficient, de par les noms des premiers sites occupés par leurs aïeux, d'une position prééminente. Les groupes ensuite accueillis par ces « maîtres de la terre » détiennent un rang moindre, à l'exception notable du chef. Cet étranger reçoit de ses hôtes le titre d'ancien et avec lui des charges

(représentation, autorité) à exercer au profit de l'ensemble de la chefferie. Le lien historique et mythologique au sol est donc le principal support d'un ordre social que seules parfois les guerres pouvaient modifier.

« Cette relation politique à la terre, très forte, s'est maintenue jusqu'à nos jours comme une exigence identitaire essentielle, par-delà les spoliations foncières de l'époque coloniale, en partie réparées depuis 1980. Outre son lot d'injustices, la colonisation française a aussi apporté aux Kanaks les fruits de nouvelles expériences : celles de la christianisation et de la démocratie. Quand ils accèdent enfin (en 1950) à la pleine citoyenneté, ils participent aux institutions républicaines (municipalités, assemblées territoriales et régionales) auxquelles ils se montrent très attachés.

« Aujourd'hui, la spécificité des Kanaks tient à la préservation d'une part importante de leur héritage millénaire et à leur prise en charge d'une expérience coloniale très douloureuse mais également porteuse d'une influence positive dans les domaines économiques, techniques et institutionnels notamment. « L'indépendance, disait Jean-Marie Tjibaou, c'est pouvoir gérer la totalité des besoins créés par la colonisation. »

— Comment la culture kanak, doublement menacée de disparition ou d'ossification, peut-elle s'insérer dans le monde moderne ?

— La majorité de la population kanak parle ses langues (vingt-huit) et le français, pratique sur le plan local sa vie sociale et politique, transmet les savoirs érudits et comportementaux afférents à ces systèmes. Cette culture vivante

porte le sentiment d'avoir perduré dans son être, même si elle a connu avant et après la colonisation d'importantes transformations. Celles-ci ont donné lieu à de constants ajustements aux situations qu'impose la progressive modernisation du Pacifique : salariat, urbanisation, scolarisation, etc. Ainsi de nouvelles initiatives kanaks, collectives et individuelles (partis politiques, entreprises marchandes), coexistent actuellement, non sans tensions, avec une tradition d'inspiration à la fois rurale et aristocratique, toujours référentielle.

« La relation politique à la terre, très forte, s'est maintenue jusqu'à nos jours comme une exigence identitaire essentielle »

« Pourtant, l'émancipation des jeunes, et surtout des femmes, reste à l'ordre du jour. Ces dernières sont encore confrontées à un pouvoir masculin quasi-absolu. La civilisation kanak est appelée, par l'avenir institutionnel qui se profile en Nouvelle-Calédonie, à se fonder tout en se métamorphosant. Récemment, on a vu apparaître un nouveau théâtre qui pose crûment les limites d'une tradition autoritaire que les jeunes générations voudraient bien voir évoluer.

— La taille et le coût de ce

centre culturel — sans parler de son budget de fonctionnement (30 millions de francs par an) — ne sont-ils pas disproportionnés pour un territoire d'à peine 200 000 habitants ?

— Ce centre est, par son importance, une compensation qui ne sera jamais à la hauteur des préjudices subis par le peuple kanak du fait de la colonisation. Il faut se féliciter que la France ait su faire ce geste fort de reconnaissance vis-à-vis d'une des cultures les plus originales qu'elle ait placées sous sa tutelle, et trop longtemps marginalisée.

« Si le centre incarne, par son architecture et ses services, un hommage à la culture kanak, il dote également les peuples d'Océanie d'une exceptionnelle vitrine de leur créativité. Il offre aussi à la Nouvelle-Calédonie, et en premier lieu à Nouméa, les moyens d'un développement culturel particulièrement attendu par la jeunesse de toutes les communautés. Rappelons qu'à côté des Kanaks (44 % de la population) et des Européens de souche (34 %), vivent ici des Wallisiens, des Tahitiens, des Indonésiens et des Vietnamiens (soit environ 22 %). A l'heure où il est proposé à tous ces habitants de se bâtir une nouvelle citoyenneté, le Centre Tjibaou constitue un espace de rencontres et d'innovation interculturelles, parfaite expression de l'esprit des accords de Matignon et des nouveaux accords signés le 21 avril à Nouméa. Quant au financement de son fonctionnement, il nécessitera un effort de tous les Calédoniens avec l'aide de la France et, pourquoi pas à terme, des pays du Pacifique. »

Propos recueillis par Emmanuel de Roux



Jean-Marie Tjibaou, leader du FLNKS, assassiné le 4 mai 1989.

## Le toit des arts coutumiers et des recherches contemporaines

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

Conservatoire des arts et traditions kanaks ou Centre Pompidou à l'échelle du Pacifique ? La question, longuement débattue, s'est réglée par un compromis : on les accorde de Nouméa. « On est passé d'un projet socioculturel à un programme proprement culturel, explique Emmanuel Kasarhérou, responsable du Musée de Nouméa et numéro deux du centre. La culture kanak s'est retrouvée ici, inscrite dans le présent et sous des formes échangées, communicables. »

L'aire coutumière, avec ses trois cases symbolisant les trois provinces de l'archipel, se dresse face à la mer. Le chemin kanak, avec ses plantations de taro et d'igname, de corymbes et de pin colonnaire, évoque le lien profond qui unit la culture kanak à la terre. Les mythes fondateurs s'inscrivent ici dans les plantes et dans le sol : l'origine des hommes s'incarne dans le rocher (la « dent de la lune »), les ancêtres se devinent sous les termites et les esprits logent dans le bosquet interdit.

Si la tradition a également droit de cité à l'intérieur du bâtiment de Renzo Piano, il n'y a pas de musée. Seule l'une des cases présentera par roulement une trentaine de pièces prêtées par une vingtaine d'établissements français, suisses, australiens ou néo-zélandais. Ce retour a fait l'objet de multiples discussions. Fallait-il réclamer le retour du patrimoine kanak dispersé de par le monde, notamment dans les collections publiques françaises ? Les plus radicaux des indépendantistes l'ont refusé. « Ces objets ont quitté nos tribus il y a longtemps, dans des conditions que nous ignorons, indique Gabriel Païta, l'un des piliers du Conseil consultatif coutumier. Aujourd'hui, ce sont nos ambassadeurs. Il suffit qu'ils viennent de temps en temps se ressourcer sur la terre qui les a vus naître. »

La case voisine est également occupée par la tradition, mais une tradition vivante, contemporaine et étendue à toutes les civilisations du Pacifique. Sept pièces monumentales ont été commandées spécialement pour le centre à des artistes qui n'ont pas rompu avec le métier de leurs prédécesseurs : un grand poteau *Malagan*, fort réussi, a été réalisé par Edward Salé, sculpteur de Nouvelle-Irlande (Papouasie-Nouvelle-Guinée). D'autres pièces viennent de Nouvelle-Zélande, d'Irian Jaya ou du Vanuatu. Le Fonds d'art contemporain kanak et océanien (Racko), géré par une Australienne, Susan Cochrane, rassemble une collection d'œuvres non liées à la tradition : 250 pièces ont été achetées. La collecte continue. « Elle est difficile, explique Roger Boulay, chargé de mission auprès de l'Agence de développement de la culture kanak. Les artistes, en dehors de la Nouvelle-Calédonie et de l'Australie, sont isolés, sans moyens, sans gr-

lerie. Il faut les débusquer sur place. Cela prend beaucoup de temps. » Une première sélection de la collection est exposée dans les trois grandes salles qui leur sont affectées au Racko. La qualité est inégale, les inspirations multiples. On peut retrouver les motifs géométriques de Mickey Dorn, aborigène, le triptyque maori d'Emily Karaka, violemment expressionniste, ou les compositions figuratives sur toiles créées du Samoan Fetou Fetu.

A côté de la médiathèque, lieu de mémoire et d'information multimédia sur les sociétés du Pacifique qui occupe trois cases, un espace est affecté aux classes culturelles en résidence, une initiative à laquelle Octave Tognia est particulièrement attaché : « Les scolaires de toutes origines viendront s'initier ici à la culture kanak et à celle du Pacifique. Ce sera aussi un lieu de rencontre entre différentes écoles. » Renzo Piano a construit, à l'écart de l'édifice principal, sur une hauteur, face à la mer, un bâtiment fragmenté en plusieurs unités pouvant accueillir pendant une semaine une quarantaine d'élèves.

« SURTOUT PAS UN MAUSOLÉE »

Le spectacle vivant aura à sa disposition une salle de 400 places et deux aires de plein air pouvant accueillir 1 000 et 2 000 personnes. « C'est un domaine qui se renouvelle complètement en Nouvelle-Calédonie », affirme Emmanuel Kasarhérou. A côté de la musique traditionnelle et des chœurs issus des églises protestantes ou catholiques, on voit apparaître des rythmes nouveaux comme le *kaneka* (lire ci-contre). La danse, longtemps figée dans des formes imposées, évolue sous l'influence du chorégraphe australien Raymond Blanco, qui viendra assister Tim Sameke et sa troupe We Ce Ca, de Lifou, pour son ballet *Aji Abora*, créé pour l'ouverture du centre. Ce dernier accueillera ensuite *Fish*, chorégraphie de Stephen Page pour la compagnie australienne Bangarra. Quant au théâtre néo-calédonien, c'est une nouveauté complète. Le centre ouvrira avec *Le Sentier*, première œuvre de Nicolas Kurtovitch, d'origine européenne, puis avec *Cendres de sang*, dans une mise en scène de son auteur, Pierre Gope, Kanak qui bouscule vigoureusement la tradition.

« Le Centre Tjibaou ne doit surtout pas être un mausolée », insiste Emmanuel Kasarhérou. Ce lieu de rencontre à l'échelle du Pacifique est un projet politique. Il ne faut jamais l'oublier : il se veut le creuset de la Calédonie de demain. La grande rue qui traverse le centre doit être une sorte de forum où se côtoieront les diverses communautés qui vivent sur l'île. « Pour faire émerger une véritable identité régionale, espère Emmanuel Kasarhérou. Pour faire naître une nation à partir de références culturelles communes. »

E. de R.

## Douze ans de kaneka, musique des jeunes indépendantistes

NOUMÉA

de nos envoyés spéciaux

Le kaneka va fêter son douzième anniversaire. Cette musique « ethnique » — elle est essentiellement jouée et écoutée par les jeunes Kanaks de tout l'archipel — est née d'une volonté suffisamment délibérée pour qu'on puisse fixer la date, 1986, et le lieu de sa conception, Canala. Ainsi que le nom de ses principaux géniteurs : Gilbert Tein, leader d'un des premiers groupes vedettes, Swanjep, aujourd'hui animateur du centre culturel de Hienghène, et Krys, de Canala, fondateur du Krys Band. Il s'agissait alors de trouver, pour les jeunes fans de reggae, de nouveaux sons qui puissent intégrer la tradition. A la rythmique ancestrale élaborée à base de percussions (bambous pilonnant, battoirs d'écorce, tambours à fente) sont donc venus s'ajouter guitares électriques, basses, synthétiseurs et batteries. « Le kaneka n'est pas une musique nouvelle, explique Gilbert Tein. C'est la modernisation du pilon des vieux, adapté à notre temps. » Cette musique a vite trouvé un nom, forgé sur le mot Kanaky, le pays kanak.

Son succès a été rapide, largement favorisé par l'aide de la direction territoriale des affaires culturelles, des provinces et de certaines municipalités (dont Nouméa) qui fournissent des instruments aux apprentis musiciens. Bientôt chaque vallée voudra avoir son groupe, qui s'exprime dans la langue de son clan, parfois en

français, et enregistre d'abord des cassettes audio, aujourd'hui des CD, dans l'un des cinq studios de la Grande Ile. Les paroles sont souvent politiques, à forte connotation indépendantiste, comme celles du groupe Waan, de Pouébo, qui affiche une guillemet sur la couverture de son CD pour rappeler la sanglante répression d'une révolte du siècle passé. Mais elles peuvent être sentimentales, refléter le mal-être de la tribu ou évoquer un conflit de générations comme *Poizin*, succès du groupe Mexem. Un des premiers tubes, toujours inégalé, est intitulé *Monihe*. C'est le récit d'un naufrage au large de l'île de Lifou. Il a été enregistré par Pedro, aujourd'hui steward d'Air France, qui a vendu 12 000 exemplaires de sa chanson.

EXPORTATION TIMIDE

En dépit du soutien de RFO et de Radio Djiido, la station indépendantiste, qui diffusent largement cette musique, la notoriété des quelques soixante groupes qui compte la Nouvelle-Calédonie est souvent limitée à une aire géographique restreinte. Parmi ceux qui ont réussi à se faire un nom : Swanjep, de Hienghène, en somme après plus de douze albums, Métem, de Lifou, Gurejele, de Maré, le seul à faire une belle percée dans toute la Mélanésie, Vanaley, de Voh-Temala, récemment invité en Nouvelle-Zélande et Mea-Nebé, de Kouaoua, qui a pu donner des concerts en Australie. Le kaneka

commence donc à s'exporter timidement dans le Pacifique.

Après l'explosion initiale, cette musique dont les sonorités parviennent rarement jusqu'aux oreilles de la Communauté européenne s'essouffle un peu. Succès trop rapide, fragmentation des groupes, manque de professionnalisme, problèmes non résolus de droits d'auteur. Gilbert Tein avoue que « seuls trois ou quatre des groupes existants ont une véritable force musicale » et craint que ce mouvement, « faute de maîtrise musicale et de travail de scène suffisant, ne tourne en rond ». Alain Lécant, du studio Mangrove, qui enregistre six ou sept albums de kaneka par an, constate que le discours politique pur et dur a moins de succès — « le kaneka est de plus en plus perçu comme une musique de fête, de danse », mais surtout que, pour l'instant, aucun groupe ne peut vivre complètement de sa musique : « Les plus grosses ventes tournent autour de 3 000 à 4 000 disques et les groupes touchent 5 à 7 francs français par exemplaire. Heureusement, presque tous réinvestissent ce qu'ils gagnent dans du matériel. » En attendant, le reggae reste la référence musicale suprême des jeunes Kanaks avec deux vedettes incontestées : Bob Marley et le Sud-Africain Lucky Dube.

Franck Madoeuf et Emmanuel de Roux

### Repères

- 27 juillet 1989. Création de l'Agence de développement de la culture kanak.
- 4 mars 1995. Ouverture du chantier.
- 4 mai 1998. Inauguration du centre.
- 16 juin. Ouverture du centre au public. Il sera ouvert tous les jours de 9 heures à 17 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. Le lundi, seuls les espaces extérieurs seront accessibles. L'accès est gratuit. Les activités sont payantes.
- Superficie. 8 hectares, dont 6 660 m<sup>2</sup> de bâtiments.
- Effectifs. L'équipe chargée de gérer le centre est composée de 53 personnes, dont 26 kanaks. Le conseil d'administration est composé de représentants de l'Etat, du conseil consultatif coutumier et d'élus des trois provinces de la Nouvelle-Calédonie.
- Coût. 320 millions de francs. Le fonctionnement est estimé à 35 millions de francs par an, pris en charge à moitié par l'Etat français et par les autorités néocalédoniennes.

**Le Monde**  
À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18h30

**De l'actualité à l'Histoire**  
La chaîne Histoire  
Les mardis à 9 h et 23 h, mercredi à 11 h et 17 h, jeudi à 13 h et 19 h, vendredi à 15 h et 21 h

**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois à 21 heures

**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

**La « une » du Monde**  
BFM  
Du lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

Du 1<sup>er</sup> au 31 mai 1998  
Sélection Ciné Cinéfil

**Jean-Luc Godard**  
prophète et poète

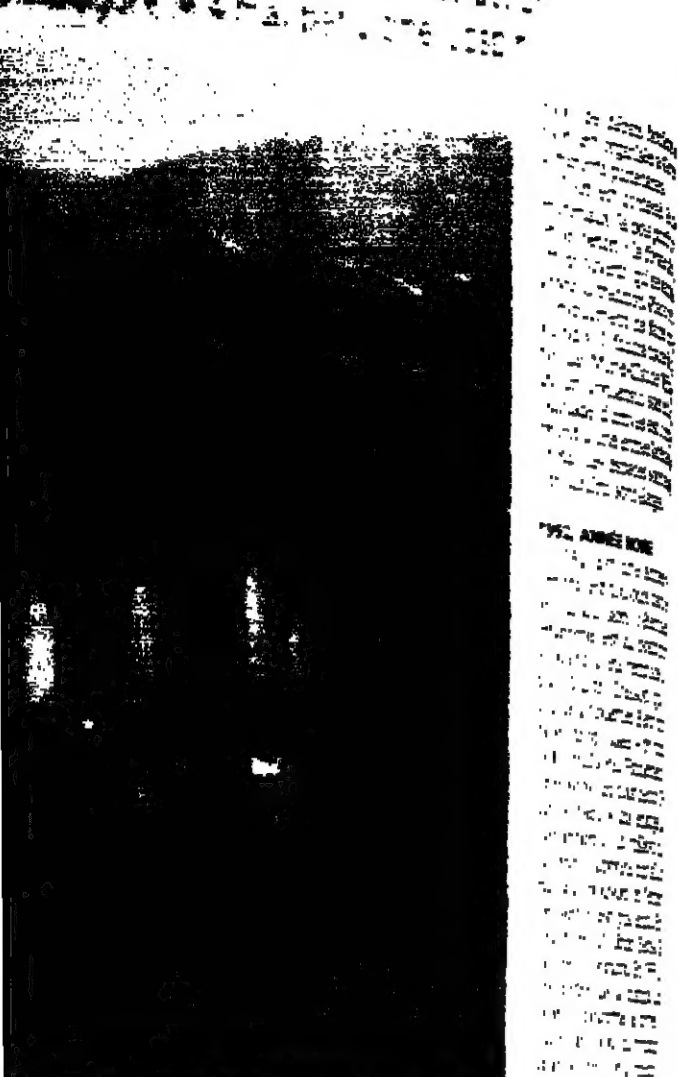
4 films à l'affiche

A bout de souffle  
Le petit soldat  
Les carabiniers  
Alphaville

**CINÉFIL**

LES GRANDS CLASSIQUES DU CINÉMA  
SUR LE CÂBLE ET CANALSAT/LITE

## Le toit des arts coutumiers et des recherches contemporaines



Le toit des arts coutumiers et des recherches contemporaines. Le Centre culturel Jean-Marie Tjibaou, conçu par Renzo Piano, est un lieu de rencontre entre la tradition kanak et l'art contemporain. Le bâtiment, composé de trois cases principales, abrite des collections d'œuvres d'art kanak et océanien, ainsi que des ateliers de création. Le toit, couvert de bambou, est un élément architectural emblématique. Le centre est ouvert tous les jours de 9 heures à 17 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. L'accès est gratuit.

Le toit des arts coutumiers et des recherches contemporaines. Le Centre culturel Jean-Marie Tjibaou, conçu par Renzo Piano, est un lieu de rencontre entre la tradition kanak et l'art contemporain. Le bâtiment, composé de trois cases principales, abrite des collections d'œuvres d'art kanak et océanien, ainsi que des ateliers de création. Le toit, couvert de bambou, est un élément architectural emblématique. Le centre est ouvert tous les jours de 9 heures à 17 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. L'accès est gratuit.



# La mort de Dominique Aury et de son double, Pauline Réage

Elle était « une femme de lettres » paisible, mais aussi le sulfureux auteur d'« Histoire d'O »

Dominique Aury, écrivain et personnalité influente du monde de l'édition, est morte dans la nuit du 26 au 27 avril à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Auteur, longtemps caché, d'un des best-sellers de la littérature érotique, Histoire d'O, longtemps secrétaire générale de la Nouvelle Revue

française (NRF), membre du jury du prix Femina depuis 1960, elle a été enterrée le 30 avril dans « la plus stricte intimité ».

ELLE semblait frêle et tranquille, celle qui fut pendant plus de quarante ans la secrétaire générale de la prestigieuse Nouvelle Revue française (NRF) et qui est morte dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 avril à l'âge de quatre-vingt-dix ans (elle a été, selon son vœu, inhumée dans l'intimité, jeudi 30 avril). Mais Dominique Aury était aussi au cœur d'un des mystères littéraires de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, celui d'Histoire d'O, sans doute le plus célèbre des récits érotiques contemporains. Il dut à la fois affronter la censure, la bien-pensance et l'ordre moral à sa sortie en 1954, puis lors de son adaptation au cinéma en 1975 par Just Jaeckin (en un film conformiste et assez ridicule), les assauts de certaines féministes souhaitant l'interdiction d'une « représentation dégradante et dévalorisante de la femme », mais mettant aussi en cause le livre.

Que venait faire Dominique Aury dans ce débat, auquel elle n'a jamais pris part ? Elle était tout simplement la clé d'une énigme qui ne devait être définitivement résolue (du moins le croit-on) qu'en 1994, par des révélations parues dans le New Yorker. Elle était Pauline Réage, l'auteur masqué d'Histoire d'O, sur lequel on s'interrogeait depuis cinquante ans. En dépit de cet aveu, l'éditeur du livre, Jean-Jacques Pauvert, se refusa à confirmer l'information, disant qu'il n'avait toujours reçu aucun mandat de l'auteur d'Histoire d'O pour divulguer son identité. Pourtant, en France particulièrement, parmi ceux qui s'intéressent à la littérature, on considérait que Pauline Réage était depuis longtemps déjà dévoilée, tout en respectant les démentis polis de Dominique Aury.

« L'amour nous rendrait-il esclave ? Evidemment. Si on n'est pas esclave, ce n'est pas très sérieux »

Il y avait un an qu'elle était secrétaire générale de la NRF - et on la savait intimement liée à Jean Paulhan, le directeur de la revue - lorsque Jean-Jacques Pauvert publia Histoire d'O, un court roman sado-masochiste signé Pauline Réage et préfacé par Jean Paulhan, dont on connaissait l'intérêt pour l'œuvre de Sade. Immédiatement, Paulhan est soupçonné d'être l'auteur du texte racontant les plaisirs d'une jeune femme qui aime se faire fouetter et enchaîner. Certains pourtant avancent l'hypothèse de Dominique Aury, relevant que Pauline Réage est à une lettre près l'anagramme de « Égérie



Dominique Aury par Édouard Boubat, en 1972.

Paulhan ». Toutefois, très vite, c'est plus la question de la censure que celle de l'auteur qui préoccupe les défenseurs de ce texte où ils voient un geste de liberté littéraire et morale. Le livre obtient le prix des Deux-Magots 1955, mais il est saisi dans plusieurs pays. Pendant des années, il est interdit à l'affichage et à la publicité, on le vend (très bien) sous le manteau, on le traduit - clandestinement parfois - jusqu'à ce qu'il devienne un classique de la littérature érotique (aujourd'hui disponible dans Le Livre de poche), dont il est convenu de louer les qualités de style avant même de l'avoir lu.

Pauline Réage a parlé quelquefois, notamment avec la romancière Régine Deforges (O m'a dit : entretiens avec Pauline Réage, réédité chez Pauvert, en 1995), mais Dominique Aury n'a pris la parole qu'en 1994, à quatre-vingt-six ans. Dans l'entretien du New Yorker, elle affirme que Histoire d'O fut écrit comme une « lettre d'amour à Jean Paulhan » : « Je n'étais pas jeune, je n'étais pas jolie. Il me fallait trouver d'autres armes. Le physique n'était pas tout. Les armes étaient aussi dans l'esprit. Je suis sûr que tu ne peux pas faire ce genre de livres », m'avait-il dit. Eh bien, je peux essayer, ai-je répondu. Elle explique que Pauline a été choisie en hommage à Pauline Borghese et à Pauline Roland (une féministe) et que Réage a été trouvé par hasard,

dans un registre immobilier. Quant à l'écriture, elle s'appelait à l'origine Odile, prénom d'une amie de Dominique Aury à laquelle il était « difficile d'imposer toutes ces choses ». On n'a donc gardé que l'initiale, O. L'année suivante (voir son entretien avec Hector Bianciotti dans Le Monde des livres du 24 mars 1995), Dominique Aury évoquait le rapport qui existait à ses yeux entre « O et les mystiques » et ce qu'elle définissait comme « le pur amour » : « L'amour nous rendrait-il esclave ? Evidemment. Si on n'est pas esclave, ce n'est pas très sérieux (...) C'est une manière de se perdre, de s'abandonner ; une façon d'être délivré, ce n'est pas autre chose ».

Voilà des propos qui ont dû étonner ceux qui ne croyaient connaître qu'une respectable jurée du Femina (depuis 1963), fidèle défenseur des auteurs Gallimard, membre du comité de lecture de

cette maison depuis 1950 (elle y a été pendant une vingtaine d'années la seule femme), « femme de lettres » à l'ancienne, auteure de nombreuses traductions de l'anglais, ayant participé à des éditions de correspondances de Jean Paulhan et ayant notamment publié une Anthologie de la poésie religieuse (1943, réédité en « Poésie », Gallimard, en 1977) ainsi qu'un recueil d'essais (Lectures pour tous, Gallimard, 1958).

Mais Dominique Aury n'était pas du genre à se justifier de ses choix et de son parcours. Quand elle n'était encore qu'Aime Desclot (née le 23 septembre 1907 à Rochefort, en Charente-Maritime), ses études d'anglais la prédisposaient plutôt à devenir enseignante - ce qu'elle fut brièvement - ou traductrice - ce qu'elle demeura une grande partie de sa vie. Dans les années 40, elle fut d'abord journaliste aux Lettres françaises avant que Jean Paulhan, juste après la fin de la guerre, ne la fasse entrer dans ce qu'elle considérait comme « le saint des saints », « d'abord pour être secrétaire de rédaction des Cahiers de la Pléiade, puis secrétaire générale de la NRF » (« Le Monde des livres » du 31 mai 1991). Elle répugnait à l'exhibition des souvenirs. Elle disait que la mémoire lui était cruelle et qu'elle ne saurait témoigner de la « grande époque » de la NRF, à ses yeux celle de l'entre-deux-guerres, « à tel point que nous nous sommes demandés s'il fallait continuer. Nous avons répondu "oui" et nous avons eu raison, car nous avons été un prolongement et pas une simple survivance ».

Symboliquement, Antoine Gallimard, quand il est devenu PDG de la maison d'édition en 1988, a fait du bureau de la NRF son propre bureau. Mais personne, dans les années 90, n'a réussi à faire de la NRF - la revue - autre chose qu'une pâle survivance, dont on a même voulu, avec intelligence, faire disparaître le nom de Dominique Aury. Celle-ci n'a jamais fait le moindre commentaire. Quand on la sollicitait, elle éludait, se protégeait, comme elle en avait sans doute toujours eu l'habitude, derrière « les grands hommes » et rappelait, peut-être en un soupir pour l'avenir, l'attitude de Jean Paulhan : « Ce qui frappait, c'était son ouverture à tout. Il lisait tout, répondait à tout. Le mercredi, il recevait tous ceux qui venaient. Sans rendez-vous ».

Josyane Savigneau

## La Quinzaine des réalisateurs fête ses trente ans avec une infusion de sang neuf

LA QUINZAINE des réalisateurs, créée en mai 1968 en réaction contre le festival « bourgeois » de Cannes, souffre cette année ses 30 bougies avec une infusion de sang neuf.

Sur les quinze longs métrages étrangers sélectionnés, neuf sont des premiers films. Les seuls metteurs en scène connus sont le Suisse Alain Tanner avec Requiem et, dans une moindre mesure, l'Italien Mimmo Calopresti, qui inaugure la Quinzaine avec Valeria Bruni Tedeschi dans Mat d'amour, et le Russe Alexei Balabanov, qui présente Of Freaks and Men : l'histoire d'un homme qui fait littéralement exploser deux familles bourgeoises en les poussant à faire des photos et des films pornos, au début du siècle, à Saint-Petersbourg.

Les Etats-Unis présentent un bataillon de choc avec quatre films, dont Happiness de Todd Solondz, sur l'éclatement d'une famille moyenne typique avec tous les non-dits de la société sur la sexualité, High Art de Lisa Cholodenko, Slam de Marc Levin, primé au festival américain de Sundance, et Slurs of Beverly Hills, une comédie de Tamara Jenkins qui clôture la Quinzaine.

Parmi les premiers films, on

pourra découvrir La Vie sur terre du Mauritanien Abderrahmane Sissako, West Beyrouth de Ziad Doueiri, tourné en arabe, avec des comédiens libanais. Doueiri a quitté le Liban quand il avait 15 ans. Il a vécu à Los Angeles, où il est devenu cadreur de Quentin Tarentino, et il raconte son adolescence au début de la guerre à Beyrouth. Le Nain rouge du Belge Yvan Le Moine raconte l'histoire d'un nain qui tombe amoureux d'une chanteuse d'opéra jouée par Anita Ekberg et va devenir un criminel. Sélectionnés également Spring in My Hometown du Coréen Kwangmo Lee, The Stringer du Russe Paul Pavlikovski, et deux films canadiens : Last Night de Don MacKellar et Baby Face de Jack Blum. En séance spéciale, la Quinzaine présente L'Homme qui rit, film restauré de 1928, de l'Américain Paul Leni, d'après Victor Hugo.

Les cinq films de la section Cinémas en France sont Chacun par soi de Bruno Bontzolakis, L'Arrière-Pensée premier film de Jacques Nolot, tourné comme un documentaire sur la campagne française, Cantique de la racaille du romancier Vincent Ravalec, Disparus de Gilles Bourdos, Laisse un peu d'amour de Zaida Ghorab-Volta.

## SORTIR

### PARIS

Aldo Romano Quartette. Le batteur Aldo Romano, comme Henri Texier, a toujours été à l'écoute des solistes de demain. Leur donnant souvent la possibilité de faire leurs premières armes à son côté. Tim Miller, un jeune guitariste américain, dont il dit le plus grand bien, fait partie de ceux-là. Le clarinettiste Mauro Negri, le pianiste Roméo Patterson et le contrebassiste Michel Bénita, fidèle de longue date, complètent ce quintette. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Les 2, 4 et 5 mai, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Sri Venudass Originaire du Kerala, Sri Venudass interprète avec une grande sensibilité le chant carnatique, le style perpétué par la grande chanteuse Aruna Sayeearam. Installé provisoirement à Paris où il est venu étudier la musique occidentale, il se produit accompagné par Komala Kandhya, au violon, et Ravi Dhamaraja au mridangam (tambour horizontal à deux peaux).

Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Glacière. Le 3 mai, à 18 heures. Tél. : 01-45-89-01-60. De 50 F à 90 F.

### STRASBOURG

Much Ado About Nothing La compagnie Cheek by Jowl a été créée en 1981 par Declan Donnellan et Nick Ormerod. Pendant dix-sept années, Cheek by Jowl est restée fidèle à ses objectifs et a permis la découverte de nombreux comédiens anglais. Elle a révisé des pièces méconnues et a appliqué sa magie sur les classiques. En juillet, Declan Donnellan mettra en scène Le Cid de Pierre Corneille pour le Festival d'Avignon. En attendant, sa troupe entame une tournée mondiale de Much Ado About Nothing (Beaucoup de bruit pour rien), de William Shakespeare, et fait escale au Théâtre du Maillon, où la pièce sera présentée en langue anglaise (surtitrée en français).

Le Maillon, 13, place André-Maurais, 67 Strasbourg. Du 4 au 6 mai, à 20 h 30 ; le 7, à 19 h 30. Tél. : 03-88-27-61-81. 100 F.

(Publicité)

## UN ENNEMI DU PEUPLE

Henrik Ibsen Claude Stratz

du 6 mai au 6 juin 1998

Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

Alf, Rud de Charles Martin Smith (Etats-Unis, 1 h 57).

Bienvenue à Gattaca d'Andrew Niccol (Etats-Unis, 1 h 46).

187 : Code meurtre de Kevin Reynolds (Etats-Unis, 1 h 55).

Certains l'aiment court IV de Dominic Badry, Philippe Monportet, Alexandre Gavras, Frédéric Graziopoli, Jan Koonen (France, 1 h 20).

Cette nuit de Vincent Dietsch (France, 52 mn).

Code Mémoires de Harold Becker (Etats-Unis, 1 h 57).

La Cité obscure du cœur d'Eliseo Subiela (Canada-Argentine, 2 h 07).

La Danse du vent de Rajan Khosla (France-Inde-Grande-Bretagne-Allemagne, 1 h 30).

Des hommes d'influence de Barry Levinson (Etats-Unis, 1 h 35).

Paparazzi d'Alain Berberian (France, 1 h 49).

Les Paradoxes de Bufui de Jorge Amat (France, 1 h 18).

Piège intime d'Anthony Hickox (Allemagne, 1 h 35).

Putain de rue d'Enrique Gabriel (Espagne, 1 h 29).

La Vallée des monstres d'ours de Francis Fourcou (France, 1 h 37).

Trouver son film Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES The Bullfighter And The Lady de Budd Boetticher, avec Robert Stack, Joy Page, Gilbert Roland. Américain, 1951, noir et blanc (2 h 04). VO : Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-00).

VERNISSAGES Le Cyclop de Jean Tinguely Les bois de Milly-la-Forêt, autoroute A6, sortie Cély-Milly, direction fléchée, 91 Milly-la-Forêt. Tél. : 01-64-98-33-17.

Vendredi de 10 h 15 à 13 heures et de 14 heures à 16 h 45 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; dimanche de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 16 h 15. Du 2 mai au 1<sup>er</sup> novembre. 35 F.

La Tour aux figures de Jean Dubuffet Parc départemental de l'île Saint-Germain, accès pignon par le pont d'Ilay, 92 Boulogne-Boulogne. Tél. : 01-40-95-65-43. Visites guidées, sur réservation, mercredi et dimanche à 15 heures, 16 heures et 17 heures. Du 2 mai au 1<sup>er</sup> novembre. 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Quatuor Borodine Chostakovitch « Quatuor à cordes n° 5, Quintet pour piano et cordes op. 57. Elisabeth Leonskaja (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau. Le 3, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

Simon Goubert Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Aldo Romano Quartet Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Eric Le Lann, Michel Grallier Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Le 2, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Magda el-Roumi Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 375 F à 750 F.

ANNULATIONS Gundula Janowitz Suite à des problèmes techniques, le récital de Gundula Janowitz prévu le 4 mai 1998 à 20 h 30 à la Salle Gaveau est annulé. Aucune date de report n'est prévue à ce jour.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-49-53-05-07.

RÉSERVATIONS Tambours dans la nuit : La Noce chez les petits-bourgeois de Bertolt Brecht, mise en scène Georges Lavaudant, avec les comédiens de la troupe de l'Odéon. Odéon-Théâtre de l'Europe, du 14 mai au 21 juin. Tél. : 01-44-41-36-36.

Pat Metheny Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra. Les 13 et 14 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 192 F à 247 F.

Ticky Eljode-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers. Le 25 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 143 F.

DERNIERS JOURS 10 mai : Nanaqui d'après Antonin Artaud, mise en scène de Maurice Cledon, avec le Teatro del Silencio. Espace chapiteau du Parc de La Villette, Parc de La Villette, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte de Pantin. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 08-05-07-50-75. 90 F et 110 F.

Visions du Nord : nuit blanche Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 71, avenue du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. 27 F. Ici et maintenant (encore) Caisse des dépôts et consignations, 12, quai Voltaire, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-45-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Entrée libre.

**20<sup>ème</sup> anniversaire**

**BRATSK**

Les Bratsch reçoivent à leur banquet d'anniversaire des invités exceptionnels : Angela Debarre (guitariste manouche), Serge Ratsberg et Todor Vakmitov (trompettiste et saxophoniste de la Luda Familia), Stanislav Panayotov (gadjuh), Keryan Chemirant (sax) et Ando Dinn de Budapest avec la merveilleuse voix de Mison.

**nouvel album**

en vente dès aujourd'hui

**MAC**

distribution harmonia mundi Mas de Vert - L3200 Adès



هذه من الإصل

## FILMS DE LA SOIRÉE

18.05 La Grande Marnade ■  
Maurice Pialat (France, 1984, N, 110 min.)  
Cinéma 1

23.00 Le Criminel ■  
Orson Welles (France, 1945, N, 110 min.)  
Cinéma 1

23.00 Le Grand Saut ■  
Joel et Ethan Coen (France, 1993, 110 min.)  
Cinéma 1

23.05 Coups de feu sur Broadway ■  
Woody Allen (France, 1994, N, 110 min.)  
Cinéma 1

0.35 Le Journal d'un curé de campagne ■  
Robert Bresson (France, 1950, N, 115 min.)  
Cinéma 1

2.30 Les Sept Mercenaires ■  
John Sturges (France, 1960, N, 120 min.)  
Cinéma 1

2.45 Un Américain à Paris ■  
Vincent Minelli (France, 1951, N, 115 min.)  
Cinéma 1

4.25 La Prédiction ■  
Elio Petri (France, 1973, 110 min.)  
Cinéma 2

4.40 La Rupture ■  
Claude Chabrol (France, 1970, N, 120 min.)  
Cinéma 2

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

16.10 Les Invités  
de Pierre-Luc Séguillon.  
Spécial Euro : Avec Karl von Wogau,  
président de la commission  
économique et monétaire du  
Parlement européen et Christa  
Händel-Pietz, présidente de la  
sous-commission monétaire.  
L'Europe

## MAGAZINES

19.00 T.V. ■ Les télévisions locales. Canal +

19.00 20h Paris Première. Paris Première

19.30 Histoire parallèle. La 2 mai 1944.  
Mémoires du 1<sup>er</sup> mai.  
Invité : Jacques Julliard. Arte

20.10 Thalass ■  
Sur la route des esclaves. Avec  
Monsieur Digne, directeur du projet  
« La route de l'esclavage » à l'Unesco.  
TV 5

20.45 Le Magazine de l'Histoire.  
Spécial Révolution de 1848. Avec  
Monsieur Digne, directeur du projet  
« La route de l'esclavage » à l'Unesco.  
Cinéma 1

20.45 Le Club. Bernard Stier. Cinéma 1

21.00 Métropolis. L'Afrique dans les  
siècles. Avec Christiane Paul, Visions  
2000 : Les Silver et le paradis d'or.  
Arte

22.20 L'As pas une idée ?  
Invité : Daniel Cohn-Bendit.  
Canal Jimmy

23.00 Paris modes. Paris Première

23.30 Du feu dans les épaules.  
Officiers d'élite un homme. France 2

0.00 La France et ses religions.  
L'islam en France. Invités : Jean Daniel,  
Maxime Rodière, Soléil Bénédict,  
Yamina Benguigui. Histoire

## DOCUMENTAIRES

20.35 Flamenco. [56]. Planète

20.40 Le Monde des châteaux.  
Des pierres qui valent de l'or. Arte

21.00 Grâce à la musique.  
Chopin. Muzik

21.35 Mémoires médico-légales.  
[57]. Planète

22.00 Watergate. [58]. Planète

22.05 L'X inconnu. L'école polytechnique  
sur le divan. Odyssée

22.25 Aux p'tits bonheurs la France.  
Le choriste de Bayonne. France 3

22.50 Les Oiseaux en colère. Planète

23.00 Nikita Khrouchtchev. Histoire

## SPORTS EN DIRECT

14.00 Rugby. Championnat de France.  
Quart de finale retour :  
Perpignan - Castres. Canal +

16.00 Rugby. Championnat de France.  
Quart de finale retour :  
Toulouse - Montpellier. France 2

20.30 Football. Coupe de France.  
Finale : Paris-SG - RC Lens.  
Au Stade de France. TF 1 - Eurosport

22.15 Boxe. Réunion de Villeneuve.  
Championnat du monde WBA  
lourd-légers : Maurice Teza (Fr.)  
- Terry Ray (RU). WBC des poids  
moyens : Keith Holmes (EU) - Hachin  
Cherif (Fr.). Canal +

## MUSIQUE

20.30 L'Opéra italien du XIX<sup>e</sup> siècle :  
L'opéra d'Alceste de Rossini.  
Représenté en direct et en intégralité  
des Opéra-Carnegie, à l'occasion de  
la dernière représentation.  
Mise en scène : André Serban.  
Dir. Bruno Campanella. Mezzo

22.45 Printemps à Vienne. Par l'Orchestre  
symphonique de Vienne.  
Dir. Vladimir Fedotchev. RTBF 1

22.50 L'Opéra italien du XIX<sup>e</sup> siècle :  
Nuit italienne. Mezzo

23.05 Adria. Mise en scène. Giuliano  
Montaldo. Dir. Nello Sanzi. Muzik

1.00 Jazz Summit. Avec Le Modern Jazz  
Quartet, Chick Corea, Moondog. Muzik

## TÉLÉFILMS

20.35 La Femme d'un seul homme.  
Daniel Moosmann. Canal +

20.50 Thane. Daniel Moosmann. France 3

23.00 Meurtre sur un plateau.  
Marco Zeri. Festival

## SÉRIES

20.55 Le Caméléon.  
[22] Réunion de famille. M 6

21.00 The Lazarus Man. Canal Jimmy

21.30 Buffy contre les vampires.  
Séries. Série Club

21.45 The Sentinel. O la trêve. M 6

21.55 Brooklyn South. Don't You Be  
My Valentine (v.o.). Série Club

22.25 Columbo. Un seul suffit. TSR

22.40 Profiler. O Vénus. M 6

22.50 Chicago Hospital. La Vie à tout  
prix. Affaires de cœur. RTL 9

22.55 Kinsard. Le clan des maudits. Nijiga  
Stiller (v.o.). TF 1

23.15 Star Trek. La nouvelle génération.  
Futur impératif. Canal Jimmy

1.00 Seinfeld.  
La gervaise (v.o.). Canal Jimmy

1.25 Friends. Celui qui avait une nouvelle  
copine (v.o.). Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

## 20.35 Télétoon

Soirée spéciale Babar  
La série animée « Babar », adaptée  
des célèbres albums de Jean de  
Brunhoff, arrive sur Télétoon à partir de ce samedi, pour  
trente-neuf épisodes de vingt-six  
minutes chacun. La chaîne pour en-  
fants du bouquet TPS (proposée  
également sur le câble) ouvre le cycle  
en faisant en diffusant les quatre  
premiers volets de la série. Copro-  
duites par Ellipse, Nelvana, France 3  
et Canal Plus, les aventures du roi  
Babar ont déjà été vues à la télé-  
vision (on les trouve aussi en cassettes  
vidéo), mais les petits ne s'en lassent  
pas. Fidèle aux albums, la version  
animée est réalisée avec soin - des-  
sin, couleurs, voix. Rendez-vous avec  
Babar, Célestine, Pom, Flore,  
Alexandre et les autres, tous les jours  
à 9 h 15 et 14 h 30 en semaine, 8 h 20  
et 11 h 40 le week-end. - S. Ke

## 20.35 Canal +

La Femme d'un seul homme  
Sabine, quarante ans, a abandonné  
son métier de comédienne pour ce-  
lui de professeur de français afin de  
se consacrer à sa fille Valentine,  
quinze ans, et à son mari, Richard,  
chirurgien esthétique. Son équilibre  
de vie bascule le jour où elle dé-  
couvre que son époux a une liaison  
amoureuse avec une jeune femme  
de vingt-huit ans. Poussée par le dé-  
sir de comprendre ce qui motive son  
mari, Sabine invente une histoire  
pour entrer en contact avec sa rivale.  
Une amitié naît entre les deux  
femmes. Réalisée par Robin Roussel,  
cette comédie sentimentale sans sur-  
prise et bien pensée ne vaut que  
par le talent des interprètes fémi-  
nines, Clémentine Célarié, excellente  
dans le rôle de la femme trompée, et  
Barbara Schulz, tout en charme et  
en énergie, dans celui de la jeune  
amante. - S. Ke

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

18.00 Sous le soleil.  
19.00 Beverly Hills.  
20.00 Journal. Météo, Trafic infos.  
20.30 Football.  
Coupe de France.  
Finale : Paris SG - RC Lens.  
22.45 Hollywood Night.  
La Marche du serpent.  
Métro. A l'horizon.  
0.15 TFI nuit. Météo.

## FRANCE 2

17.55 Walk&Roll Ouest.  
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.  
18.50 France attaque... à Quimper.  
19.45 Tirage du Loto.  
19.50 Au bout du sport.  
19.55 Météo.  
20.00 et 20.50 Journal.  
20.55 Tirage du Loto.  
21.00 Fiches la fête.  
23.30 Du feu dans les épaules.  
Difficile d'être un homme.  
1.00 Journal. Météo.

## FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
18.55 19-20 de l'information.  
20.01 et 23.20 Météo.  
20.05 Les Indivisibles.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 Thème.  
Téléfilm. Daniel Moosmann.  
22.25 Aux p'tits bonheurs la France.  
Le choriste de Bayonne.  
23.30 Soir 3.  
23.50 Musique et Cie.  
24.00 Le Journal du dimanche.  
24.05 Le Journal d'un seul homme.  
Téléfilm. Robin Roussel.

## CANAL +

En clair jusqu'à 20.35  
17.55 Décade pas Bunny.  
18.50 et 22.10 Flash infos.  
19.00 T.V. +.  
20.05 Les Simpson.  
20.30 Le Journal du dimanche.  
20.35 La Femme d'un seul homme.  
Téléfilm. Robin Roussel.  
22.15 Boxe. En direct.  
Championnats du monde.  
Poids lourds-légers WBA :  
Fabrice Tiozzo - Terry Ray.  
Moyens WBC :  
Keith Holmes - Hachin Cherif.

## ARTE

## TF 1

18.00 Absolutely Fabulous. [318].  
19.30 Histoire parallèle.  
Les territoires d'outre-mer.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 L'Aventure humaine.  
Des portraits qui valent de l'or.  
21.40 Métropolis.  
22.40 L'Hôpital et ses fantômes. [411].  
23.30 Music Planet. INXS.  
0.30 Cléo. Téléfilm. Jean-Marie Teno.

## M 6

18.10 Amicalement vôtre.  
19.10 Turbo.  
19.45 Warning.  
19.54 Le 31 Minutes. Météo.  
20.10 Les Piégés.  
20.40 Ciné 6.  
20.55 La Trilogie du samedi.  
Le Caméléon. Réunion de famille.  
21.45 The Sentinel. O la trêve.  
22.40 Profiler. O Vénus.  
23.30 Le Vieux du mal.  
Téléfilm. A. Jerrold Freedman.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique.  
Aujourd'hui, de et par Michel Deutsch.  
22.35 Opus. Michel Chion.  
0.05 Le Gai Savoir.  
Alain Charreyre-Méjan.

## FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra.  
L'Opéra de Berg. Donné en direct de  
l'Opéra national de Paris-Rouille, par le  
Chœur et l'Orchestre de l'Opéra  
national de Paris, dir. Dennis Russell  
Davis. - Anna Katharina Schell  
(Luis), Julia Joon (La comtesse  
Geschwind), Brian James (Line  
coeur), un chœur, Claude Pia (La  
peinture), Wolfgang Schöne (Le docteur  
Schoen), David Kuchler (Alva).  
23.07 Présenter la facture.  
Une histoire de l'architecture.  
avec Roland Terrier, architecte.

## RADIO-CLASSIQUE

20.40 La Famille Esterházy.  
Œuvres de Haydn, Esterházy, Mozart,  
Beethoven, Schubert, R. Strauss,  
Haydn, Liszt.  
22.40 Du Capriccio de Schubert, Brahms.

## FILMS DU JOUR

20.30 Atanarjuat ■  
Robert Aldrich (France, 1954, N, 110 min.)  
Cinéma 1

20.45 Deltacatessen ■  
M. C. Carr et J. J. Jeanot (France, 1991, 100 min.)  
Cinéma 1

21.00 Magnum Force ■  
A. T. Carr et J. J. Jeanot (France, 1991, 100 min.)  
Cinéma 1

21.15 Le Lix conjugal ■  
Marco Ferreri (France, 1963, 90 min.)  
Cinéma 1

22.20 Le Criminel ■  
Orson Welles (France, 1945, N, 110 min.)  
Cinéma 1

22.30 Les Nuits fauves ■  
Cyril Collard (France, 1992, 110 min.)  
Cinéma 2

22.45 Un Américain à Paris ■  
Vincent Minelli (France, 1951, N, 115 min.)  
Cinéma 2

0.00 Mad Dog and Glory ■  
John McLaughlin (France, 1992, 95 min.)  
Cinéma 2

0.10 Le Coup de grâce ■  
Orson Welles (France, 1945, N, 110 min.)  
Cinéma 1

0.15 Huit heures de sursis ■  
Carl Reed (Grande-Bretagne, 1947, 110 min.)  
Cinéma 1

0.35 La Rupture ■  
Claude Chabrol (France, 1970, N, 120 min.)  
Cinéma 2

0.40 La Prédiction ■  
Elio Petri (France, 1973, 110 min.)  
Cinéma 2

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

12.05 et 22.25 Polémiques.  
Alain Madelin. France 2

12.10 et 23.10 Les Invités  
de Pierre-Luc Séguillon.  
Spécial Euro : Avec Karl von Wogau,  
président de la commission  
économique et monétaire du  
Parlement européen et Christa  
Händel-Pietz, présidente de la  
sous-commission monétaire.  
L'Europe

15.10 et 15.10, 0.10 L'Hebdo du Monde.  
Spécial Euro. Avec Jacques Sarrailh.  
L'Europe

18.30 Le Grand Jury RTL-Le Monde-L'Europe.  
Pierre Moizy. RTL

19.00 Public. Invité : Jacques Chirac. TF 1

23.05 Dimanche soir.  
François Hollande. France 3

## MAGAZINES

9.30 Journal de la création.  
Rouesse-Gérard. La Cinquième

11.00 Droit d'auteurs.  
Hervé Rousset, Dominique Millaud,  
Jean-Noël Jeanneney. La Cinquième

12.30 Après sur images.  
Philippe Lemerle, Dominique Millaud,  
Jean-François Lenoir,  
Jean-François Desdunes. La Cinquième

12.45 Le Vrai Journal.  
Invité : Daniel Cohn-Bendit. Canal +

13.00 Lignes de mire. Spécial Mai 68.  
Invité : Daniel Cohn-Bendit. France 3

13.30 Thalass ■  
Sur la route des esclaves. Avec  
Monsieur Digne, directeur du projet  
« La route de l'esclavage » à l'Unesco.  
TV 5

13.45 Les Quatre Dromadaires.  
Tuer pour vivre : le danger  
vient du ciel. France 3

14.00 La Planète ronde. Uruguay : 1990.  
Invités : Lucien Laurent, Jean-Yves  
Guillaud, Jacques Codier, Serge Laget.  
La Cinquième

14.30 Les Dossiers de l'Histoire.  
Général : L'engagement.  
Général : Les frontières de l'Europe.  
Histoire

15.55 Naturellement. L'Europe sauvage :  
Toundra et taiga. France 2

16.25 Le Sens de l'Histoire.  
La première guerre du Golfe.  
Le jour où Bush a sauté Saddam.  
Invités : André Fontaine,  
Alexandre Adler. La Cinquième

16.50 Sud. Invités : Bernard Heuvelink,  
Jean-Pierre Maitre. TMC

17.30 La France et ses religions.  
L'islam en France. Invités : Jean Daniel,  
Maxime Rodière, Soléil Bénédict,  
Yamina Benguigui. Histoire

19.00 Le Gai Savoir.  
Paris Première

20.00 Strip-Tease.  
Monsieur le bourgmestre. Claud  
business. Le baron. Les petites filles  
modèles. SOS voyageur. Ouel. Tour de  
France. Les aventures de la famille de  
Becker. Sur le banc. Portrait d'un mort  
vivant. Invité : Marco Lammich, Jean  
Libon. TV 5

20.45 Les Dossiers de l'Histoire.  
Général : Les choses. Histoire

20.50 Capital. Les secrets de votre  
immobilier. Chargés : peut-on les faire  
bailier ? Comparons le bon du mal de la  
sécurité. Profession : concubine. Rec  
apparemment pour rien. M 6

22.40 Viva. Nôtre de légende  
pour décor de fête. TSR

23.00 Envoyé spécial. Les années 90.  
Les Grands Frères. Légumes in vitro.  
A bout de souffle. Histoire

## DOCUMENTAIRES

17.15 Whistler, un Américain  
à Paris. Odyssée

17.35 Mémoires médico-légales.  
[57]. Planète

18.00 Watergate. [58]. Planète

18.30 Les Oiseaux de la colère. Planète

19.00 La Corne, une montagne dans  
la mer. [20]. Odyssée

19.10 Les Grands Initiés. Planète

20.20 Crime et pénitence. Odyssée

20.30 Un aéroport à Londres. Planète

20.50 Les Innocents du couloir  
de la mort. Odyssée

21.20 Le Feu de la Terre.  
[16]. Du volcan interdit  
à la montagne de Dieu. Odyssée

21.25 Underground USA. [214]. Planète

22.00 La Nature ordinaire comme  
un petit coquelicot. Planète

22.15 La Forêt tropicale  
de Guyane. Odyssée

22.20 Grand document.  
Le Voleur de Sofia. Arte

22.50 Les Chevaliers. [246]. Planète

23.45 Les Nouveaux Explorateurs.  
Le corps en trois dimensions. Planète

0.00 Les Initiés d'Amérique raco-  
tés par eux-mêmes. Les plaines ou la vie  
au rythme de la nature. Histoire

14.35 Rugby. Championnat de France.  
Quart de finale retour :  
Colonne - Narbonne. Canal +

15.00 Tennis. Tournoi messieurs de Prague.  
Finale. Eurosport

21.00 Voile. La Whitbread. Départ  
de la 8<sup>e</sup> étape : Baltimore - Annapolis.  
La Rochelle. Eurosport

## MUSIQUE

18.00 Lionel Hampton and His  
Orchestra. Montréal 97. Muzik

18.30 Ouverture : Jean-Sébastien Bach.  
Concerts breisobourgeois n° 2 et n° 3. Mezzo

19.30 Maestro. Paréjou joue Mozart. Arte

20.10 Concerto spirituel. Muzik

20.30 Abdallah Ibrahim. Muzik

## TÉLÉFILMS

18.30 Jeanne d'Arc.  
Pierre Bado. Histoire

18.30 Les Danseurs du Mozambique.  
Téléfilm. Téma

19.00 L'Homme sandwich.  
Michel Polac. Festival

20.35 Bobé express.  
Philippe Leclercq. Téma

21.30 Le Mystère  
de la Montagne Enscrocelle.  
Peter Rader (Fr.). Disney Channel

23.45 Le Beau Monde.  
Michel Polac. Festival

## SÉRIES

17.40 Chapeau melon et bottes de cuir.  
The Inbetweeners men (v.o.). TF 1

18.55 Demain à la une.  
Soleil un héros et ta-ta-ta ! M 6

20.00 Seinfeld.  
La gervaise (v.o.). Canal Jimmy

20.25 Dream On. Promotion canapé (v.o.). Canal Jimmy

20.45 Les Incontournables.  
L'arsenal. Série Club

20.45 Columbo.  
A chacun son heure. RTBF 1

20.55 Julie Lescaut.  
Le secret des origines. TSR

21.00 Presque parfaite.  
Poulet (v.o.). Canal Jimmy

22.05 Friends. Celui qui avait une nouvelle  
copine (v.o.). Canal Jimmy

22.15 Chapeau melon et bottes de cuir.  
The Inbetweeners men (v.o.). TF 1

22.50 New York Police Blues.  
Le désespoir d'Israël [20] (v.o.). Canal Jimmy

23.25 Aux frontières du réel.  
Crime de mémoire. TSR

0.00 Spin City. They Shoot Horses,  
Don't They? (v.o.). Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

## 15.55 France 2 :

« L'Europe sauvage » :  
taiga et toundra

## Trésors de la nature

LE SUCCÈS de Microcosmos l'a  
largement démontré, la vie des  
bêtes exerce une véritable fascina-  
tion. Partout où il y a un animal, il  
y a désormais quelqu'un pour le  
filmer au plus près. Dans  
« L'Europe sauvage », une série  
documentaire inédite diffusée  
dans le cadre de la case « Naturel-  
lement », Serge Vialat a parcouru  
pendant dix mois une douzaine de  
pays, de la Finlande à Gibraltar, où  
règne encore une vie animale sau-  
vage parfois insoupçonnée. Sur les  
conseils de Pierre Pfeffer, profes-  
seur au Muséum d'histoire natu-  
relle de Paris, chaque film explore  
un univers géographique différent  
- plaines, montagnes, forêts,  
rivages - et une grande variété  
d'espèces animales, des plus  
illustres aux moins connues. La  
chouette lapone, le renard blanc,  
la marmotte des Alpes, le gypaète  
barbu, l'élan, l'aigle royal, le tré-  
saut-lyre, le flamand rose... tous se  
révèlent des acteurs fabuleux dans  
la simplicité surprenante de leurs  
activités.

Chacune de ces créatures est  
saisie dans le hasard de son quoti-  
dien : réaction devant l'ennemi,  
comportement alimentaire,  
migration, reproduction, rut, mise  
bas... Pourrait-on imaginer autant  
de grâce ? On est fasciné par ces  
femelles macarons de Barbarie se  
présentant leurs petits, comme  
deux copines caressant et adouci-  
sant leur progéniture. Ou encore  
lorsque la toundra enseigne à ses  
nouveaux-nés la pêche et la meil-  
leure façon de se repérer dans  
l'eau. Amours, combats, ébats,  
parades, danses, intimité des  
mères avec leurs bêtes... autant  
d'images qui forcent l'admiration  
devant le génie de la vie.

Ces images sont exceptionnelles  
de beauté, mais il y a par ailleurs  
de vraies déceptions. Le documen-  
taire se réduit la plupart du temps  
à un catalogue d'espèces, souffre  
d'un commentaire convenu et sur-  
tout d'une très pesante illustration  
musicale. Au point qu'on a  
souvent envie de couper le son,  
pour mieux imaginer le véritable  
environnement sonore des ani-  
maux.

Karine Nakache

★ Prochains épisodes : Côtes et  
rivières, 10 mai ; Plaines et forêts,  
17 mai ; Montagnes, 24 mai.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

14.15 Le Rebelle.  
14.30 Les Dessous de Palm Beach.  
15.05 Rick Hunter, inspecteur choc.  
16.00 Pacific Blue.  
16.30 Disney Parade.  
18.00 Vidéo Gag.  
18.30 30 millions d'amis.  
19.00 Public. Invité : Jacques Chirac.  
20.00 Journal. Le Résultat des courses.  
20.45 Météo.  
20.50 C... comme cinéma.  
20.55 L'Union sacrée.  
21.00 Ciné dimanche.  
21.35 Les Fous du stade II.  
Film. Claude Zidi.

## FRANCE 2

13.25 Dimanche Martin.  
13.55 Naturellement.  
L'Europe sauvage : Toundra et taiga.  
14.40 Keno.  
16.50 L'Esprit d'un jardin.  
16.55 Nash Bridges.  
17.40 Stade 2.  
18.40 1 000 enfants vers l'an 2000.  
18.50 Dromedaire Co.  
19.25 Stars'n Co.  
19.55 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal. A cheval.  
21.00 Magnum Force ■  
Film. A. T. Carr et J. J. Jeanot.  
23.10 Lignes de mire. Spécial Mai 68.  
Film. Carl Reed (v.o.).

## FRANCE 3

13.00 Lignes de mire. Spécial Mai 68.  
13.45 Les Quatre Dromadaires.  
14.40 Keno.  
14.45 Sports dimanche.  
Invité : Tariq Abdul Wahid  
(Olivier Saint-Jean).  
15.00 Têrred à Chantilly. En direct.  
15.30 Gymnastique artistique.  
16.45 Cyclisme.  
17.25 Corty, un enfant  
pas comme les autres.  
18.15 Via savoir. Guignol I.  
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.  
20.05 Petites bêtises.  
20.15 Boulevard du rire.  
20.50 Le Renard.  
22.00 Derrida.  
23.05 Soir 3 : Les Titres.  
23.45 Dimanche soir.  
23.55 Météo, Soir 3.  
0.15 Huit heures de sursis ■  
Film. Carl Reed (v.o.).

## CANAL +

En clair jusqu'à 14.35  
13.35 La Semaine des Guignols.  
14.10 La Falsité aux chandails.  
14.35 Rugby. En direct. Championnat  
de France. Quart de finale retour



## Les gènes des héros

par Pierre Georges

C'ÉTAIT un Soldat inconnu et qui ne demandait qu'à le rester dans le cimetière militaire américain où il reposait. Que les guerres aient été gagnées, ou, comme ici au Vietnam, perdues, les armées aiment leurs héros anonymes. Ils sont exemplaires et, faute d'identification, comme nationalisables. N'appartenant plus à personne, glorieux morts, sans plaque, sans nom et sans famille, ils sont à tous et toutes, au panthéon de la mémoire collective, symbole du sacrifice, de l'héroïsme et du mystère tragique.

Le Soldat inconnu est-il une race de héros en voie d'extinction ? Poser ainsi la question, ce n'est pas pratiquer l'humour noir, mais s'interroger sur un effet inattendu des progrès de la génétique. Et, en ce sens, le cas de conscience posé à une commission spéciale du Pentagone ne manque pas d'intérêt.

La question qui lui a été soumise est simple : peut-on autoriser l'exhumation du Soldat inconnu américain, mort au Vietnam, probablement en 1972 ? Et procéder, sur les restes, à une tentative d'identification par des tests ADN ?

A dire vrai, l'armée n'avait pas vraiment envisagé ce cas de figure, tenant son inconnu pour illustre et sa sépulture pour sacrée. Mais la question est venue d'une famille d'un soldat mort au Vietnam. Cette famille, les Blassie, se dit convaincue que le cadavre enterré au cimetière militaire est bien celui du premier lieutenant Michael Blassie, pilote d'un avion d'attaque, abattu en mission, le 11 mai 1972. Et, de fait, cette hypothèse avait été envisagée par le Pentagone lui-même. Les autorités avaient

considéré, grâce aux archives, que ce Soldat inconnu pouvait être soit le lieutenant Blassie, soit le capitaine Rodney Stobridge, un pilote d'hélicoptère également abattu le même jour.

A l'origine même, en 1978, lorsque fut érigé le monument au Soldat inconnu, le Pentagone privilégiait plutôt la thèse Blassie, en se fondant sur des recoupements militaires. Mais, à l'époque, le recours aux tests génétiques n'existait pas qui aurait permis une identification incontestable des restes. Et donc, lieutenant Blassie, capitaine Stobridge, ou tout autre, les autorités tenaient leur Soldat inconnu.

Seulement voilà, la famille Blassie, elle, désormais, veut savoir. Elle a donc saisi le Pentagone d'une demande d'exhumation et d'expertise génétique. Une commission du Pentagone, après y avoir mûrement réfléchi, vient d'appuyer cette demande et de proposer au secrétaire d'Etat à la défense, William Cohen, seul habilité à prendre la décision finale, la réouverture du tombeau du Soldat inconnu. Car l'affaire est épineuse : un Soldat inconnu appartient-il encore à sa famille ou déjà à la nation ?

Mais où l'affaire se complique un peu, c'est que la mère du capitaine Stobridge, soldat qu'on hésite à qualifier d'outsider dans la course à la reconnaissance génétique, trouve cette initiative parfaitement vaine. Elle l'a confié au New York Times : « A quoi cela servirait-il ? Je ne pourrais ni le câliner ni rien du tout. » Cette histoire, quelle qu'en soit l'issue, n'est-elle pas fudeusement contemporaine, qui s'acharne à déterminer l'identité génétique des héros ?

## Une centaine d'incidents ont eu lieu à bord des vols de reconduite des clandestins

Le témoignage du PDG d'Air France devant une commission du Sénat

LES CONDITIONS de reconduites à la frontière sont toujours entourées du plus grand secret. En quelques heures, pourtant, les sénateurs viennent de lever une partie du voile, grâce aux auditions du patron de la Direction du contrôle de l'immigration (Dici), Jean-Louis Ottavi, et du PDG d'Air France, Jean-Cyril Spinetta. Ils ont découvert qu'en 1997 9 947 personnes avaient fait l'objet d'une telle procédure. Sans quitter le palais du Luxembourg, les sénateurs ont voyagé. Un périple plein de sensations, à ne jamais raconter avant le décollage.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> avril, les policiers pensaient avoir bien préparé leur opération : dix à quinze irréguliers quittent chaque jour la France par Roissy. Mais des militants associatifs qui perturbent les reconduites en Afrique ont manifesté et incité les passagers à s'opposer à leur présence à bord. L'agitation a commencé avec l'annonce de la descente de l'avion vers Bamako. Dix minutes avant l'atterrissage, elle s'est transformée en « bataille rangée », selon M. Spinetta, les pas-

sagers prenant fait et cause pour les sept reconduits et s'opposant aux seize policiers. Méthodiquement, ils ont commencé à détruire les sièges à l'arrière. Plusieurs hublots intérieurs ont été brisés. « Les hôtesses et stewards étaient réfugiés à l'avant », a raconté le patron d'Air France devant la commission d'enquête du Sénat. « C'est grâce à l'intervention de trois agents de sécurité d'Air France que nous sommes parvenus à maîtriser cette mutinerie », a précisé Joël Cathala, responsable de la sécurité de la compagnie.

DE « NOUVELLES RÈGLES »

Ce violent accrochage s'ajoute à une longue série. Le 5 octobre 1996, deux sans-papiers ouvrent la porte de l'avion sur l'aire de décollage et manquent de précipiter un policier cinq mètres plus bas. Le 19 juillet 1997, un chef de cabine est blessé d'un coup de tête donné par une irrégulière. « En tout, 116 incidents depuis le 16 novembre 1996 au seul départ de Roissy », a précisé le patron de la compagnie aérienne. Le 2 avril, Air France suspend l'application de la convention qui la liait

au ministère de l'Intérieur depuis le 15 septembre 1994. Elle interrompt toute reconduite vers Bamako et les livre à un passager par vol sur les autres destinations.

Après trois réunions, les 6, 10 et 22 avril dernier, les reconduites ont repris, le 27 avril, mais selon de « nouvelles règles ». Jusque-là, 75 % des reconduites se faisaient sans escorte. Dorénavant, la présence policière est systématique sur les « destinations sensibles » (Mali, Congo, Chine). De trois policiers pour neuf reconduits, on passe à neuf policiers pour trois reconduits. Le vol vers Bamako fait l'objet d'un régime spécial avec un reconduit maximum par vol, toujours encadré de quatre policiers. « Ne vaudrait-il pas mieux reprendre les charters ? », a interrogé un sénateur jeudi 30 avril. Le patron d'Air France a soutenu : « Le 27 février 1997, le ministre de l'Intérieur avait offert un de nos avions. Il y avait 77 Maliens et 42 policiers. A l'arrivée, ils se sont mutinés. L'avion a été incendié et partiellement détruit. »

Nathaniel Herzberg

## Des sommets alpins très contaminés douze ans après Tchernobyl

UNE ETUDE réalisée par la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRI-RAD) affirme que l'ensemble de l'arc alpin a été fortement contaminé par les retombées de la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986). Les résultats de cette étude ont été rendus publics vendredi 1<sup>er</sup> mai. L'analyse de quarante échantillons prélevés entre 1 500 et 2 800 m d'altitude a fait ressortir une contamination au césium 137 « sans commune mesure » avec les zones de plaine. Les accumulations de césium 137 (durée de vie 30 ans) varient de 54 becquerels par kilo à 545 000 Bq/kg. La directive européenne de 1996 considère comme déchet radioactif un objet d'une radioactivité supérieure à 10 000 Bq/kg. Les huit échantillons les plus contaminés proviennent du Mercantour (France), du Cervin et de Cortina d'Ampezzo (Italie) et du parc de Hohe Tauern (Autriche). La CRI-RAD demande aux pays concernés un suivi de certaines denrées alimentaires (lait, champignons, etc.) et de l'eau. - (AFP.)

## Des milliers de néonazis manifestent en Allemagne

L'EXTRÊME DROITE allemande a réussi une nouvelle démonstration de force, vendredi 1<sup>er</sup> mai, en rassemblant plusieurs milliers de militants à Leipzig (est), quelques jours seulement après son succès spectaculaire aux élections régionales de Saxe-Anhalt (est). Quelque 3 000 à 4 000 manifestants, selon la police, et près de 10 000, selon les organisateurs, ont répondu à l'appel du Parti national-démocratique allemand (NPD). La mobilisation est restée toutefois en deçà des 10 000 à 15 000 personnes attendues initialement par le NPD. Plusieurs affrontements se sont produits entre policiers, manifestants du NPD et militants d'extrême gauche qui s'étaient mobilisés par milliers contre le rassemblement. Trois policiers ont été blessés et 57 manifestants ou contre-manifestants ont été interpellés. - (AFP.)

## Le président du Conseil constitutionnel confirme son refus de démissionner

« IL N'EST PAS QUESTION que j'abandonne mes fonctions à la tête du Conseil constitutionnel. Rien ne m'y oblige. Personne ne peut m'y contraindre. Pas même le chef de l'Etat », déclare Roland Dumas dans un entretien publié, samedi 2 mai par L'Est républicain. Trois jours après sa mise en examen dans l'affaire Elf, M. Dumas déclare être « conscient d'être entré dans un long tunnel » et affirme qu'il ne va « sûrement pas se laisser abattre ». Pour sa part, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a estimé, jeudi 30 avril, que « l'affaire Roland Dumas est une parfaite illustration des tares de notre institution judiciaire », soulignant que « depuis plusieurs mois des informations précises sur son dossier sont publiées dans les médias ». Selon la LDH, « il est essentiel que la presse puisse informer, mais il n'est pas normal qu'un conditionnement de l'opinion condamne quasiment sans recours un homme ».

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : l'ancien oustachi Dinko Sakic, ex-commandant du camp de concentration de Jasenovac, tenu pendant la deuxième guerre mondiale par les fascistes croates, a accepté vendredi 1<sup>er</sup> mai, en Argentine, d'être extradé vers la Croatie. Il avait reconnu, début avril, au cours d'une interview à la télévision argentine, qu'il avait bien commandé le camp de Jasenovac. Des dizaines de milliers de personnes, dont des Serbes, des Juifs, des Tziganes et des Croates hostiles au régime oustachi (pro-hitlerien), y avaient trouvé la mort.

■ DISPARITION : l'ancien leader des Black Panthers Eldridge Cleaver est décédé, vendredi 1<sup>er</sup> mai, à l'âge de soixante-deux ans, en Californie. Né dans l'Arkansas en 1935, il était l'un des membres fondateurs du mouvement des Panthères noires prônant la révolution pour la libération des Noirs américains. - (AFP.)

■ HENRI CURIEL : à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort d'Henri Curiel, militant communiste internationaliste, un rassemblement est organisé, lundi 4 mai, au 4, rue Rollin (Paris 5<sup>e</sup> arr.), rassemblement au cours duquel Gilles Perault prendra la parole. ■ MUSIQUE : le festival mondial des Afrosismiques, qui devait se tenir en décembre en Côte d'Ivoire, a été reporté à décembre 1999. Les organisateurs se heurtent à un problème de mécénat pour cette manifestation qui table sur deux millions de visiteurs et la venue des plus grandes stars de la musique noire. - (AFP.)

PSSSTTT!

PSSSTTT!

Hep!

**Du 2 au 31 mai**

**Les patrons de cafés vous font des prix d'ami\***

FRANCE BOISSONS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération

